

---

# LA NOUVELLE ARCADIE

---

DERNIÈRE PARTIE (1)

---

## I

L'APPUI même du gouvernement, la confiance et l'allant qu'il pouvait donner à un groupement animé du désir d'abattre la république, n'arrivaient pas à tendre le ressort arcadien. L'esprit pluriel se ramenait de jour en jour à l'esprit singulier, par une sorte de synthèse des éléments du *moi* retrouvant le chemin du libre arbitre et du plein gré.

Dans la charmille, au réfectoire, la nuit sous les étoiles, et jusque dans la piscine, on discutait l'idée, on ouvrait des débats de critique où les principes étaient l'un après l'autre mis en jugement. La raison intervenait dans une affaire d'où elle avait été bannie. D'excellents raisonneurs prouvaient par les moyens de la logique que les pois chiches et les haricots rouges ne sauraient fleurir et donner leur graine au brûlant de l'été, que la pioche, la pelle et la faucille, en fatiguant les muscles et en faisant lever aux mains des cloches cuisantes, ne procuraient guère le bonheur que chacun attendait du travail.

Lucias affirmait, avec les airs d'inspiré qui lui étaient propres, que la raison n'avait rien à voir dans le raisonnement communiste et que si l'on commençait à parler de logique, il valait mieux abandonner tout de suite la Nouvelle Arcadie.

Copyright by Maurice Bedel, 1933.

(1) Voyez la *Revue* des 1<sup>er</sup>, 15 décembre 1933 et 1<sup>er</sup> janvier 1934.

TOME XIX. — 15 JANVIER 1934.

16

Après de nouveaux tournois de parole, on convint que le communisme intégral, déjà retouché par la N.E.P., ferait place, pendant la crise intérieure, à un régime mi-socialiste, mi-capitaliste, auquel on donna le nom d'Économie dirigée.

— Voilà, dit Martin Paul, une nouvelle idée dans l'idée nouvelle. C'est sûrement celle qui nous apportera le bonheur. Et il demanda par qui cette économie-là serait dirigée.

— Par les plus compétents, répondit Lucias.

Paulot, qui était littérateur, reçut le département de l'Alimentation, pour la raison excellente que les nourritures de l'esprit et les nourritures terrestres s'accordaient au mieux dans le domaine de l'idéologie. Jaunet fut chargé de la défense de la communauté contre les ennemis de la production, tels que les taupes, les mulots, les chenilles, les courtilières et les pucerons.

— Je demande la parole, dit-il.

Il déclara qu'il acceptait ce poste de confiance à condition de n'employer dans la lutte d'autres armes que celles de sa conscience. On estima que, si la conscience suffisait à arrêter les hommes sur les chemins de la guerre, il ne pouvait être question de l'utiliser devant les attaques des chenilles et des pucerons, et le département de la Protection des produits agricoles fut confié à un vieil Arcadien, ex-socialiste de son état.

Chacun reçut sa part : Orland eut la Statistique, Denis conserva l'Élevage, avec une dame pour sous-secrétaire à la Laiterie. Martin Paul et Natalie furent placés aux Relations extérieures, Lucias prit les Principes et M<sup>me</sup> de Courlidon les Finances, de son propre mouvement.

— Est-ce que le nouveau régime, demanda-t-elle, autorise le vêtement personnel et le lit individuel ?

Ce problème fut le premier que l'on eut à débattre au titre de l'Économie dirigée. D'autres vinrent après celui-là ; le nouveau système retentit d'éloquence, posa une quantité de questions, nécessita des mises au point ; et, pour le seul débat du vêtement personnel, sept discours furent prononcés d'une durée moyenne de cinquante minutes l'un.

Pendant que l'Arcadie demandait aux idées des moyens d'action, pendant que des hommes très intelligents, savants en toute sorte de choses qu'ignorait le commun, tentaient vainement d'administrer leur existence, les gens de Saint-Mard



menaient, hors des sentiers de la philosophie ménagère, leur petit train de vie.

Les blés étaient fauchés, rentrés, mis en tas; c'était le temps des batteries. Sans chercher dans leur action autre chose qu'une façon naturelle de s'entr'aider, sans demander à une doctrine des droits et des directives, les garçons de campagne se prêtaient la main d'une batterie à l'autre. Ils allaient de ferme en ferme, ils faisaient voler les gerbes à la pointe de la fourche vers la table de la batteuse; ils riaient; ils mangeaient de la poussière; ils ensachaient le grain, le montaient au grenier; ils buvaient du vin blanc que les femmes avaient coupé d'eau; ils se lançaient des quolibets et, quand le sifflet de la machine annonçait le repas, ils s'asseyaient à une vaste table sous les pommiers du verger, ils sortaient leur couteau, ils taillaient dans les miches et ils attaquaient le canard rôti. Point d'autres débats que ceux de la belle humeur; point d'autres discussions que celles du spontané et du libre élan.

Un jour que les gens de culture étaient au battage du blé, Martin Paul et Natalie se rendirent à Saint-Mard pour y visiter les parents Martin. Le village semblait dormir entre l'enclume sonore de Picard et la scie de Plantin. Les demoiselles tiraient l'aiguille derrière leurs volets entreclos; le chien de Piéton, étendu sur le seuil du cabaret, happait les mouches qui lui cherchaient les yeux.

Martin le père accueillit son fils sans étonnement, car rien ne l'éloignait, hors les brusques sautes de prix des cuirs corroyés.

— D'où viens-tu ? lui dit-il par habitude.

— Eh bien ! fit Martin Paul, de chez les autres. Et, ajouta-t-il, voici mademoiselle Natalie.

— M'zelle, fit Martin le père sans lever les yeux du bridon qu'il cousait.

Il n'était point bavard; il travaillait; il tirait par petites secousses le fil poissé qui traversait le cuir et rien ne pouvait le distraire d'une besogne à laquelle il donnait toute l'attention de son esprit. Natalie allait par la boutique, curieuse de ces aiguilles courbes, de ces alènes, de ces poinçons, de tous ces instruments répandus en désordre sur les tables et qui suffisaient à transformer les cuirs pendus aux murs en souples brides, en colliers et en traits. Elle songeait en elle-même que

cet homme penché sur son ouvrage n'avait peut-être pas choisi la mauvaise part. Il était là, appliqué à bien faire, seul à seul avec son cuir, son fil et son aiguille, libre de donner au bridon qu'il cousait une façon de son goût.

— Tu peux faire aussi ce travail de la main ? demanda-t-elle à Martin Paul.

— Oui, dit-il, mais il est contraire à l'idée nouvelle et l'idée nouvelle mène au bonheur nouveau.

— C'est peut-être, dit Natalie, un autre bonheur d'être ici dans la maison sans la scie mécanique, sans le tableau rouge, sans les *udarniki*.

Elle s'assit sur l'angle d'une table et demeura à regarder cet homme des temps morts qui tirait son aiguille par petites secousses sans songer à battre des records de fil poissé.

Mais M<sup>me</sup> Martin était accourue à la voix de son fils ; elle le gourmandait et le cajolait à la fois ; elle lui reprochait son absence et de préférer les étrangers de Boischenu à la famille. Elle lui parlait comme à un enfant ; elle l'appelait « mon joli », ou « petit galement », selon qu'elle lui recommandait de ne point se fatiguer dans son nouvel état ou qu'elle le menaçait d'aller, un jour, jusqu'au château lui tirer les oreilles s'il persistait dans ses manières de galopin. Enfin son tendre courroux s'apaisa et Martin Paul put placer un discours sur le bonheur nouveau, le travail en commun et l'amitié des ministres.

— D'ailleurs, dit-il, voici mademoiselle Natalie qui s'entend mieux que moi aux idées nouvelles et qui peut dire ce qu'elle en pense.

Mais Natalie préférerait voir de près, toucher du doigt le bonheur ancien tel qu'il se présentait dans la maison de Martin Paul. Elle écoutait M<sup>me</sup> Martin qui tenait à son fils un langage extraordinaire, qui lui disait : « Mon petit... mon joli... » bien qu'il fût un grand garçon. Elle riait.

— Mon joli... mon petit... faisait-elle en imitant le ton de M<sup>me</sup> Martin, voilà des paroles pour le petit enfant qui prend le lait.

— Vous verrez ça, dit M<sup>me</sup> Martin, ils sont toujours nos petits, même quand ils ont vingt ans.

Elle invita la demoiselle à passer à la salle à manger où elle remplit trois verres de liqueur de cassis. Elle n'eut point de cesse que Natalie ne lui eût conté qu'elle était, d'où elle

venait, et pourquoi elle portait des bottes comme les gendarmes de Loches, si c'était l'habitude dans son pays, et quel était ce pays.

— C'est, dit Martin Paul, le pays de l'idée nouvelle. On y est plus heureux que partout ailleurs.

— C'est-il qu'on n'y travaille point? demanda M<sup>me</sup> Martin. C'est-il qu'on n'y connaît point les misères de la santé? Moi, c'est dans les reins que ça me tient. Tenez, si je veux ramasser mes ciseaux ou bien lacer mes souliers... Aïe! Ça me tire jusque dans le cou. Aussi je ne vais jamais qu'en savates.

Elle ne s'intéressait plus au pays de Natalie; ce qu'elle désirait surtout, c'était d'intéresser à ses maux de reins une personne qui lui prêtât une oreille neuve.

— Ah! soupira-t-elle, c'est le travail!

Natalie était curieuse d'apprendre à quelle corporation de travailleurs appartenait cette camarade qui, dans le milieu de la journée, était là, les pieds dans ses pantoufles, à raconter des histoires de lumbago.

— Quel travail? demanda-t-elle.

— Comment, quel travail? dit M<sup>me</sup> Martin. Mais...

Elle fit une peinture très précise des travaux auxquels elle se livrait depuis vingt et un ans qu'elle avait épousé Martin : c'était, chaque mois, la lessive à couler, chaque semaine l'horloge à remonter, chaque jour le lit à faire, la soupe du matin à chauffer, la volaille à nourrir, les voisines à saluer, le chiffon à passer sur les meubles, le déjeuner à préparer, la vaisselle à laver, le linge à repriser, les légumes à éplucher et, chaque soir, la lecture de *l'Echo de Loches* à faire à haute voix pour endormir Martin; sans parler des suppléments : en été, c'étaient les confitures, les cornichons, les prunes à l'eau-de-vie, la liqueur de cassis; à l'automne, les poires, les pommes, le raisin à ranger au fruitier...

— Et j'en passe, dit-elle à bout de souffle.

— Et le travail? dit Natalie.

M<sup>me</sup> Martin avait la langue agile; elle était femme à répéter deux fois un propos, un secret ou quelque bonne histoire pour peu qu'on l'en priât : cette activité oratoire allait avec l'activité toute ménagère qu'elle venait de décrire. Elle éleva la voix, ayant affaire à une étrangère, et elle recommença ses histoires de lessive, de confitures et de fruitier.

— Oui, fit Natalie, voilà les petits travaux de plaisir. Mais les autres, avec la fatigue aux bras, la sueur au front, la gorge sèche?

Martin Paul lui assura qu'il n'y avait point à Saint-Mard une seule femme qui poussât l'ardeur au travail au point de se sécher la gorge, que les besognes de ménage se faisaient très paisiblement et qu'il n'avait jamais entendu dire que sa mère ou M<sup>me</sup> Plantin, ou M<sup>me</sup> Picard, ou M<sup>me</sup> Huault eussent, dans le train courant de leur vie de chaque jour, connu d'autre fatigue que celle de la langue.

— Les hommes travaillent, dit-il, ils sont à la forge, à l'établi; les femmes cuisinent, balaient, battent le linge à la rivière, renouvellent le sucre sous la bouteille à prendre les mouches; elle ont la part de l'imprévu et de la variété; elles vont au vent de leur idée. Il y en a qui, tout le long de la journée, rangent le linge dans l'armoire, glissent de la lavande entre les draps; d'autres s'en prennent aux cuivres, elles récurent, astiquent, polissent des casseroles et des bassines qui ne vont jamais au feu. Mademoiselle Picard, qui n'a point trouvé de mari, entretient les bouquets aux autels de l'église; elle n'y prend ni la fatigue aux bras, ni la sueur au front. C'est la vie des femmes de village. Mais le bonheur nouveau va tout changer.

Natalie posait encore d'autres questions: si les enfants nouveau-nés étaient mis à la crèche, si les premiers pas leur étaient enseignés par des techniciennes de la culture physique, si les mères offraient le surplus de leur lait aux enfants débiles de la communauté, afin qu'il fût dit que tout était à tous.

Elle sut que les mères tiraient un grand orgueil de guider leur bébé dans ses premiers essais de marche, de recueillir son premier sourire, sa première tentative de parole, et de lui donner tout leur lait, y compris le surplus.

— Ah! fit M<sup>me</sup> Martin, ça vous attache à eux, c'est bien vrai.

Quand le cassis fut bu, Martin Paul fit faire à Natalie ce qu'il appelait le tour du propriétaire. Ils visitèrent ensemble la chambre des parents avec sa haute armoire de bois fruitier, portant sur ses rayons le linge de toilette, le linge de table, le linge de ménage, les serviettes en piles de douze, les draps à l'alignement; une odeur de toile fraîche et de lavande s'en

dégageait. Aux murs, on voyait en des cadres d'une grande richesse de dorure les portraits de M. et M<sup>me</sup> Martin dans l'apparence de la jeunesse ; ils avaient un air de gens pour qui l'avenir n'avait rien d'incertain. On voyait aussi l'événement de leur mariage rappelé par une photographie représentant les mariés se tenant la main, et par une couronne de fleurs d'oranger déposée sous un globe au milieu de la cheminée. Ainsi le mariage était grandement honoré.

— C'est la chambre où je suis né, dit Martin Paul.

— A Arkhangelsk, dit Natalie, tu nais à la clinique : avec l'asepsie, tous les lits en rang, tous les berceaux en rang, et ton père sait si tu es né, si tu es un garçon ou une fille par une affiche à l'extérieur ; tous les jours, il vient là ; par l'affiche il a les nouvelles de la mère, et comment tu prends le lait, et ton poids, et tout.

— Ici, dit Martin Paul, on naît dans le lit des parents ; c'est souvent le lit où est né le père, et même le grand-père. Et puis, quand on ouvre les yeux, on voit des figures qu'on verra toute sa vie : ce ne sont pas des femmes aseptiques, en blouse blanche et gants de caoutchouc, ce sont les voisines, les parentes, elles vous font des sourires, des agaceries, elles cherchent des ressemblances. « C'est tout son père... C'est le portrait de sa grand mère Martin... » Ah ! mademoiselle, l'idée nouvelle n'a pas pénétré dans Saint-Mard, et ce n'est pas encore par une affiche que les pères apprennent la naissance de leur fils. Mais, à en croire ces messieurs de l'Arcadie, les choses vont changer, et l'on verra les enfants du pays de Loches naître en rang dans des cliniques.

Dans cette pièce où le linge était accumulé pour les besoins d'une existence entière, Natalie découvrait un sens de la durée dans le mariage qui la surprenait fort. Il ne semblait pas que des époux disposés au divorce prissent soin de placer sous un globe les fleurs du jour des noces, qu'ils accumulassent tant de serviettes et surtout tant de draps. Elle en fit réflexion à Martin Paul.

— C'est, dit-il, qu'à Saint-Mard on se marie pour la vie.

— Quelle curieuse chose ! dit Natalie.

— Eh bien ! dit Martin Paul, c'est tout naturel, quand on s'aime.

Ils se rendirent ensuite à la chambre de Martin Paul. Elle

était tapissée d'un papier de campagne où l'on voyait, cent fois répétés, Paul et Virginie assis au pied d'un cocotier de l'île de France : Paul nouait au front de Virginie une couronne de fleurs, la jeune enfant tenait sur ses genoux une corbeille emplie de fruits des îles ; des papillons et des oiseaux volaient autour d'eux.

Cette tapisserie enleva d'un coup à Natalie l'idée qu'elle se faisait du décor dans lequel un futur ouvrier prenait conscience de sa mission sociale. C'était donc parmi ces images puériles, entre ces arbres comme il n'en pouvait venir sous le climat de France, qu'un fils de bourrelier s'était préparé à la technique du cuir ! Pas un graphique aux murs, pas un schéma, pas une statistique ; mais, au-dessus du lit, une sorte d'icone semblable à celles que l'on trouvait chez les koulaks que n'avaient point visités les *Pionniers de l'athéisme* ou les militants de la *Société des Sans-Dieu*.

— Quelle curieuse chose ! répétait Natalie.

Elle voulut savoir quel était le garçon qui, tant de fois, couronnait une fille au pied d'un arbre étrange.

— On raconte, dit Martin Paul, qu'il s'appelait Paul, comme moi. Il habitait une île où la vie se passait le plus agréablement du monde : personne ne s'y fatiguait, on y cueillait des fruits, on y composait des gerbes de fleurs ; les heures coulaient sans que personne s'efforçât de donner plus de vitesse à leur calme courant.

— Comme à Saint-Mard, dit Natalie.

— Paul avait une amie : c'était Virginie. Ils couraient les bois ensemble, il la prenait dans ses bras pour lui faire passer les rivières, il aimait à être seul avec elle, surtout le soir quand il faisait si chaud qu'on ne pouvait dormir dans les maisons.

— Peut-être, dit Natalie, qu'ils allaient s'étendre près de l'eau...

— Comme nous, dit Martin Paul.

Natalie s'approcha du papier de tenture et regarda longuement une des Virginies au front couronné de fleurs, aux genoux chargés de fruits.

— C'est une petite des temps morts, dit-elle. Dans les temps de la révolution, il faut être tout le jour à la machine, travailler le fer, le bois, le coton, battre des records pour le Plan.

— Oh ! dit Martin Paul, pas à Saint-Mard.

— C'est vrai, fit Natalie. On vit ici comme dans les histoires que tu racontes, et qui ne sont pas composées par la raison.

— Presque, dit Martin Paul. Aussi il ne sera pas facile d'y organiser le bonheur nouveau : Picard n'en veut pas, Plantin non plus, madame Coudre point davantage... C'est à ne rien comprendre.

— Écoute, dit Natalie, on peut comprendre des choses plus extraordinaires.

Dans son esprit habitué à penser au pluriel, à évoquer les hommes par groupes et par masses, il se formait l'étrange image d'un monde où les ouvriers, chacun dans sa petite fabrique particulière, tiraient le fil à travers le cuir, forgeaient le fer, sciaient et rabotaient le bois ; où les femmes cuisaient des fruits au sucre et les mettaient en pots, plaçaient des tiges fleuries de plantes à bonnes odeurs entre les draps et les serviettes accumulés pour toute une existence ; où les enfants venaient au monde dans le lit des parents, où ils grandissaient dans une chambre tapissée de Pauls imaginaires couronnant de fleurs d'irréelles Virginies.

Natalie, en songeant ainsi, s'était assise sur le bord du lit, les jambes pendantes, les bras croisés sur les genoux. Martin Paul, auprès d'elle, demandait au souvenir de ses lectures la forme à donner aux mots très simples qui lui venaient aux lèvres. Le naturel le portait à s'écrier : « Vous êtes si gentille ! Vous avez des joues roses, des dents blanches, des yeux bleus... Laissez-moi vous embrasser. » Mais il était possédé par les idées des autres ; c'est un état qui enlève la fleur du naturel à l'expression des sentiments. Ses lèvres de Martin Paul étaient tout près de murmurer : « Vous êtes jolie, je vous aime. » Ses lectures lui soufflaient des phrases telles que les héros de théâtre en jettent à leur Chimène ou à leur doña Sol, telles que les amants orageux de la littérature en gémissent à leur Eléonore ou à leur Brigitte.

— Martin Paul, dit Natalie, j'aime d'être seule avec toi ici. C'est comme si je vivais tout à coup dans les temps morts, avant la scie mécanique, le tableau rouge, le Plan. Voilà la chambre avec les murs couverts d'images, le parquet brillant qui sent... attends, il sent le miel des abeilles. Voilà aussi le lit où tu dors sans les discours des camarades, sans les

discussions techniques qui durent des fois toute la nuit.

— Hélas ! dit Martin Paul, quand j'y dormais, je ne vous connaissais pas, et je ne savais rien de l'idée nouvelle.

— Dis-moi, Martin Paul, cette petite qui est sur le papier, est-ce qu'elle devient la femme du garçon qui la couronne de fleurs ?

— Non, elle meurt avant ; elle disparaît dans la mer.

— Elle disparaît... C'est peut-être meilleur comme ça.

— Pourquoi ?

— Pough !...

Natalie baissa la tête, ferma les yeux, puis, se redressant brusquement :

— Bougre ! s'écria-t-elle, il faut rentrer à l'Arcadie.

Ils trouvèrent M<sup>me</sup> Martin occupée à laver sous l'eau de la pompe des graines de melon prises dans un jus visqueux.

— C'est un *Noir des Carmes* que nous avons mangé à midi, dit-elle : du pur sucre... Je garde la semence pour l'année prochaine.

Elle mêlait la louange du melon aux plaintes qu'elle faisait sur ses reins, sur la conduite de Martin Paul, sur la chaleur, sur les mouches, sur les haricots verts qui avaient des fils à cause de la sécheresse, sur les salades qui montaient avant de pommer, sur tout.

— Je suis bien sûre, dit-elle à Natalie, qu'on a moins de misère dans votre pays.

— Ce n'est pas la même chose, dit Natalie.

On laissa M<sup>me</sup> Martin à ses graines de *Noir des Carmes* et l'on gagna l'Arcadie par le chemin le plus long.

## II

Pour dirigée qu'elle fût, l'économie de la Nouvelle Arcadie se maintint peu de jours dans la voie de la réussite. Chacun des compétents prétendait que sa compétence fût la seule à résoudre la crise. Denis se vantait que l'élevage des bestiaux apporterait la richesse et la prospérité à la colonie ; et il demandait à l'État une avance de fonds qui lui permit d'augmenter la ration de foin de ses vaches.

— En échange, disait-il, je lui céderai le fumier qu'il pourra céder à son tour au département des Plantes potagères.



— Permettez, disait le commissaire aux Légumes, je demande à l'État de financer mes achats de nitrates et de superphosphates; je refuse votre engrais animal.

A son tour, la sous-secrétaire à la Laiterie réclamait la protection de l'État contre les miasmes et microbes qui s'en prenaient au beurre et le rancissaient.

— C'est l'affaire du département de la Protection des produits agricoles, répondait Lucias.

— C'est entendu, disait le commissaire à la Protection, mais il faut d'abord que l'État me fournisse de la nicotine contre les pucerons, de la poudre d'ellébore contre les chenilles et de la chaux vive contre un méchant dévoreur de luzerne appelé le négriel. Car si l'État ne m'arme pas contre ces ennemis du fourrage et de la pâture, les vaches dépériront et la question du rancissement du beurre ne se posera plus.

— Puisque nous sommes à l'alimentation des bêtes, disait Paulot, je prie l'État de prendre en considération que l'alimentation des hommes est insuffisante et qu'au café de l'après-repas il siérait d'ajouter quelques liqueurs et eaux-de-vie.

Il y eut des disputes de plus en plus vives entre les compétents, à qui tirerait de l'État le plus d'avantages et de faveurs pour son département.

— Mais qui est l'État? demanda un jour M<sup>me</sup> de Courlidon.

— Au fait, dit le chœur, qui est l'État?

Lucias, qui était habile à répondre à toutes questions, démontra qu'en régime d'économie dirigée l'État était celui qui distribuait les commandes, soutenait les défaillances, pratiquait sans compter les avances de fonds, ouvrait des chantiers auxquels on n'aurait jamais songé sans lui, asséchait les marais, plantait ici des forêts, là les rasait, et qu'en définitive, l'État, c'était celui qui payait.

Tous les yeux se tournèrent vers M<sup>me</sup> de Courlidon.

— Quoi! s'écria-t-elle, l'État, est-ce donc moi?

— Hé, oui... fit Lucias sur le ton d'un homme qui cherche à excuser la fatalité.

— C'est bon, dit M<sup>me</sup> de Courlidon.

Elle se dresse, ses regards prennent de la flamme, sa voix acquiert en un instant ce ton d'autorité auquel ne se trompent point ceux qui, dans les désordres et les faiblesses de la politique, croient découvrir un chef.

— Mes amis, dit-elle, je vous remercie.

Elle se déclara très heureuse d'être l'État et parla aussitôt de mener à elle seule les affaires de l'Arcadie. Elle entendait que la discipline fût adoucie, que la chemise rouge et les bottes fussent réservées aux cérémonies d'apparat et aux réceptions de ministres, que chacun s'habillât désormais à sa guise, que les objets de toilette devinssent individuels et que l'amour fût autorisé.

— Bravo! fit la voix un peu craintive et retenue d'une dame arcadienne.

— Mais, s'écria Lucias, c'est tout le programme de la démocratie!

M<sup>me</sup> de Courlidon se sentait soutenue par le silence des autres. Elle parla d'aménager Boischemu de telle façon que chacun y eût sa chambre et pût s'y livrer à des travaux de l'esprit qui ne fussent point contrariés par le souci d'aller laver le linge à la cressonnière et de reprendre les bas et les chaussettes de la communauté, d'ailleurs de jour en jour irrepréhensibles.

— Je demande, dit Lucias, que la camarade soit déferée devant un conseil de discipline que nous allons constituer sur-le-champ.

On ne le suivit pas; on écoutait cette voix douce à l'oreille qui annonçait le retour à de chères habitudes, et chacun en soi-même se construisait un bonheur qui fût selon ses propres goûts: Denis, délivré du souci d'alimenter ses vaches, composait le tome septième de sa *Réfutation des monades de Leibniz*; Paulot écrivait d'un trait un roman de neuf cents pages et battait de plus de vingt chapitres le record du roman-fleuve; Jaunet courait à Tours, à Blois, à Saumur, donnait des conférences sur l'objection en ces villes où il augurait que la douceur de vivre préparait les esprits à la non-défensive, et en cours de route il cassait la tête et brisait les bras à ces soldats de pierre qui figuraient sur la grand place des villages le symbole exécration de la résistance à l'ennemi.

En vain Lucias passait de la menace à l'imploration, en vain traçait-il un tableau pathétique des masses populaires depuis plusieurs semaines attentives à l'expérience arcadienne, toutes prêtes à proclamer leur adhésion au travail forcé, à la discipline de masse, à la collectivisation des terres, du blé, des

veaux et des poulets; on l'écoutait parce qu'on aimait l'éloquence, on ne le comprenait plus.

— Camarade, disait-il à Natalie, crie-leur ton mépris, jette-leur ton dégoût... Ah! c'est le moment de cracher, crache donc!

Natalie demeurait sans parole. Les discours de M<sup>me</sup> de Courlidon, la peinture que cette dame faisait de la vie qu'on mènerait désormais à la Nouvelle Arcadie la transportaient une fois de plus dans un de ces contes de Martin Paul d'où la raison était bannie. La rondeur des idées, la bonhomie du langage ne trouvaient pas, à partir de ses oreilles, de voie directe qui les menât à son entendement; le bon sens lui semblait fabuleux.

Lucias assista avec horreur au bouleversement des dortoirs. Pendant tout un jour, il vit aménager en chambres individuelles les pièces jadis réservées au sommeil des anciens hôtes de Boischenu. Le musée de l'esprit bourgeois fut dépouillé de sa literie, de ses fauteuils, de ses tapisseries. Des Arcadiennes allaient par les salons, disposant dans des vases des fleurs inutiles; d'autres accrochaient aux murs des cadres où l'on voyait un berger à cheveux poudrés offrant un bouquet noué de rubans à une bergère en robe à paniers, ou bien un enfant nu portant des ailes au dos et qui visait de la flèche de son arc une demoiselle endormie. Le passé le plus mort retrouvait vie en cette demeure où l'avenir, la veille encore, prenait forme et figure.

C'était à n'en rien croire.

Et pourtant, le soir même du jour où M<sup>me</sup> de Courlidon s'emparait du pouvoir, Boischenu avait toute l'apparence d'une maison faite pour les loisirs de l'esprit et les délassements du corps. On se réunissait au salon, on alluma des cigarettes et, sur le ton d'une aimable conversation, on établit le programme du bonheur nouveau. Chacun eut son mot à dire et, quand beaucoup de mots eurent été dits, on se mit d'accord que la loi de la Nouvelle Arcadie serait modifiée comme il suit :

*L'emploi de la première personne du singulier est autorisé et même recommandé, en sorte que les superpronoms personnels et possessifs tels que moi je, mon mien, ma mienne, sont considérés comme d'excellents arcadismes.*

*Rien n'est à tous, tout est à chacun.*

*Les vêtements, le linge, les chaussures sont à la fantaisie de celui qui les porte.*

*Les hommes sont des hommes, les femmes sont des femmes.*

*L'amour est permis jusqu'à la jalousie exclusivement.*

*L'amitié est de rigueur.*

Étaient de rigueur également la gentillesse des façons, l'optimisme systématique, la méfiance envers les théories de bouleversement social.

— C'est pire que la démocratie, dit Lucias, c'est la léthargie.

On décida aussi que la bibliothèque serait remontée. Sans qu'on eût recours aux travaux d'une commission, par le seul jeu des propos échangés dans la fumée des cigarettes, on établit une première liste de bons ouvrages dont la lecture fût à la fois éducative et plaisante et entraînât l'esprit dans cet enchantement que le beau style offre aux délicats. Il se trouva que les auteurs nommés étaient parmi les plus populaires de France : Rabelais, Molière, La Fontaine, Beaumarchais, malgré les plaidoyers que Paulot développait en faveur de Tolstoï, de Gorki, d'Ibsen et en général de toute une sorte de littérature qu'il ne pouvait être question de goûter sous le ciel de Touraine. Au fil de la discussion, chacun lançait un nom selon le souvenir qu'il gardait d'une lecture attachante : l'un proposait *l'Intelligence des fleurs*, de Mæterlinck ; l'autre, *l'Histoire de la campagne française*, de Roupnel ; un autre, les œuvres de J.-H. Fabre. M<sup>me</sup> de Courlidon tenait aux *Lettres de mon moulin* ; on les lui accorda.

— Et Chérès ? dit Lucias.

On jugea que ce communiste était un individualiste, qu'il n'avait jamais fait que de tirer un plaisir tout personnel des divers états d'opinion auxquels il entraînait ses lecteurs et ses disciples ; qu'il n'y apportait point cette ardeur, cet élan de tout l'être, ce goût de sacrifice qui sont dans la nature de l'homme d'apostolat ; qu'à bien réfléchir, sa visite à l'Arcadie l'avait montré tel qu'il était, et que l'on devait écarter ses œuvres d'une bibliothèque apaisante à l'esprit.

— Hélas ! soupirait Martin Paul, il était bien inutile de brûler cinquante boisseaux d'idées, trois cent cinquante et une sortes de bonheur, et les passions de monsieur Fourier.

Il est vrai que les transformations successives de l'idée

nouvelle, la précipitation des derniers événements avaient de quoi surprendre ce jeune homme de peu d'expérience. Le tour que prenaient les choses de l'Arcadie lui échappait par sa simplicité même : tout nourri qu'il était d'idées, il ne saisissait pas qu'une société de grand savoir revint si vite à une forme d'existence qui n'était point très différente de celle qu'on menait à Saint-Mard. Des Orland, des Denis, des Paulot, encore tout décidés dans les jours précédents à célébrer la vie de travail collectif et de pensée commune, à la mettre en pratique et à l'offrir en exemple, se donnaient d'un coup, et avec quel évident plaisir, à la plus ordinaire des sortes de bonheur.

Il écoutait leurs propos ; il en demeurait stupide.

— Il faut avouer, disait Denis, que le communisme n'a point de base philosophique, car s'il s'appuyait sur la philosophie, il raisonnerait ; or, il ne raisonne pas, il affirme *a priori* ; et c'est pourquoi je suis devenu vacher.

— Je confesse, dit Orland, que le communisme n'est point scientifique, car la science prouve qu'en sommant 1 et 1, ce n'est pas 2 qu'on obtient, mais deux fois 1 ; or, le communisme en niant l'individu nie l'unité, et niant l'unité nie la possibilité d'une somme, c'est-à-dire d'une collectivité, c'est-à-dire de son existence même.

— C'est clair, dit M<sup>me</sup> de Courlidon. Mais, permettez, cher ami, pourquoi ne pas avoir donné ces preuves-là avant que nous nous missions à la pioche, à la pelle et à la cognée ?

— Parce que, dit Orland, la science prouve aussi qu'en sommant 1 et 1, ce n'est pas deux fois 1 qu'on obtient, mais 2 ; or...

— Oui, oui, dit M<sup>me</sup> de Courlidon, c'est très clair.

Pour Martin Paul, qui n'était pas sophiste, ces clartés-là ne prouaient rien, sinon que les faiseurs d'idées étaient également habiles au oui et au non, que leurs vérités étaient des produits de l'esprit et non de l'expérience, et qu'en les fréquentant on perdait le sens du clair et de l'obscur.

Mais il persistait, par candeur d'esprit et par vitesse acquise, dans son dévouement à l'idée nouvelle, et il parlait à Natalie en ces termes :

— Ah ! mademoiselle, je suis bien sûr qu'il n'y a rien de meilleur que l'idée, puisqu'à une idée dont les promesses sont épuisées succède nécessairement une idée toute pleine de cer-

titudes. Il n'y a pas si longtemps que j'étais ici, par un beau soir de juillet, relisant avec des transports de plaisir et d'espoir l'admirable *Économie politique* de monsieur Enfantin. Je savais que les temps approchaient où la vie en commun, le travail en commun, prédits par cet homme aux vues de prophète, apporteraient à l'humanité le bonheur définitif qu'elle attendait depuis son entrée dans le monde; c'est une entrée qui remonte, à en croire notre instituteur, à trois cent mille ans environ, et à six mille seulement, selon notre curé, ce qui, pour un état d'espoir et d'impatience, est déjà fort long. Je savais aussi que les grands événements qui poussent les hommes sur la voie du bonheur apparaissent sans qu'on les attende, qu'on s'éveille un matin en apprenant que la république a pris la place d'un empereur, que ce qu'on appelle chez Piéton « la droite » a été battu par « la gauche », ou bien le contraire. Je savais cela et toute sorte de choses pleines d'enseignement qui me confirmaient dans ma certitude que le nouveau bonheur était là, tout près, quand, tout à coup, vous êtes entrée par la fenêtre, vous m'avez parlé de la commune, vous m'avez parlé de l'idée, vous m'avez annoncé que les temps heureux étaient venus. Ah! mademoiselle, s'ils sont venus, laissons le philosophe et le chimiste prouver que ce qui était la vérité hier ne l'est plus aujourd'hui et prouvons ensemble que vous avez raison contre ces raisonneurs.

Il lui proposait d'abandonner avec elle la Nouvelle Arcadie, de gagner quelque point de la France où l'on trouverait des champions de l'idée qui ne fussent pas, après quelques semaines, las de piocher et de semer en groupe, plus enclins à parler qu'à agir, à se baigner qu'à mener le combat socialiste.

— Il y a, dit-il, non loin d'ici, à Châtellerault, une manufacture de l'État : courons-y, haranguons les ouvriers, initiions-les à la vie de commune. Nous les amènerons facilement à coucher en dortoir, à chanter des chants de travail, à se nourrir comme se nourrissent, à ce que vous dites, les camarades de la commune « Scie mécanique et Progrès ». Car, enfin, puisqu'il est prouvé par vous, par monsieur Lucias et par le ministre de la Prévoyance nationale que cent cinquante millions de gens de votre pays ont trouvé le bonheur dans l'idée nouvelle, c'est aller contre le mouvement naturel du cœur que de garder pour soi cette idée-là.

Il était très exalté ; Natalie l'était moins.

Elle se laissait aller dans une demi-conscience à un état de plaisir qui lui était si nouveau qu'on la voyait sourire, qu'on l'entendait rire pour un rien, pour un pinson familier qui venait picorer les miettes du goûter, pour une dispute de pies sur les hautes branches d'un chêne. Elle s'étonnait en elle-même que sa démarche fût plus légère ; l'air qu'elle respirait, il lui semblait qu'il mêlait à son sang le bleu du ciel et le chant des abeilles. Elle avait vu des Arcadiennes se pencher vers les fleurs de la pelouse, les cueillir et les lier en bouquet : elle les imita ; elle se pencha à son tour sur la sauge des prés, la centaurée, la campanule, elle en pinçait la tige entre ses ongles ; elle les groupait en petites bottes assez informes qu'elle offrait à M<sup>me</sup> de Courlidon pour en orner la vaste table de la salle à manger.

— Viens, disait-elle à Martin Paul, je veux te mener à une plante extraordinaire : quand tu sens son parfum, c'est comme si tes jambes se cassaient.

Elle avait découvert un chèvrefeuille qui enveloppait de ses lianes tout un buisson d'épine-vinette. Il est certain que l'odeur du chèvrefeuille est fort agréable, mais il fallait que Natalie fût bien neuve au parfum des fleurs pour que celui-là lui causât de la faiblesse dans les jambes.

C'est qu'elle découvrait le monde des joies que la raison n'explique pas, après celui des contes imaginaires ; c'est que, sans tourner en tout sens dans sa tête une explication utilitaire de la nature, elle recevait les messages des prés et des buissons tels qu'ils se présentaient dans leur simplicité.

Il y avait un mot qui revenait sans cesse dans la conversation des Arcadiens de la nouvelle manière, c'était le mot de liberté. D'abord, elle n'avait pas compris, car on n'en usait guère au front du bois d'Arkhangelsk. Mais, quand elle demandait si elle pouvait gagner les bois et s'y promener seule pendant une heure ou deux : « Comme vous voudrez, ma chère enfant », répondait M<sup>me</sup> de Courlidon ; ou bien, si elle s'informait des travaux qui lui reviendraient dans l'Arcadie nouvelle : « Vous êtes libre de les fixer vous-même, lui disait-on. A chacun selon ses goûts et ses aptitudes. »

Plus de travail de choc, plus de délibération sur la conduite à tenir, le geste à faire, la tâche à entreprendre.



— Il y avait à l'Université ouvrière d'Arkhangelsk, disait-elle à Martin Paul, un médecin qui faisait des lectures sur le rêve éveillé : je ne sais pas si je suis dans le rêve ou dans l'éveil, comme il racontait sur ses malades. Je cueille les fleurs ; en es-tu sûr ? Je suis dans le bonheur d'être seule avec un garçon, c'est toi ; mais moi, suis-je bien Natalie Kourinova ?

Et quand Martin Paul lui parlait de courir à Châtellerault, de fonder dans cette ville de France une commune à dortoirs, à chants de travail et à calories, elle hochait la tête, levait lentement les épaules et ne répondait pas.

En quelques jours, Boischenu prit l'apparence d'un cercle de l'esprit ; on y parlait de plus en plus, et toutes les opinions y étaient librement exprimées. Jaunet développait pour les dames des considérations sur la paix qui trouvaient aisément le chemin de leur cœur, car les Françaises portent, presque autant que les Français, un extrême attachement à la quiétude et à la sécurité du lendemain. Orland, délaissant la chimie de l'avenir, se livrait à des recherches sur les faluns du pays de Ligneuil, qui sont des amas de coquillages des temps où la Touraine reposait sous l'Océan ; il les étudiait, il y recueillait des turritelles, des murex, des cérithes, et il expliquait ces objets de forme ravissante à ses compagnons qui bâillaient en ne l'écoutant pas. Denis avait remis ses vaches à M<sup>me</sup> de Courlidon qui les avait vendues pour acheter au prix de leur valeur une cave d'excellents crus de Touraine, où brillaient le Vouvray, le Chinon et le Bourgueil, qu'on estima généralement très supérieurs au lait ; le philosophe s'enfermait tout le jour avec ses monades réfutées et, le soir, il les commentait sous les étoiles. Paulot avait ouvert les sources de son fleuve littéraire ; semblable à l'apprenti sorcier, il n'était plus maître des eaux, et il risquait à ce jeu d'inonder le pays des lettres.

Lucias tenta avec persévérance de ramener ces égarés à ce qu'il appelait la pure doctrine ; il leur lisait et relisait des pages de Karl Marx, de M<sup>me</sup> Luxembourg ; il faisait ses lectures tantôt à l'heure du café, tantôt pendant les ébats de piscine, ou encore après le diner, quand la douceur de l'air inclinait maint Arcadien à chercher dans l'obscurité la main d'une Arcadienne ; il éclairait son papier avec une lampe électrique qu'il tirait de sa poche, et parfois un rayon de lumière rencontra une main qui en joignait une autre. On le jugea



ennuyeux, acharné à l'erreur, hors de climat, étranger à l'esprit arcadien. Il s'obstina. On ne lui adressa plus la parole, il continua de parler; on s'écarta de lui, il se plaça sur le chemin de ceux qui le fuyaient; enfin, il s'en alla, il retourna à ses critiques du jeudi, du vendredi et du samedi, après avoir passé par la Roche-Posay où le ministre de la Prévoyance lui donna les meilleures nouvelles de sa croix de la Légion d'honneur.

Pour M<sup>me</sup> de Courlidon, elle gouvernait fort bien la république de Boischenu. Quoiqu'on lui demandât beaucoup de faveurs et d'avantages depuis qu'elle avait annoncé qu'elle était l'État, elle n'allait pas trop vite à la ruine, car elle était fort riche. Elle fit de grandes libéralités entre ses hôtes, que l'idéologie avait quelque peu démunis; pour calmer les scrupules, elle créa des emplois très inutiles, elle eut un chimiste-expert, un philosophe assermenté; elle fonda des bourses qu'elle distribua à tout le monde, afin que l'esprit de jalousie ne s'élevât point parmi les habitants de l'heureuse Arcadie. Elle eut bientôt fait de livrer sa nouvelle demeure à des filles de chambre, à des valets et à des jardiniers qui en firent le lieu le plus propice à la conversation. Angéline fut maintenue dans ses fonctions, car on estima que cette cuisinière avait sauvé la vie aux Arcadiens menacés de scorbut et de toute sorte de maux de déficience pour s'être alimentés de calories. Martin Paul fut nommé à l'emploi de secrétaire particulier.

— Et vous, chère Natalie, dit M<sup>me</sup> de Courlidon, je vous prie de demeurer avec nous. Vous êtes aussi bien ici qu'au front du bois.

— Je veux bien tout, dit Natalie, je suis dans le rêve...

Elle reçut une bourse de néophyte de l'individualisme.

Il fut convenu que cet heureux état de choses durerait aussi longtemps que les beaux jours et qu'à la mauvaise saison chacun retrouverait, avec la liberté, ses occupations de philosophe, de chimiste, d'objecteur de conscience, de mondain, de fleuve littéraire et de briseur de frontières, interrompues par la pioche et la pelle idéologiques.

Enfin, pour le plaisir des dames, un appareil de T. S. F. fut installé.

## III

Martin Paul ne se consolait pas d'avoir perdu le bonheur n° 352. Il faisait dans le parc des promenades mélancoliques. Il allait par le chantier de défrichement, désormais aux mains des jardiniers; il cherchait dans le désordre des broussailles arrachées les traces de travaux qui attestaient l'ardeur première, l'enthousiasme, l'espoir des constructeurs; parfois, il retrouvait quelque prunellier déraciné qui lui rappelait un instant de joie : il avait pioché là; Natalie bravant la pointe cruelle des épines l'avait aidé dans son travail; ils avaient eu chaud ensemble pour l'idée; ensemble ils avaient peiné, parce qu'il était dit par les nouveaux penseurs que le bonheur, c'est la peine, que la joie sur terre, c'est le travail forcé.

« Et cela est bien vrai, songeait-il en lui-même, car, sans la peine et sans le travail forcé, je serais resté dans la boutique du père, j'aurais cousu des traits et des bridons à ma guise et en mon temps, et je n'aurais pas arraché des prunelliers avec une vivante image de l'idée nouvelle. »

Pendant qu'il méditait ainsi devant les racines d'un arbuste piquant, Natalie apprenait des dames de l'Arcadie comment, avec un fil de laine et deux aiguilles, sans machine, sans autre source d'énergie que celle de ses doigts, une femme pouvait fabriquer un tissu de son goût et lui donner directement la forme d'une coiffure, d'une écharpe ou d'un vêtement. La leçon se prenait à l'ombre de la charmille et, comme on eût été embarrassé de ne parler que de mailles à l'endroit et de mailles à l'envers, on parlait aussi d'amour.

— Est-ce qu'on est sentimental dans votre pays? demandaient les dames à Natalie.

— Sentimental? disait Natalie. Qu'est-ce que c'est d'être sentimental?

Les dames riaient doucement et, l'une après l'autre, énuméraient les marques et les modes divers de l'état sentimental.

— C'est, disait l'une, de se plaire à douter de l'amour de celui qu'on aime; on interroge les pétales d'une marguerite, on les effeuille et si la réponse de la fleur n'est pas favorable on se croit très malheureux.

— C'est, disait une autre, de rougir de bonheur, d'étouffer de plaisir en découvrant dans la lettre qu'on reçoit une violette toute sèche, réduite à un petit chiffon noir que l'on baise avec passion.

— C'est, disait une troisième, de mêler à ses affaires de cœur la lune et les étoiles, le rossignol, les vers luisants, le parfum d'un lilas auprès duquel on rêve.

— En somme, disait la première, c'est d'être stupide.

— Fou à lier, disait la seconde.

— Pur et sans malice, disait la troisième.

— Et pourtant, soupiraient-elles ensemble, il n'y a rien de meilleur au monde.

Natalie répondit qu'au front du bois d'Arkhangelsk nulle ouvrière ne songeait à poser des questions à des pétales effeuillés, à baiser une fleur sèche ou à parler aux étoiles quand elle pensait à un ouvrier.

— Et, ajouta-t-elle, tu n'as pas le temps : tu as le travail d'abord, et puis la discussion des problèmes techniques, et aussi le sport, et les leçons à l'Université rouge, et les défilés de parade... Si tu aimes d'avoir l'amour avec un camarade, c'est sans fleurs et sans étoiles.

— Ce n'est pas de l'amour, dirent les dames.

La nuit suivante, Natalie connut le sens de ces mots mystérieux.

C'était une nuit de fin d'août. Le ciel et la terre vibraient de cette sorte d'allégresse qui saisit la nature à l'apogée de son travail de renouvellement : les fruits sont formés ; les branches du verger courbent sous le poids des jeunes pommes, des coings encore verts, des poires encore dures ; le gland du chêne est pris dans sa cupule ; la châtaigne se hérisse de tendres piquants ; la ruche est bien fournie de miel pour l'hiver ; le foin est au fenil, l'avoine au coffre ; les greniers sont pleins, le pain des hommes est assuré ; et dans son garde-manger l'écurie entasse les premières noisettes. C'est fête d'abondance ; dix mille sauterelles et grillons l'annoncent et les lumières du ciel la célèbrent à leur façon, qui est de prendre des airs d'illuminations.

Comme les Arcadiens s'attardaient après le dîner à écouter les musiques de l'appareil de T. S. F. qu'ils avaient placé sur la terrasse, Natalie demanda à Martin Paul s'il ne voudrait pas

la promener encore une fois parmi les étoiles qu'il connaissait si bien.

— Oui, dit Martin Paul, et vous m'expliquerez ces rayons gamma et ultra-X qui doivent donner, un jour, la force et l'énergie aux usines collectives.

— Pouh ! fit Natalie. Il n'est rien de ces rayons-là dans le ciel de ton pays.

Elle le prit par la main, et d'un pas aussi rapide que l'obscurité le permettait, elle l'entraîna vers les hauts chênes du parc.

— Il y a trop de branches, dit-il, nous ne verrons pas les étoiles.

— Martin Paul, dit-elle, ça m'est égal, les étoiles.

En le guidant toujours, elle parvint au buisson d'épine-vinette qui s'ornait si bien d'un chèvrefeuille odorant.

— Martin Paul, dit-elle, je veux bien rester avec toi ici.

Elle s'assied au pied de la touffe odorante ; Martin Paul s'assied auprès d'elle ; elle pose sa tête contre l'épaule du jeune homme et elle dit en soupirant :

— Embrasse-moi.

Ils étaient enveloppés de parfum, et leurs baisers participaient de l'allégresse de la nuit, des grelots de fête des grilions, du scintillement des étoiles entre les branches des chênes.

— Oh ! disait Natalie, je ne pouvais pas croire à un bonheur pareil.

Elle se penchait sur Martin Paul, elle lui caressait les joues ; elle lui fermait les yeux et lui baisait les paupières.

— Mon petit, murmurait-elle, mon chéri...

C'étaient des mots qui venaient à ses lèvres sans qu'elle les cherchât, et le plaisir qu'elle prenait à les dire lui semblait étranger à elle-même.

— Ah ! disait Martin Paul, il ne faut plus nous quitter.

— Je veux bien être toute la vie avec toi, disait Natalie.

Ils s'embrassaient encore, la tête renversée sur la mousse et, dans leur innocence, ils mouraient de plaisir à se tenir la joue contre la joue.

— Natalie... murmurait-il.

— Martin Paul... soupirait-elle.

Chacun en prononçant le nom de l'autre le recevait en soi-même, l'absorbait, le mêlait à son souffle, à son sang : tel est

le désir de ceux qui s'aiment de prendre d'abord l'un de l'autre un signe prononçable, une marque sonore, trois syllabes qui enferment un tout.

Mais le bonheur, la surprise amenaient aux lèvres de Natalie une abondance de paroles et, dès qu'un arrêt de ses baisers lui en laissait le loisir, elle expliquait à Martin Paul comment elle se sentait, depuis des jours, semblable à une de ces filles des temps morts qui aimaient un garçon pour la vie.

— Quand j'étais assise sur le lit dans la chambre, disait-elle, je pensais à une sorte de bonheur extraordinaire qui était d'être la femme dans la maison de famille. Là, je vivais près de toi, sans la pensée de la construction socialiste, sans la scie mécanique et les victoires du Plan.

— Pourtant...

— Il y avait la fenêtre avec les rideaux qui font la lumière douce et, sur la fenêtre, la belle fleur rose que tu vois avant tout quand tu regardes dehors. Comment est-ce le nom de la fleur rose ?

— C'est un géranium, dit Martin Paul.

— Je pensais aussi comment je faisais dans la maison les petits travaux de plaisir : de frotter les meubles pour qu'ils brillent, de tourner la clef de l'horloge, de préparer sur le feu la viande et les légumes pour que tu manges avec appétit quand tu viens du travail. J'apprenais de cuire le sucre avec les fruits, de cueillir dans le jardin la fleur qui sent bon pour le linge des armoires.

— Oui, disait Martin Paul, mais le bonheur nouveau...

Elle l'interrompait d'un baiser et elle poursuivait le récit de la vie qu'elle pensait être la meilleure : c'était de mener dans un village de France l'existence d'une femme qui se donne aux soins du ménage, qui met ses enfants au monde dans une chambre familière, qui les allaite, qui leur apprend le premier sourire, les premiers mots, les premiers pas.

En parlant ainsi, elle prenait la main de Martin Paul, elle la portait contre son cœur.

— Mais, disait-il, c'est le bonheur ancien. Comment pouvez-vous y songer ?

— Je songe que c'est un bonheur aussi d'avoir la maison de famille, le grand lit avec les rideaux qui ressemblent à un jardin d'étoffe couvert de fleurs ; jamais je n'avais vu cela.

— Natalie, vous me disiez...

— Et je n'avais jamais entendu un vieil ouvrier du bois parler de ses clous antiques, de son vin, de la rivière où il va pêcher à ses jours de loisir. Voilà une vie pour toi : tu as le travail à la maison, sans brigade de choc, sans concours d'idées...

— Vous croyez que le bonheur nouveau n'est pas préférable aux vieux clous et à la pêche à la ligne ?

— Embrasse-moi.

Par moments, on entendait dans le sous-bois des craquements légers, le bruit d'une présence inquiète : un lapin en trois bonds s'élançait vers une touffe de trèfle rose. Natalie surprise se blottissait contre Martin Paul et, quand le lapin s'était éloigné vers d'autres nourritures, elle demeurait sans bouger, sans parler, comme si elle craignait qu'à l'image du furtif animal l'instant d'amour qu'elle goûtait se perdît tout à coup dans la nuit.

— Hélas ! disait Martin Paul, je ne pensais pas qu'il pût y avoir de plus grand bonheur que de partir avec vous pour le pays de l'idée nouvelle.

Elle se taisait toujours ; elle lui caressait le front, les cheveux.

— N'est-ce pas ce que vous pensiez aussi ? demanda-t-il.

Elle balançait doucement la tête ; elle semblait dire : « Non, non, non... »

— Alors, dit-il, restons ici, ne nous quittons plus.

— Mon petit... mon chéri... murmurait-elle.

Elle attira à elle un rameau de chèvrefeuille qui pendait au-dessus de leurs têtes ; elle l'arracha ; elle noua une des extrémités de la souple liane au poignet de Martin Paul, l'autre à son propre poignet.

— Voilà dit-elle, avec un petit rire, nous sommes bien attachés. Qu'est-ce qui peut maintenant nous séparer ?

— Rien, dit Martin Paul.

Ils se serrèrent l'un contre l'autre ; ils ne parlaient plus. Les musiques lointaines de la T. S. F. accompagnaient leur rêverie : c'était tantôt une valse, tantôt quelques mesures de Chopin, selon que les Arcadiens cherchaient des ondes venues de Budapest ou de Varsovie. Natalie se laissait prendre dans ce réseau de musique comme elle s'abandonnait aux souffles

chauds de la nuit, au bruissement des herbes, au parfum de la verte alcôve où veillait son amour. Martin Paul, semblable aux enfants que la musique apaise et assoupit, s'était endormi.

Mais, soudain, valse et symphonies s'arrêtèrent et la voix d'un parleur étranger retentit dans l'ombre du jardin. Elle se glissait entre les massifs; elle franchissait l'espace libre des pelouses; elle arrivait à Natalie.

— Oh! fit la jeune fille avec effroi.

Elle souleva légèrement la tête, elle tendit l'oreille; à mesure que la parole lui parvenait, elle frémissait, elle tremblait, son souffle se précipitait.

— Oh! oh! gémissait-elle.

Elle jetait en avant la main qu'elle avait libre, comme pour repousser cette éloquence des ténèbres; elle secouait la tête; elle courbait le front; elle écrasait l'une après l'autre ses oreilles contre la mousse. Puis, peu à peu, elle se calma; elle demeura allongée sans mouvement, les yeux tournés vers les espaces d'où semblaient tomber les paroles mystérieuses.

Quand elle eut écouté pendant quelques instants, elle détacha avec beaucoup de précaution la liane qui l'unissait à Martin Paul; elle s'agenouilla sans bruit et, se penchant sur le jeune homme qui dormait toujours, elle le baisa sur le front. Puis, elle s'élança dans l'obscurité, butant contre les touffes d'herbes, tordant ses chevilles aux bordures des allées.

— Ah! la voici, s'écrièrent les Arcadiens en la voyant paraître.

— Chère petite, dit M<sup>me</sup> de Courlidon, nous sommes à nous demander, depuis un bon quart d'heure, quelle est la langue que parle cet inconnu que le hasard du bouton de manœuvre a suscité entre deux morceaux de musique. Nos amis soutiennent que c'est du russe; je soutiens, moi, que c'est de l'italien.

— C'est du russe, dit Natalie d'une voix essoufflée.

— Ah! firent les Arcadiens avec un bel ensemble.

— Et que dit-il? demanda M<sup>me</sup> de Courlidon.

— Il dit... il dit... balbutia Natalie, que... le Plan quinquennal triomphe sur tous les fronts... qu'il faut encore de l'effort pour la victoire de la fin... que...

— Oui, oui, dit M<sup>me</sup> de Courlidon, nous connaissons l'antienne. Ah ! ne parlons plus de ces histoires-là.

Elle tourna le bouton de l'appareil, et l'ouverture des *Cloches de Corneville* coupa la parole à l'orateur de l'idée nouvelle.

— Bonsoir, dit Natalie.

— Vous nous quittez, mon enfant ? dit M<sup>me</sup> de Courlidon.

— Oui... je... bonsoir.

Elle courut s'enfermer dans sa chambre.

Au premier chant des coqs, elle se leva, fit sa toilette et s'habilla sans bruit. Elle jeta dans son sac les quelques objets, le peu de linge qui formaient son bagage ; elle compta l'argent de sa bourse de néophyte et, sans un regard aux meubles qui l'avaient tant étonnée par leur grâce et leur vernis, elle gagna le jardin.

Il ne faisait pas jour encore ; il faisait bleu. Mais déjà, dans les vapeurs imprécises du matin, la vie prenait son cours : un roitelet s'éveillait sous la feuille de lierre qui l'avait abrité, il piquait droit vers le premier moucheron qui s'aventurait dans le champ de son appétit ; au sommet d'un chêne, deux pies commençaient une dispute qu'elles allaient mener jusqu'au soir. Et mainte fleur s'impatientait de n'avoir pas encore reçu la visite d'une abeille familière.

Natalie passa d'abord par l'allée qui menait au buisson d'épine-vinette ; elle cueillit un rameau de chèvrefeuille qu'elle glissa tout humide de rosée contre son cœur. Puis, par une brèche du mur, elle s'éloigna de Boischenu.

Elle allait d'un pas lent, la tête baissée ; le sac était lourd à ses épaules, les bottes pesaient à ses pieds ; et dans sa poitrine elle portait un poids qui prenait la place de son souffle, comme si tout le sang de son corps y eût afflué.

Elle traversa Saint-Mard. Ici et là, une lampe brillait à une fenêtre ; c'était l'heure où les femmes, pour chauffer le café, allumaient une javelle sous la hotte de la cheminée.

« Le bois est sec, disait Natalie en elle-même, le feu prend aisément. »

Elle donna un regard à la boutique de l'épicière, close par des volets de bois, à la forge de Picard.

— Camarade, murmurait-elle, nous t'apportons le salut rouge du prolétariat.



Les paroles de ces temps-là lui revenaient difficilement; l'un après l'autre, les souvenirs mouraient en elle. En passant devant la maison des Martin, à peine se rappelait-elle le papier de la chambre, ce papier avec un garçon qui couronnait une fille; la fille disparaissait :

« Peut-être, c'était meilleur comme ça... »

Quand elle fut loin du village, sur la route de la station de Soussay, elle se retourna. Il faisait jour, le soleil touchait les cheminées de Saint-Mard et, de tous côtés, les coqs se répondaient. Elle aperçut, à travers les vapeurs qui s'élevaient, les arbres de Boischenu. Elle voulut lever la main pour jeter un adieu aux verdure de l'Arcadie; sa main était si lourde qu'elle ne put la porter plus haut que ses yeux où elle essuya une larme.

— Mon petit... mon chéri... murmura-t-elle.

Elle reprit sa route, vers la gare, vers le soleil levant, vers la voix de son pays :

— ... Le Plan... la victoire... encore un effort...

Derrière elle, un village de France se mettait au travail, tout bonnement, au chant des coqs.

MAURICE BEDEL.

---

# L'ESCADRE DU SACRIFICE

UNE ÉPOPÉE NAVALE  
DE LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE  
(1904-1905)

## I

Le 9 février 1904, la guerre éclatait entre la Russie et le Japon. Dès les premiers jours, à la surprise du monde entier, il apparut que Nicolas II, par faiblesse, par ignorance, par naïveté, s'était lancé dans une aventure désastreuse.

Pour l'y engager, nulle influence peut-être n'avait agi plus fortement sur son esprit que celle de son cousin, l'empereur Guillaume. Depuis trois ans, le Kaiser ne cessait de lui répéter : « Dieu t'a visiblement prédestiné à faire triompher la loi du Christ dans l'Extrême-Orient. Ainsi donc, la Corée et la Mandchourie doivent t'appartenir... Le grand combat, que tu dois mener contre le Japon, sera la lutte finale entre la religion chrétienne et la religion bouddhiste... Tu es assuré de vaincre, puisque tu as Notre Seigneur Jésus-Christ pour toi... » Par ces insidieuses exhortations, Guillaume II cherchait uniquement à détourner les forces de la Russie vers l'Asie orientale et à paralyser, du même coup, l'alliance franco-russe.

Mais il allait bientôt devoir lui écrire : « Le fait que les Japonais sont aujourd'hui vainqueurs ne prouve nullement que Bouddha soit supérieur à Jésus-Christ... » Car, sur terre comme sur mer, les Russes ne cessaient pas d'être battus.

Après six mois d'échecs mortifiants, de retraites continues, d'espoirs toujours déçus, de contre-attaques toujours manquées, six mois d'impuissance et d'humiliation, la colère du peuple russe commençait à gronder fortement contre les

Romanov, quand, le 12 août, un heureux événement ranima soudain le loyalisme national. L'impératrice Alexandra-Féodorovna, mariée depuis dix ans et qui était déjà mère de quatre filles, accouchait d'un fils. L'Empereur avait donc enfin un héritier! La Russie avait donc enfin un Césarévitch!

Au lendemain de cette date, qui semblait d'un si favorable auspice, la guerre de Mandchourie va entrer dans une phase nouvelle, qui aura des conséquences énormes pour les destins de la Russie, et même pour l'histoire du monde.

Par mes fonctions diplomatiques, j'ai pu observer d'assez près la genèse de ces conséquences. Les notes qui suivent sont extraites de mon Journal quotidien (1).

#### AU SECOURS DE PORT-ARTHUR ET DE WLADIVOSTOCK

Samedi, 13 août 1904.

Hier, tandis qu'on sonnait les cloches dans toutes les églises russes et qu'on y célébrait des *Te Deum* pour la naissance du Césarévitch Alexis, une affligeante nouvelle a soudain étouffé l'allégresse publique.

Le 10 août, l'escadre de Port-Arthur, forte de dix-huit navires, avait pris la mer, dans l'intention de gagner Wladivostock. La flotte de l'amiral Togo vint immédiatement l'attaquer. Après de longues péripéties, les Russes ont perdu la bataille. C'est plus qu'une défaite, c'est un désastre. Le commandant en chef, amiral Witgeft, a été tué; la division des croiseurs s'est enfuie à toute vitesse, pour aller se faire désarmer dans les ports chinois.

Les Japonais vont pouvoir maintenant grouper tous leurs navires contre l'escadre de Wladivostock.

Mardi, 16 août 1904.

Avant hier, l'escadre de Wladivostock, cherchant à rallier Port-Arthur, a été complètement battue dans le détroit de Corée, par les croiseurs de l'amiral Kamimoura. Le cuirassé le *Rurik* (11 200 tonnes) s'est fait couler plutôt que de se rendre.

(1) A cette époque, j'étais ministre plénipotentiaire, sous-directeur adjoint des Affaires politiques; j'avais spécialement pour attributions « les affaires réservées ».

Désormais, depuis le golfe du Petchili jusqu'au Kamtchatka, les Japonais sont les maîtres absolus de la mer. Et je me rappelle ce que notre chef d'état-major, le général Pendezeck, me disait, il y a quelques mois : « Dans la guerre d'Extrême-Orient, la victoire définitive appartiendra sans doute à celui des belligérants qui aura su garder la suprématie navale. »

Samedi, 24 septembre 1904.

J'ai dû abrégé ma cure à Vichy pour m'occuper d'une affaire urgente et secrète que Delcassé m'a demandé de prendre en mains personnellement.

Depuis que, par leur victoire navale du 10 août, les Japonais se sont acquis la domination de la mer, tous les organes de l'opinion russe réclament opiniâtrément de l'Amirauté impériale un suprême effort, si coûteux soit-il, pour reconquérir l'hégémonie maritime ; car le résultat de la guerre en dépend. Et puisque l'escadre de Port-Arthur est coulée, puisque la division de Wladivostock se réduit maintenant à quelques croiseurs, il faut, de toute nécessité, envoyer là-bas une nouvelle flotte.

L'idée a trouvé dans le public un accueil enthousiaste ; elle paraît d'autant plus séduisante qu'elle évoque ces images grandioses, imprécises, lointaines, qui ont tant d'attrait pour les imaginations russes. Mais les services techniques de la Marine, qui se représentent la réalité sous une forme plus positive, résistaient sourdement, avec des périphrases et des allusions que l'on ne s'expliquait pas. Néanmoins, sous la poussée fiévreuse de l'opinion, l'Amirauté impériale a dû prendre la décision d'expédier en Extrême-Orient une grande armée navale, qui s'appellera : « Deuxième escadre de l'Océan pacifique. »

Les arsenaux de Cronstadt, de Reval et de Libau se sont mis au travail. Et, plus vite qu'on ne présumait, ils ont mobilisé une vingtaine de navires, dont sept cuirassés, six croiseurs et sept contre-torpilleurs. Par le nombre, cette flotte, qui n'est pas encore à son effectif complet, ne laisse pas d'être imposante... Mais, comme instrument de combat, que vaut-elle ?

D'après notre attaché naval à Saint-Petersbourg, la valeur nautique et militaire de la « Deuxième escadre » est au-dessous

du médiocre. Elle ne constitue pas un organisme homogène et cohésif; c'est une agglomération disparate, un amalgame hétéroclite de navires appartenant à tous les âges et tous les types. Deux des cuirassés ne sont que de respectables vétérans, presque des invalides; la plupart des croiseurs manquent de vitesse ou ne portent qu'une artillerie démodée: les contre-torpilleurs n'ont qu'un tonnage et une machinerie trop faibles pour une longue traversée. Enfin, la discordance de cette troupe navale s'accroîtra encore certainement par le fait de tous les cargo-boats, navires charbonniers, navires-hôpitaux, navires-ateliers, etc... dont elle sera obligée de se faire suivre.

La valeur des équipages ne rehausse pas celle de la flotte. Peu d'officiers expérimentés; un personnel de mécaniciens très inférieur; pas de sous-officiers; la plupart des matelots n'ayant aucune instruction militaire ou n'ayant jamais navigué. Aussi les exercices de tir et de manœuvre, auxquels l'escadre se livre depuis une quinzaine de jours dans le golfe de Finlande, témoignent d'une impéritie lamentable.

Mais tous ces défauts, si graves, se corrigeront peut-être à la longue ou s'atténueront du moins par l'ascendant et les mérites personnels du commandant en chef, qui est de premier ordre, — l'amiral Zinovéï-Pétrovitch Rojdestvensky.

Agé de cinquante-six ans, s'étant jadis héroïquement distingué dans la guerre russo-turque, ayant depuis lors toujours occupé des emplois difficiles ou des fonctions laborieuses, il est marin dans l'âme, avec toutes les belles vertus d'honneur et de loyalisme, de bravoure et de hardiesse, d'endurance et d'abnégation, qui sont l'orgueil du métier naval. Il semble donc éminemment qualifié pour la redoutable mission que l'Empereur lui assigne.

Sur un parcours de 34 000 kilomètres, il rencontrera les difficultés nautiques de tous les océans et de tous les climats, sans y trouver aucun port national, aucune base de refuge ou de réparation. Il naviguera continuellement sous la surveillance et la menace d'un adversaire audacieux, rusé, inventif et qui excelle aux embûches. Il aura sans cesse à compter avec la malveillance de l'Angleterre, juridiquement neutre, mais secrètement hostile et d'ailleurs l'alliée officielle du Japon. Il ne pourra donc relâcher que sur des rades foraines ou des côtes inhabitées. Souvent même, c'est au large, en pleine

mer, qu'il devra donner rendez-vous à ses cargo-boats pour renouveler ses provisions de vivres et de charbon. N'est-ce pas une tâche surhumaine qu'on lui impose ?

Le programme de sa mission nous est connu dans les moindres détails, par une démarche que l'ambassadeur de Russie vint faire, il y a un mois, auprès de Delcassé.

Nélidov lui expliqua minutieusement que, sans l'aide clandestine des autorités françaises, la Deuxième escadre de l'Océan pacifique ne pourrait jamais arriver à destination ! Tout le long de sa route, elle aura besoin de recourir à nos agents consulaires ou coloniaux pour ses atterrissages, ses haltes, ses ravitaillements, ses réparations, l'échange de ses télégrammes avec Saint-Petersbourg, enfin « certaines besognes d'espionnage et de police ». Delcassé fit observer à l'ambassadeur que cette assistance occulte, qui aurait à s'exercer durant des mois et dans les conditions les plus scabreuses, lui paraissait *a priori* incompatible avec les devoirs d'un État neutre ; il promit pourtant d'étudier la question. Nélidov ajouta :

— Le concours déguisé du gouvernement français est la condition *sine qua non* de cette grande aventure, qui est notre dernière chance de salut. Et l'Empereur m'a chargé de vous dire qu'il fait appel, de tout son cœur, à toute votre amitié.

Afin de prouver sa bonne volonté, le ministre me fit appeler immédiatement pour lui donner mon avis, en présence de l'ambassadeur. Ma réponse fut que les problèmes, qui allaient se poser devant l'escadre russe et qui se renouvelleraient à chaque étape de sa longue navigation, nous avaient depuis longtemps préoccupés nous-mêmes dans l'intérêt de nos escadres. Le ministère de la Marine et celui des Affaires étrangères avaient donc préparé secrètement tout un mécanisme de mesures destinées à faciliter les opérations lointaines de nos forces navales. Ce mécanisme, on pourrait l'adapter aux besoins de l'escadre russe ; mais les précautions les plus sévères s'imposeraient pour que le Japon ne pût rien apercevoir de notre connivence.

Delcassé approuva sur-le-champ ; Nélidov exulta.

Comme suite à cette conversation, je fus chargé de prendre l'affaire en mains, avec un officier de marine, le commandant de Saulces de Freycinet, capitaine de frégate, chef de la première section de l'État-major général et mon col-

l'gue à la Commission secrète des Instructions de guerre.

Tout d'abord, nous eûmes à déterminer la route que suivrait l'escadre russe pour se rendre de la mer Baltique à la mer Jaune. L'attaché naval à l'ambassade de Russie, le commandant Yépanchine, qui nous servait d'intermédiaire avec l'Amirauté de Saint-Petersbourg, nous apprit que l'itinéraire de la deuxième escadre n'était pas encore fixé. Bien plus, l'amiral Rojdestvensky nous pria de lui adresser nos propositions !

Le commandant de Freycinet, à qui naturellement j'abandonnai cette partie de notre tâche, étudia trois itinéraires, dont le premier passait par le canal de Suez, le second par le cap de Bonne-Espérance et le troisième par le cap Horn ; c'étaient du reste, au point de vue géographique, les seuls itinéraires possibles.

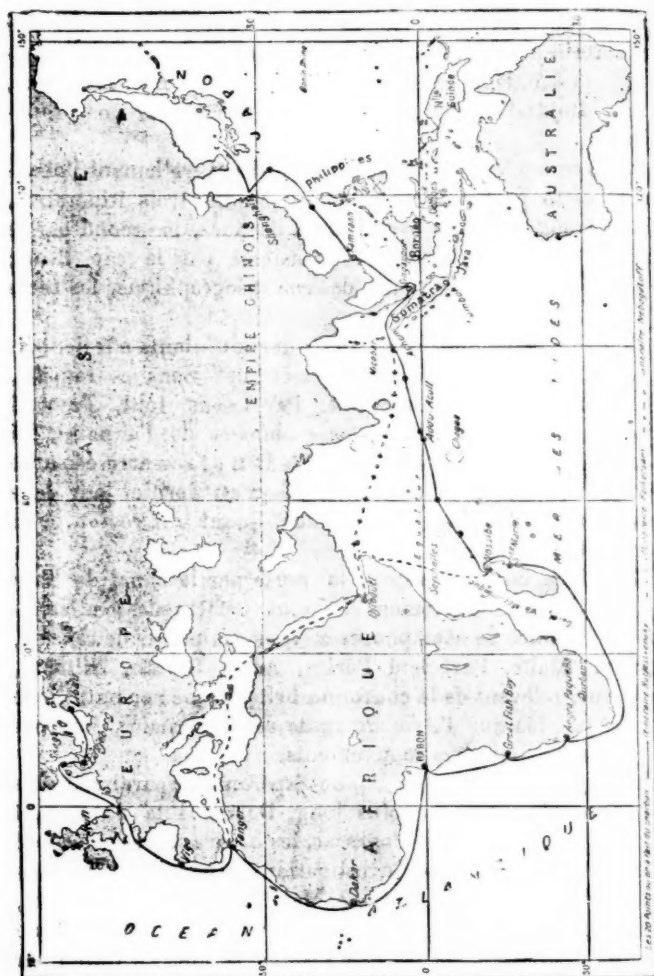
Mais quels avantages et quels inconvénients offraient-ils respectivement, au point de vue tactique ? Sous ce rapport, une considération prédominait. Par-dessus tout, l'amiral Rojdestvensky devait éluder les embûches de l'ennemi, lui dissimuler ses intentions, la date et le lieu de son arrivée sur le théâtre de la guerre, le maintenir jusqu'au dernier jour dans l'incertitude, ou mieux dans l'erreur, quant à la région où se produirait le choc final.

Examinée dans cet esprit, la route par le canal de Suez apparaissait indubitablement la plus défectueuse ; elle est comme jalonnée de sémaphores et tous ses points de relâche, Gibraltar, Malte, Port-Saïd, Périm, Aden, Ceylan, Nikobar, Singapour, relèvent de la couronne britannique : en outre, elle est si fréquentée que l'*Armada* russe serait signalée, jour par jour, dans ses moindres mouvements.

Le trajet par le cap de Bonne-Espérance apparaissait plus recommandable, quoique plus long. Depuis l'île d'Ouessant jusqu'aux approches de Madagascar, les navires russes auraient facilement échappé aux investigations japonaises. Là, sans doute, on retrouverait leur trace. Mais ils se dissémineraient, s'éparpilleraient ensuite pour traverser l'Océan indien, et ne se rallieraient que pour déboucher dans la mer de Chine par un des nombreux détroits de l'Insulinde, les détroits de Torrès, de Timor, de Lumbok, de la Sonde, etc... Il n'est pas douteux non plus que, à partir de cette zone, leur marche serait bientôt

dépistée par l'ennemi, dont les manœuvres s'ordonneraient en conséquence.

Restait enfin la route par le cap Horn, qui était assurément



L'ITINÉRAIRE DE L'ESCADRE RUSSE

de beaucoup la plus longue, mais qui, pour l'objectif spécial de l'expédition, réunissait le plus d'avantages.



Aussitôt que l'escadre russe aurait quitté les mers d'Europe, elle se dirigerait sur les îles du Cap Vert, où elle ferait sa première « halte de charbon et de repos », dans une rade déserte. Elle gagnerait ensuite l'îlot de Trinidad, qui est perdu à quatre cents lieues du Brésil ou, plus loin vers le sud, l'îlot de Tristan d'Acunha, qui est à mille lieues d'aucune terre..., *ultima Thule*. Plus loin encore, à l'est de la Terre de Feu, l'archipel des Falkland lui offrirait un excellent mouillage pour ses ravitaillements et ses réparations. De là, doublant le cap Horn, puis remontant la côte désolée de la Patagonie occidentale, elle voguerait au nord-ouest, sur les flots explorés jadis pour la première fois par les caravelles de Magellan, et elle irait charbonner à l'île de Pâques. Cinq ou six jours plus tard, elle trouverait, à Mangaréwa, une baie tranquille où seuls quelques pêcheurs de nacre s'apercevraient de sa présence. Il lui faudrait s'arrêter encore aux îles Marquises et dans l'archipel des Marshall. Là, se terminerait sa navigation proprement dite. Dès lors, la zone des opérations militaires s'ouvrirait devant elle, un vaste et superbe champ de manœuvres. Sur deux mille kilomètres de large, entre les îles Kiou-Siou et le Kamtchatka, elle aurait le choix d'atteindre Wladivostock par le détroit de Corée, le détroit de Tsougar, le détroit de La Pérouse ou le détroit de Tartarie. Ainsi donc, jusqu'au dernier instant, les Japonais ne pourraient savoir de quel côté leur viendrait l'attaque.

Je ne cachai pas au commandant de Freycinet que cette odysée gigantesque avait toutes mes préférences; car elle réduirait au minimum l'hospitalité que nous accorderions à l'escadre russe dans les eaux françaises, une simple halte dans l'archipel des Marquises. Au contraire, les principales étapes de la route par le cap de Bonne-Espérance seraient marquées par nos colonies du Sénégal, du Gabon, de Madagascar et de l'Indochine. Le Japon tolérerait-il des violations aussi flagrantes, aussi nombreuses de notre neutralité?

Ce fut également l'opinion de Delcassé.

Nous insistâmes donc auprès de l'Amirauté impériale pour qu'elle adoptât l'itinéraire par le cap Horn.

Dans l'attente de sa décision qui ne peut plus tarder, nous réglons, Freycinet et moi, tout le détail compliqué des mesures que nous aurions à prendre sur l'un ou l'autre des trois parcours.

Lundi, 26 septembre 1904.

Avant-hier, à Kharkow, cinq cents réservistes se sont mutinés, en protestant « contre la guerre maudite ». Pour les ramener à l'obéissance, il n'a pas fallu moins qu'une intervention brutale des Cosaques.

Mêmes désordres... et même conclusion, à Ekaterinoslaw.

Samedi, 15 octobre 1904.

La II<sup>e</sup> escadre de l'Océan pacifique, forte de trente-cinq navires et commandée par l'amiral Rojdestvensky, a franchi ce matin les passes de Libau et gagné la haute mer.

Il y a trois jours, l'ordre d'appareillage avait été déjà lancé par l'amiral : mais la manœuvre s'était effectuée avec une telle inexpérience, une telle confusion, qu'il avait fallu reprendre les postes de mouillage.

D'après une confidence, qui me paraît malheureusement trop véridique, un état d'esprit lamentable règne parmi les officiers : « Jamais nous ne reverrons la Russie. Nous sommes voués au plus affreux comme au plus inutile des sacrifices. Nous sommes vaincus d'avance... Ah ! que les Japonais viennent donc nous détruire, et le plus tôt possible ! » Alors, chaque soir, pour s'étourdir, pour secouer la tristesse, pour échapper aux pressentiments funèbres, on se grise de champagne et de vodka.

Jeudi, 20 octobre 1904.

L'*Armada* russe a franchi sans encombre le Sund et le Kattégat. Vers midi, elle a doublé le cap Skagen, qui marque l'extrémité septentrionale du Jutland et d'où le Skagerrak s'élargit avec ampleur pour se fondre dans la mer du Nord.

Le commandant de Freycinet vient me demander si j'ai pu obtenir enfin quelque renseignement sur la route que l'amiral Rojdestvensky se propose de suivre, quand il aura dépassé les côtes portugaises. A-t-il adopté l'itinéraire par le cap Horn ?

— Je n'en sais rien, dis-je. Et l'ambassadeur Nélidov, que j'ai questionné hier, n'en sait rien non plus.

— Et le commandant Yépanchine, que j'ai questionné ce matin, n'en sait pas davantage !... Aussi, je lui ai déclaré catégoriquement : *Si, dans trois jours au plus, nous ne sommes*

*pas fixés sur les intentions de l'amiral, ni M. Paléologue ni moi, nous ne continuerons à vous prêter nos services. Les mesures que nous avons à prendre ne s'improvisent pas. Vos retards peuvent avoir, pour les mouvements de votre escadre, des conséquences énormes. Nous ne voulons pas en assumer la responsabilité...* Yépanchine, très penaud, m'a répondu, comme d'habitude : *Je vais télégraphier à Saint-Petersbourg.*

Néanmoins, nous prenons dès aujourd'hui toutes nos dispositions pour un atterrissage éventuel de l'escadre russe à Dakar ou au Gabon.

## LA TRAGIQUE MÉPRISE DU DOGGER-BANK

Dimanche, 23 octobre 1904.

Dans la nuit du 21 au 22 octobre, l'escadre de l'amiral Rojdestvensky, traversant la mer du Nord, a rencontré, sur le Dogger-Bank, un groupe de chalutiers anglais. Se fiant à de fausses indications, elle a pris ces innocents bateaux pour une embuscade de torpilleurs japonais, et elle a aussitôt ouvert le feu. Un des chalutiers a coulé à pic; quelques autres ont été plus ou moins endommagés.

Après cette canonnade, l'escadre russe a continué sa route.

Ces premiers renseignements, très incomplets, sont transmis par les autorités du port de Hull, qui est à 150 milles à l'ouest du Dogger-Bank.

Lundi, 24 octobre 1904.

La déplorable canonnade du Dogger-Bank soulève, dans toute l'Angleterre, une émotion violente.

Qu'une escadre de guerre, traversant de nuit un banc de pêche connu par tous les marins, ait pu voir dans une flottille de chalutiers une embuscade de torpilleurs ennemis, alors surtout que ces chalutiers portaient leurs feux réglementaires, — l'opinion anglaise en est stupéfaite. Mais, ce qui l'indigne au plus haut degré, c'est que Rojdestvensky, après avoir reconnu son erreur et cessé le feu, ait imperturbablement poursuivi sa route, sans avoir secouru les pêcheurs en détresse.

Le *Times*, qui s'exprime seul d'un ton modéré, conclut très justement : « Il n'y a qu'une explication concevable; c'est qu'il

a dû se produire à bord des navires russes un affolement qui ne fait pas plus honneur au sang-froid des officiers qu'à la discipline des équipages. »

Mardi, 25 octobre 1904.

L'opinion anglaise est déchaînée contre la Russie. Elle est unanime à réclamer du gouvernement tsariste une réparation éclatante; elle exige même que l'escadre de Rojdestvensky s'arrête immédiatement et que, au besoin, la flotte britannique lui coure après.

Hier, le comte Benckendorff, ambassadeur de Russie à Londres, qui rentrait de congé sans être encore instruit des événements, a été couvert de huées et d'injures, à la gare de Charing-Cross. La police a eu grand peine à le protéger.

Ce soir, Delcassé me parle de la « situation grave » que la méprise du Dogger-Bank vient de créer entre l'Angleterre et la Russie.

— Dans l'état d'irritation où je vois l'opinion anglaise, me dit-il, je ne serais pas étonné si la guerre éclatait demain. Aussi, tout à l'heure, j'ai tenu à Nélidov le langage le plus énergique, le plus pressant : *Il faut d'extrême urgence que votre gouvernement prononce les paroles chevaleresques et généreuses qui peuvent seules dénouer la crise. Pas une minute à perdre!... Songez que, demain peut-être, une escadre anglaise recevra l'ordre d'aller canonner vos navires aux approches de Vigo!...* Malheureusement, Nélidov considère que l'opinion russe est, elle aussi, très excitée, car elle voit dans le peuple anglais l'ennemi séculaire, un ennemi beaucoup plus abhorré que les Japonais; il craint donc que le sentiment national, déjà si humilié par les défaites de Mandchourie, ne préfère courir l'aventure d'un conflit avec l'Angleterre, plutôt que de faire amende honorable devant elle. Je me suis récrié : — *Mais c'est une raison de plus pour que votre gouvernement ne perde pas une minute à prononcer le mot qui peut encore tout arranger!*

Mercredi, 26 octobre 1904.

Paul Cambon télégraphie que son collègue russe est effrayé par la violence du courant qui emporte l'opinion anglaise vers la guerre : « Le comte Benckendorff prie donc, confidentiellement, Votre Excellence d'insister à Saint-Petersbourg pour

qu'un ordre de relâche à Vigo soit adressé d'urgence à l'amiral Rojdestvensky... Le télégramme du Tsar, exprimant des regrets et promettant une indemnité, n'a pas calmé les esprits. On se bute à la demande d'enquête avec promesse de punition des officiers responsables. Le public est animé d'une froide résolution, plus dangereuse que les violences de la presse. »

Au reçu de ce télégramme, Delcassé me fait appeler pour connaître les informations que je peux avoir sur les préparatifs de l'Amirauté britannique. Je suis en mesure de le renseigner immédiatement :

— On déploie, dans tous les ports anglais, une extrême activité. La *Home Fleet*, qui évoluait au nord de l'Écosse, se concentre dans la Manche, à Portland, avec une escadrille de torpilleurs. La *Mediterranean Fleet*, qui était dispersée dans les eaux du Levant, est rappelée à Malte. Enfin, la *Channel Fleet*, réunie à Gibraltar sous les ordres de l'amiral lord Beresford, prend ses dispositions de guerre ; on nous assure même que cette flotte a reçu l'ordre de tenir l'escadre russe bloquée dans la baie de Vigo jusqu'au jour où l'Angleterre aura obtenu satisfaction de la Russie.

Quand j'ai terminé cette énumération, les paupières de Delcassé clignotent et se crispent quelques instants, comme s'il essayait de pénétrer l'avenir. Puis, froidement :

— Je vois que le danger est encore plus pressant du côté anglais que du côté russe.

Et il convoque aussitôt l'ambassadeur d'Angleterre.

Jeudi, 27 octobre 1904.

Comme il fallait s'y attendre, le cabinet de Saint-James n'oppose plus aucune résistance au déclainement des passions publiques. Sa thèse peut se résumer ainsi : « En canonnant des bateaux anglais, l'escadre russe a infligé un affront à notre drapeau national. Il ne s'agit pas de savoir si l'attaque a été intentionnelle ; car, dans cette hypothèse, le gouvernement de Sa Majesté n'aurait pas hésité une seconde sur ce qu'il avait à faire. Mais, sans contester qu'il y ait eu méprise de la part de l'escadre russe, l'offense est si grave que nous exigeons, à la fois, des justifications, des excuses, des indemnités, la détermination précise des responsabilités encourues, et le châtiment exemplaire des coupables. »

Après avoir instruit Paul Cambon du langage qu'il tient au gouvernement russe, Delcassé ajoute :

« De son côté, le gouvernement britannique ne sentira-t-il pas le danger de déclarations précipitées? Quelle responsabilité n'assumerait-il pas s'il prononçait une parole irrémédiable dont, quelques heures plus tard, une réponse équitable ferait ressortir la hâte désastreuse? Qui pourrait admettre de sang-froid que la paix entre deux grands empires dépende d'une question d'heures?... Vous savez comment les choses se passent en Russie; vous savez que l'Empereur est à dix lieues de Saint-Petersbourg, que ses ministres hésitent à l'aborder à toute heure, peut-être même à lui montrer nettement la réalité et à insister pour obtenir sur-le-champ la décision que cette réalité réclame... Lord Lansdowne sait tout cela sans doute; mais vous trouverez certainement le moyen de le lui rappeler, avec une force et une liberté de langage dont ne dispose pas votre collègue russe. »

L'escadre de l'amiral Rojdestvensky a enfin reçu l'ordre d'attendre à Vigo la permission de poursuivre sa route.

Vendredi, 28 octobre 1904.

L'empereur Nicolas a télégraphié au « commandant en chef de la 11<sup>e</sup> escadre » qui stationne dans la baie de Vigo :

« Je suis de toute mon âme et de toute ma pensée avec vous et ma chère escadre. Le malentendu sera bientôt réglé. Toute la Russie vous regarde avec une foi entière et une absolue confiance. — NICOLAS. »

L'amiral Rojdestvensky a répondu :

« L'escadre se prosterne, d'une seule âme, devant le trône de Votre Majesté. Quoi que le Tsar ordonne, nous l'exécuterons. Hourrah!... — ROJDESTVENSKY. »

Dimanche, 30 octobre 1904.

Par son active et habile entremise, Delcassé a réglé, de la façon la plus heureuse, le différend russo-anglais. Une commission internationale, composée d'amiraux, enquêtera sur l'incident du Dogger-Bank et proposera les sanctions nécessaires.

Pour définir le rôle que la diplomatie française a joué dans ce dénouement pacifique, Delcassé expédie, ce soir, à toutes nos ambassades et légations, le télégramme suivant :

« Dès le début de l'incident, mes entretiens avec les représentants de l'Angleterre et de la Russie m'ont donné l'impression que je répondais au vœu de l'une et l'autre Puissance en m'employant à les concilier. Les efforts que j'ai faits à Londres et à Pétersbourg ont facilité l'échange des explications nécessaires. Il me semblait, en effet, impossible que, si l'on s'accordait le temps de s'expliquer, on ne réussit à s'entendre. J'ai été heureux de coopérer à ce résultat.

« Le recours au tribunal de La Haye, en consacrant la noble initiative prise par le Tsar au début de son règne, clôt d'une façon également satisfaisante pour la dignité de la Russie et de l'Angleterre, et à l'avantage du monde entier, un différend qui risquait de produire d'incalculables conséquences. »

En Mandchourie, les Russes viennent de subir une nouvelle défaite, qui les oblige d'abandonner les lignes du Tcha-ho, pour se retrancher autour de Moukden.

A Port-Arthur, le bombardement intensif et méthodique de la place ne s'arrête plus ; la garnison est à bout de forces.

Lundi, 31 octobre 1904.

Par ordre du Tsar, l'amiral Rojdestvensky est autorisé à poursuivre sa route. L'escadre appareillera demain matin pour Tanger.

L'Amirauté russe s'est enfin décidée à nous communiquer l'itinéraire que va suivre la II<sup>e</sup> escadre. Malgré toute l'insistance du commandant de Freycinet et de moi-même, Rojdestvensky n'a pas accepté l'itinéraire par le cap Horn, la mer des Tropiques et les archipels polynésiens, itinéraire qui lui offrait tant d'avantages pour le secret du parcours et l'exécution de la manœuvre finale, sans parler des avantages que nous y trouvions, du point de vue français, pour sauver au moins les apparences de notre neutralité. Mais Rojdestvensky a reculé devant les périls nautiques de cette combinaison ; il prétend que ses marins et, plus encore peut-être, ses officiers, ne sont pas en état d'affronter les risques d'une navigation aussi aventureuse. Il a donc résolu de longer la côte occidentale d'Afrique et de séjourner quelque temps à

Madagascar, où viendra le rallier une de ses divisions qui passera par le canal de Suez.

De concert avec Freycinet, je travaille toute la journée : 1<sup>o</sup> à rédiger des instructions pour nos agents consulaires ou coloniaux à Tanger, Dakar, Libreville, Mossamédès, Angra-Pequena, le Cap, Tananarive, Sainte-Marie de Madagascar, Nossi-Bé, Port-Saïd et Djibouti ; 2<sup>o</sup> à combiner divers systèmes de « transmutation cryptographique » pour le déguisement des télégrammes russes ; 3<sup>o</sup> à prévoir une série de mesures pour le ralliement des navires charbonniers, la correspondance des espions et certaines missions secrètes.

Quand je porte mon travail à Delcassé, je lui fais remarquer une fois de plus l'énorme danger des opérations clandestines dont nous allons être complices.

— Que voulez-vous ! me dit-il... Nous n'avons qu'une alternative : prêter notre concours, tel que nous l'avons promis, ou le refuser... Mais, si nous le refusons, pensez aux arguments que l'Allemagne en tirera contre nous. Ce serait la fin de l'alliance.

Je lui cite le mot, si profond, du cardinal de Retz : « Le propre de l'homme d'État est de choisir entre de grands inconvénients. »

Mardi, 1<sup>er</sup> novembre 1904.

Le général Silvestre, chef de la mission française à l'état-major du général Kouropatkine, nous envoie, de Loutsiantoun, à la date du 13 octobre, les plus inquiétants pronostics sur le résultat de la campagne d'hiver pour les armées russes.

Il conclut catégoriquement que les Japonais sont désormais assurés de la victoire finale et que la Russie doit faire la paix tout de suite, à n'importe quelles conditions, car sa situation ne fera plus que s'aggraver de jour en jour.

Delcassé m'avait demandé hier de lui remettre une note sur « les relations personnelles de l'empereur Guillaume et de l'empereur Nicolas », telles que nous les connaissons ou les pressentons d'après nos informations secrètes.

Dans cette note, que je viens de lui remettre, ce qui l'a le plus frappé, c'est que, *dès l'avènement de Nicolas II*, le Kaiser a cherché à le circonvenir en ne cessant de calomnier, de vitupérer la France. Voici par exemple ce qu'il disait au prince



Lobanov, ministre des Affaires étrangères, en lui donnant audience à Berlin, au mois d'octobre 1895, — et nous tenons l'enseignement du prince lui-même : « Je n'aime pas toutes ces visites royales et princières qui se succèdent à Paris ; elles ont pour effet de consolider la République, en la représentant aux yeux des peuples comme un régime aussi normal que tout autre et en leur faisant oublier que les monarchies sont d'institution divine, tandis que les républiques sont des créations humaines. Or, la consolidation du régime républicain en France est un danger pour tous les trônes. Et, permettez-moi de vous le dire, ce qu'il y a de plus fâcheux, de plus extraordinaire, c'est de voir le gouvernement le plus monarchique de l'Europe entretenir avec cette République les rapports les plus intimes... Au contraire, il faudrait isoler la France, l'abandonner aux luttes intérieures de ses partis, la *laisser cuire dans son jus*. Et, si elle avait quelque velléité de s'épancher au dehors, par le moyen d'une propagande révolutionnaire, les trois Empereurs devraient s'unir aussitôt pour l'écraser complètement... »

Jeudi, 10 novembre 1904.

Ce matin, à onze heures, le ministre du Japon, Motono, est venu renouveler, auprès du directeur des Affaires politiques, ses doléances au sujet des « facilités de ravitaillement que l'escadre de l'amiral Rojdestvensky trouve dans les eaux françaises ». D'un ton sec, il a déclaré :

— Nous savons avec certitude que, sans votre concours, cette escadre ne pourrait pas arriver dans les mers de Chine. Or, si elle y arrive, tout le plan de nos opérations militaires devra en être modifié. C'est donc là pour nous une question vitale... Vous m'entendez bien : *une question vitale*.

Georges Louis a répliqué, de son air le plus ingénu :

— Je ne comprends pas et je ne vous demande pas d'où vient votre certitude ; mais je vous assure que nous observons strictement nos devoirs de Puissance neutre. »

Motono s'est retiré, sans une parole de plus.

Je le croise, à l'instant même où il sort du cabinet directorial. Nous échangeons quelques phrases de politesse ; car, dans sa raideur habituelle, il est le plus courtois des hommes et il me témoigne toujours beaucoup d'amabilité. Mais inte-

rieurement je tremble à l'idée que ses petits yeux aigus et fureteurs pourraient voir ce que j'ai dans mon portefeuille : trois longs télégrammes que l'Amirauté russe adresse à Rojdestvensky et que je vais lui transmettre à Dakar (1).

Delcassé a fait, cet après-midi, à la Chambre, un beau discours sur les pensées directrices qui ont inspiré, depuis six ans, toute sa politique dans la question marocaine, principalement à l'égard de l'Angleterre et de l'Espagne. C'est un grand chapitre d'histoire, d'une histoire qui est loin d'être achevée, mais qui a déjà pour conclusion d'avoir amené les gouvernements espagnol et britannique à reconnaître la prépondérance de notre situation au Maroc.

Hier soir, à Londres, lord Lansdowne, remplaçant Balfour malade, a pris la parole au banquet annuel du lord-maire. Il s'est acquitté de sa tâche avec sa finesse et sa mesure accoutumées. Avant tout, il s'est appliqué à réduire l'importance de l'événement « qui, ces derniers jours, nous a fait connaître les angoisses d'une grande guerre ». Et il a loyalement insisté sur la valeur des satisfactions que le gouvernement russe a consenties à l'Angleterre : « La Commission internationale éclairera toutes les causes et toutes les circonstances du désastre, comme elle établira toutes les responsabilités personnelles... Il a terminé en se félicitant du rôle que le gouvernement de la République française a joué dans le règlement amical du conflit.

Samedi, 12 novembre 1904.

L'incident du Dogger-Bank est virtuellement réglé. Mais, dans l'âme du peuple anglais comme dans celle du peuple russe, les colères grondent toujours.

(1) En 1914, j'ai retrouvé Motono, ambassadeur à Saint-Petersbourg. Pendant la Grande Guerre, où il se montra un parfait allié, nos relations devinrent très amicales. Nous parlions souvent des années 1904 et 1905. Il me dit un jour : « Mon gouvernement connaissait fort bien les services occultes que vous rendiez à l'escadre russe ; nous savions même que c'était vous et le commandant de Freycinet qui teniez les fils du système, car nous avions à Saint-Petersbourg un informateur de premier ordre qui avait des intelligences dans tous les bureaux de l'Amirauté... Si nous n'avons pas élevé contre la France des protestations plus énergiques, c'est que, à l'inverse, — je veux dire : à notre bénéfice, — l'Angleterre n'accomplissait pas non plus très scrupuleusement ses devoirs de Puissance neutre... » Je lui répondis en riant : « C'est ce que M. Delcassé m'opposait toujours, quand je m'inquiétais de vos récriminations : *Je n'en fais pas plus pour la Russie que l'Angleterre n'en fait pour le Japon.* »

Elles semblent pourtant s'amortir un peu chez nos voisins. Le flegme national, la froide raison, le *self-control* commencent à reparaitre.

En Russie, nul apaisement. L'exécration de l'Angleterre obsède tous les esprits. On regrette que le gouvernement impérial n'ait pas traité avec plus de hauteur « la ridicule affaire du Dogger-Bank » et l'on en veut à la France de son intervention médiatrice. Des journaux sérieux osent écrire : « Nous n'avons pas peur de nous trouver face à face avec l'Angleterre ; nous sommes de force à lui tenir tête pour briser à jamais son orgueil incorrigible... »

Mais ce qui est plus grave que ces rodomontades, c'est un article comme celui que vient de publier le *Sciet* : « Puisque l'incident du Dogger-Bank a failli amener la guerre, nous avons le droit de nous demander ce que la France eût fait si la flotte anglaise avait attaqué l'escadre de l'amiral Rojdestvensky. Cette question est d'une importance capitale. Pourquoi évite-t-on d'en parler ? Pourquoi semble-t-il qu'on veuille l'étouffer?... Nous dirons, nous, que si la France avait agi en véritable alliée, l'Angleterre n'aurait jamais pensé à bloquer notre escadre dans Vigo. Mais, au lieu d'une admonestation vigoureuse qui eût aussitôt muselé le peuple anglais, la République française n'a fait entendre à Londres que des paroles douceâtres et des conseils bénins. Dans cette crise nationale, ce n'est pas la France qui a secouru la Russie ; on nous affirme que c'est l'Allemagne. »

Et le *Novoïé Vrémiâ* va plus loin encore : « N'est-il pas possible de songer à une autre alliance que l'alliance française, à une alliance continentale ? N'y a-t-il pas un Napoléon d'une autre nation dans la tête de qui germe cette pensée ? »

Dimanche, 13 novembre 1904.

L'escadre de l'amiral Rojdestvensky est arrivée hier à Dakar ; elle en repartira, dans trois ou quatre jours, à destination du Gabon.

Pour cette dernière relâche, nous avons exprimé à l'Ambassade russe le désir que l'escadre prit son mouillage, non pas à Libreville où réside le gouverneur, mais sur un point désert de la côte, dans une rade excellente, au cap Lopez. Mais Rojdestvensky voulait absolument relâcher à Libreville même.

Nous avons dû batailler. Quand notre attaché naval en Russie, le commandant de Saint-Pair, a soutenu notre thèse devant le chef d'état-major de la marine, l'amiral Wirenius, celui-ci a demandé :

— Où est donc au juste le cap Lopez ?

— Je vais vous le montrer, dit Saint-Pair. Donnez-moi une carte.

On lui apporte un atlas de Stieler, où le cap Lopez se détache sur la côte occidentale d'Afrique, comme le nez au milieu du visage. Mais l'amiral Wirenius reprend :

— Y a-t-il une bonne rade, au cap Lopez ?

— Une rade excellente ! Je vais aussi vous la montrer. Donnez-moi une carte nautique.

Après vingt minutes de recherches, un officier vient dire :

— L'Amirauté ne possède aucune carte nautique pour les côtes africaines.

Lundi, 14 novembre 1904.

Depuis neuf mois que les hostilités sont ouvertes en Mandchourie, les Russes n'ont remporté, sur terre et sur mer, qu'une longue série d'échecs où la supériorité militaire et navale du Japon s'affirme chaque jour davantage. L'opinion russe en est cruellement humiliée. Dans toutes les parties de l'Empire et dans tous les rangs de la société, y compris les classes rurales, l'irritation ne cesse de croître. Mais, depuis quelques semaines, on ne se contente plus de récriminer contre les autorités gouvernementales ; on ne se borne plus à débâter contre les vices de l'administration et l'impéritie des généraux : on proteste ouvertement, par des manifestations publiques.

C'est ainsi qu'à Moscou, un millier de réservistes ont refusé de partir pour la Mandchourie, après avoir insulté, bâtonné leurs officiers. On n'a pu réduire ces mutins, qu'en les faisant charger par les cosaques. Résultat : huit morts et vingt-trois blessés. A Lodz, à Riazan, à Lougansk, à Toula, des cortèges d'ouvriers parcourent tumultueusement la ville aux cris de : « A bas la guerre !... La paix, la paix ! »

A Saint-Petersbourg et à Moscou, les étudiants organisent des meetings séditieux, au chant de *la Marseillaise*.

Dans les garnisons de Pologne, voisines de la frontière, on

signale constamment des groupes de soldats qui, pendant la nuit, s'échappent en Allemagne ou en Autriche. Ottlotschine et Myslowitz, premières stations prussiennes sur les lignes qui joignent Varsovie à Berlin et à Breslau, ont déjà vu passer plus de quinze cents déserteurs russes.

Enfin, notre consul à Kharkov nous écrit : « La guerre avec le Japon devient de plus en plus odieuse aux populations laborieuses de la Russie méridionale. L'attitude des moujiks et des ouvriers devient même si menaçante que, dans certains districts, les autorités ont sursis à la mobilisation. Je crains que les troubles ne s'aggravent bientôt. »

Mercredi, 16 novembre 1904.

Dans son discours du 10 novembre dernier sur l'Accord franco-anglais du 8 avril, Delcassé avait ingénieusement glissé une phrase très sympathique pour la Russie.

Or, aujourd'hui, je lui montre un télégramme du prince de Radolin, télégramme que notre Service cryptographique vient seulement de déchiffrer et dans lequel l'ambassadeur d'Allemagne, commentant cette manifestation de fidélité à la Russie, ajoute : *Cela, c'est de la grande politique.*

Aussitôt, le visage de Delcassé resplendit ; ses yeux écarquillés jettent des flammes, il est tout lumineux d'orgueil et de joie, de rayons et d'effluves. Je me crois sur le Thabor ; j'assiste à la Transfiguration.

NICOLAS II ET GUILLAUME II

Samedi, 19 novembre 1904.

L'empereur Nicolas vient de rentrer à Saint-Petersbourg, après un voyage d'inspection en Pologne.

Pendant qu'il séjournait à Souwalki, dans la province de Wilna, le général von der Goltz commandant le 1<sup>er</sup> corps de l'armée prussienne, est venu le saluer et lui remettre une lettre autographe de l'empereur Guillaume.

Revenu dans sa capitale, Nicolas II a lu cette lettre à son ministre de la Guerre, le général Sakharov, qui l'a récitée, peu après, à notre attaché militaire, le général Moulin. En voici le texte : *J'apprends que certains pays seraient disposés à t'offrir leur entremise auprès du Japon. Je ne me permettrais d'en faire*

*autant que si je savais d'avance que cela pût t'être agréable. Mais, le cas échéant, n'oublie pas que je suis à ta disposition.*

Commentant cette confidence du général Sakharov, le général Moulin écrit : « Je connais depuis trop longtemps et de trop près le général Sakharov, je connais trop bien surtout son extrême réserve pour ne pas comprendre que, s'il s'est risqué à m'initier aux secrets de son Empereur, c'est qu'il a quelque appréhension et qu'il prévoit qu'un péril quelconque peut menacer les relations intimes qu'entretiennent la France et la Russie. »

Lorsqu'on apporte au ministre cette dépêche de notre attaché militaire, je me trouve là précisément. Il y jette un rapide coup d'œil. Mais, soudain, sa figure se contracte, ses yeux jettent une flamme sombre :

— Voilà qui est grave, s'écrie-t-il.

Et il me lit à haute voix la dépêche tout entière. Puis, comme si une vision intérieure l'éclairait subitement, il continue, d'un ton péremptoire :

— Le Tsar n'a pas dit au général Sakharov tout ce qu'il y avait dans la lettre de Guillaume, ou bien c'est le général Sakharov qui ne l'a pas dit au général Moulin... Mais je le devine, moi, ce qu'il y avait encore dans cette lettre et que l'on n'ose pas nous avouer : ce sont les préliminaires d'une alliance russo-allemande, c'est la destruction de l'alliance franco-russe... Qui sait même s'il n'y a pas déjà quelque chose de signé entre les deux souverains ?... Il faut que je parle immédiatement à Nélidov. Téléphonez-lui qu'il vienne me voir cet après-midi... Et je vais le secouer de belle façon !

Puis, après un silence :

— Préparez-moi, pour cet entretien, une note où, sans faire la moindre allusion à la confidence du général Sakharov, vous direz que nous avons reçu d'Allemagne les renseignements les plus précis, les plus indiscutables, sur les négociations qui se poursuivent entre les deux Empereurs... Soyez très affirmatif dans cette note. J'en donnerai lecture à Nélidov et je veux lui faire croire que nous avons la preuve absolue de tout ce que je pressens (1).

(1) Dans cette circonstance, les pressentiments de M. Delcassé ne manquaient pas de justesse ; ils anticipaient néanmoins quelque peu sur la suite des événements. On connaît aujourd'hui, par les publications du gouvernement bolché-

Lundi, 21 novembre 1904.

Dîner chez le grand-duc Paul et la comtesse Olga-Valérianna de Hohenfelsen (1), avec la comtesse Herbertstein, femme de l'attaché militaire autrichien, le comte et la comtesse Fersen, la comtesse Marie Kleinmichel et le conseiller de l'ambassade de Russie à Paris, Nékludov.

A table, Mme de Hohenfelsen me parle de l'insidieuse campagne que le secrétaire de l'ambassade d'Allemagne, Miquel, mène dans le corps diplomatique et parmi tous les Russes résidant à Paris, en faveur d'une alliance russo-allemande; « car, dit-il, l'alliance franco-russe n'a plus aucune raison d'être et, d'ailleurs, la France, toujours versatile, s'est complètement prostituée à l'Angleterre ».

Après le dîner, conversation générale sur la guerre de Mandchourie. Le grand-duc, Fersen et Nékludov m'affirment que « la Russie doit continuer à se battre coûte que coûte, jusqu'à ce que l'ignoble petit Japon lui demande grâce, quand même la guerre devrait durer deux ans de plus ».

Mais la comtesse Marie Kleinmichel, qui arrive de Saint-Petersbourg et ne fait que traverser Paris, est d'un avis tout contraire :

— Vous ne vous doutez pas, s'écrie-t-elle avec passion, vous ne vous doutez pas des colères qui fermentent depuis quelques mois dans le peuple russe. Nos *moujiks* ne veulent plus aller se faire tuer pour ce qu'ils appellent *un morceau de terre que nous ne connaissons pas...* Il ne se passe pas de semaine où le départ des réservistes ne provoque des scènes de

vive, la correspondance personnelle des deux Empereurs. La lettre, que le général von der Goltz fut chargé de remettre au Tsar, porte la date du 30 octobre 1904. Guillaume II y expose tout le plan d'une action diplomatique par laquelle la Russie et l'Allemagne « forceraient » la France à se ranger « ouvertement » à côté d'elles, contre l'Angleterre : « ce serait très important pour nous, car les admirables ports et la belle marine de la France seraient alors à notre disposition... » La lettre se termine par un *Projet de traité* qui est comme la préfiguration du pacte mystérieux que les deux souverains devaient signer, à Björko, le 24 juillet 1905.

(1) Le grand-duc Paul, frère d'Alexandre III, avait dû quitter la Russie quelques années auparavant, à cause de son mariagemorganatique avec Mme Olga Valérianna Pistolkhors, future comtesse de Hohenfelsen et princesse Paley. La situation fort délicate où il se trouvait à cette époque, par suite de sa brouille avec l'empereur Nicolas II, l'obligeait à mener une vie très retirée, dans laquelle j'avais l'honneur d'être admis. Le Tsar allait d'ailleurs lui accorder bientôt son pardon.

mutinerie dans les casernes ou des ameutements sur le parcours des troupes... Dans les milieux universitaires, c'est pire encore; c'est, chaque jour, à tout propos, que les manifestations révolutionnaires se produisent. Et soyez sûrs qu'avant peu vous verrez les forces paysannes entrer en scène. Alors, ce sera la fin du tsarisme et de la Russie!

Devant cette explosion de prophétisme, tous les convives restent muets d'horreur. Le grand-duc finit par dire :

— Pougatchew!... Pougatchew... N'oublions jamais Pougatchew (1).

Agée de cinquante-huit ans, veuve d'un général, la comtesse Kleinmichel appartient à la noblesse des provinces baltiques, à cette caste, d'origine allemande, où le tsarisme a trouvé, depuis le temps d'Anna-Ivanowna, ses plus intelligents et ses plus dévoués serviteurs. C'est la noblesse balte qui a le plus contribué à faire de l'État russe une grande bureaucratie policière, inspirée du caporalisme prussien. Le général Nicolas Kleinmichel, époux de la comtesse Marie, était le petit-fils du comte Pierre Kleinmichel, qui fut, sous le règne d'Alexandre I<sup>er</sup>, le principal instrument du féroce et diabolique Arakhtchéïew.

Lundi, 28 novembre 1904.

Le ministre des Affaires étrangères de Russie, comte Lamsdorff, et l'ambassadeur d'Angleterre, sir Charles Hardinge, viennent de signer la « Déclaration » qui défère le litige du Dogger-Bank à une Commission internationale d'enquête, devant siéger à Paris.

La procédure, prévue par la Convention de La Haye, ne pouvait mieux s'appliquer, puisque le différend actuel a pour seule cause « une divergence d'appréciation sur des points de fait ».

#### LA COMMISSION ARBITRALE DE PARIS

Mardi, 20 décembre.

La Commission internationale d'enquête, appelée à statuer sur l'incident du Dogger-Bank, a tenu aujourd'hui sa première séance, au Quai d'Orsay.

(1) En 1773, le cosaque Pougatchew souleva tous les paysans de la Russie méridionale contre l'autorité de Catherine II et la domination des nobles. Ce fut



La France est représentée par le vice-amiral Fournier, membre du Conseil supérieur de la Marine, qui serait notre amiralissime en temps de guerre; la Russie, par le vice-amiral Kaznakov; l'Angleterre par le vice-amiral sir Lewis Beaumont.

Le vice-amiral Davis, qui doit représenter les États-Unis, a télégraphié, ce matin, de Douvres, qu'il passerait par Anvers et n'arriverait que demain soir à Paris; il priait donc que l'on se mit au travail sans l'attendre; pas un mot d'excuse ni d'explication. Comme il se trouvait hier à Douvres, il pouvait parfaitement être exact au rendez-vous. Ce sans-gêne yankee a obligé les trois autres commissaires à n'avoir aujourd'hui que des conversations officieuses.

Dans la coulisse, Fournier, Beaumont et Kaznakov ont échangé quelques propos sur le choix du cinquième commissaire que la Commission devra désigner aussitôt que l'arrivée de l'amiral Davis lui permettra de siéger officiellement. D'un air très embarrassé, d'une voix très hésitante, Kaznakov a suggéré que l'empereur d'Autriche fût prié de désigner lui-même ce cinquième commissaire. Beaumont et Fournier ont saisi instantanément qu'il devait y avoir, entre les cours de Saint-Petersbourg, Vienne et Berlin, une entente secrète pour que l'empereur François-Joseph désignât un amiral allemand. Nous savons, en effet, avec certitude, que l'empereur Guillaume est furieux de ce que sa marine ne soit pas représentée dans le grand procès naval qui va s'ouvrir. Beaumont et Fournier ont objecté que la Commission n'avait pas le droit d'abdiquer ainsi une de ses attributions les plus délicates; ils accepteraient seulement que l'empereur François-Joseph fût prié de faire participer sa marine aux travaux de la Commission, en y déléguant le doyen de ses amiraux, le baron de Spaun. Et Kaznakov a consenti.

A midi et demi, Delcassé offre un déjeuner aux membres de la Commission et à leurs nombreux acolytes. Je suis parmi les invités.

L'amiral Fournier nous fait honneur par sa vive intelligence, l'autorité de sa personne et tout son beau passé de marin.

pendant plus d'un an, une affreuse guerre sociale. Pougatchew faillit même s'emparer de Moscou. Il a laissé, dans l'esprit des *moujiks*, un souvenir fascinant, le souvenir d'un apôtre et d'un précurseur.

L'amiral sir Lewis Beaumont a grand air, la politesse froide, la parole précise et brève. En causant avec lui, je songe à ce *commodore*, que Taine admirait tant pour son laconisme flegmatique. Un jour, après un combat très rude, ayant forcé le navire ennemi à se rendre, il accueille le malheureux capitaine prisonnier par ces simples mots : *Fortune of war*. « Ce sont les chances de la guerre ».

L'amiral Kaznakov est, au contraire, pour tous les assistants, un objet de stupeur. Il porte la tête basse ; il a le regard torpide, les prunelles éteintes, la lippe et la moustache tombantes ; il ne s'exprime que par des lambeaux de phrases ; il semble ne rien voir, ne rien comprendre. Et c'est à cette malheureuse loque humaine que la Russie a confié sa cause devant l'aéropage européen, une cause où ce n'est pas moins que l'honneur de sa marine qui est en jeu !

Mercredi, 21 décembre 1904.

Dans l'affaire du Dogger-Bank, le point le plus délicat pour les Russes est d'établir qu'en ouvrant le feu sur de paisibles chalutiers, ils avaient un motif sérieux de les reconnaître pour des torpilleurs ennemis. On ne doute pas qu'ils n'aient été de bonne foi dans leur méprise. Encore doivent-ils démontrer que cette méprise n'était pas simplement un geste impulsif, une faute énorme d'inadvertance et de précipitation.

Or, l'amiral Rojdestvensky se borne à dire que des informations secrètes lui avaient signalé la présence de torpilleurs japonais dans la Mer du Nord : il pouvait donc craindre d'être attaqué, surtout la nuit, quand il sortirait du Skagerrak. Mais d'où lui venaient ces informations secrètes ? ... Là-dessus, pas un mot. Il y a évidemment un mystère, dont le gouvernement britannique ne se montre pas moins irrité qu'intrigué.

Nous considérant comme leurs meilleurs avocats devant la Commission internationale d'enquête, les délégués russes nous ont révélé très confidentiellement le mot de l'énigme.

Dans la matinée du 20 octobre, pendant que la II<sup>e</sup> escadre doublait le cap Skagen, à l'extrémité du Kattégat, l'amiral Rojdestvensky reçut par son service d'espionnage un renseignement fort curieux : « Quatre torpilleurs japonais, achetés en Angleterre sous le nom d'un État neutre, puis détournés de

leur destination fictive et dissimulés dans un fjord de la Norvège, guettent l'arrivée de l'escadre dans la Mer du Nord... » On redouble donc de vigilance, le lendemain soir, aux approches du Dogger-Bank ; la crainte d'une embuscade hypnotisait, hallucinait tous les esprits. C'est pourquoi, vers une heure du matin, par une brume épaisse, le *Souvorov* et le *Kamtchatka*, découvrant soudain à contre-bord une flottille indistincte qui semblait vouloir leur barrer la route, n'hésitèrent pas un instant à tirer dessus. Aussitôt, l'escadre tout entière, prise de panique, lança toutes ses foudres.

J'ai pu savoir à qui remonte la responsabilité des informations secrètes sur la présence de quatre torpilleurs japonais dans la Mer du Nord ; elles ont pour auteur un bas policier, Michel Harting, qui les a forgées de toutes pièces.

Cet individu, qui s'appelle de son vrai nom Abraham Hakkelmann, s'était jadis enrôlé dans le parti révolutionnaire, sous le pseudonyme d'Arcade Landesen. Un jour, las de fabriquer des bombes et de tramer des complots, il avait passé dans la police impériale, où il s'était bientôt signalé comme agent provocateur. Il avait ainsi déployé ses talents à Berlin, à Stockholm, à Genève, à Zurich, enfin à Paris. Là son esprit fertile, ses belles facultés d'astuce et de machination lui procurèrent de tels résultats qu'il fut adjoint au chef de la sûreté russe en France, le terrible Ratchkowsky (1).

Au mois de septembre dernier, il fut chargé d'organiser les services d'espionnage de la II<sup>e</sup> Escadre. En cette qualité, il explora ou fit semblant d'explorer les fjords de Bergen et de Stavanger, où il ne découvrit rien de suspect. Alors, pour justifier sa mission... et la note de ses frais, il conçut l'artificieux roman des quatre torpilleurs japonais embusqués dans les parages du Dogger-Bank. Et voilà comme il s'en est fallu de peu que la guerre n'éclatât, il y a deux mois, entre la Russie et l'Angleterre... L'escroquerie d'un abject policier a failli mettre le feu aux quatre coins de l'Europe !

(1) Je n'ai jamais connu personnellement Michel Harting, mais j'ai beaucoup entendu parler de lui par Ratchkowsky, par son successeur Rataïev, et surtout par leur auxiliaire, Manouïlov.

Je devais, en 1916, retrouver Manouïlov à Pétrograd, comme chef du cabinet du trop célèbre ministre Stürmer (Cf. *la Russie des Tsars*, II, 474).

Jeudi, 22 décembre 1904.

L'amiral Davis ayant terminé son voyage d'agrément et rallié enfin Paris, la Commission internationale d'enquête a pu tenir sa première séance officielle.

Comme il avait été convenu entre les amiraux Fournier, Beaumont et Kaznakov, la Commission a prié l'empereur François-Joseph de lui adjoindre, en qualité de cinquième commissaire, le doyen de l'amirauté impériale et royale, l'amiral baron de Spaun.

L'ambassadeur de Russie est venu confier à Delcassé qu'il a demandé à l'Empereur de rappeler immédiatement l'amiral Kaznakov sous un prétexte de santé.

Le successeur est déjà nommé, c'est l'amiral Doubassov. Pour lui laisser le temps d'arriver, la Commission internationale a fixé sa prochaine séance au lundi 9 janvier.

#### L'ARMADA RUSSE DANS LES EAUX DE MADAGASCAR

Vendredi, 30 décembre 1904.

Après avoir relâché, le 26 novembre, au cap Lopez, le 6 décembre à Bahia-dos-Tigres, sur la côte d'Angola, enfin, le 11 décembre à Angra-Pequena, sur la côte du Namaland, l'escadre russe est arrivée hier à Sainte-Marie de Madagascar.

Depuis son départ de Vigo, l'amiral Rojdestvensky nous a plusieurs fois priés, suppliés, de l'admettre à stationner dans le port de Diégo-Suarez. Il ne nous avait pas dissimulé que « cette station serait longue, très longue », car il se proposait d'y remettre tous ses navires en bon état, d'y achever surtout l'instruction de ses équipages et de ses officiers « par un entraînement méthodique aux manœuvres de guerre ». Il faisait valoir en effet que Madagascar serait « sa dernière relâche paisible avant d'aller subir, au delà de l'Océan indien, l'épreuve redoutable que la Providence lui réserve dans les mers de Chine ».

Assurément, nous ne pouvons qu'être touchés par ces considérations militaires, nautiques et morales. Mais avons-nous le droit de les prendre à notre compte ? Je m'en explique avec Delcassé :

— Le port de Diégo-Suarez est la base stratégique de nos

flottes dans l'Océan indien ; il renferme un arsenal, des poudrières, des ateliers, des magasins, un parc d'artillerie, un dépôt de charbon, des casernes, des hôpitaux. Accueillir dans cette place d'armes une escadre belligérante, lui permettre non seulement d'y reprendre haleine et de s'y ravitailler, mais d'y faire un long séjour, de s'y réparer et, pendant ce temps-là, d'y perfectionner son instruction par des manœuvres de guerre, c'est en réalité mettre notre base stratégique à son service et l'autoriser à en tirer le profit que nous en tirerions nous-mêmes, si nous étions en guerre avec le Japon. A quels périls cette violation flagrante du droit international ne nous exposerait-elle pas?... Tant que l'escadre russe naviguait dans l'Océan atlantique, dans les parages du Sénégal et de la Guinée, les complaisances plus ou moins voilées que nous lui accordions risquaient de nous attirer une protestation officielle du gouvernement japonais, peut-être même une injonction arrogante et péremptoire. L'affaire serait cependant restée sur le terrain des procédures diplomatiques. Mais, depuis que l'escadre russe est arrivée dans l'Océan indien, ne devons-nous pas craindre que des croiseurs japonais, se faufilant par les Maldives et les Seychelles, ne viennent l'attaquer subrepticement à Diégo-Suarez, comme ils ont attaqué l'escadre de Port-Arthur au début des hostilités?... Quel affront ce serait pour nous !... Et pensez-vous que ces croiseurs hésiteraient à bombarder nos forts ?

Delcassé m'arrête court :

— Allez vite chez Nélidov et dites-lui que c'est moi personnellement qui ne veux pas que l'escadre de Rojdestvensky séjourne à Diégo-Suarez... Indiquez-lui un autre mouillage, n'importe lequel !

— J'en ai un excellent à lui indiquer, la baie de Passandawa, sur le canal de Mozambique, derrière l'île de Nossi-Bé ! C'est une rade qui...

— Très bien, très bien !... Allez vite chez Nélidov !

Quand j'ai fini d'exposer ma thèse à l'ambassadeur de Russie :

— Je m'incline devant les raisons de M. Delcassé, me dit-il avec un douloureux soupir. Mais voilà une décision qui fera beaucoup de peine à Sa Majesté l'Empereur !

## REDDITION DE PORT-ARTHUR

Lundi, 2 janvier 1905.

Port-Arthur, ce Gibraltar de l'Extrême-Orient, cette grande place d'armes qui se dressait à la pointe du Liao-toung, comme le symbole de la domination russe dans les mers de Chine, a capitulé ce matin.

La nouvelle parvient au Quai d'Orsay, à cinq heures du soir. Delcassé, le visage effrayé, me demande :

— Et l'escadre de Rojdestvensky?... Va-t-elle pouvoir continuer sa route? Ne ferait-elle pas mieux de rebrousser chemin et de revenir dans la Baltique?... En tout cas, elle ne doit plus rester à Madagascar; je ne veux plus qu'elle y reste; car désormais nous sommes exposés à recevoir, d'un jour à l'autre, un ultimatum du Japon. Et l'opinion française ne me soutiendrait pas.

— Il est évident que la reddition de Port-Arthur confère aux Japonais la maîtrise absolue de la mer. Le rôle de l'*Armada* russe est donc terminé, puisque son objectif était la délivrance de Port-Arthur. D'ailleurs, sans une base fortifiée dans le golfe du Petchili, comment pourrait-elle y renouveler ses approvisionnements, y effectuer ses réparations?

— Alors, qu'elle retourne dans la Baltique... et au plus vite!

— Elle peut également essayer d'atteindre Wladivostock. Mais autant dire qu'elle irait au suicide; car les Japonais ne lui laisseraient pas franchir le détroit de Corée... C'est du moins ce que le commandant de Freycinet et le commandant Yépantchine m'expliquaient l'autre jour.

A six heures et demie, je fais visite à la baronne douairière de Berckheim, dont le mari commandait, en 1870, l'artillerie de la Garde, à l'armée du Rhin :

— Ah! me dit-elle, pourquoi Bazaine n'a-t-il pas défendu Metz comme Stessel a défendu Port-Arthur? Un siège de onze mois!... C'est encore plus beau que la résistance de Masséna dans Gênes!

Mardi, 9 janvier 1905.

Un torpilleur russe, qui a réussi à s'échapper de Port-Arthur, avant-hier, dans la brume, est allé porter à Tché-Fou

ce télégramme du général Stœssel à l'empereur Nicolas :

« Les Japonais sont maîtres de toutes nos lignes. Nous ne pourrions plus tenir longtemps : nous devons capituler.

« Grand souverain, pardonne-nous ; car nous avons fait tout ce qui était possible. Juge-nous avec miséricorde. Onze mois durant, une lutte incessante a consumé nos forces. Les trois quarts de la garnison remplissent les hôpitaux ou les cimetières. Le dernier quart n'occupe pas moins de 27 verstes sans pouvoir alterner pour un bref repos. Les hommes sont devenus des ombres. — STÖESSEL. »

D'autre part, le général Stœssel a reçu du maréchal Yamagata ce message :

« Il a plu à Sa Majesté le Mikado de me faire savoir que, prenant en considération votre belle conduite, Elle désire que les honneurs militaires vous soient rendus. Sa Majesté a daigné ordonner aussi que vos officiers gardent leurs épées. »

Mardi, 10 janvier 1905.

D'après ce que me rapporte le chef de la Sûreté russe, arrivé de Saint-Petersbourg hier soir, la conduite du général Stœssel, gouverneur de Port-Arthur, n'aurait été rien moins qu'héroïque.

Ces derniers jours, dans les salons de Paris, on ne cessait de répéter : « La défense de Port-Arthur par Stœssel est un fait d'armes aussi glorieux que la défense de Gènes par Masséna en 1800, ou la défense de Saragosse par Palafox en 1809 »... On a jugé trop vite. Depuis quelque temps déjà, Stœssel avait perdu courage : ses nerfs ne lui obéissaient plus.

Le véritable défenseur de Port-Arthur, l'âme de la résistance, était le général Kondratchenko, tué deux semaines avant la capitulation. Officier du Génie, comme le général Todleben, défenseur de Sébastopol, il avait la même bravoure intrépide et contagieuse, la même volonté calme, tenace, impliable (1).

(1) Dès son retour en Russie, le général Stœssel fut cité à comparaître devant le Tribunal supérieur militaire de Saint-Petersbourg, sous l'accusation d'avoir capitulé dans des conditions humiliantes et sans avoir épuisé tous les moyens

Et, puisque j'évoque ici les grands sièges historiques, où la tension des énergies humaines fut portée au maximum, ne dois-je pas nommer encore les sièges de Numance, de Gerovie, d'Alésia?...

Jeudi, 12 janvier 1905.

Sur nos instances réitérées, l'amiral Rojdestvsky a renoncé au mouillage de Diégo-Suarez, pour se rendre à la baie de Passandawa.

Cette baie s'ouvre sur le canal de Mozambique, en face des îles Comores; elle constitue un excellent abri, car elle s'étend sur vingt kilomètres de largeur et cinquante de longueur, en arrière de Nossi-Bé qui en protège les abords.

L'escadre russe est venue s'y ancrer, le 9 janvier. Elle y a été rejointe par la division de l'amiral Fölkersam, qui a fait route par Suez et Djibouti.

La II<sup>e</sup> escadre de l'Océan pacifique est donc maintenant réunie au complet dans les eaux malgaches; elle ne compte pas moins de trente-cinq navires de guerre et quatorze transports, soit environ 150 000 tonnes.

D'après ce qui nous est confié, l'amiral Rojdestvsky a l'intention de reprendre la mer dans une dizaine de jours.

Samedi, 14 janvier 1905.

Plus résolu que jamais à poursuivre la guerre contre le Japon, Nicolas II vient d'adresser à ses armées de terre et de mer cet ordre du jour :

« Port-Arthur est tombé aux mains de l'ennemi. La lutte pour la défense de cette place a duré onze mois.

« Pendant plus de sept mois, la glorieuse garnison a été séparée du reste du monde et privée de tout secours. Elle a enduré des privations matérielles et des souffrances morales infinies pendant le cours des succès de l'adversaire.

« Une poignée de Russes sacrifiant leur vie et leur sang ont résisté aux furieuses attaques de l'ennemi, dans le ferme espoir que la place serait secourue.

de résistance de la place. Reconnu coupable, il fut condamné à mort, le 20 février 1908. Mais l'Empereur atténua la rigueur du verdict, en commuant la peine capitale en dix ans de forteresse. Le condamné fut définitivement gracié en 1910.



« La Russie a vu avec orgueil leurs actes héroïques et le monde entier s'est incliné devant tant de bravoure.

« Qu'un éternel souvenir soit consacré aux glorieux Russes qui ont péri en défendant Port-Arthur et sont morts loin de leur pays pour la cause de la Russie, le cœur plein d'amour pour leur Empereur et pour leur patrie.

« Notre adversaire est brave et fort, et il est excessivement difficile de lutter contre lui à dix mille verstes des sources de notre force ; mais la Russie est puissante, et, pendant les mille années de son existence, elle a subi des épreuves plus graves encore et a été menacée de plus grands dangers : elle est chaque fois sortie plus forte de la lutte.

« Je suis convaincu, comme toute la Russie, que l'heure du triomphe viendra bientôt.

« Je prie Dieu de veiller sur moi, sur mes troupes et sur ma flotte, afin que nous puissions ensemble terrasser l'ennemi et défendre l'honneur de la Russie. — NICOLAS. »

MAURICE PALÉOLOGUE.

(*A suivre.*)

---

## DEUX FIGURES DE SAVANTS

### II <sup>(1)</sup>

## ALBERT CALMETTE

En juillet 1890 se présentait à l'Institut Pasteur de Paris, récemment édifié, un jeune homme à la fois volontaire et très doux, dont le regard et le sourire trahissaient l'intelligence et la bonté. Médecin de la marine, il arrivait de Saint-Pierre-Miquelon où il avait servi à l'hôpital maritime. Tout en exerçant seul le métier de médecin dans la population de l'île, composée de pêcheurs basques et bretons, il avait su, pendant ses rares moments de loisir, s'essayer aux cultures microbiennes. Passionné pour la science nouvelle que Pasteur avec Chamberland et Roux venait de révéler au monde, il avait fait un travail original sur une infection curieuse, le « rouge de morue », produite par certains sels qui servent à saler les morues entassées dans les cales des bateaux pendant la saison de pêche sur les bancs de Terre-Neuve. Il avait réussi à isoler un microbe producteur d'un pigment vermillon, qui était très abondant dans les sels provenant des salines de la côte française de l'Atlantique et qui n'existait pas dans les sels de la Méditerranée. Enfin il avait constaté que, pour empêcher le développement de ce microbe, il suffisait d'ajouter au sel des traces de sulfite de soude. Ce travail, il voulait le soumettre à M. Roux qui était alors, aux côtés de Pasteur, le grand technicien de la microbie.

M. Roux s'intéressa tout de suite à ce jeune homme qui allait bientôt devenir un des plus illustres disciples de Pasteur.

Il s'appelait Albert Calmette. Né le 12 juillet 1863 à Nice, il

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1933.

avait voulu, à treize ans, devenir marin. Il était entré en 1876 au lycée de Brest pour se préparer à l'École navale; mais il avait contracté une fièvre typhoïde grave qui l'avait obligé à interrompre ses études. A la suite de cette maladie, sa santé était devenue si précaire que son père, alors secrétaire général de la préfecture de Saint-Brieuc, ne consentit pas à le renvoyer à Brest et lui fit terminer ses études à Saint-Brieuc.

En octobre 1881 il entra à l'École de médecine navale de Brest. Il en sortait deux années plus tard comme aide-médecin de la marine.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1883, il était embarqué à Toulon sur le transbordeur le *Mytho*, à destination de l'escadre de l'Extrême-Orient. La guerre à ce moment semblait imminente avec la Chine qui se refusait à fermer ses frontières du sud aux bandes de pirates armés, les « Pavillons Noirs », dont les incursions devenaient redoutables pour notre protectorat du Tonkin. Albert Calmette passa quelques mois sur le *Villars*, en baie d'Along, et sur la *Victorieuse* à Hong-Hong; puis, sur le cuirassé de croisière la *Triomphante*, il fit toute la campagne où devait s'illustrer l'amiral Courbet. Il assista aux batailles navales de Fou-Tchéou et de Tam-Sui, à la prise de Kelung et à celle des îles Pescadores.

En juin 1883, Albert Calmette fut rapatrié. De novembre 1885 à juin 1886, il passa devant la Faculté de médecine de Paris ses examens de doctorat en médecine. Son président de thèse fut Peter, l'adversaire de Pasteur.

Deux mois après, il partait pour le Gabon où Savorgnan de Brazza organisait une grande expédition qui devait amener la conquête pacifique de tout l'hinterland septentrional du Congo. Sur l'*Alceste*, ponton-hôpital mouillé en rade de Libreville, Albert Calmette dut assurer un double service, à bord et à terre, sous un climat extrêmement pénible. Il contracta le paludisme. Malgré de violents accès de fièvre qui, pendant une année, se renouvelèrent tous les quinze jours, il ne cessa de travailler. Voulant à toute force s'initier à la microbie, il avait apporté de Paris un microscope et il s'évertuait à étudier les maladies des indigènes, en particulier la maladie du sommeil qui sévissait parmi les travailleurs noirs occupés au débroussaillage.

En décembre 1887, Albert Calmette rentrait en France.

Trois mois et demi plus tard, il parlait pour Saint-Pierre-Miquelon. C'est là qu'il exécuta le travail qu'il venait soumettre à M. ROUX.

AU LABORATOIRE DE SAÏGON

Calmette sollicita et obtint de M. Roux la permission de suivre les leçons de microbie de l'Institut Pasteur, leçons où se pressaient tous les médecins et les étudiants avides de s'initier à la jeune science qui transformait la médecine.

Dans des pages intimes qui n'ont pas été publiées et que M<sup>me</sup> Calmette a bien voulu me permettre de lire, Albert Calmette a raconté comment se décida sa carrière scientifique :

« Je venais à peine d'achever de suivre cette série de leçons aussi brillantes qu'instructives et qui m'avaient pénétré à la fois d'enthousiasme et d'admiration pour les découvertes pastoriennes, que M. Pasteur me fit prier de passer le voir à son cabinet. Je le trouvai occupé à dicter sa correspondance à son secrétaire, le jeune normalien Mesnil, que j'avais connu chez son oncle, médecin de la marine à Cherbourg.

« M. Pasteur m'accueillit avec une grande bienveillance et m'expliqua aussitôt qu'il avait reçu du sous-secrétaire d'État des Colonies, qui était M. Étienne, une lettre lui exposant l'utilité qu'il y aurait à créer dans notre colonie d'Indochine, à Saïgon, un laboratoire pour la préparation du vaccin anti-variolique animal et pour la vaccination antirabique. La rage paraissait commune dans tout l'Extrême-Orient. Les mordus ne pouvaient pas utilement entreprendre le voyage de Paris pour se faire traiter. Beaucoup d'entre eux étaient donc fatalement voués à la mort. Et M. Pasteur de me dire : « Calmette, vous qui êtes marin, est-ce que vous seriez disposé à vous rendre là-bas pour cette tâche ? Si cela vous va, je vais proposer à M. Étienne de vous confier le soin d'organiser et de diriger le laboratoire dont il s'agit. Réfléchissez et donnez-moi bientôt une réponse. — C'est tout réfléchi, dis-je aussitôt, j'accepte ; je suis à votre entière disposition et je partirai quand vous voudrez. » J'ai su depuis que M. Pasteur avait été surpris de la rapidité de ma décision. Je n'ai pas eu à regretter celle-ci. Elle m'a fourni une occasion, qui ne se serait sans

doute jamais présentée dans des circonstances aussi favorables, de montrer que j'étais capable d'initiative. »

Le 10 décembre 1890, à Marseille, Albert Calmette s'embarquait à destination de Saigon. L'installation de son laboratoire fut particulièrement difficile. Mais, avec son jugement clair, ce remarquable esprit d'organisation dont il fit preuve toute sa vie, cette habileté à résoudre les problèmes les plus ardu, sa connaissance des hommes et des choses, il leva tous les obstacles et, dès la fin de janvier 1891, il pouvait pratiquer les vaccinations préventives contre la variole, inoculer les mordus par les chiens enragés avec le vaccin de Pasteur et commencer des recherches personnelles.

En deux ans et demi, Albert Calmette, non seulement résolut tous les problèmes qui se posaient en Indochine pour la vaccination antivariolique et la vaccination antirabique, mais encore il étudia les maladies épidémiques qui sévissaient dans le pays et, en vrai disciple de Pasteur, sut rendre d'innombrables services à l'industrie. Ces quelques mois comptent parmi les plus féconds de sa vie scientifique. On est stupéfait de l'activité qu'il déploya et des résultats qu'il obtint en si peu de temps. Il se montra un organisateur hors pair, le véritable émule de son maître, Émile Roux. Par lui s'imposèrent pour la première fois en Extrême-Orient la doctrine et l'esprit pastoriens.

Une grande difficulté s'était posée pour la récolte de la pulpe vaccinale. Les génisses, qui servent dans les pays d'Europe pour cette récolte, étant chétives et très maigres, Calmette eut l'idée de les remplacer par des bœufs, plus adaptés au climat et plus vigoureux. Il obtint sur ces animaux des pustules vaccinales épaisses qui permirent d'avoir une excellente pulpe. Il put ainsi, en un an, faire pratiquer cinq cent mille vaccinations qui donnèrent un résultat parfait dans ce pays où sévit la variole à l'état endémique. Depuis ce temps, la lutte antivariolique s'est poursuivie sans interruption en Indochine.

Une autre difficulté avait surgi : les lapins manquaient pour l'entretien du virus de la rage. Calmette eut alors l'idée d'utiliser cette propriété, découverte par Roux : les cerveaux et les moelles rabiques, conservés dans la glycérine, gardent pendant plusieurs semaines leur virulence. Ainsi, en se servant

de la glycérine, Calmette put conserver les moelles atténuées servant pour la vaccination antirabique. Grâce à cette modification de technique, il lui fut possible de diminuer considérablement le nombre de lapins nécessaires pour la pratique de la vaccination.

Deux maladies épidémiques décimaient alors l'Indochine : la dysenterie et le choléra. Calmette étudia la flore microbienne des dysentériques et fit des recherches sur le choléra.

L'étude de la fermentation du riz lui permit de découvrir une mucédinée, à laquelle il donna le nom de *Amylomyces Rouxii*, qui a la propriété de saccharifier et de fermenter l'amidon des céréales. Elle fut introduite plus tard en Europe dans la distillerie de grains et permit d'obtenir une fermentation alcoolique à grand rendement.

C'est encore à Saïgon que Calmette commença l'étude des venins de serpents, qui devait bientôt rendre son nom illustre dans le monde savant et dans le public. Un jour, un charmeur de serpents apporta au laboratoire de Calmette un lot de cobras qui avaient été capturés dans un village où ils s'étaient réfugiés pour fuir une inondation. Calmette, recueillant le venin de ces cobras, se demanda s'il n'y avait pas une analogie entre les venins et les toxines microbiennes que les travaux de Roux et de Yersin venaient de faire connaître pour la diphtérie.

Ces recherches sur les venins passionnèrent Calmette. Il parvint, pendant son séjour en Indochine, à produire l'immunité contre les venins, chez la poule, par accoutumance progressive.

Mais Calmette contracta la dysenterie. Il reçut l'ordre de rentrer en France.

#### A L'INSTITUT PASTEUR DE PARIS

A peine à Paris, ses chefs militaires l'autorisèrent à poursuivre ses recherches à l'Institut Pasteur. C'était l'époque glorieuse où M. Roux, aidé de MM. Louis Martin et Chaillou, mettait au point la sérothérapie antidiphtérique. En octobre 1894, M. Roux faisait au Congrès international d'hygiène de Budapest sa retentissante communication sur la guérison de la diphtérie par le sérum antitoxique de cheval. « Le monde

entier, a écrit Calmette, fut saisi d'admiration et de reconnaissance pour celui à qui on devait un si grand progrès. Ceux qui, comme moi, ont vécu ces journées de fièvre et d'enthousiasme, aux côtés de Roux, de Nocard, de Duclaux, de Metchnikoff, gardent le souvenir d'une période vraiment héroïque de l'histoire scientifique de la France. Alors, de tous les pays, des médecins, des bactériologistes, des vétérinaires venaient s'initier aux nouvelles techniques ou chercher du sérum qu'on ne pouvait distribuer que parcimonieusement. J'eus l'idée d'intéresser mon frère Gaston, et par lui le journal *le Figaro*, à cet angoissant problème qui venait de se poser : comment trouver et procurer à l'Institut Pasteur les ressources nécessaires pour assurer la préparation de quantités de sérum antidiphtérique suffisantes à satisfaire les besoins de nos hôpitaux et des services d'assistance ? Une campagne de presse et une souscription publique furent aussitôt organisées. *Le Figaro* réunit plus d'un million en quelques semaines. On put acheter des chevaux, construire des écuries et des laboratoires dans l'annexe de Garches, et ce fut l'amorce du vaste établissement où se préparent aujourd'hui tous les sérums thérapeutiques plus ou moins dérivés du « Sérum de Roux » que l'Institut Pasteur délivre et expédie partout, en France et dans beaucoup de pays étrangers. »

C'est en cette année 1894 que Calmette poursuivait ses recherches sur la sérothérapie antivenimeuse. Les venins étant assimilables aux toxines, Calmette avait eu l'idée de préparer un sérum antivenimeux en injectant des doses progressives de venin atténué à des chevaux, de même que Roux préparait le sérum antidiphtérique en injectant à ces animaux des doses croissantes de toxine diphtérique.

Des fenêtres de l'appartement de Pasteur, je m'amusais enfant à contempler, des matinées entières, Calmette, dans le grand laboratoire du bâtiment d'en face. Par les larges baies vitrées, je le voyais manipuler ses serpents venimeux, avec une habileté et un courage qui m'émerveillaient. Devant une table de ce laboratoire, je voyais souvent, penché sur une carte, Yersin, qui venait de se rendre célèbre par la découverte à Hong-Kong du bacille de la peste, Yersin au visage émacié, au regard brûlant, qui ne rêvait que de voyages lointains et d'explorations. Calmette et Yersin avaient le goût de

l'aventure. Ils étaient alors avec Roux les pionniers qui étendaient sur le monde la gloire de Pasteur au déclin de sa vie.

En même temps qu'il faisait la découverte du sérum antivenimeux, Calmette mettait au point, avec Borrel et Yersin, le sérum antipesteux.

« A cette époque, a écrit Albert Calmette, M. Pasteur était gravement malade. Il avait failli être emporté par une terrible crise d'urémie. Nous nous relayions tous, deux par deux, chaque nuit à son chevet, auprès de M<sup>me</sup> Pasteur ou de M. et M<sup>me</sup> Vallery-Radot. Nous étions dans un état de continuelle angoisse et c'était vraiment une chose belle et touchante de voir combien ceux que Maurice de Fleury avait baptisés du nom de « pastoriens » avaient un culte pour le Maître qui avait illuminé leur âme. »

#### A L'INSTITUT PASTEUR DE LILLE

Pasteur se rétablit pour quelques mois. Il confia alors à Calmette le soin de créer et de diriger un Institut à Lille où serait préparé le sérum antidiphthérique pour la région du Nord, où l'on pratiquerait la vaccination antirabique et où seraient poursuivies des recherches, non seulement sur les maladies virulentes, mais aussi sur les fermentations qui intéressent au plus haut point les distilleries dans ce pays industriel. On conçoit quelle dut être l'émotion de Pasteur de voir créer un Institut portant son nom, et où seraient suivies ses méthodes désormais triomphantes et d'une application illimitée, dans ce pays où, trente-sept ans auparavant, il avait fait ses premières recherches sur les ferments, qui devaient le conduire à la découverte de la cause des fermentations et, plus tard, logiquement, à celle de l'étiologie des maladies transmissibles.

Calmette se révéla à Lille un des plus grands organisateurs de notre époque. Les remarquables qualités qui lui avaient si bien réussi en Indochine trouvaient ici matière à se développer. Par l'ampleur de ses conceptions et par sa remarquable connaissance, parfois même sa prescience, des nécessités, il fit de l'Institut Pasteur de Lille un établissement modèle qui eut une influence considérable sur le développement industriel



et agricole, l'hygiène et la prospérité des pays du Nord.

Dans les pages intimes qu'il a laissées sur sa vie, Calmette montre quelle fut l'activité de cet Institut Pasteur qui ouvrit ses portes en novembre 1898 :

« L'Institut Pasteur de Lille était, à cette époque, un laboratoire modèle. Beaucoup de savants étrangers y venaient pour y travailler ou pour y puiser des renseignements sur les recherches que nous poursuivions, mes collaborateurs et moi, en particulier sur la fermentation alcoolique des matières amylacées par les mucédinées, sur l'épuration biologique des eaux d'égout, sur la purification des vaccins antivarioliques, sur l'ankylostomiase des mineurs, sur les venins, sur la peste que j'étais allé étudier à Porto, en Portugal, avec mon ami Salimbeni, en 1899, au cours d'une mission que m'avaient confiée mes maîtres de l'Institut Pasteur de Paris, etc...

« En 1899, à la Commission permanente de la tuberculose, que présidait le doyen Paul Brouardel, j'avais exposé tout un plan de lutte sociale contre la tuberculose par des dispensaires spéciaux de prophylaxie qui auraient pour principale fonction de rechercher les tuberculeux dans les ateliers et les usines, de les surveiller et de les éduquer à domicile en même temps que leurs familles, et de les faire examiner périodiquement par des médecins spécialistes en tuberculose. Grâce à une souscription publique organisée par la presse locale, je pus bientôt après, dès 1901, réaliser ce plan d'action par la mise en service du dispensaire Émile Roux, qui fut le prototype des institutions de ce genre. Celles-ci se sont multipliées depuis dans tous les pays du monde. Elles sont, en quelque sorte, les pivots de la prophylaxie antituberculeuse. »

En 1900, Calmette s'attaqua, avec son collaborateur, M. C. Guérin, à l'étude expérimentale de l'infection tuberculeuse. Peut-être la pensée de sa mère morte de tuberculose, alors qu'il était tout enfant, fut elle pour lui un puissant stimulant dans cette étude passionnée qui devait le conduire à la découverte de la prémunition de la terrible maladie par le vaccin BCG.

Calmette chercha d'abord avec M. C. Guérin à préciser le mécanisme de l'infection tuberculeuse naturelle. De remarquables expériences l'amènèrent à cette conclusion que le

**bacille tuberculeux** infecte ordinairement l'organisme en pénétrant, non par les voies respiratoires, selon l'opinion généralement admise, mais par les voies digestives. Même lorsque la tuberculose se localise au poumon, elle est bien souvent la résultante d'une infection par les muqueuses buccale et pharyngée ou par l'intestin grêle.

Émulsionnant des cultures de bacilles tuberculeux avec de la bile de bœuf, Calmette et Guérin s'aperçurent, par hasard, que ces cultures ainsi traitées diminuaient progressivement de virulence et finissaient par devenir, après un grand nombre de réensemencements sur milieu bilié, complètement inoffensives. Bien plus, elles avaient acquis la propriété de prémunir vis-à-vis du bacille tuberculeux les jeunes bovidés auxquels elles étaient administrées dans les jours qui suivaient la naissance. Ces recherches furent le point de départ de la vaccination antituberculeuse des enfants par le vaccin BCG (bacille Calmette-Guérin).

Calmette ne se contentait pas de conduire ces travaux si multiples dans le domaine des fermentations, de la bactériologie, de l'immunologie et de l'hygiène ; il avait voulu faire œuvre d'apôtre. Dès son arrivée à Lille, il ouvrit un cours de bactériologie à la Faculté de médecine. En 1897, ce cours fut transformé en chaire de bactériologie et d'hygiène dont il devint titulaire. Il put ainsi faire un grand nombre d'élèves qui répandirent la foi et l'enthousiasme du maître dans toute la région du Nord et, ayant été auprès de Calmette à l'école du dévouement, rendirent les plus grands services à l'industrie, à l'agriculture et à l'hygiène.

Calmette trouva encore le temps de réorganiser, de 1909 à 1912, avec M. Edmond Sergent, l'Institut Pasteur d'Algérie.

#### PENDANT LA GUERRE

L'Institut Pasteur de Lille était en pleine activité lorsque la guerre éclata. Calmette, qui avait été placé hors cadre dans le corps de santé des colonies, avait le grade de médecin-inspecteur. Il fut chargé de l'organisation et de l'inspection permanente des hôpitaux militaires auxiliaires. Lorsque Lille fut menacée d'être occupée par l'ennemi, il reçut l'ordre de rester dans la place avec quelques médecins du cadre de réserve pour

donner des soins aux blessés qu'on ne pouvait évacuer et à la population civile.

« C'est ainsi, a-t-il écrit dans des pages intimes, que, pendant les quatre années d'occupation allemande, je restai à mon poste de l'Institut Pasteur, m'efforçant de me rendre utile de toutes manières et j'ai conscience d'y être parvenu. Je dus subir de multiples vexations de la part des autorités militaires allemandes. Perquisitions de jour et de nuit et violation de mon domicile, réquisitions de la plus grande partie du matériel de mon laboratoire et de mes objets personnels, enlèvement des cuivres, des ustensiles en nickel, en bronze, des matelas de laine, etc. Rien ne me fut épargné, et sans doute parce que, pour nos compatriotes, je représentais une force morale, l'autorité militaire allemande voulut m'atteindre dans mes plus chères affections en m'enlevant ma femme qui, le 11 janvier 1918, fut, par ordre du général von Gravenitz, gouverneur de Lille, envoyée comme otage au camp d'Holzminden, dans le Hanovre, soi-disant en représailles de ce que le gouvernement français retenait des dames alsaciennes qui réclamaient leur retour en terre allemande. »

M<sup>me</sup> Calmette resta prisonnière pendant sept mois dans un baraquement entouré de fils barbelés. Elle ne fut rapatriée qu'à la fin de juillet 1918.

La guerre n'avait pas permis à Calmette de continuer ses recherches sur la tuberculose, mais il n'avait cessé d'y penser et il avait même rédigé un volumineux traité intitulé : *l'Infection bacillaire et la tuberculose*, qui parut en 1920.

#### SOUS-DIRECTEUR DE L'INSTITUT PASTEUR DE PARIS

A peine l'armistice conclu, Albert Calmette apprit que Metchnikoff était mort et qu'en juillet 1917 il avait été élu, sur la proposition de M. Roux, sous-directeur de l'Institut Pasteur de Paris, en remplacement de Metchnikoff.

Calmette resta jusqu'en juillet 1919 à Lille, pour remettre en état son Institut fort endommagé par plusieurs bombardements et par l'explosion du 11 janvier 1916 qu'on appela dans le Nord « l'explosion des dix-huit ponts ».

Rentré à Paris, il reprit ses recherches sur la tuberculose. A partir de juillet 1924, il prépara à l'Institut Pasteur de Paris,

avec MM. Guérin, Boquet et Nègre, le vaccin BCG qui, dès lors, fut utilisé d'une façon croissante pour la prémunition des enfants contre la tuberculose, grâce au zèle du docteur Weill-Hallé et à la campagne que fit en sa faveur le professeur Léon Bernard.

En octobre 1928, une Conférence internationale fut organisée à l'Institut Pasteur par la Société des nations pour discuter de la valeur du BCG. Elle conclut à l'innocuité de la méthode et à l'opportunité d'en faire l'essai dans les divers pays, suivant un programme rigoureusement tracé.

Depuis lors, l'emploi du BCG s'est constamment étendu (1). Ses résultats se sont montrés de plus en plus satisfaisants, à tel point qu'en France, pour le seul mois de novembre 1933, 12 332 enfants ont été vaccinés ou revaccinés avec le BCG et que du 1<sup>er</sup> janvier au 31 novembre de cette année, 136 625 vaccinations ou revaccinations ont été effectuées dans les départements français. On comptait, au 1<sup>er</sup> décembre 1933, 667 186 vaccinations pratiquées en France depuis 1924.

En juin 1931, Calmette réalisait le rêve de ses dix dernières années. Il prenait possession d'un Institut de recherches contre la tuberculose, construit dans l'enceinte de l'Institut Pasteur de Paris, suivant les plans qu'il avait soumis à M. Roux et qu'avait adoptés le Conseil d'administration de l'Institut Pasteur. Dans de magnifiques laboratoires, pouvaient désormais être fabriqué le BCG, être réunie toute la documentation nécessaire sur la prémunition des nouveau-nés contre la tuberculose, enfin être réalisées des recherches bactériologiques, chimiques et anatomo-pathologiques sur l'infection tuberculeuse. Calmette y vécut plus de deux ans, entouré de ses fidèles collaborateurs, MM. Guérin, Nègre, Boquet, Valtis, et de M. Saenz, qui, dans des heures douloureuses, fut pour lui un véritable fils. C'est là que, avec une activité infatigable, il suivait jour par jour la progression des vaccinations par le BCG, compulsant toutes les lettres et tous les documents qu'on envoyait au secrétariat de son Institut, provoquant des enquêtes, répondant lui-même de sa main à toutes les demandes de renseignements des médecins ou des sages-

(1) Voyez dans la *Revue* : Pasteur Valléry-Radot, *le Vaccin BCG et le procès de Lubeck* (15 mai 1932, p. 418-429).

femmes, établissant les statistiques de son remarquable fichier, écrivant articles et communications sur la prémunition antituberculeuse, enflammant de sa foi convaincante les incrédules et les sceptiques, répondant avec fougue, — mais toujours courtoisement, — aux attaques, véritable apôtre de la vaccination nouvelle qui allait peut-être libérer le monde du terrible fléau.

Comme l'a écrit son fidèle collaborateur, M. Boquet, dans les *Annales de l'Institut Pasteur*, « on eût dit que le pressentiment obscur d'une fin prochaine l'entraînait à brûler les étapes et que la crainte de ne pouvoir assez se donner à son œuvre le dévorait. Personne ne réussit jamais à le détourner un instant de son chemin. Nul conseil, si pressant et si affectueux fût-il, nulle prière n'eurent raison de son indomptable volonté ».

Le drame de Lübeck, dû à une erreur de manipulation commise au laboratoire de l'hôpital de cette ville, ainsi que l'a reconnu le tribunal allemand en condamnant le médecin-chef, professeur Deycke, affecta profondément Calmette (1). Il faut avoir vécu dans son intimité pour savoir combien son âme était tendre et compatissante. Il souffrit profondément de la calomnie dont l'abreuverent certaines feuilles nationalistes allemandes. Il souffrit plus encore de savoir dans l'affliction des mères qui avaient perdu leurs enfants. Il ne trouva de consolation que dans l'affection et le soutien de ses amis et dans la loyauté de la plupart des savants allemands qui défendirent dans leurs pays, avec le plus grand courage, son œuvre injustement attaquée.

Quelques mois avant de mourir, Calmette écrivait, dans un petit carnet de poche que M<sup>me</sup> Calmette m'a permis de feuilleter, ces mots où se lit toute la bonté de son cœur : « J'ai la certitude que le BCG est inoffensif et efficace. Or ma vie est à son déclin, elle est sur le point de s'achever, et je voudrais, avant qu'elle se termine, avoir pu sauver la vie d'un plus grand nombre de petits enfants. »

Deux qualités essentielles caractérisaient Calmette. Elle ont été les dominantes de toute sa vie : une prodigieuse activité intellectuelle, alliée à une exquise bonté. Tout le jour et une

(1) Voyez la *Revue*, *ibid.*

partie de la nuit, il était au travail, rédigeant des articles, répondant aux lettres innombrables qu'il recevait, se faisant rendre compte de tous les travaux effectués dans son laboratoire, jetant sans cesse des semences de recherches nouvelles, classant ses documents, assistant ponctuellement aux séances des Académies et des Commissions, s'intéressant à tout ce qui concernait l'Institut Pasteur, donnant des directives et des avis tant par la parole que par ses écrits. Même son cœur affaibli par les soucis et les chagrins n'avait pu lui faire restreindre cette activité.

Sa bienveillance, sa bonté, on la sentait dès son accueil souriant. A l'opposé de beaucoup de savants qui vivent retirés dans leur laboratoire, loin de toutes les manifestations de la vie quotidienne, et finissent par ne plus comprendre ni les nécessités de l'existence ni les détours du cœur humain, il était toujours resté en contact avec la vie. Aussi était-il profondément compréhensif. On osait tout lui dire parce qu'il comprenait tout. Il savait consoler et remettre dans le droit chemin. Il était pitoyable à toutes les douleurs humaines. Il n'avait pas de plus grande joie que de rendre un service à un ami : alors rien n'existait plus pour lui, il s'y employait avec un zèle qui touchait, puis rendait un peu confus son solliciteur. A tous il aimait faire du bien.

Le 29 octobre 1933 s'éteignait, après une courte maladie, entouré de l'affection de sa femme et de ses disciples, celui qui était la flamme et l'espoir de l'Institut Pasteur, alors que M. Roux mourant allait laisser la maison sans chef, cette maison que lui et Calmette avaient tant aimée, à laquelle ils avaient donné le meilleur de leur esprit et de leur cœur et qu'ils avaient menée, à la suite de Pasteur, aux plus hautes destinées.

Qu'il me soit permis de transcrire ici les lignes que Calmette, quelques mois avant de mourir, écrivait, et que seuls ont lues sa femme, ses collaborateurs et ses amis. Elles constituent un véritable testament scientifique et moral qui doit être transmis à ceux qui viendront après nous.

Témoignage d'un esprit et d'un cœur d'élite, elles exhaussent l'humanité. Tant que vivront des hommes de

l'élévation morale de Roux et de Calmette, l'idéal humain ne saurait périlcliter :

« Je peux dire qu'à partir de cette époque (1931) j'ai vu se réaliser mon vœu le plus cher. J'ai pu grouper autour de moi tous ceux de mes élèves et de mes amis qui partagent mon enthousiasme pour la recherche et qui se sont passionnés pour l'étude de la tuberculose (1). Nous disposons maintenant d'un outillage parfait et de laboratoires construits sur nos plans, merveilleusement adaptés à nos besoins.

« Je n'ai qu'un regret, qui est d'être handicapé par l'âge. Depuis 1925 j'ai eu le malheur de devenir très sourd, et au moment où j'achève d'écrire ces notes sur ma carrière et sur ma vie, ma soixante-neuvième année commence. Bien que, par ailleurs, mon état de santé soit assez satisfaisant et que j'aie conservé une activité physique et intellectuelle suffisante, je n'ai pas l'illusion de croire que j'aie encore beaucoup d'années à vivre. Celles que j'ai vécues ont été belles dans leur ensemble. J'ai eu ma part de deuils et de peines; j'ai durement souffert parfois de l'injustice, de la jalousie et de la méchanceté de certains hommes. Les cruautés de la guerre, qui m'ont atteint dans mes plus chères affections, les premières tentatives de vaccination des nouveau-nés contre la tuberculose et, dix ans plus tard, l'affreux drame de Lübeck, m'ont infligé des tortures morales dont personne ne peut imaginer l'atrocité.

« Mais, en compensation, j'ai éprouvé des joies profondes et durables. J'ai été heureux dans ma famille et j'ai trouvé, dans la carrière que j'ai choisie, plus de satisfaction que je n'en pouvais souhaiter. J'ai pu, pendant de longues années, me livrer à la recherche scientifique, entouré de collaborateurs fidèles et dévoués qui sont tous restés mes très chers amis. J'ai eu le bonheur immense de faire quelques découvertes utiles. Il n'existe certainement pas de bonheur plus grand que celui qu'on ressent lorsqu'on a la certitude que, par son travail personnel, on est parvenu à réaliser quelque progrès qui doit sauver des vies humaines.

« Si j'ai pu faire quelque bien dans ma vie, je le dois d'abord à mes parents dont je n'ai reçu que de nobles exemples.

(1) C. Guérin, A. Boquet, L. Nègre, H. Valtis, A. Saenz, puis Machebœuf, constituèrent notre première équipe.

Je le dois ensuite aux hommes de génie qui furent mes maîtres. J'ai eu l'exceptionnelle fortune de m'attacher surtout au docteur Roux qui m'a guidé de ses conseils, qui m'a imprégné de sa douce et sereine philosophie et qui m'a traité comme un fils. C'est à lui que je suis redevable d'être devenu un pastorien. Mon seul mérite est d'avoir su éviter d'éparpiller mes efforts sur un trop grand nombre de sujets et d'avoir étudié avec persévérance ceux qui m'attiraient. Je me suis consacré presque tout entier à l'étude des venins et à celle de la tuberculose. Cette dernière m'a absorbé sans interruption depuis l'année 1900. Je crois que c'est grâce à cette continuité dans la pensée et dans l'effort que j'ai pu me rendre utile. Je souhaite que mes enfants et petits-enfants s'inspirent de la même règle de conduite.

« J'espère qu'il me sera donné de travailler jusqu'à ce que mes yeux se ferment à la lumière et que je m'endormirai l'âme en paix, avec la conscience d'avoir fait ce que j'ai pu. »

PASTEUR VALLERY-RADOT.



---

# LES INTELLECTUELS

## EN U. R. S. S.

Malgré tous les crimes dont les Soviets se sont rendus coupables, malgré la misère affreuse dans laquelle ils ont plongé le malheureux peuple russe, l'idéologie bolchéviste rencontre encore trop souvent de la sympathie dans certains milieux qui se qualifient eux-mêmes d'intellectuels. Au surplus les Soviets s'efforcent de réchauffer cette sympathie par une propagande appropriée, notamment par la diffusion de l'organe de la *Voks* (Association soviétique de liaison intellectuelle avec l'étranger), ou plutôt des *Voks*, car il en existe un peu partout en Europe. Bref, on entend parfois vanter par des snobs « la hardiesse de pensée en U. R. S. S. », les « efforts intellectuels » des dirigeants bolchéviques. Que faut-il penser de ces affirmations ? La valeur intellectuelle, les grandes créations de l'esprit ont-elles en U. R. S. S. une place d'honneur ? Les recherches scientifiques peuvent-elles s'y orienter librement avec l'aide matérielle du pouvoir ? La pensée d'un philosophe, d'un historien peut-elle librement s'exprimer ? Les lettres sont-elles protégées et encouragées ? Cherche-t-on à Moscou à développer l'originalité des talents ?

### LA SCIENCE DÉGRADÉE

Voyons d'abord ce qu'il en est des sciences. Un des principes de la doctrine communiste, c'est que toutes les activités humaines doivent être socialisées, se soumettre à l'État qui en dirige et en contrôle l'exercice, et il doit en être des sciences comme du reste. Dès qu'ils eurent saisi le pouvoir, les bolché-

viki s'appliquèrent donc à asservir la science et les savants. On chassa des postes qu'ils occupaient un nombre important de ces derniers en les qualifiant de « saboteurs » et de « contre-révolutionnaires » et on les remplaça par des professeurs rouges fabriqués en hâte dans des Instituts prolétariens. Les Écoles et Universités devinrent des centres d'espionnage, élèves et étudiants étant invités à dénoncer les professeurs qui, dans leurs propos, se montraient hostiles au régime. Afin de développer cet esprit de délation, des agents de la Tcheka, puis du Guépéou, furent introduits parmi les étudiants. En même temps, des périodiques consacrés aux questions d'enseignement, tels que le *Za Sotsialistitcheskoï Prosvetshenié*, le *Krasnoï Stoudentchestvo*, l'*Outchitelskaia Gazeta*, sans parler de la *Komsomolskaia Pravda*, organe des jeunesses communistes, ouvraient des rubriques spéciales où étaient dénoncés les professeurs rebelles à l'idéologie marxo-léniniste.

Cependant, durant les premières années du régime, l'ancienne Académie impériale des sciences, — qui comprenait à la fois des savants, des représentants des lettres et des beaux-arts, — parvint à garder quelque indépendance. Mais, précisément, cette indépendance portait ombrage aux maîtres du Kremlin. Il fallait s'emparer de cette institution réactionnaire, bourgeoise et capitaliste, en déloger ceux qui avaient réussi à échapper aux persécutions des premiers temps et lui donner de l'éclat. Dès 1929 un premier lot de « savants » communistes réussit, avec l'appui du pouvoir soviétique, à forcer les portes de l'Académie. Auprès de ce noyau d'académiciens de fabrication nouvelle fut créé un « institut d'aspirants » qui n'était en réalité qu'une vulgaire cellule communiste. Cette création provoqua une énergique protestation de la part du président et du secrétaire perpétuel de l'Académie. Par la suite, menacés dans leur vie, l'un et l'autre durent faire amende honorable et publier des « lettres de repentir » et de « mise au point » rédigées sous la pression officielle. Le secrétaire perpétuel, qui exerçait ses fonctions depuis plus de vingt ans, dut se retirer, en dépit des traditions de l'Académie, et céder sa place à un confrère plus accommodant.

A l'heure actuelle, l'Académie des sciences n'existe plus en tant qu'institution autonome et libre. Sur son effectif présent de quatre-vingt-quinze membres, quatorze seulement ont été

élus avant la révolution, petite cohorte neutralisée par l'action de dix-neuf académiciens, communistes notoires et militants zélés, qui font en même temps partie de l'Académie communiste. Les autres académiciens ont été choisis pour leur empressement à se courber devant les Soviets. Plus de liberté de scrutin. On n'entre à l'Académie que par la volonté du gouvernement de Moscou et du parti bolchéviste; quiconque est vigoureusement appuyé par l'un et l'autre est assuré d'être admis. Au début de l'année dernière, vingt-quatre candidats soutenus par le « parti » et qui ne possédaient d'autres titres scientifiques que des certificats de bolchévisme décernés par la presse officielle, furent admis d'un seul coup. Et parmi les académiciens à la nouvelle mode ceux qui présentent quelque valeur ne sont guère que des techniciens, non de véritables savants.

C'est, bien entendu, la phalange des dix-neuf académiciens communistes pur sang qui donne le ton, décide de l'attitude à prendre par l'Académie dans telle circonstance, organise des mises en scène destinées à impressionner et tromper l'étranger, et, depuis 1932, des missions en Europe et en Amérique qui doivent faire connaître dans le monde la « science prolétarienne ». Tout récemment, le 14 décembre dernier, un arrêté du Comité central exécutif de l'U.R.S.S. a encore accru la dépendance de l'Académie vis-à-vis du pouvoir soviétique. Désormais, elle est placée directement et formellement sous l'autorité des commissaires du peuple; son statut ainsi que le plan de ses travaux doivent être confirmés et sanctionnés par le Gouvernement (1), cela afin « d'établir un lien plus parfait entre l'Académie et la réalisation de la construction socialiste ». Ainsi l'Académie devient un simple « office » technique des Soviets.

#### LE CALVAIRE DES SAVANTS RUSSES

Dans les Universités, la délation continue de sévir à l'égard des professeurs rebelles envers l'idéologie marxiste. On épure à force. En ces derniers temps, plusieurs professeurs des Universités de Tachkent et de Perm, ainsi que de l'Académie

(1) La *Pravda* du 15 décembre 1933.

d'agriculture ukrainienne furent destitués. Quels étaient leurs crimes? Les journaux soviétiques, la *Pravda*, le *Troud*, la *Pravda Vostoka*, la *Zaria Vostoka*, nous les ont révélés. Un des professeurs, M. Mirtof, demandait aux étudiants de l'appeler « professeur » au lieu de « camarade Mirtof ». D'autres avaient publié des travaux historiques sur des questions religieuses. D'autres encore manifestaient des « tendances bourgeoises ». C'est encore parce qu'il se montrait « propagateur déclaré de l'idéologie et de la philosophie bourgeoises » qu'un membre de l'Académie des sciences d'Ukraine, M. Yourinetz, a dû être exclu d'office (1).

Heureux encore les savants qui ne sont frappés que d'exclusion ou de destitution. Nous ne rappellerons pas ici les noms de tous ceux qui ont été fusillés, déportés ou emprisonnés durant les premiers temps du communisme en Russie; nous ne parlerons que de ceux qui ont été victimes, en ces dernières années, de jugements iniques. En 1930, quarante-huit savants économistes, dont les professeurs Riazantzev et Karatuiguine, ont été fusillés sur simple décision du Guépéou sous prétexte qu'ils étaient des « saboteurs de l'alimentation ouvrière ». Un zoologiste, le professeur Tchernavine, qui avait été emprisonné et condamné à cinq ans de déportation à l'île Solovki, a pu s'évader du bagne soviétique; il en a rapporté une liste de soixante-dix savants notoires de Pétrograd qui, parmi des « milliers d'autres », car il n'a noté que ceux qu'il connaissait personnellement, avaient été condamnés à mort, à la prison ou à la déportation, pendant la période 1930-1932 (2). Cette liste porte les noms de vingt-neuf professeurs dont six académiciens, tels que Lioubavski, déporté en 1931 pour cinq ans après avoir passé un an en prison; Platonov, âgé de soixante-treize ans, condamné à dix-neuf mois de prison et cinq ans de déportation; Likhatchev, soixante-douze ans, un an de prison, cinq ans de déportation; Egoroff et Tarlé, deux historiens célèbres comme les précédents frappés des mêmes peines (Tarlé, en faveur de qui étaient vainement intervenus des membres de l'Académie des sciences de Paris, fut déporté à Alma-Ata dans le Kazakstan); Lazareff, le grand spé-

(1) *Zaria Vostoka* du 16 août 1933.

(2) *Poslednia Novosti* des 15 et 16 février 1933 et la *Russie opprimée* du 1<sup>er</sup> mars 1933.

cialiste de la physique moléculaire, condamné à dix ans de travaux forcés. Les académiciens Platonov et Egoroff sont morts en exil.

La femme de l'académicien Lazareff s'est pendue à la nouvelle de l'arrestation de son mari. A la nouvelle de cet événement tragique, les gouvernants bolchéviques ont eu un « geste généreux » : ils ont commué en déportation la peine de travaux forcés à laquelle avait été condamné l'académicien ; Staline avait d'ailleurs été personnellement sollicité par les collègues de M. Lazareff. La femme d'un autre condamné aux travaux forcés, Mme Garchina-Engelhardt, s'est également suicidée en se jetant d'un quatrième étage. D'autre part, pour exercer une pression morale sur l'académicien Platonov, les bolchéviks ont emprisonné ses deux filles et les ont ensuite condamnées chacune à dix ans de travaux forcés.

Parmi les soixante-dix savants emprisonnés et condamnés à des travaux forcés, trois ont été ultérieurement fusillés : le professeur géologue Prokhoroff, l'historien orientaliste Meer-vart et le journaliste Wolfson ; de plus, six sont morts en déportation ou en prison par suite de la rigueur du régime.

La liste dressée par M. Tchernavine comprend encore vingt-cinq noms de savants, économistes et spécialistes de l'ichtyologie et de la pisciculture, qui ont été fusillés ; vingt-six autres ont été condamnés à des peines de travaux forcés variant de cinq à sept ans.

Voici encore, en dehors des académiciens déjà cités, quelques noms de savants condamnés à des peines cruelles : le professeur Rojdestvenski, historien, collaborateur de l'académicien Platonov, dix-neuf mois de prison et cinq ans de déportation ; le professeur Bakhrouchine, historien, un an de prison et cinq ans de déportation ; professeur Zaozerski, historien, un an de prison et dix ans de déportation ; professeur Boutenko, historien, confiscation des biens, six mois de prison, dix ans de travaux forcés ; « à la nouvelle que sa fille était morte de la fièvre typhoïde et que sa femme s'était tuée, il tomba gravement malade et mourut » ; professeur Borodine, historien, un an de prison et dix ans de travaux forcés ; professeur Starostine, prorecteur de l'Institut des ingénieurs civils de Pétrograd, un an de prison et dix ans de travaux forcés ; professeur Nozarevski, ichtyologiste, sept

mois de prison et dix ans de travaux forcés, gravement malade ; professeur Alexandrof, six mois de prison et cinq ans de travaux forcés ; professeur Popoff, économiste, dix ans de travaux forcés ; professeur Bielanzki-Biroulia, directeur du musée zoologique de l'Académie des sciences à Pétrograd, soixante-neuf ans, cinq ans de travaux forcés ; professeur Raïkoff, zoologiste, un an de prison et dix ans de déportation ; professeur Benning, directeur de la station biologique de la Volga, un des meilleurs spécialistes de l'hydrobiologie, cinq ans de travaux forcés. Le professeur Farmanof, soixante-dix ans, spécialiste de l'Institut de pisciculture à Moscou, dix ans de travaux forcés, fut envoyé à Solovki. Citons encore le professeur Solonino, soixante-dix ans, chimiste, dix ans de travaux forcés ; le professeur Sapojnikof, soixante-cinq ans, chimiste, un an de prison et dix ans de travaux forcés ; le professeur Bazilievitch, de l'Académie militaire, sept mois de prison et trois ans de travaux forcés ; le professeur Gontcharoff, de l'Académie navale, dix ans de travaux forcés ; le professeur Fourman, médecin, confiscation des biens, un an de prison et dix ans de travaux forcés ; quant au professeur Prokhoroff, géologiste, il fut condamné à mort et fusillé en 1931. Le professeur Wittenburg, géologue, également condamné à mort, eut sa peine commuée en dix ans de travaux forcés.

Ceux qui n'ont été ni destitués, ni emprisonnés, ni déportés, ni fusillés sont du moins soumis à un odieux régime d'humiliations de toute sorte. Sans cesse, il leur faut faire acte de loyalisme envers le régime, signer maintes « résolutions » glorifiant le système soviétique. Ils doivent aussi assister à des « réunions » spéciales que les autorités organisent après chaque crime commis envers tel ou tel groupe de savants et d'intellectuels et exprimer à haute voix leur approbation des mesures prises par le « gouvernement des ouvriers et paysans » contre leurs collègues déportés ou exécutés. Après l'exécution en 1930 des quarante-huit économistes impliqués dans l'affaire dite des « saboteurs de l'alimentation ouvrière », le monde apprit avec indignation que des groupements savants, des membres du haut enseignement avaient aussi approuvé la mise à mort de leurs confrères. Que pouvaient-ils faire, sinon se condamner eux-mêmes ? A l'époque, la *Krasnaïa Gazeta* dénonçait au pouvoir des collaboratrices

de l'Institut des études scolaires de Moscou qui avaient osé s'abstenir, lors du vote d'une résolution approuvant la peine capitale prononcée contre les quarante-huit malheureux.

Pendant son voyage en U.R.S.S., le professeur allemand Hertzmann, de l'Université de Fribourg, a reçu les confidences d'un savant soviétique qui lui a déclaré tout en larmes : « Ne croyez rien de ce qu'écrit notre presse, de ce que disent nos savants : nous ne sommes que des acteurs qui récitent leur rôle et nous répétons ce qui nous est soufflé, tandis que derrière la scène le metteur en scène de Loubianki (endroit où se trouve le Guépéou), armé de son *nagan* (revolver), veille à ce que l'acteur n'improvise pas. Nous devons nous en tenir textuellement au titre de la pièce ; autrement, c'est la famine qui nous attend et pire encore (1)... »

Il ne faut pas oublier qu'en U.R.S.S., en dehors des condamnations qui peuvent frapper un savant et tout intellectuel, le pouvoir peut l'affamer en le privant de sa ration alimentaire. Ausurplus, la ration journalière attribuée au travailleur intellectuel est très sensiblement inférieure à celle que reçoit le travailleur manuel. La ration de pain (de mauvaise qualité) accordée à ce dernier varie entre deux cents et huit cents grammes, selon l'importance de l'entreprise où travaillent les bénéficiaires. Or ce n'est qu'à partir d'octobre 1933 que le gouvernement de Moscou a porté à six cents grammes la ration de pain que peut recevoir un intellectuel. Encore ne s'agit-il que de *catégories privilégiées*, en particulier les étudiants qui doivent former les cadres futurs de l'État soviétique. Ces favorisés recevront également six cents grammes de sucre *par mois* (2).

Ce n'est également que depuis 1933 que les intellectuels ont vu s'améliorer légèrement leurs conditions de logement ; on leur fait l'honneur de les traiter comme des ouvriers d'usine. Encore la mesure n'est-elle applicable qu'à la Russie proprement dite (R.S.F.S.R) (3), si toutefois on l'applique réellement.

Et que dire des plus élémentaires conditions de travail ? L'intellectuel, qui n'a pas attiré sur lui, par sa courtoisie, les faveurs du régime soviétique, a toutes les peines pour se procurer du papier blanc. Le célèbre historien Kareev, qui

(1) *Vozrojdenié*, 1932.

(2) *Izvestia* du 8 septembre 1933.

(3) *Izvestia* du 28 août 1933.

mourut à quatre-vingts ans, devait, peu de temps avant sa mort, mendier quelques mains de papier (1).

#### LES SCIENCES A LA MANIÈRE BOLCHÉVISTE

Non seulement les bolchéviks briment et persécutent les savants qui ne sont pas communistes militants ou sympathisants, mais ils tendent à ne voir dans les sciences que leur côté immédiatement pratique et à mépriser les grandes découvertes théoriques si fécondes et susceptibles d'engendrer les plus précieuses applications; bien mieux encore, ils poussent l'outrage jusqu'à vouloir une science étroitement bolchéviste. A leurs yeux, la science pure, la science désintéressée, qui fut celle de Galilée et de Newton, de Lavoisier et de Laplace, de Claude Bernard, de Pasteur, de Berthelot, la science indépendante de la politique ne doit pas exister. « L'idée d'une science prétendue absolue, ayant ses propres tâches et sa propre idéologie, indépendante de la politique, est rejetée à jamais », écrit un des académiciens soviétiques les plus influents, le professeur Komaroff (2).

Cette science pure, désintéressée, n'est qu'une conception bourgeoise et capitaliste; il n'est de vraie science, qu'il s'agisse de mathématiques, de physique, de chimie, de biologie, etc., que celle qui montre comme nécessaire la lutte des classes et prône la révolution sociale. Nous n'exagérons pas : au dernier Congrès de mathématiques tenu à Zurich, n'a-t-on pas vu un mathématicien soviétique exposer sa conception du *calcul différentiel à base marxiste* ?

On croyait jusqu'ici que l'orientalisme était une science destinée à étudier l'évolution historique des civilisations de l'Orient, les langues, les littératures, les arts, l'origine ethnique, etc., des peuples de l'Orient. Profonde erreur, affirment les « orientalistes » nouveau genre de l'Académie des sciences et leur organe, *Novy Vostok (l'Orient nouveau)*; l'orientalisme a strictement pour objet d'étudier, — et de stimuler au besoin, — le mouvement révolutionnaire des prolétariats

(1) Rapporté par le professeur tchèque Jan Slavik dans ses impressions de Russie soviétique publiées par le *Narodné Osvobození* de Prague, octobre 1932.

(2) *Izvestia* du 4<sup>er</sup> janvier 1933.



d'Orient et leur lutte contre l'impérialisme européen. De même l'anthropologie doit avoir pour seul but de ruiner la « théorie des races » inventée par les impérialistes. Et l'histoire? Un historien vraiment bolchéviste dédaigne de ressusciter le passé ou d'exposer l'origine et l'enchaînement des événements. Son vrai rôle, c'est de suivre à travers les siècles les épisodes de la lutte des classes et de démontrer que l'évolution historique aboutit inévitablement à la révolution sociale.

Bien mieux, les bolchévistes exigent des savants qui se réclament de la stricte orthodoxie communiste qu'ils appliquent une méthode et une forme de raisonnement marxistes, car il paraît qu'un marxiste ne doit pas raisonner comme un « bourgeois » ; il s'agit ici du fameux *diamat* ou matérialisme dialectique. Tout savant, imbu de l'esprit marxiste, doit, quelle que soit sa spécialité, raisonner selon une méthode empruntée à la dialectique de Hegel, considéré par les bolchéviks comme l'un des précurseurs du marxisme, en s'efforçant de ramener les phénomènes qui sont du domaine de leur science au système matérialiste tel qu'il a été exposé par les philosophes antérieurs à Karl Marx, et aux principes économiques et sociaux formulés par ce dernier, parmi lesquels figure au premier rang le principe de la lutte des classes.

Ainsi les infortunés savants russes ne peuvent aborder un problème de mécanique, une expérience de chimie, une recherche microbienne sans les rattacher à la lutte des classes ! Par un récent décret du présidium du Comité central exécutif, l'Académie des sciences est tenue d'appliquer la méthode du *diamat* (1).

Faut-il s'étonner qu'en imposant aux savants des méthodes aussi saugrenues, la pratique de l'enseignement des sciences, les examens qui couronnent les études scientifiques deviennent une vaste bouffonnerie. L'année dernière, la *Pravda* (2) a publié une lettre émanant d'un groupe d'étudiants de quatrième année de l'Institut médical de Moscou, Faculté de puériculture et de gynécologie, qui venaient de recevoir le titre de « médecins ». Ces nouveaux « médecins » exposaient de quelle façon ils avaient fait leurs études : cent deux heures seulement, dont soixante réservées à la lecture, avaient été

(1) *Izvestia* du 1<sup>er</sup> août 1933.

(2) Numéro du 25 décembre 1932.

consacrées à l'étude des maladies intérieures ; on ne leur avait rien appris sur les maladies des reins, de la circulation et du sang ; la tuberculose avait été liquidée en une excursion de quatre jours à l'Institut de tuberculose et jamais ils n'avaient lu une seule ligne à son sujet ; les maladies infantiles, — matière essentielle de cette catégorie d'études, — avaient été enseignées en dix-huit cours de trois heures chacun. De tels « médecins » en savent certainement moins que le plus médiocre infirmier.

Malgré tout, un « académicien » soviétique, le camarade Keller, a eu l'audace d'écrire : « C'est la décadence et la ruine qui attendent les sciences en Occident, à moins que les savants ne viennent lutter côte à côte avec la classe ouvrière pour la réalisation du communisme qui seul pourra assurer le plein épanouissement des sciences. »

#### LA LITTÉRATURE EN SERVITUDE

En même temps qu'ils s'acharnaient à « bolchéviser » les sciences, les Soviets réduisaient la littérature en servitude. Ici, ils n'obéissaient pas seulement à une conception théorique de la doctrine marxiste, mais ils poursuivaient aussi un but pratique, les diverses formes de la littérature : essais philosophiques et sociologiques, études historiques, romans, théâtre, articles de revues et de journaux, etc., constituant de puissants moyens de propagande.

En principe, les écrivains restaient libres, mais le gouvernement soviétique monopolisait ou tout au moins contrôlait l'édition en plaçant ses censeurs dans toutes les maisons d'édition non gouvernementales, par exemple dans celles qui étaient dirigées par les syndicats corporatifs ; c'est-à-dire que les auteurs écrivaient ce qu'ils voulaient, mais impossible de publier leurs œuvres, si elles n'agréaient pas aux nouveaux maîtres de la Russie. Nombre d'écrivains, et non des moins marquants, tels que l'académicien Bounine qui vient de recevoir le prix Nobel, Merejkovski, Kouprine, Guippius, Teffi, etc., préférèrent s'expatrier ; d'autres essayèrent de s'« adapter », mais vainement : ils restaient incurablement bourgeois. D'ailleurs un beau jour le gouvernement de Moscou s'avisa de rassembler un certain nombre de littérateurs et de journalistes

en renom restés en Russie et de les faire reconduire à la frontière; parmi eux Ossorguine, Kouskova, Pechekhonov, Prokopovitch, Rosenberg, etc. C'était, paraît-il, Trotski qui avait décidé cette expulsion considérée comme mesure d'humanité : si ces écrivains n'avaient pas été chassés de leur pays, ils étaient voués à la fusillade.

Restaient les écrivains qui, sous le tsarisme, avaient montré de la sympathie pour les partis avancés ou même s'étaient révélés franchement révolutionnaires. Ceux-là, les *popoutchiks*, étaient tolérés: cependant on n'attendait pas grand chose d'eux, malgré les gages donnés à la Révolution, car ils appartenaient trop au passé. De fait, gênés par les exigences baroques des censeurs, ou terrorisés par leurs rigueurs, entravés aussi par les difficultés de la vie matérielle, les *popoutchiks* en arrivèrent peu à peu à cesser d'écrire. Tous les espoirs étaient mis dans les jeunes, de formation exclusivement prolétarienne. De ceux-là, on attendait des chefs-d'œuvre à la gloire de la « construction socialiste ».

Afin de faire naître les vocations et éclore les génies, on recrutait à force des jeunes gens parmi les ouvriers d'usine et les paysans des *kolhoz* et on les envoyait par centaines, soit suivre des « cours littéraires », soit effectuer un stage dans une maison d'édition ou dans la rédaction d'un journal ou d'une revue, afin d'apprendre le « métier d'écrivain », car, — notons ce trait, — les bolchéviks considèrent la littérature comme un métier mécanique ou manuel qui s'apprend sans formation générale antérieure, comme celui de cordonnier, de cuisinier ou d'ajusteur. Dans l'attente des chefs-d'œuvre et pour bien marquer « la différence idéologique et sociale » entre les *popoutchiks* et les « écrivains de la nouvelle formation prolétarienne », on créa, en 1925, la Rapp ou Association russe des écrivains prolétariens dont le statut comprenait entre autres articles celui-ci : « Dans une société, la littérature sert les intérêts de telle ou telle classe. La littérature prolétarienne sera celle qui dirigera le prolétariat, appelé à créer le communisme dans le monde, vers ses buts désignés. »

En somme, les thèmes littéraires étaient réduits à un seul : la glorification du communisme et du plan quinquennal. Un des devoirs de l'écrivain prolétarien est en effet de « présenter, de refléter dans des tableaux artistiques toute l'envergure

gigantesque de l'édification socialiste, tout l'héroïsme des masses laborieuses qui participent à cette œuvre ».

Mais comme on peut le penser, les résultats ne furent pas bons, ils furent même franchement mauvais. Un jeune « prolétarien » sans culture ne peut pas, du jour au lendemain, se transformer en écrivain, même médiocre; un pareil tour de force est impossible, même commandé au nom de Marx et de Lénine.

C'est alors qu'à l'instigation de Maxime Gorki les dirigeants bolchéviques décidèrent de procéder à une sorte de *Nep* littéraire. Les *popoutchiks* cessèrent de constituer un groupe d'écrivains de deuxième zone, pour ne pas dire de parias. Par arrêté du 23 avril 1932, le comité central du parti faisait en effet disparaître la Rapp; « tous les écrivains soutenant la plateforme du pouvoir soviétique et désireux de prendre part à la construction socialiste » devaient former « une seule association d'écrivains soviétiques », mais guidée par une « fraction communiste » qui se constituerait dans cette association.

En réalité, cette mesure d'apparence libérale ne devait rien changer à la condition des écrivains russes; bien au contraire, elle consacra leur asservissement : ils ne furent plus que des fonctionnaires, des employés, chargés de rédiger des textes de propagande. Les maîtres de Moscou les commandent à leur fantaisie pour telle ou telle corvée, et les littérateurs n'ont qu'à obéir. Récemment, quatre-vingts écrivains en vue de l'U.R.S.S. furent expédiés par bateau vers les régions arctiques de la Russie afin de se rendre compte des travaux, — un canal unissant la mer Blanche et la Baltique, — exécutés sous la direction de Yagoda, vice-président du Guépéou, par les malheureux déportés politiques à l'île Solovki (1) : ils avaient l'ordre de célébrer dans des pages enthousiastes cette œuvre grandiose. Étaient-ils autorisés à dire que ce travail de géant avait coûté la vie à dix-huit mille déportés ?

Parfois aussi, on envoie des écrivains formés en « brigades », tels des ouvriers spécialisés, dans les *kolhoz* et les *sovhoz*, dans les usines et fabriques; là, ils doivent à la fois « enthousiasmer » par leurs conférences les paysans et les ouvriers mécontents, et rassurer l'opinion publique par des articles où

(1) *La Pravda*, 23 août 1933.

ils célèbrent le zèle et l'entrain de ces mêmes ouvriers et paysans. Si l'œuvre ne semble pas devoir répondre à ce que le pouvoir soviétique attend, l'écrivain en est pour sa peine. Un romancier avait signé avec le *Gosizdat* (Éditions d'État) un traité qui fixait une date pour la livraison de l'œuvre. Quelques mois avant l'expiration du délai, l'auteur reçut un avertissement du Gosizdat ainsi conçu : « En raison de votre inaptitude au point de vue idéologique, le traité est annulé (1). »

En somme, pour trouver grâce aux yeux des bolchéviks, la littérature doit cesser d'être elle-même : poésie, lyrisme, psychologie, résurrection du passé, peinture des mœurs contemporaines, tout cela n'est qu'un legs bourgeois. L'écrivain prolétaire se borne à traiter selon le « rythme bolchéviste » quelques rares thèmes, toujours les mêmes : la « lutte des classes », la « construction socialiste », le plan quinquennal, la vie dans les usines et les *kolhoz*. Les bolchévistes qui se vantent d'avoir « simplifié » la littérature y ont parfaitement réussi. Un poète ne peut chercher son inspiration que dans le sifflement des usines et le tintamarre des moteurs. Tout le reste est indigne d'être exprimé et voilà pourquoi des poètes tels qu'Essenine et Majakovski, bien qu'ils se fussent affirmés zélés bolchévistes, ont fini par se suicider.

S'il est un pays où le ridicule ne tue pas, c'est certainement l'U.R.S.S. Cette année, les dirigeants bolchéviques ont constaté que le peuple russe était devenu triste : il ne riait plus. Reconnaissons qu'il y avait de quoi. Aussitôt l'*Aquitprop*, organe central de la propagande et de l'agitation, a lancé un mot d'ordre aux écrivains, aux journaux, aux maisons d'édition : il faut « organiser le rire en masse ». Mais là commence la difficulté. En Russie soviétique, le rire doit être conforme à « l'idéologie » ; ce qui fait rire un bourgeois et un capitaliste ne peut même pas faire sourire un « prolétarien ». Et Kirpotine, secrétaire général de l'association des écrivains soviétiques, déclarait gravement : « Oui, la satire nous est utile en tant qu'instrument de lutte. Mais il nous faut une satire telle qu'elle fasse rire le travailleur en U.R.S.S. et grincer des dents à Paris ou à Rome... Celui qui est incapable de rire en prolétaire n'a qu'à se tenir tranquille. »

(1) *Poslednia Novosti* de 1932.

## COMMENT FONCTIONNE LA CENSURE

Afin de maintenir écrivains de toutes catégories et journalistes dans la « bonne ligne », les Soviets ont institué une censure extrêmement rigoureuse, exercée par l'*Aguitprop* et le *Glavpolitpros*viet (Section centrale littéraire éducatrice et politique) d'accord avec le Comité central du parti. Les censeurs, qui s'appellent modestement des « rédacteurs », sont attachés à toutes les maisons d'édition, à celles qui dépendant directement du gouvernement (la *Gosizdat*) aussi bien qu'aux quelques autres qui sont gérées par des syndicats ou corporations contrôlées par l'État, telles que la *Guikhhl*, l'*Acadèmia*, la *Politkatorjan*, etc... Rien dans ces maisons ne peut être publié qu'après le visa formel des « rédacteurs » responsables. Du reste, ces derniers sont contrôlés à leur tour et, à la moindre « gaffe », encourent des sanctions. En outre, le *Glavpolitpros*viet édite des organes spéciaux qui censurent les livres déjà censurés. De plus, chaque livre qui paraît reçoit sa note d'après sa valeur artistique ou scientifique, mais c'est surtout, d'après ses tendances, son idéologie, qu'il est classé. Enfin pour compléter ce triple échelon de censures, il faut mentionner également l'avis du « secteur des bibliothèques » qui, lui également, donne au livre la « note » qu'il mérite au point de vue politico-idéologique. La censure officielle est d'ailleurs secondée par la « critique » des grands journaux bolchévistes, tels que la *Pravda*, les *Izvestia*, qui constitue une sorte de censure officieuse.

L'esprit d'intolérance, l'étroitesse de conception et, pour tout dire, la sottise de ces censures dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Les ouvrages d'histoire, histoire du passé et histoire contemporaine, sont lus et « épiluchés » avec la dernière rigueur. Les éditions Prométhée, d'Ukraine, furent dénoncées par la *Pravda* pour avoir publié un livre où il était question des excès des gardes rouges pendant la Révolution, et un autre ouvrage où l'auteur osait émettre qu'en 1917 le parti bolchéviste ne croyait pas à la victoire immédiate du prolétariat.

Dans un manuel scolaire publié à Bakou, on lisait cette phrase : « L'autocratie russe avait peur de la révolution.

C'est pourquoi l'empereur Alexandre II a signé le prikaz accordant la liberté complète aux paysans. » Indignation du *Bakinski Rabotchi* : la liberté ne pouvait avoir été donnée par un autocrate; seul le parti de Lénine a pu libérer les paysans, grâce à la révolution d'octobre 1917.

Toute allusion à la situation misérable du peuple de telle ou telle province russe, plus particulièrement des peuples de race non russe, est sévèrement interdite. Un écrivain, M. Pavlenko, ayant rapporté un livre d'impressions de son voyage en Turkestan, y avait écrit : « Le peuple est pauvre comme ne l'a jamais été le paysan russe; la ration quotidienne du Turkmen ne dépasse guère deux cents grammes de pain ou de riz et il ne boit que du thé sans sucre. » Colère des censeurs (1). Pour se réhabiliter devant l'opinion bolchéviste, l'auteur dut manifester son repentir d'avoir hasardé une telle affirmation.

Dans un livre traitant de questions militaires, en particulier de l'utilisation de la cavalerie pendant la guerre de 1914-1918, l'auteur est amené à traiter le général anglais Allenby de « parfait cavalier » (2). Aussitôt rappel à l'ordre. Pour un écrivain soviétique évidemment il ne doit exister qu'un « parfait cavalier », le général Boudenny.

Ce qui touche à la condition de l'écrivain et de l'intellectuel est domaine spécialement dangereux. Dans la revue *Inostrannaïa Kniga*, le camarade Stekloff, pourtant théoricien bolchéviste notoire, analysant un livre publié en Tchécoslovaquie sur Bakounine, insistait un peu trop sur les conditions favorables dans lesquelles travaillent les intellectuels des divers États européens, en ajoutant ce membre de phrase : « conditions dont un écrivain soviétique ne pourrait même pas rêver ». Aussitôt la *Pravda* éclate; le camarade Stekloff a fait l'apologie du capitalisme! « Comment se fait-il qu'une telle stupidité puisse trouver place dans une revue soviétique? » Le rédacteur en chef de *Inostrannaïa Kniga* doit publier dans la *Pravda* une « lettre de repentir » des plus caractéristiques. La voici textuellement :

« Chers camarades. L'analyse par Stekloff du livre de Pflsner sur Bakounine a été publiée sans que j'en aie pris

(1) *Pravda Vostoka*, 1932.

(2) *Ibid.*

connaissance et n'ayant eu que le visa du rédacteur en chef ouvrier de la section.

« Je partage entièrement l'opinion de la *Pravda* que cet article de Stekloff reflète l'enthousiasme des menchéviks et des émigrés blancs devant les conditions où se trouvent les intellectuels du monde capitaliste.

« Il est universellement connu que les gouvernements bourgeois ne peuvent et ne pourront jamais se vanter de protéger les études et les travaux scientifiques. Dans ces conditions, les assertions de Stekloff qui classe l'auteur du livre sur Bakounine parmi les « heureux », sonnent d'une manière plus que contre-révolutionnaire. Il faut vraiment avoir beaucoup d'audace et de sans-gêne pour déclarer que les travailleurs intellectuels en U.R.S.S. doivent envier la situation de leurs collègues des pays capitalistes, alors que ces pays... (suit l'exposé de la thèse bolchéviste bien connue sur la crise économique et sur l'état de famine où se trouvaient les intellectuels européens).

« Je considère donc qu'en tant que rédacteur en chef responsable de l'organe soviétique qui a signé l'article sans l'avoir lu et en se fiant au nom de Stekloff, je dois encourir et je mérite les sanctions les plus sévères du parti pour ledit galimatias (1). »

Romanciers et poètes ne sont pas à l'abri des foudres des censeurs. Le romancier Serguéief Tsenski, dans un de ses récits, *l'Eau vive*, montre, après un combat entre Blancs et Bolchéviks, plusieurs de ces derniers recueillis par trois femmes. L'infortuné avait omis de spécifier à quelle classe sociale appartenaient ces trois femmes, ce qui lui valut cette attaque du *Novy Mir* : « Mais qui sont-elles, ces femmes ? Sont-elles paysannes pauvres, ou paysannes moyennement aisées ? Ou bien sont-elles des *koulaks* ? » Et le critique, penchant pour cette dernière hypothèse parce que les femmes en question possédaient des chevaux « bien nourris », reproche violemment à l'auteur sa « partialité de classe » qui lui a fait accorder aux représentants d'une « classe ennemie » des sentiments humains.

Encore s'agit-il là de « critique » ou censure officielle,

(1) *Pravda* du 14 février 1933.



mais voici quelques exemples qui témoignent de l'esprit de la censure officielle. Des censeurs ont mis à l'index l'œuvre de Tchekoff parce qu'« on rencontre dans ses écrits les mots Dieu, esprit, etc... (1) ». Mis à l'index également un poème renfermant ces vers :

Les nuages qui couvraient le ciel  
Commencèrent à se dissiper...  
L'aube pointa,  
Une aube de labeur...  
La vie laborieuse s'anima.

Qu'y avait-il là de répréhensible ? Le censeur bolchévique nous l'indique dans son rapport. « Ces vers ont été écrits en 1928, c'est-à-dire au début même du plan quinquennal. Or, l'auteur affirme que « l'aube vient de pointer » : par conséquent, au cours de la période qui précéda 1928, l'aube n'existait pas, il faisait sombre, il faisait nuit. Cela démontre que l'auteur est loin de la conception du travail, qu'il ne connaît pas la vie et qu'il est politiquement illettré. Il avance là une affirmation anti-dialectique, en prétendant qu'avant 1928 la vie était « gelée ». A en croire le poète, la période de la reconstruction n'était pas celle du développement du travail, mais elle n'était qu'une période de plaisir, et on ne luttait pas alors suffisamment (2)... »

Un autre recueil de « poésies » du même auteur a été condamné par la censure à cause de ses « tendances romantiques » dangereuses au point de vue prolétarien. En effet l'auteur, voulant tracer le portrait d'une jeune fille, lui consacre le quatrain suivant :

La brise du matin  
Joue avec elle,  
En dispersant sur son visage  
Ses cheveux soyeux.

Or, fait remarquer le censeur, « une telle métaphore n'est pas celle d'un poète prolétarien : elle est par trop sentimentale et présente la nature d'une façon superficielle ». Un

(1) Rapporté par une haute personnalité soviétique, le camarade Ikramof; *Pravda Vostoka*, du 3 août 1932.

(2) *Idem*.

auteur soviétique, fidèle à la méthode du « réalisme socialiste », ne doit s'inspirer que « des bruits de moteur des machines et des tracteurs sillonnant les champs kolhoziens, des sifflements perçant le ciel des sirènes des usines prolétariennes en pleine marche » (1); le poète aurait donc dû comparer par exemple les nattes de la jeune fille aux chenilles d'un tracteur et imiter ce confrère franchement soviétique qui a écrit :

Des larmes coulent de ses yeux  
Lentement, comme un tracteur (2).

Un autre recueil de poésies a été interdit parce qu'il renfermait ces vers « licencieux » :

Écoute, brise du matin,  
Nous allons découvrir le mystère de la nature  
Et introduire de la poésie dans la vie.

Le poète fut sévèrement blâmé en ces termes : « Alors, c'est vraiment la poésie que l'auteur voudrait introduire dans la vie ? Nous autres, les bolchéviks, nous ne nous occupons pas de poésie : nous luttons et nous poursuivons notre lutte pour changer complètement la vie (3). »

Un poète s'est donné la tâche de célébrer Staline, le nouveau « padichah rouge » siégeant au palais du Kremlin et voici en quels termes :

Un bateau vogue et s'avance  
A travers les vagues de l'océan.  
Son gouvernail est dans tes mains,  
O chef d'acier (4).

Mais c'était là sujet périlleux ; mal en a pris de le traiter à ce poète qui finalement eut maille à partir avec la censure. « Est-ce que notre pays est un bateau ? lui a fait remarquer le censeur. Est-ce que le camarade Staline est le capitaine d'un seul bateau ? (Allusion au « prolétariat mondial » dont le

(1) *Pravda Vostoka*.

(2) *Poslednia Novosti*, 1932.

(3) Du même rapport de M. Ikramof, *Pravda Vostoka* du 3 août 1932.

(4) En russe, le mot « Staline », pseudonyme de Joseph Djougachvili, dérive du mot *stale* qui signifie acier.

camarade Staline est considéré également comme le chef suprême) (1).

Un autre poète, désireux lui aussi de chanter la gloire du maître du Kremlin, n'a pas rencontré meilleur accueil. Il avait écrit :

Nous avançons dans l'étreinte des éléments.

Amène-nous vers une vie radieuse, ô chef de caravane.

Le censeur a mis son *veto* à la publication : « Est-ce que notre Union est un désert? Est-ce que nous n'avançons que montés sur des chameaux? Pourquoi le poète ne parle-t-il ni de tracteurs, ni de locomotives, ni d'aéroplanes (2)? »

Au théâtre, on coupe à outrance dans les œuvres des anciens écrivains russes et dans celles des auteurs dramatiques étrangers. On interdit la représentation de *Marie Stuart* de Schiller, parce que c'est une pièce « religieuse et monarchique ». Pour les opéras et opéras-comiques, on fabrique de nouveaux livrets plus conformes à l'idéologie bolchéviste; c'est ainsi que dans une nouvelle version de *Lakmé*, on s'en prend à l'impérialisme anglais. L'époque et le pays où se déroulent *les Huguenots*, de Meyerbeer, sont changés : on place le drame au temps du tsar Nicolas I<sup>er</sup> (1825-1855), quand se produisirent les complots militaires des « décembristes » (3). Une scène est supprimée dans l'opéra *Eugène Onéguine*, de Tchaïkovsky, parce qu'elle y montre des paysans rendant hommage à leurs maîtres. A Moscou une pièce est présentée à la censure; des scènes se déroulent en Afrique entre deux groupes de singes, « les derrières bleus » et les « derrières rouges ». La censure invite la maison d'édition, qui se propose de publier la pièce, à modifier l'épithète de « rouge » et à lui substituer le mot « jaune », le rouge étant la couleur réservée à la révolution prolétarienne (4).

En même temps, à cause de la pénurie de pièces « prolétaro-kolhoziennes », les organes de la « propagande culturelle » soviétique sont obligés de faire jouer les pièces clas-

(1) *Pravda Vostoka*.

(2) *Idem*.

(3) D'après le rapport de M. Guidoni, ancien directeur d'une revue théâtrale en U.R.S.S. *Dni*, du 6 mars 1932.

(4) *Bakinski Rabotchi*.

siques, mais en les adaptant à « l'idéologie » marxiste. Parmi les classiques, c'est surtout Shakespeare qui est « à l'honneur ». Ses pièces se jouent aux théâtres de Moscou, falsifiées et méconnaissables : *Roméo et Juliette* même aurait une base « matérialiste » et les héros périssent par suite de l'antagonisme des classes et non des conséquences de la passion ; de même *Othello* refléterait la lutte des « colonisateurs rapaces pour les marchés turcs » et le héros lui-même ne serait qu'un instrument dans la main des capitalistes britanniques ; quant à *Hamlet*, tel qu'il a été représenté récemment au théâtre de Vakhtangof, « attendu que le drame psychologique du prince danois ne serait pas clair pour un spectateur soviétique si l'on ne l'expliquait pas par des motifs plus concrets » à base matérialiste, les censeurs bolchéviques l'ont transformé en insistant sur la crainte qu'Hamlet manifeste pour sa propre vie et sur le sentiment de déception du jeune homme qui a perdu son héritage (1)...

Dans leur entreprise de maquillage, de falsification et de tripatouillage des œuvres théâtrales, les censeurs bolchéviques sont puissamment aidés par la rédaction d'une revue officielle consacrée aux beaux-arts, *Marristo-Leninskoïe Iskousstvoznanié*. N'est-ce pas le critique musical de cette revue qui a dénoncé comme contre-révolutionnaires, Mendelssohn, Schumann, Debussy, Tchaïkovsky et surtout Chopin, « ce dandy génial aristocratique, ce phthisique crachant le sang de ses rêves dans ses accords » ?

Une catégorie de livres, envers lesquels la censure se montre particulièrement sévère, ce sont les livres scolaires. Le même chef bolchévik, Ikramoff, déjà cité, note que dans la seule république soviétique d'Ouzbékistan, elle a proscrit 42 pour 100 des ouvrages d'enseignement.

L'un d'eux a été interdit parce qu'une de ses illustrations figurait un enfant pleurant. « Dans un livre soviétique, déclarait le censeur, on ne peut représenter des enfants pleurant ; au contraire, il est recommandé de les figurer avec une physionomie aussi souriante, aussi gaie que possible. » Un autre livre de classe a été condamné pour avoir reproduit le conte populaire, qui met en scène deux chèvres entêtées se rencon-

(1) *Poslednia Novosti*, du 20 novembre 1933.

trant sur un pont étroit; aucune ne veut se ranger pour laisser passer l'autre et finalement toutes les deux tombent dans l'eau. « Le lecteur, écrivait le censeur, pourrait établir une analogie entre le conflit qui met aux prises les deux chèvres et la lutte des classes et faire la réflexion suivante : le pouvoir soviétique ou la bourgeoisie doivent céder l'un à l'autre; sinon, ils périront tous les deux. »

Un troisième livre est rayé de la liste des ouvrages autorisés parce que, sur la couverture, s'étale un paysage local, avec un minaret. Le censeur fait remarquer qu'« une vue d'usines et de fabriques serait plus désignée pour un livre soviétique ».

A l'instar de Jean-Jacques Rousseau, les Soviets déclarent pernicieuse telle fable de La Fontaine comme *le Renard et le Corbeau*. Un livre fut condamné parce qu'il renfermait cette fable avec une illustration. « Le lecteur, disait le censeur, après avoir lu cette fable, pourrait bien penser que le corbeau ce sont les Uzbeks, et que le renard, ce sont les Russes. » Voilà une remarque qui en dit long sur la façon dont les bolchéviks russes traitent les Uzbeks, citoyens de la république « indépendante » d'Ouzbékistan, et assez gênante pour la bonne renommée de la fameuse « politique léniniste nationale » opposée à la « politique coloniale brutale » des impérialistes européens (1).

Dans la république d'Azerbaïdjan, à Bakou, même sottise et même esprit tracassier des censeurs à propos des livres scolaires. L'un de ces derniers a encouru l'anathème parce qu'il contenait une nouvelle où l'auteur logeait une famille ouvrière dans un logis sordide et où le héros mourait de la tuberculose. Cet auteur fut rappelé à l'ordre de la belle façon. Oubliait-il « les milliers d'appartements que le gouvernement a fait construire pour les travailleurs » ? Au surplus, dans un livre soviétique, les dénouements tragiques ne doivent frapper que les représentants des « classes ennemies » du prolétariat.

Retenons au reste cette recommandation faite par un censeur de la *Pravda Vostoka* aux auteurs de livres d'enseignement : « Chaque mot, chaque ligne de n'importe quel livre scolaire doit montrer l'enthousiasme et l'héroïsme des millions de ceux qui participent d'une façon active à l'édification socia-

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1<sup>er</sup> mars 1932, *les Soviets et l'égalité des races*, par\*\*\*.

liste. Les auteurs doivent parler aux enfants des nouveaux géants de l'industrie, des stations d'énergie électrique, des *sovhoz*, des villes construites dans les déserts, des transformations des déserts en oasis fleuries. »

#### LES COMMANDEMENTS DE L'INTELLECTUEL

Ainsi en U.R.S.S. la science a été ravalée au niveau soit d'une technicité grossièrement pratique, soit d'une méthodologie grotesque; la littérature, poésie, roman, études historiques, essais philosophiques, a été paralysée et annihilée par les ridicules exigences de la censure. Non seulement toute critique à l'adresse des maîtres du Kremlin est interdite, mais toute idée, tout exposé, toute allusion, toute image qui ne s'harmonise pas avec les sinistres conceptions du léninisme, toute forme d'expression qui n'est pas empruntée à la logomachie et au pathos bolchéviques. D'une façon générale, on peut dire qu'en U.R.S.S. est abolie toute liberté de penser et d'écrire, et que les intellectuels sont réduits au plus servile des états.

Ce servilisme est même la condition indispensable grâce à laquelle ils peuvent continuer de subsister et ne pas mourir de faim. Aussi faut-il voir à quel abaissement de caractère, à quelle dégradation sont tombés quelques-uns de ces malheureux, affolés à la pensée de se voir, eux et leur famille, réduits à la misère. Combien de manuels scolaires, de travaux scientifiques, d'articles littéraires où les oppresseurs de Moscou sont lourdement flattés et encensés, où Staline est qualifié de « maître vénéré », de « chef bien-aimé du prolétariat mondial », où ses « mots » et ses boutades sont cités avec une courtoisie digne de la monarchie la plus tyrannique!

Un professeur de l'Académie communiste affirme que les problèmes philosophiques ne peuvent être abordés qu'à la lumière de la fameuse « lettre du camarade Staline ». Il s'agit de la lettre écrite et publiée par Staline à propos d'un article paru dans la revue *Proletarskaïa Pravda* et dont l'auteur, le camarade Sloutski, avait provoqué la colère du dictateur en mettant trop avant la personnalité de Trotski, ennemi et rival de Staline; dans sa réplique, Staline flétrissait le « libéralisme pourri » de certains membres du parti qui

veulent « introduire en U.R.S.S. la contrebande trotskiste ». Les professeurs titulaires des chaires de « matérialisme dialectique » à l'Université de Tachkent choisissent comme sujet de leurs cours : « La nuance bolchéviste de la philosophie à la lumière de la lettre du camarade Staline (1). » Certains poussent la flagornerie jusqu'à appliquer cette lettre à... la gynécologie, tels les membres du Commissariat à la santé publique de la république d'Ouzbékistan qui a fait prononcer une conférence dont le titre était : « La lettre du camarade Staline et les devoirs de la section de gynécologie (2). »

Kirpotine, secrétaire général de l'Association des écrivains soviétiques, invite les écrivains à s'inspirer dans leurs créations des discours de Staline, dont « chaque alinéa offre un sujet fécond pour une œuvre artistique ». La *Literatournaïa Gazeta*, qui donne le ton à la littérature de l'U.R.S.S., affirme sérieusement que Staline est un grand styliste. Au congrès du comité d'organisation des écrivains soviétiques qui s'est tenu à Moscou, au début de 1933, M. Gorski, directeur des *Izvestia*, après avoir cité cette phrase d'un écrivain russe : « Un véritable poète doit savoir tout ce qui intéresse les plus intelligents, les meilleurs et les plus éclairés parmi les représentants de son époque », ajoutait : « C'est vous dire : étudiez Staline. » Et il expliquait ensuite que Staline et Lénine étaient « les deux Titans incomparables de la pensée qui se dressent aux limites de la nouvelle ère » (3).

Des romanciers mènent adroitement leur intrigue, afin qu'un de leurs personnages fasse l'éloge de Staline. Dans une nouvelle écrite par un « popoutchik » de talent, un des protagonistes s'écrie : « Voici, tu parles de l'homme le plus intelligent de la terre... C'est facile à dire, mais qui sera cet homme le plus intelligent du monde ? Oui, certes, il y avait eu Socrate, il y a Staline... mais qui encore (4) ? »

Il est permis de douter de la sincérité de ces grosses flatteries. Les pauvres travailleurs intellectuels de l'U.R.S.S. qui courbent la tête sous le joug, se vengent en faisant circuler

(1) La *Pravda Vostoka*.

(2) La *Pravda Vostoka* du 3 août 1932.

(3) *Poslednia Novosti*, 1932.

(4) *Idem*.

parmi eux le texte des « six commandements » qui font ironiquement pendant aux fameuses « six conditions » formulées par Staline dans le discours prononcé le 23 juin 1931 à la conférence des dirigeants de l'industrie à Moscou, où il avait défini les conditions selon lesquelles les entreprises industrielles pourraient réussir, conditions qui constituaient l'évangile du travailleur soviétique. Voici ces « six commandements » tels qu'ils ont été rapportés par Mme Kouskova en 1933 dans les *Poslednia Novosti* :

1° Garde-toi bien de penser.

2° Si tu ne peux pas ne pas penser, garde-toi au moins d'exprimer ta pensée.

3° Si tu l'as exprimée, garde-toi de la formuler sur le papier.

4° Si tu as formulé ta pensée par écrit, garde-toi de la publier.

5° Si tu l'as publiée, garde-toi de propager tes écrits.

6° Si tu les as propagés, apprête-toi à rédiger en même temps une lettre de repentir.

★ ★ ★



---

# HISTOIRES DE PRINCES

---

## DEUXIÈME PARTIE (1)

---

J'ai câblé que j'acceptais, bien entendu. Et je suis allé à Bordeaux, pour attendre les lions. Quoique averti de leur taille et de leur allure, ma surprise ne fut pas mince de découvrir sur la dunette, parmi d'autres bestioles exotiques, deux têtes magnifiques, puis deux jeunes colosses qui paraissaient à l'étroit dans leur cage de bois et qui me regardaient obstinément, sans angoisse, mais de toute l'attention de leurs grands yeux d'ambre, quêtant une caresse, étonnés d'être enfermés depuis si longtemps.

A bord du navire, dans la bousculade des gens qui ne demandaient qu'à descendre à terre pour y retrouver leur petite vie d'avant l'aventure, je pus causer avec un ami du délégué et de sa femme qui avait accompagné Koulouba et Faro. C'est par lui que j'appris quelques détails sur ce fameux voyage. Tout d'abord, de Kayes à Dakar, ce fut, la nuit venue, d'immenses réclamations de la part des deux lions. Leurs cris n'ont cessé qu'au moment où le chef de train eut l'idée d'allumer dans leur fourgon une lampe-tempête, ce que leur maîtresse avait bien recommandé de faire, disant que « habitués dès leur jeune âge à dormir sous la véranda, à la lueur de la lampe électrique, ils ne pouvaient plus supporter l'obscurité de la nuit ».

N'était-ce pas la cause de leur retour vers la ville, le soir qu'elle avait essayé de les rendre à la brousse ?

Détail terrible. Le fourgon suivant ramenait le corps d'un

*Copyright by André Demaison, 1931.*

(1) Voyez la *Revue* du 1<sup>er</sup> janvier.

capitaine de tirailleurs mort de fièvre bilieuse. Koulouba et Faro firent donc office de pleureurs tout à fait dignes d'un soldat.

Leur première nuit de Dakar, ils la passèrent en gare. Seulement, au matin, lorsqu'on vint pour les transporter, une des cages était brisée. On a retrouvé Koulouba endormi dans un wagon de voyageurs. Il était installé sur une banquette de première classe. A l'appel de son nom, il s'est rendu et a réintégré sa cage, que l'on avait pris soin de renforcer.

A bord, même scène à cause de l'obscurité. Tout fut arrangé au moyen d'une lampe électrique. Décidément, ces animaux sont très maniaques. Ils semblent refaire toujours les mêmes gestes, à la façon des aviateurs superstitieux.

Je les ai retrouvés chez Casalta, l'oiseleur bordelais qui s'occupe aussi de bêtes à quatre pattes. En attendant de les « transiter » à Paris, il les a installés dans son magasin, véritable volière. C'est là que Koulouba et Faro firent connaissance avec les gros perroquets du Congo et du Brésil, les ouistitis, les macaques, les singes de toutes provenances, et des oisillons innombrables qui se serraient en brochettes sur leurs perchoirs.

Jamais, sans doute, les deux lions n'avaient vu tant d'oiseaux à la fois, et de si bruyants. Leurs bons grands yeux trahissaient une surprise énorme. Ils passaient aussi leurs grosses pattes à travers les barreaux et, à petits cris, demandaient qu'on les fit sortir, affirmant leurs intentions amicales, paisibles.

Mais l'espace manquait. Ils le prirent en gare d'Austerlitz, où ils recommencèrent la fugue de Dakar. Les hommes s'obstinent souvent à ne pas vouloir comprendre les intentions des bêtes. C'est bien pour cela qu'à Bordeaux, le chef de train m'avait refusé de mettre un lumignon dans le fourgon de Koulouba et de Faro. C'est aussi pour cette raison que les employés de la gare les retrouvèrent confortablement installés dans un wagon de voyageurs de première classe, un de ces wagons que l'on voit toujours sur les bas-côtés des gares, et au sujet desquels on se demande si jamais ils partent en voyage.

Il me restait maintenant à livrer les deux lions à leur futur propriétaire. Bien entendu, je m'étais préoccupé de la question avant leur arrivée. J'avais songé au Jardin des Plantes. Mais

le nouveau Jardin zoologique n'était pas encore installé. Et puis, j'avais peur des formalités innombrables qui menacent toujours les donateurs. Je donnai donc la préférence à Jiordano, un brave et bon dompteur qui faisait de la fausse « férocité » et préférait pour son compte ce que, dans le langage des dompteurs, on appelle le « pelotage ». Une seule charge: il devait, toutes les semaines, envoyer des nouvelles à la propriétaire de Koulouba et de Faro, en Côte d'Ivoire, et tous les trimestres une photographie. Et, à mon profit, j'avais exigé le même service.

Jiordano avait accepté ces bénignes conditions, tout réjoui que son amitié avec moi lui eût procuré deux bêtes qui valaient bien « dix billets chacune », et nous avions scellé le contrat, au petit café voisin de son installation, devant des apéritifs payés tour à tour comme il se doit dans un contrat honorable.

C'est ce jour-là que je demandai au belluaire :

— Jiordano? Ce n'est pas votre vrai nom?... Est-ce que je ne serais pas indiscret?...

— Pensez-vous ! s'écria-t-il. Je n'ai pas une tête d'Italien, ni d'Espagnol, ni de Levantin... Et puis, mon prénom est Kléber... Alors, ces gens-là ne s'appelleraient pas Kléber, n'est-ce pas?

— C'est bien ce que je pensais, dis-je en considérant sa bonne figure pleine, haute et blonde, et ses yeux bleus.

— Non, avoua-t-il. Je ne m'appelle pas Jiordano. Mais en France, pour épater le public, il faut un nom étranger. Ça réussit mieux, voyez-vous...

Il avait pris ses quartiers d'hiver, boulevard Auguste-Blanqui, sur un de ces terrains qui attendent un architecte et une société en formation pour l'édification de maisons à appartements demi-bourgeois ou populaires. Sur le terrain, qui avait été autrefois un jardin de banlieue et que domine aujourd'hui la ligne n° 5 du métro, se dressait un hangar élevé, entouré d'autres hangars accolés. Toutes ces bâtisses étaient couvertes de tôles ondulées clouées de guingois, et closes de vieilles planches grises provenant de démolitions, noirâtres et décapées par endroits. L'ensemble occupait le centre du terrain et regardait de haut les maisons basses qui l'entouraient et qui dataient de l'époque où la maison de campagne ne dépassait pas le premier étage. Partout, le plâtre était

sale. Les grilles du terrain étaient rouillées. Un pavé inégal alternait avec un fond de mâchefer. Comme il avait plu, une interminable tristesse se dégageait de ces surfaces planes, verticales, penchées, et suintait le long des tôles et des planches. C'était une terre qui s'ennuyait, comme d'autres terres sont toujours riantes.

Pourtant, quelques roulottes y mettaient, sinon de la vie, du moins le sentiment de la vie. C'est là que je me présentai pour voir comment les deux lions étaient arrivés.

Dès que j'eus ouvert un battant de la grande porte d'occasion par où l'on pénétrait dans l'immense abri, cette tristesse fit place à un joyeux étonnement. Du dehors, j'avais entendu des *hop* ! des claquements de fouet ; mais je ne soupçonnais pas le travail qui se faisait là, tout près du grand Paris, du métro et des écoles où les enfants apprennent à devenir des hommes. Des acrobates passaient en volant d'un trapèze à l'autre. Hop ! plus loin, un cycliste s'essayait au saut de la mort et retom bait dans un filet. Dans un coin, des accessoires de looping dormaient debout, adossés aux planches grises.

A terre, de la sciure était répandue, non point jaune comme de la sciure fraîche, mais de la teinte grise et sale que prend la sciure piétinée. De ci, de là des tapis usés étaient amoncelés. Quelques cris, des commandements continuèrent, malgré l'arrivée du civil que j'étais parmi ces forains.

Comme je ne voyais pas Jiordano, je le demandai à haute voix. Personne ne me répondit. Chacun était occupé à sa propre affaire. On aurait dit que ces gens travaillaient aux pièces. Je criai le nom du belluaire en vain. De bas rugissements répondirent, qui sortaient de cages blanches dans un coin. Je m'approchai.

Dans des caisses exiguës, en sapin, fermées sur le devant par des barreaux de fer, sur chaque côté par une porte à glissière, quatre lions étaient allongés sur une paille propre. Ils me regardèrent avec nonchalance et un mépris enfantin : je n'étais pas l'homme qui portait la viande et l'eau, je n'étais pas leur maître. C'étaient un tout jeune lion et trois lionnes. Ils paraissaient avoir entre deux et quatre ans. Les bêtes étaient en excellente forme, l'œil vif, le poil fourni, le muscle solide. Je prononçai à tout hasard les noms de Koulouba et de Faro. Mais ces sonorités ne réveillèrent aucun souve-

nir, aucune sensibilité chez les quatre bêtes déjà puissantes.

Je ressortis, pour ne pas avoir l'air d'un espion ou d'un concurrent. Dans la cour, arrivait à ce moment Jiordano. Il tenait par la bride un cheval qui traînait une carriole de ménagerie, comme une voiture de déménagement :

— Ils sont là, me dit-il. Ah ! quelle histoire avec ces employés de gare ! Ils en avaient une frousse ! Enfin, les voilà ! Ils ne sont pas mal... Vous allez voir ça...

Les forains, qui jusqu'ici n'avaient pas accordé la moindre attention à mes gestes, nous entouraient maintenant. Les deux cages de Koulouba et de Faro furent descendues par tous à bout de bras. Chacun appréciait les nouveaux venus. Les bêtes étaient un peu amaigries par le voyage, le manque de soins et d'espace. Quelques joints de leurs membres étaient râpés. Ils avaient eu de quoi manger, mais c'est la faim qui leur manquait. Dans leur regard, je reconnus cette douce nostalgie des exilés puissants qui ne daignent même pas une colère contre leur captivité.

Je pensai que la vue et la fréquentation de leurs semblables allaient les rassurer, les remettre d'aplomb. Pas le moins du monde : les deux bêtes qui arrivaient se dressèrent à la vue des quatre lions, et demeurèrent debout, immobiles, fascinés. Pas un élan, pas une réaction, mais un profond étonnement des grands yeux, puis deux faces froncées tout à coup.

Il est évident, — et je n'y avais pas songé jusque-là, — que c'était la première fois de leur vie que Koulouba et Faro voyaient d'autres lions. Mieux encore, comme leur maîtresse du Soudan n'avait pas d'armoire à glace ni de psyché, c'est la première fois que Koulouba se reconnaissait dans Faro et réciproquement.

A ce moment, je m'approchai d'eux et prononçai leurs noms. Tout d'abord, il y eut de leur part quelque surprise. Je répétais, mais avec l'inflexion de voix qu'avait leur maîtresse et que je connaissais bien. Aussitôt la lionne se mit à s'agiter, à se mettre en boule et à ronronner. Quant à lui, Koulouba, il collait son museau noir entre les barreaux et soufflait bruyamment. J'approchai la main en répétant son nom : il me lécha de sa langue râpeuse.

Et de part et d'autre les grands yeux d'ambre me regardaient avec joie et amitié.

Lorsque je ressortis, les forains étaient assis devant les hangars. L'un d'eux jouait de l'accordéon. Les autres regardaient en riant le cheval de Jiordano, celui qui avait amené Koulouba et Faro et qu'on avait dételé. La bonne bête tournait en rond, marquant le pas au rythme de la chanson populaire.

— C'est un ancien cheval de manège de chevaux de bois, me dit Jiordano. Je l'ai acheté par une annonce de l'*Intermédiaire forain*. Il est idiot... Chaque fois qu'il entend une musique de manège, il tourne, il tourne comme s'il avait encore le masque... Ah! ça ne change pas vite ses habitudes, un cheval...



Huit jours après. Lorsque je dis huit jours, c'est peut-être dix; mais dans les souvenirs même récents, c'est souvent par semaines ou par mois que ça vous revient. Donc, huit jours après, je retourne boulevard Auguste-Blanqui. L'hiver avait été doux, et voici qu'un vent du nord qui n'avait pas fourni son compte en hiver arrivait stupidement en retard. Alors, il faisait un peu froid, plus qu'il n'est acceptable en mai. Les lilas en souffrirent, les lions aussi. Les hommes en pâtissaient moins, car Jiordano et ses amis buvaient déjà pas mal de cafés garnis, sans compter les apéritifs.

Sous le grand hangar, les acrobates avaient diminué en nombre. C'était le temps où, dans les départements les plus méridionaux, commencent les exercices en plein air. La piste était occupée par une de ces cages circulaires démontables que l'on prépare, dans les cirques, au dernier entr'acte. Cette piste protégée était encore vide. J'en profitai pour aller voir Koulouba et Faro dans leurs cages. Ils étaient séparés entre eux, et séparés de leurs camarades venus plus tôt sur le sol des hommes blancs. Je les reconnus tout de suite à leurs regards plus vifs, moins blasés, et surtout à l'expression de leur face, dès que je prononçai leur nom.

Très à l'étroit dans ces caisses, — en sapin comme des cercueils, — ils essayaient de remuer. Mais leurs pattes de derrière, ne pouvant bouger, faisaient très peu de route et ne servaient que de pivot à leur corps souple et musclé. Tandis que les pattes de devant allaient à droite, allaient à gauche, revenaient, repartaient. A chaque fois, les museaux se rele-

vaient pour ne pas heurter les rondins de fer qui servaient de barreaux.

Jiordano arriva.

— Ce ne sont pas des lions que vous m'avez donnés... C'est des toutous... Je leur crie après tant que je peux et ils cherchent à me lécher... Ça, voyez-vous, c'est des lions capables de me déconsidérer ! Que vont penser les spectateurs, s'ils voient qu'ils ne sont pas féroces?... Ça, c'est des bêtes dressées en pelotage... Ce qu'il me faut, c'est de la férocité, voyez-vous ! Je ne veux pas que le public dise que ce sont des veaux ! Vous allez voir comme je vais changer ça...

Et il fit claquer son fouet. Je tenais la patte de Koulouba qui me la tendait à travers le grillage. Vivement la patte rentra, au risque de déchirer la manche de mon veston.

— Vous n'allez pas les brutaliser, dis-je. Nos conventions...

— Mais non ! N'ayez donc pas peur ; vous savez, ce que j'en fais, c'est du chiqué pour le public. Mais je ne les touche pas...

Pendant qu'il préparait les cages et qu'il faisait jouer les trappes pour faire déboucher les bêtes sur la piste, je lui répétai ce que je savais de leur passé, les moyens qu'employait leur maîtresse pour en faire ses esclaves et ses amis. Je continuai même lorsque Koulouba et Faro, après avoir fait un galop pour se dégourdir les pattes, vinrent jouer avec nous, — car j'étais resté sans crainte dans la piste, sur la promesse que les autres lions ne nous rejoindraient pas, rassurés au contraire sur l'humeur et le caractère de nos deux lions soudanais.

Mais Jiordano ne m'écoutait que distraitement. Il avait ses habitudes et il en était fier. Et il entendait bien les imposer à Koulouba et à Faro qui, eux, avaient abandonné celles de leurs ancêtres : du moins les habitudes qu'ils avaient dans le sang, puisque, les autres, ils ne les avaient jamais connues. C'est alors que je pensai qu'entre le lion sauvage et le lion qui mange du potage gras et du bouilli, il y a moins de chemin qu'entre deux modèles de charrue paysanne, et que le primitif est seul capable de faire des bonds de plusieurs siècles.

— Et puis, me dit Jiordano, ils sont bien gentils, mais ils gueulent toute la nuit.

— Faites-leur un peu de lumière ; vous verrez qu'ils dormiront bien.

— Alors, c'est comme pour ma petite fille ! Il lui faut une vieilleuse, à celle-là ! Si les lions se conduisent comme les mômes, c'est le monde à l'envers !...

Ce dompteur était un brave homme. Il aimait les bêtes. Je m'en étais convaincu en voyant les déchetts copieus de leur nourriture, les pelages nets et luisants de ses autres pensionnaires, la paille fraîche sans mauvaise odeur. Il s'accroupit, renversa Koulouba, le gratta sous les aisselles, derrière les oreilles, à la naissance de la queue. Puis il attaqua la lionne qui s'était accroupie elle-même près de nous. C'était vraiment un bon garçon que ce dompteur. Manifestement il aimait les fauves. D'un tour de reins, il plaça la lionne sur son cou en disant :

— Qu'est-ce que dirait ma femme, si elle voyait ça ! C'est pas des lions, qu'elle dirait, pour sûr...

— Écoutez, Jiordano, lui dis-je, pour ce qu'ils vous coûtent... Ne vous plaignez pas que la mariée soit trop belle... A cheval donné ne regardez pas la bride...

Il m'arrêta court dans mes adages.

— Venez prendre l'apéritif, soupira-t-il. Ça vaudra mieux pour aujourd'hui.

Lorsque je revins, quelques jours plus tard, la férocité n'avait pas fait de progrès.

— J'ai tout essayé, me dit le dompteur en tortillant ses belles moustaches. J'ai tout fait, le revolver, — pan ! pan ! pan ! — les pétards, le fouet... Ils ont peur et c'est tout !

Je lui dis, en manière de plaisanterie :

— Essayez la corde, le faux serpent.

Nous avions parlé au dernier apéritif de ce système qui consistait à agiter, en tenant un bout, une corde assez grosse et étendue à terre. La première sinuosité se continue jusqu'à l'autre bout, imitant assez grossièrement le serpent naja.

Au premier essai de Jiordano (la chose est facile pour qui sait déjà manier le fouet) Koulouba et Faro furent pris d'une terreur soudaine, hurlant à pleins poumons, se collant contre les grilles de la piste qu'ils secouaient de tout leur corps pesant.

Le dompteur rit et me dit :

— Vous me faites gagner des points sur mes collègues ! Je vais faire un numéro spécial avec Prince et Princesse.



— Prince et Princesse ?

— Mais oui, ceux-ci ! Vous pensez bien que je ne vais pas leur laisser leurs noms de pacotille... Que dirait le public de Koulouba et Faro ? Il rigolerait, il se paierait ma tête ! Et puis, voyez-vous, ajouta-t-il pour adoucir sa pensée et ne pas me faire de peine, le public n'aime pas plus à changer de noms que d'habitudes...

A ce moment, des otaries, qu'un autre dresseur instruisait dans le hangar à côté, se mirent à pousser des cris de joie. Les deux lions se regardèrent et se mirent, eux aussi, à rugir à plein gosier.

— Allons prendre un verre, voulez-vous ? fit Jiordano. Tout de même, ce que je vais les épater, les collègues, avec le truc de la corde... Y a pas de bon sang ! Vous en avez tout de même des idées, vous autres, dans vos pays chauds ! Ah ! ce que je vais les épater, les collègues !

Il se faisait tard. Lorsque je me retournai sur le seuil de la porte, Koulouba et Faro faisaient des grands ronds dans la piste-cage, les coudes en dehors, l'échine basse, le cou tendu, la tête à plat... C'étaient des forces en marche. Pas des forces d'ici, de notre terre domestiquée, mais des forces de là-bas, qui rappellent les montagnes en chaos, et les vastes fleuves gonflés et dégonflés d'une saison à l'autre. Sans doute revoyaient-ils le parc de Kayes entouré de belles barrières en bois, — qu'ils n'avaient jamais essayé de franchir, tant l'amitié les retenait près de leur maîtresse, près de cette frêle femme qui les corrigeait avec sa pantoufle de cuir. C'est tout ce qu'ils connaissaient de leur Soudan, avec le soleil brûlant et les pierres chaudes, les arbres assoiffés, et ce grand fleuve où ils lappaient de l'eau qui appartient à tous les lions du pays, en amont et en aval, et que nulle bête ne boit sans leur permission.

Pour sûr qu'ils revoyaient tout cela en marchant, en tournant dans la grande cage, car les lions n'ont pas la mémoire courte.

Jiordano me frappa sur l'épaule et m'entraîna.

Les forains sont des gens qui ont toujours quelque chose à dire. Ils voyagent et finissent par faire des remarques au sujet des pays où ils s'installent tous les ans pour un soir ou pour huit jours. Jiordano tenait à me témoigner de la reconnaissance : devant nos verres, il parla.

C'était dans un petit café qui se trouvait à deux pas, sur le bord du terrain vague. D'autres forains y étaient déjà installés, et c'est ainsi que je fus présenté à une voyante, à un montreur d'ours, à un dompteur de puces et de lions marins.

Jiordano me parla de ses déplacements, des foires-expositions qu'il fréquentait, des foires commerciales, des fêtes foraines, des foires internationales qu'il recherchait plus volontiers, des foires gastronomiques où il engraisait encore davantage, des foires patronales où l'on entendait trop de cloches. Il méprisait les fêtes votives, les fêtes locales et communales, les assemblées, frairies et braderies, où les gens s'amuseaient d'eux-mêmes et bornent leurs dépenses à un panaché de bière et de limonade.

— Quand ils dansent, c'est que la municipalité paye les musiciens. Alors, pour être élégants, ces gens mettent leurs pantalons par-dessus leurs bottes... Et puis, il y a les difficultés avec les mairies... Alors, vous comprenez, une ménagerie, ça prend plus de place qu'un tourniquet...

J'appris ainsi qu'il existait des pays avarés, où l'on ne revient pas deux fois, d'autres simplement chiches, et d'autres où l'argent est facile. Jiordano reprit le fil de ses idées.

— Le malheur est qu'il faut se transporter de plus en plus loin. Je vais jusqu'en Lorraine. Les pays d'usines sont épantants. Les mineurs et les métallurgistes ne sont pas blasés des animaux, comme les paysans du Centre et de Bretagne qui vivent avec... Alors, je vais acheter un tracteur... Surtout que vous me faites faire une sérieuse économie avec Prince et Princesse... C'est une pièce de dix à douze billets, dans la forme qu'ils ont... Un autre verre?...

A sa manière, il me témoignait sa gratitude en me forçant à écouter et à boire. Quant à moi qui découvrais peu à peu les dessous de ce monde spécial, je mesurais aussi l'écart de situation des deux lions transplantés de Kayes dans ces baraques foraines, dans ces cages remorquées par un tracteur à travers la France. Je me demandais si je n'aurais pas mieux fait de les donner à un jardin zoologique privé, tel que Clères en Normandie ou Cagnes sur la Côte d'Azur. Mais il était trop tard pour les retirer à ce brave homme. D'ailleurs il aimait ses bêtes, les fréquentait, leur parlait souvent (il savait les *vertus* de la parole sur les bêtes que l'on croit sau-

vages), il les nourrissait et les soignait fort judicieusement.

Comme suite à mes pensées, je lui demandai :

— Jiordano, pourquoi exercez-vous ce métier ?

— Il me plaît ! C'est un métier de plein air. Je n'étais pas fait pour être dans un bureau, voyez-vous. Et puis, c'est un métier noble, très ancien. C'est pas comme les chevaux de bois, les manèges à vaches, les loteries, les confiseurs (encore que Chemisier a des villas un peu partout... mais, tout de même, ce n'est qu'un marchand de pâte de guimauve...) J'aime mieux ce que je fais que de surveiller un autodrome pour enfants, un chemin de fer électrique ou à vapeur, un stand de photographie ou un champ de courses pour cafards... Vous me voyez dressant des souris blanches ou des serins, ou des inséparables, ou des puces?... Ou exhibant la femme sans tête ou vendant des gaufres?... Ma femme n'en voudrait pas...

Il but un coup.

— Je parle beaucoup, ajouta-t-il, c'est une habitude. Dans notre métier, le boniment remplace l'orchestre... Et puis, voyez-vous, mes lions, mes bêtes, je les aime... Ça c'est de la bête noble, c'est comme le métier... Ce que je fais, les autres ne peuvent pas le faire...

Il se pencha vers moi et me dit en confidence :

— Ma femme va avoir... C'est pour octobre ou novembre. Si cette fois c'est un garçon, je crois bien que je le lui apprendrai, le métier. Et il les aimera comme moi, les belles bêtes...



Au début de l'été, je reçus une lettre de Jiordano m'invitant à venir le voir dans ses exhibitions sur l'esplanade des Invalides. Pour me flatter, il avait fait de la littérature...

« Je suis sur la grande avenue à côté de la statue du valeureux maréchal Gallieni, sur le chemin qui mène du tombeau de Napoléon au Grand Palais. A côté de moi vous trouverez des baraques intéressantes, un cinéma-musée documentaire, très intéressant contre les fléaux de notre affreux squelette. Ces projections vous édifient et vous font oublier le vice, y compris celui du merveilleux amour... Venez, vous verrez Bill, le gladiateur, et la belle Carmencita. Et surtout vos pupilles, Prince et Princesse, qui travaillent maintenant avec Négus et Clovis. Un seul défaut, ils sont trop joueurs. J'ai peur

que le public ne les prenne pas au sérieux et croie que ce sont des copains habillés en lions. Venez, vous verrez que la famille foraine a tout de même le droit d'être justement fière, et qu'elle a bien mérité la confiance du Soudan... »

Je ne vais plus guère à ces fêtes. Mais je ne pouvais éviter de me rendre à l'appel de Jiordano. Il m'avait plusieurs fois donné des nouvelles de Koulouba et de Faro, — *aliqs* Prince et Princesse, — il m'avait même envoyé leur photographie, et en double pour que j'en fisse parvenir une à leur maîtresse, mais je tenais à me rendre compte par moi-même de l'état des bêtes.

Le quartier des Invalides n'est pas précisément populaire; ses maisons se trouvent éloignées et ses habitants sont des gens calmes. Cependant, il y avait beaucoup de monde venu de Montparnasse, de Grenelle et de Vaugirard, mêlé au public fidèle de la foire de Neuilly et de la foire du Trône. Les manèges étaient bruyants, surtout au repos; les façades des ménageries étaient éclatantes avec leurs miroirs à facettes, leurs paysages tropicaux genre Douanier Rousseau, et leurs portraits de bêtes plus que féroces dont on entendait, venus de l'intérieur, les rugissements forcés.

Jiordano faisait son boniment. Il avait revêtu sa tenue réglementaire de cow-boy, chapeau à large bord, pantalon de cuir, revolver à l'étui et un fouet. Il descendit dès qu'il m'aperçut et me tendit la main.

— Une loge pour moi! cria-t-il à la caissière.

Et je montai les gradins, au milieu de la considération du populaire, pendant que le haut-parleur d'un phono électrique jouait la *Marche des gladiateurs*.

Le dompteur vint me rejoindre et m'invita à faire la revue des cages qui se trouvaient à droite et à gauche de la petite piste centrale.

— Que dites-vous de mon phono? interrogea-t-il avec pas mal de fierté. J'ai bien fait de l'acheter... Ça me remplace un orchestre...

Koulouba et Faro étaient toujours là, aussi simples, aussi calmes, aussi naïfs qu'aux beaux jours décrits par leur maîtresse... Moins espiègles peut-être, car ils avaient subi la discipline de l'homme, alors que là-bas ils vivaient dans une demi-liberté ou plutôt dans une intimité voulue avec la maison des hommes.

A leur ancien nom, ils se levèrent, se recouchèrent, se mirent sur le dos pour se faire caresser le ventre, passant les pattes à travers les barreaux pour jouer avec mes mains.

Plus vive, Faro se redressa la première. Koulouba lui léchait lentement les pattes, non plus en camarade comme autrefois, ni même comme au jour de son arrivée, mais avec une tendresse qui dépassait l'affection. Elle, debout, haletait, la gueule entr'ouverte, les babines et le museau noirs, les crocs bien ivoirins, la langue blanchâtre et agitée dans la gueule rose. Tandis qu'elle me considérait de ses grands yeux d'ambre et que ses oreilles faisaient leur plus bel arrondi, je remarquai qu'elle ne portait plus les coudes en dehors, que son poitrail s'était aminci.

C'est l'espace qui leur manquait sans doute, ou plutôt ces espaces que ne compensent ni les mâchoires de bœufs fournies en abondance, ni l'eau claire, ni la paille fraîche, ni la brosse qui vous rend le poil lisse et brillant. Ah! pourquoi donc avaient-ils refusé la liberté, à Kayes, le soir que leur maîtresse voulait les ramener dans la grande famille des lions libres? Pourquoi étaient-ils retournés au galop vers les lumières sans lesquelles le sommeil ne paraissait plus possible à ces dominateurs de la brousse?

La séance ne m'apporta aucune surprise. Ils n'étaient plus ni Koulouba ni Faro, mais Prince et Princesse, qui faisaient, avec les quatre autres, des numéros. Ils savaient maintenant se tenir assis sur leur escabeau comme de bons chiens, sauter d'un escabeau à l'autre, franchir une barre, un cercle et d'autres histoires encore. Il rugissaient au commandement, ce qui faisait frémir les concierges. Et quand ils parlaient à Jiordano en passant devant lui, ou qu'ils lui lançaient un coup de patte amical pour lui rendre ses taquineries, les braves gens réprimaient un cri de terreur.

Mais je savais bien que si Koulouba et Faro, suivant leur vrai naturel, nous eussent gratifiés d'une de ces scènes domestiques dont le récit m'avait été fait par leur maîtresse, la question eût été changée.

— Tous mes compliments, Jiordano, lui dis-je en le quittant. Soyez toujours bon pour eux.

— Comptez sur moi. Je pars pour la province demain. Je vous écrirai...



Vers la fin de septembre, je reçus en effet une lettre du dompteur.

« Je vous écris comme je peux, car mon bras gauche est cassé et abîmé. Tout allait trop bien. Nous avions fait de bonnes recettes partout où nous passions. Et voilà que Prince, — votre Koulouba, — a tout gâché. Cet idiot-là s'est mis en tête de me mordre. Je ne sais pas si c'est la température, ou un manège voisin qui n'avait qu'un carton pour sa musique et qui nous a joué cent fois le même air le même soir. Je ne sais pas ce qui s'est passé, mais comme je corrigeais un peu Princesse qui était depuis quelque temps nonchalante, Prince m'a sauté dessus. Comme je le savais inoffensif, je n'ai pas paré le coup et il m'a à moitié écrasé l'avant-bras.

« Vous parlez d'une mâchoire! Après m'avoir abîmé, il est revenu tout penaud sur son escabeau, sans un mot, sans un geste. Pourtant, il m'avait averti, comme font les vrais lions, en venant sur moi. Vous connaissez bien leurs trois coups de gueule, bien nets, bien secs, n'est-ce pas? Mais je n'y ai pas cru. Alors, c'est ma faute.

« Venez donc boulevard Auguste-Blanqui dans les premiers jours d'octobre. Vous me trouverez là. Je verrai avec les camarades ce qu'on doit faire de cet animal... On ne fera rien sans vous, bien sûr, puisque je ne puis pas disposer d'un cadeau en dehors de mes bienfaiteurs, n'est-ce pas? »

Et c'est ici qu'advint le jugement des hommes. Non point des hommes qui jugeaient leurs semblables, mais des hommes qui jugeaient une bête; une de ces bêtes que l'on dit féroces parce que leurs colères dépassent les colères de chiens ou de chats, parce que leurs muscles sont plus durs que ceux des athlètes et qu'ils ne mesurent pas la force de leurs détenteurs.

J'allai donc, à l'heure dite, voir juger Prince, — *alias* Koulouba. Quelle histoire! Oserai-je en faire part à la jeune femme lointaine qui lui avait donné le lait et la première viande, qui l'avait soigné mieux que ne l'eût fait une mère lionne, qui avait écarté de lui les maladies et les malaises de l'existence? Et puis, qui défendrai-je? Le lion ou l'homme?

Les deux s'aimaient, s'estimaient. Les disputes entre gens qui s'aiment sont choses communes...

Le tribunal devait siéger au petit café, à côté des hangars. J'y trouvai Jiordano entouré par une bande d'hommes longs ou gros, mais qui paraissaient tous également doués de puissance. Il avait encore son bras gauche bandé et soutenu par une serviette nouée autour du cou. Il me présenta. C'étaient des dompteurs, des belluaires. Ils me toisèrent tous d'abord, pensant que j'étais le représentant d'un muséum. Quand ils surent que j'étais allé au Soudan, que je connaissais le pays des lions et que j'avais livré les deux bêtes à Jiordano, je bénéficiai de regards plus favorables. En attendant l'heure du jugement, ils m'offrirent un verre. Dès que nous eûmes trinqué, ils se laissèrent aller à parler librement, — surtout entre eux naturellement. Une bonne partie de l'histoire romaine y passa. Ils se donnaient des nouvelles de Brutus, de Néron, de César, de Cléopâtre et de Pyrrhus, avec une familiarité qui me ravissait. Leurs poignets étaient gainés de cuir, et les veines de leurs bras se gonflaient à chaque geste. Ils se montraient leurs blessures. Et quand ils riaient, leurs dents en or apparaissaient, marques de coups durs attrapés lors des acrobaties de jeunesse. Je me croyais dans un faubourg de Rome à la fin d'une journée de spectacles populaires.

Jiordano m'entraîna dans le terrain contigu au petit café.

— Regardez, me dit-il, j'avais acheté à crédit une roulotte neuve, à cause du deuxième petit qui va venir d'un moment à l'autre. Le docteur dit même que c'est pour aujourd'hui. Je ne m'y attendais pas si tôt... C'est pourquoi j'avais convoqué les gars par une annonce dans *l'Intermédiaire forain*.

« Car, voyez-vous, si je ne garde pas la bête et si vous ne la reprenez pas, je la mets aux enchères... Vous comprenez... Venez voir cette brute... ajouta-t-il en montrant la remise aux cages, dans le hangar. Faire ça à son père, tout de même!...

Koulouba et Faro étaient couchés l'un à côté de l'autre. Ils levèrent la tête à notre approche. Nous étions devenus des indifférents, car Faro avait grossi et son ventre s'était alourdi. J'en fis la remarque.

— Je crois bien, dit Jiordano, que nous allons avoir des petits de ce côté-là. Ce sera la première fois chez moi. C'est

que les conditions sont assez bonnes. Ces bêtes ont toujours été près de l'homme. Alors, vous comprenez...

Nous revînmes au bistro. Le jour tombe assez vite en octobre. Jiordano passa par la roulotte qui était tout près du café. Il entra quelques instants à peine, en ressortit, soucieux, et s'installa dans le petit café, contre une fenêtre de côté d'où l'on pouvait surveiller la roulotte.

Je fis servir une autre tournée. Les verres une fois pleins, Jiordano frappa des mains et demanda le silence aux huit ou dix hommes qui se trouvaient là. Comme le cas à trancher était important, il donna la parole et la présidence au plus âgé qui était le plus ancien dans le métier.

Après un bref exposé de l'affaire, il fut entendu que l'on examinerait la question sous deux points de vue. D'abord il s'agissait de savoir si la bête était dangereuse et risquait de faire d'autres accidents. Dans l'affirmative, il faudrait l'abattre. En revanche, si la morsure était le fait d'une colère passagère, d'un accès de mauvaise humeur, d'une excitation fortuite, on mettrait Prince aux enchères. Avant de voter, on devrait entendre le réquisitoire et la défense, pour lesquels les noms de deux camarades furent tirés au sort.

Bien entendu, Jiordano ne prenait pas part au jugement. Je suis persuadé qu'il aurait demandé le rôle d'avocat défenseur.

Tout cela me paraissait bien fantastique et inusité. Mais il existe chez les forains des règles et des privilèges qui s'écartent de l'ordinaire et qui font que ces hommes ont leurs lois propres, leurs coutumes plus anciennes que les lois générales, et un code de l'honneur qui puise sa force dans leur instinct nomade. Je n'avais qu'à laisser faire. D'ailleurs, je sentais que l'ambiance était sympathique.

En effet, Koulouba fut peu attaqué et bien défendu. L'orateur était un grand sentimental qui ne dédaignait pas la plai-santerie. Il ressortit des débats que Jiordano n'avait pas suffisamment remarqué l'état de la lionne. « C'était bien à cause d'une correction infligée mal à propos à celle-ci que le lion s'était précipité pour défendre sa femelle et châtier l'agresseur. Cette correction eût été anodine à tout autre moment, mais le camarade Jiordano, dompteur émérite, avait manqué de coup d'œil pour une fois. »

Avant d'en arriver à ses conclusions, l'orateur demanda



des témoignages, afin de savoir s'il n'y avait pas, dans le cas présent, de dent gâtée, d'abcès à la gencive, de mal d'oreilles ou toute autre affection qui d'ordinaire peut fournir un motif de colère. Sur la négative, et après discussion des conclusions, on passa au vote.

J'avais craint de la brutalité de la part de ces hommes, tout au moins de la rudesse, et je me préparais à écrire une lettre en Côte d'Ivoire ou à faire une collecte chez mes amis pour racheter Prince : à mains levées, le lion fut acquitté.

Cependant, Jiordano ne pouvait le garder. Toute l'assemblée convint que le dompteur s'était mis en état d'infériorité vis-à-vis de la bête et que celle-ci l'ayant attaqué une fois ne le craindrait plus à l'avenir. On prépara donc les enchères.

Jiordano acheta une bouteille de rhum et la posa au milieu de la table.

— Voilà, dit-il, qui remplacera les feux du notaire pour limiter le temps des relances. Je vais tous vous servir. Quand il n'y aura plus une goutte dans la bouteille et dans les verres, l'adjudication sera faite au plus offrant et au dernier enchérisseur.

Ce fut convenu. Je dois dire que je commençais à m'amuser passablement.

On tira ensuite aux cartes pour savoir lequel ayant l'as de trèfle fixerait le prix de base et ferait l'adjudication. L'as de trèfle échut à un inconnu, assez ancien dans le métier.

— Mille francs, affirma-t-il. Je l'ai vu. C'est un bel animal... Il vaut mieux que ça... Y a-t-il quelqu'un au-dessus de mille francs?

— Mille cinquante francs ! dit un collègue.

— Onze cents !

A deux mille, il y eut un arrêt et les verres furent entamés. Je bus également, tourmenté par l'envie folle de me lever et d'aller voir ce pauvre Koulouba qui m'avait regardé tout à l'heure, et dont les bons grands yeux d'ambre clair ne supportaient pas longtemps mon regard et se reportaient sur sa lionne.

— Ça vaut mieux que ça ! cria le commissaire improvisé.

Les enchères reprirent par vingt francs, par cinquante francs. A deux mille cinq cents, il y eut une pause et les hommes burent encore. Je regardai Jiordano toujours assis

près de la fenêtre. Il devenait nerveux, se levait, se rasseyait, se relevait. Il but une fois de plus. Sa large figure, déjà rouge, rougissait encore. Il en était à son quatrième alcool depuis mon arrivée. Il tournait la tête et tendait l'oreille du côté de la roulotte.

— Si l'on ouvrait un peu, dit-il.

Et il profita de ce geste pour s'installer plus près encore de la fenêtre. La nuit venait. Sous le ciel bas et gris-noir, les réverbères du boulevard s'étaient allumés, automatiques. On sentait bien que la ville attendait la pluie, que tout le monde ici attendait quelque chose, et que Jiordano attendait l'événement. Les attentes sont faites d'angoisse, même si l'on attend du bonheur. Les enchères suspendues dans le silence, des cris partirent de la roulotte, des cris que l'on pouvait entendre en ce moment alors qu'ils ne nous parvenaient sans doute pas lorsque la fenêtre était fermée.

J'interrogeai Jiordano. Il me fit signe de me taire, l'oreille dressée. Le silence s'était refait du côté de la cour. Quelques hommes piaillèrent sur le boulevard. La fumée embrumait le petit café, que le bistro dominait derrière son comptoir, impassible. L'alcool montait dans les têtes.

— Deux mille cinq cent cinquante! déclara Jiordano.

— Ah! fit quelqu'un.

Je compris qu'il y avait une question d'amour-propre, peut-être une question d'argent qu'il ne voulait pas recevoir, qu'il voulait plutôt verser à la caisse de leur « Mutuelle d'assurances et de secours ».

— Deux mille cinq cent soixante-quinze! fut la riposte.

D'autres cris plus déchirants vinrent de la roulotte, puis se calmèrent. Jiordano affirma :

— Deux mille six cents.

Il regarda les verres : ils étaient encore presque à moitié pleins. Il m'interrogea du regard et jura : « Est-ce que ça va durer longtemps? » sans que je puisse savoir s'il s'agissait du drame de la roulotte ou des enchères.

Les enchères traînaient, coupées par les cris de la roulotte qui se produisaient à intervalles plus rapprochés. Je sentais qu'entre ces braves gens il y avait assaut de générosité pour ne pas laisser en peine un des leurs, sans contrevenir toutefois aux règles et coutumes de leur association. Et puis,

une émotion parcourait lentement ces hommes qui faisaient profession de brutalité, qu'ils fussent rasés ou porteurs de grosses moustaches, que leurs faces fussent lisses ou ridées.

A 2 930, chiffre jeté par le plus âgé, lequel représentait aussi une fortune bien assise, il y eut un arrêt. Devant le chiffre rond de 3 000, les verres se vidèrent l'un après l'autre. Je sentis que personne ne voulait que ce chiffre fût dépassé.

Il ne restait plus de rhum que dans le verre de Jiordano. Il était plus occupé à écouter les bruits qui auraient pu venir de la roulotte, et... qui ne venaient plus.

— 2 975 ! jeta quelqu'un pour en finir.

Jiordano se leva et considéra ses collègues. Il était manifestement excité et je me demandai s'il n'allait pas les provoquer, leur crier que la bête valait cinq mille, dix mille francs, et d'autres choses encore qui mijotent dans les cerveaux de belluaires et que nous ne savons jamais...

A ce moment, une femme se pencha par la fenêtre ouverte. Son buste pénétra dans la salle enfumée, tandis que ses jambes demeuraient dans la cour noire. Elle tira le veston de Jiordano et lui parla à l'oreille.

Alors, je vis la face de ce colosse tour à tour s'épanouir et jouer l'indifférence, sourire et prendre une contenance. Il saisit la bouteille, en versa les dernières gouttes dans son verre, fit tinter la bouteille vide contre la table de marbre, exigeant le silence de ces hommes qui devenaient remuants. Quand il vit tous leurs visages tournés vers lui, il les passa en revue, comme s'il les comptait. Puis il leva son verre, le but d'un trait et tout simplement :

— C'est un garçon ! dit-il. Nous allons boire un autre coup à sa santé !

— Et l'enchère, Jiordano ?

A ce moment, Jiordano se leva et parla. Il semblait dominer la situation.

— Dites donc, camarades, je dois vous avouer la vérité. Ce qui est arrivé à Prince est de ma faute. Bien sûr que je ne voudrais pas que ça arrive à un débutant, comme qui dirait mon fils, la première fois qu'il entrera dans la cage... Mais tout de même, c'est ma faute !... C'était son droit, après tout, à Prince d'aimer sa Princesse... Et c'était à moi à faire attention de ne pas la faire travailler à ce moment-là... Si vous

me promettez de ne pas la maltraiter, je veux bien passer la main... Même qu'un jour je céderai Princesse pour ne pas les séparer... Mais quand elle aura sevré ses petits.

Celui qui avait exercé les fonctions de commissaire-priseur interrogea du regard l'homme qui achevait de parler; sur une dénégation de Jiordano, il désigna du doigt le dernier enchérisseur et déclara :

— A 2 975 ? Tous les verres sont vides... Adjugé ! Prince est adjugé à 2 975 francs !

J'ai appris par la suite que Princesse avait eu deux petits lionceaux. Mais mon départ pour Madagascar d'abord, pour le Soudan ensuite, ne m'a pas permis de suivre leur destinée.

Des événements que je viens de relater, j'ai averti mon amie, la mère nourricière des fauves, en Côte d'Ivoire. Elle m'a à peine répondu qu'elle n'était pas trop mécontente du dénouement. Peut-être le climat humide et chaud l'avait fatiguée outre mesure, car je ne retrouvais plus dans sa lettre l'élan des saisons précédentes. Peut-être aussi s'était-elle attachée à d'autres bêtes, à un de ces chimpanzés qui habitent la haute forêt et dont l'étude trouble si intensément l'âme de celui qui les élève dans sa maison.

J'ignore également ce qu'est devenu Koulouba, ou Prince, et je préfère ne pas le savoir. Pour moi, l'histoire de ces deux magnifiques bêtes se continue dans mon esprit. Le cœur mêle son apport à celui de l'imagination ; et je garde l'espoir que le jour où j'entrerai dans un cirque ou dans une ménagerie, un énorme lion, une lionne bien grasse et apathique, répondront à l'appel de leur ancien nom familial, et me tendront leurs grosses pattes à travers les barreaux, toutes griffes soigneusement rentrées.

ANDRÉ DEMAISON.

---

# FÊTES ET GEÔLES

## DE BAVIÈRE

LA FOIRE

— *Waren Sie auf der Wiese?* (Avez-vous été sur la prairie?)

A peine débarquées à Munich, tout le monde nous pose cette question : le concierge de l'hôtel, le garagiste qui vérifie les accumulateurs, l'agent de police au casque à pointe éblouissant, le petit chasseur du restaurant Luitpold, même la grosse sommelière du Rathauskeller qui, d'un doigt mouillé de salive, plaque sur son front les accroche-cœurs noirs de son imposante coiffure. Et chacun prend une expression à la fois attendrie et fière, comme s'il s'agissait d'une escapade ou d'une victoire.

*Auf der Wiese...* ces mots résonnent partout, chargés d'une poésie particulière, lourds du parfum de la bière nouvelle et des branches de sapin coupé, du fumet des rôtisseries où les bœufs et les porcs entiers se dorent à la broche sous des cataractes de beurre fondu.

Impossible d'échapper à cette obsession. Trop de visages s'animent, trop d'yeux brillent en en parlant. Le soir même de notre arrivée, nous nous précipitons *auf der Wiese*.

Ruisselantes de lumières et d'oriflammes, les rues de Munich semblent toutes converger vers la vaste prairie, — aux pieds de cette Bavière de bronze, si grande, qu'un homme se tient à l'aise dans l'un de ses poings levés, — où depuis quinze jours une foule compacte se livre à une orgie de bière, de nou-

gat, de pains d'épices en forme de cœurs, de bretzels, de charcuterie, de radis blancs, et à l'ivresse des émotions fortes que prodiguent bateleurs, acrobates, voyants et saltimbanques sur plusieurs kilomètres à la ronde.

L'orgue de barbarie, le cornet à piston, les hurlements de peur, les boniments de tréteaux, les éclats de rire et les chansons font un vacarme assourdissant. La femme au corps couvert d'écailles s'ébat dans un bocal d'eau tiédie; la vache à six jambes passe de l'une à l'autre sans trouver le repos; la sueur perle au front maquillé de la diseuse de bonne aventure que l'inspiration a fui; le veau à deux têtes dort de l'une et tette de l'autre.

Devant les tréteaux, la foule circule, les yeux noyés d'extase. Et certainement c'est elle qui forme le spectacle le plus captivant de cette kermesse enfiévrée. Paysans endimanchés, descendus de leurs montagnes, en culotte de peau brodée et gilet vert à boutons d'argent, villageoises au corselet de velours fleuri d'un bouquet de reines-marguerites, et dont les tabliers de soie brochée chatoient des couleurs les plus vives, étudiants en casquettes multicolores dont les joyeux monômes bousculent ceux qui ne se garent pas assez vite, jeunes écolières aux nattes blondes qui, ivres de joie, de chansons et de bière, dansent des rondes sous l'œil amusé du sergent de ville, nazis en chemise brune ou dolman noir, aux bottes éblouissantes, petits bourgeois en chapeau tyrolien orné du mouchet de blaireau ou de la plume de coq, buveurs professionnels qui absorbent leurs quinze litres de bière par jour et dont les chairs généreuses font des rotundités de coupoles byzantines.

— *Platz, Platz!*

Un char pesant s'avance, trainé par six chevaux de Poméranie, caparaçonnés d'éblouissants ornements de cuivre. Le conducteur, aussi astiqué et fleuri que son attelage, est acclamé par tous. Sur le char, trente tonneaux de cent litres s'alignent deux par deux. Ils vont approvisionner les brasseries géantes où plus de cinq mille personnes, assises autour des tables, dans l'air bleu de fumée et lourd du relent de toutes les choucroutes, grillades et autres *Delikatessen* absorbées depuis le matin, écoutent avec recueillement, — sans pour cela en perdre une bouchée, — la mort de Tristan ou la chevauchée des Walkyries,

que lui joue, avec une rare perfection, l'orchestre en bras de chemise niché sur son estrade de branchages.

Le *maas* contient un litre de bière et coûte un mark. J'ai vu des sommelières en porter douze à la fois, six à chaque main, les bras tendus et le sourire aux lèvres. J'interroge l'une d'elles : « Oui, il y a des clients qui en absorbent jusqu'à six, mais la moyenne, c'est deux. Il faut avoir bu son *maas* de bière nouvelle, *auf der Wiese*, ça porte bonheur pour toute l'année... et à moi aussi! » ajoute-t-elle joyeuse, en faisant tinter la sacoche de cuir noir qui pend à sa ceinture.

— Circulez, circulez, interrompt un agent de la sécurité en me poussant par les épaules. *Stehen ist verboten* (Il est interdit de stationner).

Je repasse entre la double rangée des marchandes de bretzels et de petits pains aux incrustations de cumin et de graines de pavot, et respire avec délices l'air de la nuit. La foule est toujours aussi dense. Un prêtre en redingote noire, la croix gammée étalée sur la poitrine, regarde le spectacle avec ravissement. Des femmes passent, portant des plateaux chargés de harengs frits, de bottes de radis rouges, de sandwiches et de sucreries. Une cloche tinte, conviant une nouvelle fournée à la course vertigineuse des montagnes russes, tandis qu'aux sons de la *Wacht am Rhein*, les douze zeppelins en miniature dessinent docilement leur cercle d'argent sous le ciel rose du baldaquin auquel ils sont fixés.

Mes compagnes ont disparu depuis longtemps, happées par les remous de la foule. La grande roue, étincelante, tourne lentement. C'est là-bas que j'ai laissé la voiture, entre des centaines d'autres, sous la garde d'un employé à casquette. A travers le dédale des roulottes et des tentes, je me dirige dans cette direction.

— Qui ne paye pas ses dettes semble s'enrichir! lance une voix familière à mon oreille.

C'est ma compagne française qui me rattrape en courant.

— Avez-vous jamais vu une foule aussi prospère, aussi joyeuse, une telle abondance de victuailles, de boisson et d'argent? Quand je pense...

— Chut... il vaut mieux ne pas penser... Venez, rentrons.

— C'est qu'ils ont tous l'air heureux, comme libérés de quelque chose, poursuit-elle, sans m'écouter. L'année der-

nière, lorsque vous étiez à Munich, avez-vous déjà eu cette impression ?

— Non, certainement pas. Tout sentait la misère et la préoccupation.

— Qu'est-ce qui s'est donc passé pour les transformer ainsi ?

— *Heil Hitler !* dit une voix à côté de nous.

— *Heil Hitler !* répond une autre voix.

Ce sont deux S. A. Männer qui se croisent.

Nous retrouvons notre compagne américaine installée dans la voiture. Elle grignote du nougat aux pistaches, tout en devisant avec le gardien.

— *Heil Hitler !* Ces dames se sont donc amusées à la fête ? Il faut qu'elles reviennent *auf der Wiese*, et il referme soigneusement la portière.

A travers les larges rues pavisées, la voiture file à bonne allure. Elle dépasse un long cortège de jeunes garçons en chemise brune qui marchent au pas en scandant un refrain patriotique, puis, plus loin, deux pelotons de Sections d'Assaut.

— Voyez, ils sont tous en marche, murmure la Française d'un ton las.

— Oui, en marche, vers leur nouvel idéal. C'est ce que m'a dit le gardien des autos, répond l'Américaine.

— Regardez l'expression de leur visage...

— Ils sont beaux...

— On dirait une race nouvelle... Ils ressemblent tous à Lohengrin.

— C'est l'uniforme.

— Non, c'est autre chose... Mais quoi ?

— Peut-être cet idéal...

#### MAISON BRUNE ET ECKHAUS

— Vous désirez ?

Un planton de la Section de Sécurité, uniforme, bottes et képi noirs, nous arrête.

— Nous voudrions voir le chef de la section de la presse.

— Avez-vous des papiers ?

Nous présentons nos cartes de journalistes.



— C'est bien, vous n'avez qu'à vous informer au bureau.

Dans le hall de la Maison brune, confortable demeure du siècle dernier, c'est un va-et-vient d'hommes en uniforme. Rasés de près, astiqués, d'une tenue impeccable, ils ont tous l'air de jeunes premiers.

A gauche, contre la paroi, autour d'un buste de bronze, la gerbe de soie cramoisie d'une vingtaine de drapeaux, ornés au centre de la croix gammée, — noire sur cercle blanc, — frissonne doucement au courant d'air des portes entrebâillées.

Nous avisons le bureau, longue table d'acajou, surchargée de paperasses, téléphones, machines à écrire, classeurs, derrière laquelle une très jeune fille discute d'un air grave avec un nazi brun.

— Nous sommes des journalistes étrangères et nous voudrions voir le chef de la section de la presse.

— Impossible, il est au procès des incendiaires du Reichstag.

— Peut-être son suppléant nous recevrait-il ?

— Il est absent.

— Alors, seriez-vous assez obligeante pour nous donner l'adresse de M. Franz Hofer ?

A ce nom, on nous toise. Brève discussion à voix basse avec le nazi en brun, qui en appelle deux autres. Nouveau colloque, puis la jeune fille s'adresse à nous.

— Pourquoi voulez-vous cette adresse ?

— Nous voudrions demander à M. Hofer de nous accorder une interview.

— Montrez-moi vos papiers.

Les cartes de journaliste ne suffisent plus. Il faut sortir les passeports. Leur examen semble satisfaire la secrétaire et ses compagnons.

— Allez à l'Eckhaus, là-bas, de l'autre côté de la rue. On vous donnera l'adresse.

Tout en décrochant le récepteur du téléphone, la jeune fille nous fait signe de nous retirer. Probablement annonce-t-elle notre visite.

L'Eckhaus est une maison moderne très simple. Dans le jardin qui l'entoure, une immense hampe est fichée en terre, terminée par le drapeau à la croix gammée.

A l'entrée, nouvel arrêt. Le planton, cette fois, porte l'uniforme brun et le képi à fond de velours bleu des nazis bavarois.

— Vos papiers ?

Même cérémonie que pour pénétrer au Braunes Haus. Le corridor est passé à la chaux. Au moment où nous entrons, une dizaine de miliciens de la Section d'Assaut décrochent leurs fusils d'un râtelier et se rangent au garde à vous. Le planton qui nous accompagne nous passe à un autre planton qui nous introduit dans la petite loge de verre d'un secrétaire.

— Vous désirez voir Franz Hofer, le Gauleiter ? Pourquoi ?

— Nous voudrions qu'il nous donne des détails sur son évvasion de la prison d'Innsbruck.

Nouvelle exhibition de passeports. Nos noms et qualités ainsi que le but de notre requête sont consignés sur un formulaire photocopie. Après une attente de quelques minutes, on nous prie de monter au premier étage et on nous introduit dans une grande antichambre, meublée d'un seul petit bureau où travaillent une dactylo et un nazi en uniforme brun.

Sur la porte de l'antichambre, les mots *Verwaltung der Tyroler und Vorarlberger Gauen* (Administration des provinces du Tyrol et du Vorarlberg) sont inscrits en lettres rouges sur fond blanc.

Ainsi, la direction des provinces autrichiennes du Tyrol et du Vorarlberg a déjà son siège officiel à Munich !

Brève attente, des plantons entrent et sortent. Chaque nouveau venu prononce le « Heil Hitler » que répètent tous ceux qui sont déjà là. Un montagnard tyrolien, en culotte de peau et chapeau de feutre, attend debout dans un coin. Par quels sentiers détournés a-t-il franchi la frontière pour arriver jusqu'ici ? Ou bien, est-ce un agent qui vient prendre les derniers ordres avant de retourner au pays travailler pour les nazis ?

— Le Gauleiter vous attend.

Le planton claque des talons, fait demi-tour et nous introduit dans le cabinet attenant, petite pièce carrée occupée par une très grande table chargée de papiers, une chaise-longue, deux fauteuils et trois chaises. Plusieurs hommes se lèvent à notre entrée. Le Gauleiter est le plus grand et, seul, il porte l'habit civil. Sur le revers du veston noir, l'insigne de la

svastika prend une signification nouvelle, presque mystique. Il s'avance à notre rencontre, mais son genou blessé lors de son évasion doit le faire souffrir, car il s'appuie d'une main à la table et nous tend l'autre.

Le sourire est très jeune, dans un visage plein, aux traits encore enfantins. Les lèvres sont épaisses, rouges et découvrent deux rangées de dents superbes. Les cheveux sont noirs et les yeux, d'un bleu très pur, changent de ton selon la nuance de la pensée. Les sourcils arqués sont volontaires, presque obstinés. Oui, une belle tête, presque une tête de chef, surtout quand les responsabilités et le pouvoir auront buriné ce que ce masque a encore d'un peu trop flou.

Les trois autres jeunes gens, qui assisteront à l'entretien et même y prendront part, portent l'uniforme des Sections d'Assaut. Ils ont le visage hâlé et les cheveux blonds des montagnards tyroliens.

— Vous désirez savoir comment je me suis évadé de la prison d'Innsbruck?

Franz Hofer, le Gauleiter du Tyrol et du Vorarlberg, a un petit rire joyeux.

Je revois en pensée la boutique d'Innsbruck où, il y a peu de temps encore, le même Hofer vendait des appareils de radio. Nous y avons passé : « Piki-Radio », une devanture étroite où trois appareils se dressent sur du velours gris, puis le magasin en forme de boyau, et un long comptoir derrière lequel la jeune fille, aux nattes épaisses enroulées autour de la tête, nous répond d'un air emprunté ; deux ou trois portes qui conduisent là où l'étranger ne pénétrera pas et où, à la tombée de la nuit, les émissaires du chef transmettent les ordres de Munich aux fidèles restés au pays qui, à leur tour, les feront parvenir jusqu'aux villages les plus perdus. Un montagnard renoue soigneusement son *rucksack*, qui visiblement ne contient pas d'appareil de radio, tandis qu'un jeune homme en loden vert nous observe d'un œil mécontent. Un autre client, qui pendant toute notre visite restera immobile dans un coin, nous épie en silence.

Et nous nous énervons de nous savoir au cœur même de l'organisation nazi du Tyrol, à la source de tous les attentats, tracts et libelles qui ne cessent de semer la fièvre dans le pays, et pourtant de n'en pas découvrir le moindre indice. Je ne

sais ce que nous nous attendions à voir, mais nous quittons la boutique, déçues et confuses, tandis que le jeune homme en vert qui nous a suivies dans la rue, surveille le départ de notre voiture d'un regard chargé de soupçons.

— Cela n'a pas été tout seul, nous confie Franz Hofer. C'était pour le 21 août, pendant la nuit. J'étais averti, et je vous assure que le temps m'a paru long. A onze heures, deux de mes amis, costumés en *Heimatwehren*, amenaient en voiture devant la prison, l'un des nôtres qu'ils venaient, so-disant, livrer. Le planton de garde les laisse passer.

Puis c'est le tour du gardien de nuit. Comment obtenir qu'il leur livre les clefs? A cet effet, ils ont apporté un tampon imbibé de chloroforme. Mais la drogue est sans doute éventée. Le geôlier, à moitié étouffé, a le temps de décrocher le récepteur du téléphone et d'appeler au secours. Un coup de poing bien ajusté le fait taire, mais trop tard. L'alarme est donnée, branle-bas dans toute la prison. — Moi qui étais prêt et les attendais, vous devinez avec quelle anxiété, à entendre tout ce bruit, je crus la partie perdue et me refourrai tout habillé sous mes couvertures.

Hofer rit de nouveau.

— Vous imaginez ma joie lorsque la porte de ma cellule s'ouvre soudain et que je reconnais, sous la casquette d'un *Heimatwehr*, le visage familier d'un de mes vieux amis.

— Vite, vite, me dit-il. Nous n'avons que le temps, on a donné l'alarme.

Je saute hors du lit. Il m'enlève mes chaînes et nous nous précipitons vers la sortie, non sans avoir eu soin d'enfermer à double tour dans ma cellule les trois gardiens assommés. — Tout semble aller pour le mieux. Nous ne rencontrons personne et franchissons la première porte qui donne sur la sortie.

Ici Hofer interrompt son récit, prend un crayon et un morceau de papier.

— Il faut que je vous explique, nous dit-il, en traçant un petit dessin. Cette première porte donne sur un couloir qui lui-même aboutit à la porte de la rue. A mi-chemin se trouve la loge du gardien que mes amis avaient assommé. Or le premier battant est automatique et s'est refermé sur nous. A cet instant, mes compagnons s'aperçoivent qu'ils n'ont pas la

clef de la porte de sortie. Nous étions pris comme dans une souricière. Heureusement, qu'attirée par le bruit, la femme du gardien se trouvait dans la loge. Nous lui avons fait comprendre, très gentiment, qu'il fallait qu'elle nous donnât la clef... et c'est ce qu'elle fit.

« Outre les deux sentinelles en faction devant la porte, une dizaine de badauds attendaient près de la voiture pour voir qui allait sortir de la prison... Le plus naturellement du monde, nous sommes montés dans l'auto, qui a démarré immédiatement. Ça a peut-être été le moment le plus émouvant...

Franz Hofer se passe la main sur le front.

— Et la poursuite ?

— Oui, elle a été chaude. J'ai passé le Brenner la même nuit, mais avec une balle dans le genou.

— On ne vous a pas fait d'ennuis en Italie ?

— Au contraire, on a mis à ma disposition l'avion avec lequel je suis venu jusqu'ici.

La conversation bifurque. Hofer nous parle de l'organisation des nazis autrichiens réfugiés en Bavière, du camp d'entraînement de Lechfeld.

— Êtes-vous resté en contact avec le pays ?

— Certainement, nous sommes en communication constante. En quatre jours, par relais, nos ordres parviennent jusqu'aux villages les plus retirés du Tyrol et du Vorarlberg. Mon arrestation et celle de beaucoup d'autres, restés là-bas dans les fers, nous ont gagné de nombreux partisans. Je parie que s'il y avait de nouvelles élections, j'obtiendrais au minimum vingt-cinq mille voix. En avril dernier, j'en ai eu quatorze mille : en 1934 j'en avais cent quarante. C'est vous prouver nos progrès. Un autre exemple : lorsqu'on a appris mon évasion à Innsbruck, malgré la terreur qui règne là-bas, dix mille personnes n'ont pas craint de manifester publiquement leur joie, au risque de subir le même sort que mon malheureux ami Valentin Waidacher, dont les chaînes sont rivées de telle façon que le sang remplit ses bottes !

Les yeux bleus de Franz Hofer sont devenus presque noirs. Pour changer de sujet, je lui demande s'il est partisan de l'Anschluss, c'est-à-dire de la réunion de l'Autriche à l'Allemagne.

— Non. — Le ton est catégorique. — L'Autriche doit rester

autonome, mais bien entendu avec un gouvernement national-socialiste.

— Mais le pays sera-t-il d'accord ?

— J'estime qu'aujourd'hui 60 pour 100 de la population sont pour nous. Et tous les jours, nous faisons de nouveaux progrès.

— Mais enfin, comment comptez-vous rentrer en Autriche ? Les armes à la main ?

— Non, la chose se fera très simplement. C'est une question de patience. Il faut que les esprits soient prêts et ils le seront bientôt, surtout si le Gouvernement actuel continue à prendre ces mesures arbitraires et vexatoires qui, du reste, ne prouvent que sa faiblesse. Chaque soir, en m'endormant, je me demande de quelle couleur se réveillera mon pays. Tout est déjà préparé pour notre retour et, vous pouvez m'en croire, il sera triomphal.

Un sourire accompagne cette dernière phrase. Que doit-il signifier ? « La Marche sur Vienne », après la Marche sur Rome et la Marche sur Berlin ? Et Franz Hofer, le Gauleiter, devenu le Führer de l'Autriche ?

Je lui pose la question. Il rit joyeusement et ne répond pas.

— Mais ne craignez-vous pas une guerre civile ? Les social-démocrates ne vous laisseront pas faire.

Le visage de Hofer se rembrunit, mais le regard reste clair.

— Oui, ils sont plus de 40 000, organisés et armés, mais il n'y a guère que leurs chefs qui comptent. Il suffira de mettre ceux-ci à l'ombre pour que tous les autres cessent d'être dangereux. Nous saurons alors en faire des amis... Oui, quelques exemples à faire, ce ne sera pas long.

A ce moment, le téléphone se met à sonner et nous nous levons pour prendre congé.

#### EST-CE LA PRISON ?

— Arrêtez, arrêtez ! C'est la police ! me crient mes compagnes.

Domage, la route est excellente et nous avons juste le temps d'arriver à Munich avant le départ du train qui doit emmener notre amie française à Salzbourg.

Je donne un coup de frein. La voiture ralentit et stoppe.

Deux hommes nous rattrapent : uniforme noir des S. S. et dolman vert de la gendarmerie. L'un pousse une bicyclette à la main.

— Pouvez-vous nous prendre jusqu'à Landsberg ?

— Je regrette, impossible. Voyez, nous sommes trois et la voiture est pleine de bagages.

Je m'apprête à remettre en marche. Le soleil étincelle sur les boutons du dolman vert et sur la visière de cuir ciré. Une abeille s'égare dans la voiture et bourdonne.

— Un mot encore...

Le gendarme a le visage rouge, tanné, de l'homme qui vit en plein air. Involontairement, je subis l'ascendant de l'autorité constituée qu'en cet instant il représente sur la route libre bordée de poiriers.

— Est-ce l'une de vous qui a téléphoné ce matin à Paris ?

A cette question, je revois ma collègue française enfermée dans la cabine de verre de la poste de Landsberg. Penchée sur le microphone, elle tapote nerveusement du pied, tandis que sa voix me parvient, à peine assourdie par la double porte : T. comme Turin, E. comme Émile, G. comme Georges, E. comme Émile, R. comme Robert, N. comme Nicolas...

Debout dans le hall de la poste, un homme aux moustaches tombantes, à l'œil gris, la surveillance d'un air soupçonneux.

— En effet, nous avons téléphoné ce matin à Paris. Mais quel rapport ?

Le gendarme sort un papier de la poche de son dolman et le déplie de ses doigts maladroits : feuillet allongé, texte imprimé, à l'aspect administratif. Il me le tend. Quel n'est pas mon étonnement d'y découvrir, tracés à grands traits rouges, les chiffres 7835 H, le numéro de plaque de ma voiture !

A reconnaître ce nombre familier, tendu par une main étrangère, sur une route inconnue, dans un pays qui n'est pas le mien et où je ne me trouve que par hasard et de passage, les pressentiments les plus noirs m'assaillent. Est-il arrivé un malheur chez moi et, ignorante de mon adresse, ma famille a-t-elle chargé la police bavaroise de m'en informer ? Mais non, c'est absurde. Il n'y avait pas de courrier ce matin à la poste restante de Munich, et j'ai annoncé mon retour pour demain soir à la maison. Le coup de téléphone à Paris ? C'est

encore plus absurde ! Tous les journalistes du monde téléphonent chaque jour leur papier à leur rédaction et on ne les arrête pas pour cela... Alors, pourquoi, pourquoi ?

— *Ich weiss nicht*, réplique le gendarme. On vous dira ça au commissariat.

Il ouvre la portière et s'assied lourdement à côté de moi.

— En route, me dit-il.

Je conduis lentement. A gauche s'étend le camp de Lechfeld, occupé par la Légion nazi des transfuges autrichiens. Terrain d'entraînement, buttes de tir, baraquements à demi cachés par des bouquets de sapins. Et l'aspect de ce camp que j'ai déjà vu, me contraint soudain à faire un retour en arrière.

« Nous sommes cinq mille », nous avaient confié deux légionnaires en permission qui, à l'aller, nous avaient demandé de les conduire à Augsbourg. Nous nous rendions justement à cette ville pour assister à la fête de la moisson ; aussi, pour leur rendre service, avions-nous consenti à les prendre avec nous. Assis à l'arrière de la voiture, parmi les valises, ils parlaient à bâtons rompus, racontant leur vie, leurs aventures, évoquant leur village natal, leur famille restée là-bas et dont les nouvelles prenaient trois semaines à leur parvenir. Une nuance de nostalgie, bien vite réprimée, amollit leur ton.

— Oui, la vie est rude au camp, mais qu'importe ? nous avons un idéal.

La voix qui s'exprime ainsi vibre d'orgueil et d'émotion. C'est une profession de foi, un élan qui part du fond de de l'être.

— Ne regrettez-vous pas vos montagnes ?

— Oh ! il vaut mieux y penser le moins possible, cela fait perdre courage... Mais nous y retournerons bientôt, et alors, comme tout sera beau !

— Mais la frontière est gardée, vous n'avez pas le droit de rentrer au pays.

Ils rient joyeusement.

— Nous sommes cinq mille à Lechfeld, et trois mille dans les autres camps. Et puis, là-bas, on nous attend, tout est prêt...

— Tenez, gardez ceci en souvenir de nous, m'avait dit le plus jeune des miliciens, au moment de nous séparer, après l'arrivée à Augsbourg. — Il m'avait tendu une photographie



représentant trois sections de légionnaires rangés en rectangle sur une prairie. — Vous avez été si bonnes pour nous que vous accepterez bien ce faible témoignage de notre reconnaissance. Attendez, nous allons la signer, ce sera plus gentil.

Le destin, en l'occurrence le gendarme de Kloster-Lechfeld, assis en cet instant à côté de moi, devait nous apprendre sous peu, que ce n'est pas impunément que l'on peut rendre service aux permissionnaires d'un camp civil, dans ce pays où l'exaltation patriotique prend le caractère mystique d'une religion révélée et d'une mission libératrice.

Le gendarme, à côté de moi, rallume son cigare éteint. Mes deux compagnes, à l'arrière, échangent des propos indistincts.

— *Rechts. Jetzt halt!* dit-il à ce moment.

Je bloque les freins. Le gendarme saute à terre et m'entraîne vers la maison.

— *Die anderen können im Wagen bleiben*, dit-il (les autres peuvent rester dans la voiture).

Le policier traverse le corridor, puis monte l'escalier. Je le suis. Il m'introduit dans une petite pièce carrée où deux tables, deux chaises, un téléphone et une machine à écrire occupent tout l'espace. Au mur, une grande carte du camp de Lechfeld, le signalement anthropométrique de deux malfaiteurs, et un râtelier où sont suspendues deux paires de menottes d'acier et une sorte de fouet, très court, à manche de bois et à large lanière de cuir.

— C'est bien le numéro de votre voiture? me demande le gendarme en me présentant une fois de plus le feuillet qu'il m'a montré tout à l'heure.

— Oui.

— Et c'est bien vous qui avez téléphoné ce matin à Paris du bureau de poste de Landsberg?

— Ce n'est pas moi, c'est ma collègue.

— Cela revient au même.

Il s'approche du téléphone et demande la communication; je discerne les mots : Commissariat de la police criminelle de Landsberg. Puis il raccroche et se met à faire les cent pas.

— Pouvez-vous m'expliquer ce que cela signifie? Vous ne prétendez pourtant pas nous arrêter?

Il hausse les épaules, déboutonne lentement sa tunique

pour se mettre à l'aise et rallume son cigare de nouveau éteint.

— J'ai des ordres, réplique-t-il enfin.

— Je voudrais savoir de quoi on peut bien nous accuser.

— Le commissaire va venir tout à l'heure, il vous renseignera.

Puis il me tourne le dos et recommence à faire les cent pas.

A cet instant, le téléphone sonne. Longue explication à l'appareil. L'homme se met au garde-à-vous devant un chef invisible. Les mots *politische Polizei* reviennent constamment.

Je commence à m'alarmer. Et la faim se fait sentir. Nous n'avons pas déjeuné et il est déjà près de quatre heures.

Le gendarme raccroche. Il ouvre la porte, et, comme je m'apprête à sortir, il me fait signe de rester.

— Je vais chercher vos compagnes, me dit-il.

Pendant ce temps, deux autres policiers alertés ont fouillé la voiture. Je l'apprends par mes amies que ramène notre premier gardien.

A ce moment, arrive le commissaire criminel de Landsberg. Il m'enjoint de le suivre dans la pièce voisine et me demande mes papiers. Puis il m'interroge :

— Pourquoi votre amie a-t-elle téléphoné à Paris? Qu'a-t-elle communiqué? Quel est son journal? Pourquoi a-t-elle appelé de Landsberg et non pas de Munich? Pourquoi alliez-vous à Augsbourg? Pourquoi rentriez-vous à Munich? etc., etc...

Je réponds tant bien que mal que mon amie française est rédactrice à un quotidien de Paris; qu'il faut que sa communication soit faite entre onze heures et midi, car c'est l'heure où elle trouve sa sténographe; et que les nouvelles transcrites plus tard ne paraissent plus le même jour. Son « papier », qu'elle m'a lu, relatait la parade du Tegernsee.

A ce moment, la porte s'ouvre et le gendarme paraît. Il se met au garde-à-vous, puis tend au commissaire une boule de papier brun, ouverte, au cœur de laquelle je reconnais, parmi des fragments de lettres, la photographie des légionnaires, déchirée en petits morceaux. Bref colloque entre les deux policiers. Puis le commissaire m'apostrophe :

— Qu'est-ce que c'est que ces bouts de papier?

J'explique que mes amies ont probablement déchiré de vieilles lettres pour passer le temps.

— Et cette photographie, la connaissez-vous?

— Oui, ce sont deux légionnaires du camp de Lechfeld qui nous l'ont donnée comme souvenir.

— Deux légionnaires du camp de Lechfeld! — A ces mots le commissaire bondit. — D'où les connaissez-vous?

— Ils nous ont fait signe de nous arrêter ce matin sur la route. Trompées par leur uniforme de Section d'Assaut et croyant qu'ils réquisitionnaient le passage dans notre voiture pour une question de service, — la chose, nous a-t-on, dit est fréquente dans ce pays, — nous avons obéi. Quand ils nous ont dit qu'ils étaient des permissionnaires et qu'ils voulaient se rendre à Augsbourg, nous avons commencé par refuser de les prendre, mais ils ont tellement insisté, qu'à la fin nous avons cédé...

Le commissaire ne m'écoute même pas. Penché sur la table sur laquelle il a vidé la boule brune, il cherche à reconstituer la photographie. Les morceaux de vieilles lettres compliquent sa tâche et des gouttes de sueur perlent à son front.

Après cinq minutes d'efforts, il se décourage et fourre le tout, pêle-mêle, dans une enveloppe.

— Bah! dit-il en s'épongeant, après tout, c'est l'affaire de Munich. A eux de se débrouiller.

Puis il se lève et sort en refermant la porte sur lui. J'apprends plus tard qu'il a été interroger mes compagnes. Notre amie française lui a demandé de téléphoner à son consul. Mais il a refusé.

Après un quart d'heure d'attente, je me décide à passer dans l'autre pièce. J'y trouve mes deux amies en compagnie du gendarme et de son éternel cigare.

— Avez-vous faim? me demande l'Américaine. Elle me tend un demi-croissant et le reste du nougat de la foire.

Le croissant est sec, mais je le savoure avec délices. Ce sera, du reste, le dernier repas de la journée.

L'attente se prolonge. Enfin, à six heures, un bruit de sirène éclate sous la fenêtre.

Deux commissaires en vêtements civils entrent presque aussitôt. Nouvel interrogatoire. Les mêmes questions. Mais très rapidement, pour la forme seulement. Puis on nous embarque dans une grande torpédo. La voiture démarre dans un hurle-

ment de sirène, tandis que les badauds assemblés s'écartent vivement.

— Et mon automobile ?

Dans mon angoisse, j'ai crié presque aussi fort que la sirène.

— Elle est derrière nous, rassurez-vous, me répond un des policiers.

Je me retourne et aperçois, en effet, la pauvre 7.835 H qui nous suit comme un chien fidèle.

Quatre-vingts kilomètres, à une allure vertigineuse, dans la nuit qui tombe et sur des routes où une population ivre de bière et de patriotisme s'attarde après la fête. La sirène mugit presque sans arrêt. Nous avons faim et nous avons froid.

Enfin, voici les faubourgs de Munich. La voiture ralentit à peine. Dans les rues pavoisées, ruisselantes de lumières et d'oriflammes, les quinze mille paysans de la fête du costume et les nazis de toutes couleurs, qui ont profité du dimanche pour arborer leurs uniformes n° 1, déambulent lentement. La sirène nous taille dans leur foule un rapide passage. Puis c'est une rue silencieuse. Un dernier coup de sirène ouvre pour nous, à deux battants, la porte de la voûte qui nous conduit dans la cour de la prison d'État.

#### ÉCROUÉES

La cour de la prison. Quatre-vingts mètres sur cent. Tout autour, de hautes murailles blanchâtres percées d'une infinité de rectangles munis de barreaux. Tout là-haut, dans le ciel, où s'allument les premières étoiles, on aperçoit les coupoles vertes de la Frauenkirche. Deux énormes cars attendent sous pression. Un agent à motocyclette démarre. Le sergent de ville, en casque à pointe luisant, qui nous a ouvert la porte, nous surveille du fond de la voûte d'entrée.

La torpédo décrit un demi-cercle et vient se ranger à côté d'autres voitures alignées. La 7835 H s'arrête au même instant. Elle est blanche de poussière. A travers la vitre levée, nos bagages en désordre ont un air lamentable.

— *Guter Wagen* (bonne voiture), constate son chauffeur improvisé en ouvrant toutes les portières.

Aidé d'un collègue, il empoigne valises, manteaux, cartes de route, livres, Bædeker et nous emboîte le pas.

Encadrées des deux policiers, nous pénétrons dans la prison. Dédale de longs couloirs déserts, mal éclairés. Escaliers, couloirs, escaliers. Nous croisons un homme dont le poignet est enchaîné à celui de son gardien. Puis un autre, en uniforme des Sections d'Assaut. Les pas résonnent à l'infini.

— C'est ici.

L'un de nos gardiens pousse la porte et s'efface pour nous laisser passer. Un lit de fer, recouvert d'une percale à damier bleu et blanc, — nous butons presque dessus, — au delà, une grande pièce, toute enfumée, où flotte l'odeur du mauvais tabac et de la soupe aux choux qu'un sergent est en train de manger sur le coin du bureau surchargé de paperasses. La radio soupire : *Wenn ich ein Vöglein wäre...* (Si j'étais un petit oiseau.) Deux policiers, cigare aux lèvres, compulsent des dossiers.

A notre entrée, ils se lèvent brusquement et rajustent leur ceinturon. Une main arrête la radio, la soupe aux choux disparaît.

— *Heil Hitler!*

— *Heil Hitler!*

Le chauffeur de la 7.833 H et son collègue empiètent le contenu de la voiture sur le lit bleu, puis se retirent.

Colloque rapide entre les cinq policiers. Les mots *Kloster-Lechfeld* et *Politische Polizei* en forment le leitmotif.

— Madame ne parle pas l'allemand, n'est-ce pas?

Le policier me désigne notre amie française.

— Non.

— Dans ce cas, nous ne pourrions pas l'interroger ce soir, nous n'avons pas d'interprète. Dites-lui que ce sera pour demain.

— Et vous, dites-leur que je veux qu'ils appellent mon consulat, réplique notre compagne. On n'agit pas ainsi. C'est absolument contraire au droit des gens...

— Veuillez me suivre, madame.

Le policier est impassible. De la main, il maintient la porte ouverte. Son geste est un ordre formel.

— Je proteste, je proteste, répète notre amie tout en se dirigeant vers la sortie.

Et le battant se referme sur elle.

— Quant à vous deux, nous allons vous interroger tout de

suite, nous déclare le commissaire. Séparément, bien entendu. Veuillez me suivre.

Il me précède vers la porte. Un second commissaire entraîne notre amie américaine dans la direction opposée.

Ce deuxième interrogatoire de la journée, qui durera de sept heures à dix heures et demie du soir, se passe dans une grande pièce garnie de trois rangées de pupitres. L'électricité marche mal. Seule, l'ampoule du plafond répand une lumière blafarde sur la machine à écrire du commissaire qui m'interroge.

Triste devoir que celui de crocheter l'âme des autres ! Et on ne s'imagine pas ce qu'un homme du métier peut en sortir. C'est d'abord l'histoire complète de ma famille, puis la mienne, puis celle de mes compagnes de voyage. La mente des questions tourne, tourne, hallucinante, et resserre de plus en plus son cercle autour d'un point central que je ne devine pas encore. Tantôt insidieuses, tantôt empreintes d'une candide bonhomie, elles précipitent ou ralentissent leur rythme selon une tactique savante. Certaines reviennent par intermittences, sous des formes différentes, sans aucun lien avec celles qui les précèdent ; elles cherchent à vous prendre de court ou à provoquer la contradiction.

Enfin par petites touches, d'abord espacées, puis successives, la silhouette des deux légionnaires autrichiens se dessine. On prépare l'atmosphère. Puis le coup de téléphone à Paris est commenté longuement. Enfin le nom de Lechfeld est lâché...

A ce moment, le commissaire qui devait faire l'interrogatoire de notre amie américaine, entre dans la pièce.

— Déjà terminé ? demande le mien.

— Oui, pour aujourd'hui.

Le nouveau venu s'approche et lit par-dessus l'épaule de son collègue le procès-verbal que celui-ci tape sur sa machine au fur et à mesure de notre entretien.

Pendant cet instant de répit, je regarde ma montre. Neuf heures et demie. Les deux commissaires échangent leurs impressions à voix basse, puis l'interrogatoire reprend.

— Pourquoi avez-vous invité ces jeunes gens à monter dans votre voiture ?

— C'est eux qui nous ont demandé de les prendre.

— Vous dites que c'était des Bavarois ?

— Non, des Autrichiens, des légionnaires du camp civil de Lechfeld... Pour la troisième fois, je recommence le récit de notre course à Augsbourg. Les mots sont toujours les mêmes, les détails n'ont pas varié. Mon questionneur semble déçu.

Et pourtant, ce que je lui raconte m'en coûte, car je commence à me rendre compte que l'équipée des deux jeunes gens risque d'avoir pour eux de fâcheuses conséquences.

— Cela suffira pour aujourd'hui, dit-il enfin.

Il est dix heures et demie. Lentement, il me lit le procès-verbal. Puis il braque ses yeux dans les miens et me dit :

— Et maintenant je pense que vous savez de quoi vous êtes accusée !

— Non, je ne m'en doute pas.

Il hausse les épaules, incrédule et me remet entre les mains d'un agent auquel il donne quelques ordres. Puis c'est le même dédale de couloirs et d'escaliers. Nous descendons. Le sergent s'arrête enfin et ouvre une porte.

La pièce est sombre, enfumée. Une grille de fer à claire-voie, montant jusqu'au plafond, la sépare en deux.

— Passez, me dit le gendarme en me poussant vers le tourniquet qui fait communiquer les deux parties de la salle.

A cet instant, pour la première fois, je réalise la gravité de notre situation.

Deux gardiens en uniforme, képi sur la tête, cigare aux lèvres, sont installés derrière un long bureau.

— Votre nom ? me demande rudement le plus âgé des deux, sans prendre la peine d'enlever son cigare.

— Donnez-moi votre passeport et votre sac.

— Je ne puis pas les garder ?

Les trois hommes ricanent.

— On vous les rendra, n'ayez pas peur... si vous sortez. Avez-vous de l'argent ?

Il ouvre le sac, prend le porte-monnaie et vide son contenu sur le bureau.

— Cela fait tant et tant de marks, — il note le chiffre sur un petit récépissé.

— Maintenant, donnez votre chapeau.

Je m'exécute. On me prend encore ma montre, mais on me laisse mon manteau. Puis mon gardien me pousse vers une autre porte.

— *Vorwärts!* (En avant.)

Nous nous trouvons dans un nouveau couloir. Des portes des deux côtés, une tous les deux mètres. Oh! mais ne sont-elles pas munies de verrous et d'un guichet? Il n'y a plus de doute, ce sont des cellules... Mon pas se fait traînant derrière ceux du gendarme.

Une grosse femme, munie d'un trousseau de clefs, apparaît au détour du couloir. Elle a l'air de m'attendre.

— *Ach! hier ist sie endlich.* (Ah! enfin la voilà).

— *Heil Hitler!* répond mon gardien, puis il fait demi-tour et s'en va.

La femme a les cheveux noirs, le visage blafard et les yeux bouffis de sommeil. Je devais apprendre plus tard à apprécier sa rude bonté. Pour l'instant, elle me pousse dans une petite chambre au sol et aux murs crépis, meublée d'une seule banquette.

— Déshabillez-vous, ordonne-t-elle d'un ton las.

Pendant que je me mets en devoir d'obéir, elle m'interroge:

— Comment vous appelez-vous?

Mon nom la déconcerte. Elle ne réussit pas à le prononcer.

— Qu'avez-vous pu faire pour qu'on vous fourre ici?

— Rien: je me suis promenée...

#### LA CELLULE NUMÉRO 8

Je me rhabille. La gardienne a retourné mes poches et sondé les semelles de mes chaussures. Elle a refusé de me dire si mes compagnes étaient déjà là.

— *Und jetzt, kommen Sie schlafen.* (Et maintenant, venez dormir.)

— Est-ce que je ne pourrais pas manger quelque chose?

Elle secoue la tête.

— Impossible, il est trop tard. La cuisine est fermée. Demain matin.

La cellule n° 8, où elle me conduit, manque d'attraits: à un mètre du sol une planche, genre rayon de fruiterie, que l'on peut relever contre le mur et maintenir à l'aide d'un crochet, un siège à chasse, une cruche d'eau et un quart d'étain. Les parois sont badigeonnées jusqu'à mi-hauteur en gris acier. La fenêtre, cinquante centimètres sur quatre-vingts, en verre



dépoli, s'ouvre horizontalement par le milieu. On devine que des barreaux la garnissent, car leur ombre, projetée par la lumière de la cour, y dessine des perspectives tronquées. La porte, blindée, ressemble à celle d'un coffre-fort, vue de l'intérieur. Elle est munie d'un guichet, percé lui-même d'un petit œil de verre par lequel les geôliers peuvent surveiller les détenus.

La gardienne me quitte et revient bientôt précédée de deux femmes, — probablement de la section des mœurs, — en cache-corset et papillotes de vieux journaux, qui traînent une paille et la hissent sur la planche. Un oreiller de paille et une couverture brune complètent l'installation.

— *Da haben Sie Wasser* (voilà de l'eau), me dit la gardienne, en me désignant la cruche. *Und jetzt schlafen Sie.* (Et maintenant, dormez.)

Elle s'en va. La porte se referme, une clef tourne dans la serrure. Et je reste là, immobile, ne comprenant rien à ce qui m'arrive.

Onze heures sonnent aux tours de la Frauenkirche. L'église Saint-Michel lui répond. Les coups résonnent dans ma cellule, comme si les cloches elles-mêmes s'y trouvaient.

Je relève le col de mon manteau et m'étends sur la paille.

Et ma première nuit de prison commence.

Recrue de fatigue et de faim, j'ai dû m'assoupir lorsqu'une caresse légère, à peine perceptible, s'insinue sous ma manche et remonte lentement le long de mon bras. Puis une autre dans le cou. Les insectes de la paille, réveillés par la chaleur de mon corps, commencent leur chasse nocturne.

Des pas qui se rapprochent dans le couloir. C'est la ronde. Un œil humain se colle à l'œil de verre du guichet. Je fais semblant de dormir...

Soudain, ma cellule s'éclaire comme en plein jour. La lumière s'attarde un moment, puis disparaît. Est-ce un projecteur pour surveiller les fenêtres de la prison? La même clarté reviendra régulièrement jusqu'au matin...

— *Aufstehen!* (Debout.)

Ces mots, criés brutalement par l'ouverture du guichet,

me réveillent en sursaut. Je m'assieds sur mon grabat, et, les jambes ballantes, regarde le petit jour se lever lentement sur mon carreau. Mais décidément, on est mieux couché, et je me rallonge. A peine ai-je refermé les yeux que la porte de ma cellule s'ouvre à grand fracas.

— *Haben Sie nicht gehört? Sie sollen aufstehen!* (N'avez-vous pas compris? il faut vous lever!) me crie une femme aux traits durs en me menaçant de son trousseau de clefs.

C'est une nouvelle gardienne. Je lui dis bonjour, mais elle croit que je me moque d'elle, et sa fureur redouble.

— Et puis, on ne se couche pas avec ses souliers, c'est interdit... ça salit la paillasse.

— Vous voyez bien que mes pieds dépassent et que mes souliers ne la touchent pas.

— C'est égal, bredouille-t-elle; — puis, avisant la bague et les bracelets que je porte, elle se radoucit : — A propos, si vous voulez améliorer l'ordinaire de la prison, je puis vous procurer de bonnes choses, dit-elle; seulement, il faudra payer.

— On m'a pris tout mon argent.

— Cela ne fait rien, j'irai le redemander au gardien.

Mais je refuse. Puisque je suis ici, je veux vivre l'expérience jusqu'au bout.

Cette fois c'en est trop. Sans un mot, la femme sort et verrouille la porte bruyamment.

J'essaie de me rendormir, mais le jour s'est levé et un peloton de gendarmes fait l'exercice dans la cour. A sept heures et demie, mon guichet s'ouvre. C'est le café. Une main velue au bout d'un bras tatoué me passe le quart d'email ébréché, et un morceau de pain brun.

Affamée, je me jette sur cette nourriture. Le jus est chaud et sucré, mais sa saveur ne rappelle rien de connu, et mon élan se brise sur l'aigre résistance du pain. Cependant, je ne veux pas m'affaiblir et m'efforce de le manger. Une bouchée chaque minute. Cela devient un passe-temps. J'absorbe ainsi la moitié du morceau. Quant au reste, ne sachant qu'en faire, je vais le déposer sur le rebord de la fenêtre. Six autres morceaux, secs et durs comme de la pierre, y sont déjà rangés.

Dans le couloir, des pas circulent, des portes battent. On fait le ménage de la prison. Une voix se rapproche. Elle crie : *Post.* Mon guichet s'abaisse. J'aperçois la casquette d'un fac-

teur. Il répète : *Post*. Je me précipite : *Ja, ja, Post*. Je voudrais envoyer un télégramme.

A ce moment, la gardienne intervient : — *Ins Geheim* (au secret), dit-elle péremptoire, et le guichet se referme.

Presque aussitôt, la porte s'ouvre : — *Jetzt kommen Sie waschen* (maintenant, venez vous laver), ordonne la femme en agitant son trousseau.

Je la suis. Elle me tend une serviette de la grandeur d'un mouchoir de poche et un minuscule morceau de savon, puis elle m'enferme à double tour dans la petite pièce où j'ai été fouillée la veille. Un bruit d'eau derrière un battant entr'ouvert me fait découvrir la salle de bains. Deux grands bassins garnis de catelles sont creusés dans le sol. Ils sont jonchés de détritits innommables. De la grille d'écoulement s'échappe une odeur nauséabonde. Je trempe le coin de ma serviette à l'eau du robinet et me débarbouille le visage, puis je retourne m'asseoir sur la banquette de la première chambre.

Après un quart d'heure, la femme revient et me ramène dans ma cellule.

Et de nouveau, je recommence à compter les quarts d'heure qu'égrenent lentement les clochers de la Frauenkirche et de Saint-Michel.

Près de la fenêtre et dans le plâtre au-dessus du badigeon, les murs sont couverts d'inscriptions, grattées avec l'ongle ou avec une épingle. Ce sont des dates, pour la plupart : 27 mai au 15 juin. Je calcule, cela fait vingt jours. 13 septembre au 25 octobre, quarante-trois jours. Les plus rapprochées sont de six jours. Cela me donne à réfléchir...

— *Kost!* hurle une voix au guichet.

Avant même de me retourner, j'ai reconnu ma gardienne. Elle me dévisage d'un œil mauvais et me tend d'un bras triomphant une casserole d'aluminium pleine d'un liquide brunâtre, où flottent quelques nouilles. Un fumet indéfinissable emplit ma cellule.

Résolument, je plonge la cuiller dans la soupe et me mets à manger. Le goût de ce liquide ressemble à son parfum. Il s'y ajoute pourtant une nuance d'anis, de girofle et de laurier, probablement destiné à camoufler la saveur persistante de graillon. Après la quatrième bouchée, je n'en peux plus. Le pain noir me paraît presque un mets délectable. Cependant

je persiste, car je veux pouvoir conduire la pauvre 7833 H sans défaillance au moment de notre libération.

Au fait, qu'est-elle devenue ? A plusieurs reprises, j'ai cru reconnaître le ronron familier de son moteur dans la cour. Mais elle fait maintenant partie du monde extérieur auquel je n'ai plus le droit de m'intéresser. Et, comme tant d'autres, la question retombe sans réponse.

Onze heures sonnent. On vient chercher les gamelles. Je me recouche et mâche lentement mon pain. Que font-ils donc là-haut ? Pourquoi ne m'a-t-on pas encore appelée ? Je suis attendue ce soir à la maison. Que croiront les miens, s'ils ne me voient pas revenir ? J'imagine leur anxiété. N'y tenant plus, je vais jusqu'à la porte et je sonne. Les huit coups n'ont pas fini de tinter que mon guichet s'ouvre :

— Mais, qu'est-ce qui vous prend ? me crie la gardienne avec colère. Vous vous croyez donc dans un hôtel ?

— Je voudrais envoyer un télégramme à la maison.

— Vous demanderez au commissaire.

— Mais quand ?

— Je n'en sais rien...

Et le guichet se referme avec un bruit mat.

Que deviennent mes compagnes ? Ont-elles été interrogées ? Je n'ai plus entendu tousser l'Américaine. Était-ce la Française dont j'ai cru reconnaître le pas tout à l'heure, dans le couloir, accompagné de celui d'un gardien ? Si je chantais très fort, peut-être m'entendraient-elles et me répondraient-elles !

J'entonne : *C'est nous les gars de la marine...* mais au même instant le guichet s'abaisse.

— *Hier ist singen verboten.* (Il est défendu de chanter ici.)

Vaincue, je m'allonge de nouveau sur la paillasse. La demie de onze heures sonne. Tout espoir d'interrogatoire est perdu pour ce matin. Je vais tâcher de dormir jusqu'à deux heures.

A quatre heures et demie, la soupe du soir me réveille. C'est la même qu'à dix heures. On y a cependant ajouté de petites tranches de pain sec au cumin.

La nuit commence à tomber. Ma vitre est déjà toute grise. M'a-t-on oubliée ?

C'est la gardienne d'hier qui vient rechercher la casserole.

Je lui parle, elle m'écoute et me regarde sans dureté.

— *Ich weiss nicht* (je ne sais pas), dit-elle, mais je pense qu'on vous interrogera ce soir.

— Où sont mes camarades ? Sont-elles encore ici ?

— Je n'ai pas le droit de vous le dire, vous êtes au secret, réplique-t-elle. Mais de la tête elle répond oui.

J'entends qu'elle pousse les verrous, la porte s'ouvre.

— Prenez votre cruche et allez chercher de l'eau fraîche, cela vous dégourdira les jambes.

Dans le couloir quatre ou cinq femmes se promènent en se tenant par le bras. Elles me dévisagent avec curiosité. « *Französin* », dit l'une d'elles. « *Nein, Schweizerin* », est ma réponse. « Vous ne devez pas parler aux autres », interrompt la gardienne.

Par le guichet ouvert d'une des portes de droite, j'aperçois une dizaine d'hommes en chemise et en haillons, affalés le long des murs. Une bouffée d'air fétide me remplit les narines.

— Allons, dépêchez-vous, me dit la gardienne, et elle me renferme dans ma cellule.

Mon interrogatoire, ce jour-là, a duré de dix-huit à vingt heures et demie. Mené par un nouveau commissaire, il a été l'exacte répétition de celui de la veille.

Le commissaire s'est montré correct. Il a même consenti à faire envoyer un télégramme à ma famille pour l'informer que je retardais mon retour.

— Alors, vous allez nous laisser partir ce soir, j'espère ? Il hoche la tête.

— Non, impossible, votre amie française n'a pas encore été interrogée... et puis, il y a les photographies, m'autorisez-vous à les faire développer ?

— Mais comment donc...

Et la longue nuit sur la paillasse recommence.

Le lendemain, à dix-sept heures, nouvel interrogatoire. Il ne dure que quarante-cinq minutes, mais le commissaire a le front barré d'un pli. La dactylo à laquelle il dicte le procès-verbal me lance un coup d'œil de commisération.

— Alors, c'est aujourd'hui que vous nous relâchez, *Herr Kommissar* ?

Il prend un visage fermé.

— Non, la chose est plus grave que vous n'avez l'air de le penser. Il n'y a pas de quoi plaisanter...

— Enfin, combien de temps cela va-t-il encore durer?

— Je n'en sais rien.

— Voilà deux jours que vous nous retenez ici. Vous avez eu le temps de vous rendre compte que nous n'avons rien à cacher. Je demande que mon consul soit informé de ce qui se passe...

Le commissaire me toise.

— Je vous répète que la chose est plus grave que vous n'avez l'air de le penser, me répond-il d'un ton sévère. Quant à votre consul... nous en reparlerons. Et d'un geste, il fait signe à mon gardien de m'emmener.

Mon dernier interrogatoire a eu lieu mercredi matin. La seule chose que j'aie pu obtenir, c'est qu'on m'autorise à prendre dans ma valise, déposée à la salle de l'écrou, un mouchoir, un peigne et une brosse à dents. Comme je voulais emporter mes ciseaux à ongle, on m'en empêcha : « Vous pourriez avoir envie de vous faire du mal ! » me dit-on.

#### LIBÉRÉES !

Pourquoi ce même soir à dix-huit heures, après une soupe perlée d'orge, plus écœurante que toutes les autres, m'a-t-on annoncé que nous étions libérées ?

Les portes des cellules 6, 8 et 11 se sont ouvertes presque en même temps. Nous voilà enfin réunies, mes compagnes et moi.

Il faut encore monter, prendre congé du commissaire et signer le papier qu'il nous présente : une décharge morale pour la *Bayerische politische Polizei*. Aucune de nous ne songe à se faire prier.

— *Jetzt, sind Sie frei* (maintenant vous êtes libres), nous dit le commissaire. *Gute Reise* (bon voyage).

— Merci, *Herr Kommissar*, répondons-nous en chœur.

— Et vous ne pourrez pas dire que nous n'avons pas eu d'égards pour vous ici, ajoute-t-il, en nous tendant la main.

— *Herr Kommissar*, à mon tour de vous poser une question. Avez-vous jamais été enfermé, comme prisonnier, dans une cellule ?

Il fronçe les sourcils : « Non... »

— Eh bien ! vous me permettrez de ne pas répondre à votre question.

La 7835 H roule lentement. Après quelques ratés, dans la cour de la prison, elle a consenti à se remettre en marche et maintenant, graissée, huilée, avec son plein d'essence, elle a repris son rythme accoutumé.

Le macadam, luisant sous la pluie, reflète les lumières des boutiques. Nous avançons sur une trainée d'or.

— Nous allons au Luitpold, n'est-ce pas ?

— Oui, mais comment le retrouver ?

— Passez-moi le plan de la ville.

— Attendez, ralentissez, je vais regarder comment s'appelle cette place.

— Il me semble que je reconnais les tritons de cette fontaine...

Mais bien sûr, c'est la Lehnbach Platz ! Tenez, notre hôtel est là derrière. Voici le Regina et, là-bas, c'est le Luitpold !

En lettres lumineuses de six pieds de haut, le nom de Luitpold scintille devant nous. Nous ne l'avions pas vu.

Les Cosaques de la Volga, en blouse de soie bleue, qui sont en train de chanter sur l'estrade du Luitpold, me paraissent irréels. Tout semble feutré, ouaté, participer d'un monde étonnant, où il y a des nappes blanches, des fleurs, des lumières et de la musique. La saveur de l'omelette et du pain blanc m'émeut comme une révélation.

— Mon Dieu, que c'est bon de vivre et d'être libre ! — murmure l'une de nous. Mais une autre : — S'ils allaient nous rattraper !

Nous rions, mais au fond de nous, subsiste une vague peur. Il y a des choses qu'on n'oublie pas.

A dix heures et demie, ce même soir, la 7835 H s'arrêtait, encore trépidante, devant la porte de l'Oesterreichisches Hof de Salzbourg, Autriche.

BERTHE VUILLEMIN.

---

## SOUVENIRS

---

# GUILLAUME II EN HOLLANDE

La première affaire dont j'eus à m'occuper en Hollande où je venais d'être envoyé en qualité de ministre plénipotentiaire fut de présenter et de soutenir la réclamation que les Puissances alliées adressèrent aux Pays-Bas afin d'obtenir qu'ils lui remissent la personne de l'ex-Empereur Guillaume II, pour qu'elles le fissent juger en exécution de l'article 227 du traité de Versailles. Mais d'abord comment le fugitif était-il entré en Hollande ; comment y avait-il été reçu ? sous quelles conditions, et quelle y était sa situation juridique ?

Le rapport adressé au Quai d'Orsay, le jour même de son arrivée, dimanche 10 novembre, au petit matin, par notre ministre à La Haye, M. Allizé, contenait (et c'était inévitable) un certain nombre d'inexactitudes. Il disait que le Kaiser avait gagné « par train spécial » la gare d'Eysden, entre Liège et Maestricht, et qu'il y avait attendu, en se promenant sur le quai avec un commandant hollandais, l'autre train qui devait le conduire au lieu assigné pour sa résidence. Dans la journée, on avait rectifié. Ce n'était pas par le train impérial que Guillaume s'était enfui, mais ils étaient venus, lui et les officiers de sa suite, entre six et sept heures, en dix automobiles. Son plus jeune fils l'aurait rejoint ensuite, vers onze heures et demie, avec six nouvelles voitures. Au total, quatre-vingts personnes environ, presque toutes en tenue militaire, auraient franchi la frontière et s'étaient enfermées dans les wagons du train arrêté en gare d'Eysden jusqu'à ce que le Gouvernement hollandais, surpris par l'événement, eût pris ses résolutions et trouvé un domicile qui voulût s'ouvrir à ces hôtes indésirés.

Toute la fin de la matinée et tout l'après-midi de ce



dimanche de novembre, plus gris encore qu'à l'habitude, c'est à quoi le ministre de l'Intérieur, faisant fonction de président du Conseil, M. Charles Ruys de Beerenbrouck, s'était employé. Gentilhomme limbourgeois, ancien commissaire de la Reine (nous dirions préfet) à Maestricht, il avait téléphoné à plusieurs de ses amis, propriétaires de demeures assez vastes pour y héberger une suite même imposante de fugitifs. Ayant appris de qui et de quoi il s'agissait, personne ne consentit ou ne montra d'empressement à recevoir l'Empereur allemand et sa compagnie. En désespoir de cause, M. Ruys de Beerenbrouck appela le comte Bentinck, à qui ou plutôt à la fille de qui appartenait le château d'Amerongen, dans la province d'Utrecht, et dont on escomptait les sentiments, alors pourtant, en apparence, plus anglophiles que germanophiles. Le comte aurait, dit-on, commencé par se débattre, se serait fait longuement prier, et ne se serait incliné enfin que sous la double réserve qu'on lui adressât une réquisition au titre « de service public », et qu'il fût bien entendu que ce n'était que pour deux ou trois jours.

Les auspices étaient peu favorables. Dans les vieilles murailles d'Amerongen, Louis XIV victorieux avait jadis passé la nuit. Le nom même de Bentinck, lié à l'histoire d'Angleterre, semblait prédire au souverain déchu un surcroît d'infortune. On racontait que, lors de la visite qu'il avait rendue à la reine Wilhelmine, Guillaume II était allé déjeuner chez un autre comte Bentinck, à Middachten, et que, pendant le repas, un gros orage s'étant levé avait abattu le drapeau allemand qui flottait sur la maison, mais laissé debout le drapeau néerlandais déployé à côté de l'étendard noir, blanc et rouge, timbré de la plus orgueilleuse des aigles. J'ai su plus tard que l'anecdote était fausse, mais il ne faut pas regarder de trop près à l'origine des symboles.

Quoi qu'il en soit, dès le 10 au soir ou le 11 au matin, l'ex-Empereur avait un gîte préparé. Sa situation juridique demeurerait toutefois incertaine. Un conseil des ministres fut tenu le lundi 11, à quatre heures. Il devait décider des mesures nécessaires dans la circonstance. A ce moment, les commissaires envoyés à Eysden seraient de retour, et ils auraient rendu compte de leur mission. Provisoirement, le Kaiser serait traité comme un personnage de distinction et

transporté au château d'Amerongen, où il lui serait imposé de vivre dans la retraite. Amerongen paraissait du reste présenter pour la surveillance les garanties les meilleures. Mais il convenait que Guillaume sentit qu'il n'y était pas un simple invité. Le gouvernement royal tenait à bien établir ce point qu'il n'y avait eu de sa part rien qui ressemblât à cette invitation. Le ministre des Affaires étrangères, M. de Karnebeek, déclarait qu'il n'existait aucune corrélation entre le récent voyage au quartier général allemand du lieutenant-général Van Heutz, ancien aide de camp de la Reine, et l'arrivée, — tout inopinée, — de l'ex-Empereur en Hollande. Ce militaire, passionné de son métier, était seulement allé, par pure curiosité professionnelle, voir comment se faisait la guerre.

Le même M. de Karnebeek ne cachait pas qu'il était très préoccupé, — on le serait à moins! — de la présence de Guillaume et des difficultés qu'elle pouvait ou pourrait provoquer. Il assura M. Allizé que son gouvernement tiendrait la main à ce que cette présence ne fournit pas de prétexte à des agitations qui seraient de nature à porter préjudice à la tranquillité intérieure ou à la sécurité extérieure de la Hollande. Toutes les questions concernant ce séjour seraient, ajouta-t-il, traitées exclusivement et rigoureusement selon les précédents et les règles reconnues du droit international.

Voilà les récits du premier ou des premiers jours. Mais il restait, autour de cette arrivée émouvante, des inexactitudes encore ou des incertitudes, qui n'avaient pas pu être tout à fait dissipées. Néanmoins, il y avait eu un témoin, sinon de l'arrivée elle-même, des heures qui l'avaient immédiatement suivie. C'était presque un Français, l'agent consulaire de France à Maestricht, M. Houben. En janvier 1926, ayant déjà quitté la Légation depuis plus d'un an, et songeant par avance aux *Souvenirs* que j'achève à présent de rassembler, je le priai de recueillir les siens sur cet événement. Il me répondit :

« Maestricht, 14 janvier 1926.

« Monsieur le Ministre,

« Je m'empresse de répondre à votre très honorée lettre. C'est le 10 novembre 1918 (1), un dimanche, vers neuf heures du

(1) Coïncidence curieuse : c'est également un 10 novembre, — cinq ans après,

matin, que je fus appelé au téléphone par M. Allizé, qui me demanda de La Haye des nouvelles sur l'arrivée de Guillaume II en Hollande. J'ignorais tout de cette arrivée. Une heure après, la nouvelle étant confirmée, je me suis rendu à Eysden, où j'ai vu le train impérial, dans lequel l'Empereur se tenait enfermé. La foule, qui poussait des cris hostiles, fut tenue à distance par la gendarmerie. Voilà tout ce que j'ai vu.

« Voici cependant des détails précis sur les conditions dans lesquelles l'impérial fugitif est arrivé en Hollande. Le 10 novembre, vers sept heures du matin, une file de six ou de sept automobiles est arrivée au poste hollandais de la frontière sur la route entre Visé et Eysden. Au poste hollandais, on ne s'attendait guère à une telle visite. Il n'y avait personne au poste, ni lieutenant, ni sergent. Une simple sentinelle faisait le service et montait la garde. Tout d'abord elle s'est opposée à ce que l'Empereur et sa suite pénétrèrent sur le territoire hollandais. Un sergent (1) ou un sous-lieutenant est accouru et le cortège a pu passer, se dirigeant vers la gare d'Eysden, qui est à dix minutes de la frontière. Là, tout le monde est descendu des autos, on est entré dans la gare et on s'est promené sur le quai, attendant le train impérial qui tardait à venir. Après une demi-heure, une locomotive remorquant les voitures impériales est arrivée du côté de Visé et les hôtes inattendus se sont empressés de monter dans le train qu'ils n'ont plus quitté et dont ils ont soigneusement fermé les rideaux. Le train n'a pas bougé jusqu'au lendemain 11 novembre, jour où il a démarré vers dix heures du matin.

« On a prétendu que le gouvernement hollandais était au courant de la prochaine arrivée du Kaiser. Je suis profondément convaincu qu'il était dans l'ignorance absolue de ce qui avait été décidé à Spa le 9 novembre. J'en vois la preuve dans le fait qu'au poste frontière il n'y avait pas même un sergent pour recevoir le cortège impérial, qu'aucune instruction n'avait été donnée à personne sur la manière dont il fallait agir ou traiter l'hôte imprévu, que tant à la frontière

le samedi 10 novembre 1923. — que le kronprinz, entré en Hollande le mardi 12 novembre 1918, est sorti du territoire néerlandais.

(1) On peut penser que c'était ce sergent Pinckert qui, quelque peu touché de la folie des grands, a tenté de se guinder pour les journaux dans une attitude historique. « Si vous voulez passer, s'est-il vanté d'avoir dit, bas les armes ! Sinon, je vous brûle la cervelle ! »

qu'à la gare d'Eysden on ne savait si l'on pouvait admettre ou s'il fallait refuser celui qui était encore empereur d'Allemagne. Les autorités civiles et militaires de Maestricht furent appelées, le gouvernement de La Haye ne savait quelle décision prendre. Toute la journée du 10 novembre s'est passée à téléphoner et à télégraphier entre Maestricht, Eysden et La Haye. C'est dans la soirée du 10 novembre qu'enfin est arrivé M. Kan, conseiller du ministère, qui avait pour instruction d'accompagner le lendemain l'Empereur jusqu'au château du comte Bentinck, qui avait offert l'hospitalité au fugitif.

« Le kronprinz a franchi la frontière hollandaise sur la route de Tongres à Maestricht, sur le territoire du village de Oud-Vroenhoven, actuellement réuni à la ville de Maestricht. C'était le 12 novembre, vers deux heures de l'après-midi. Au poste frontière hollandais, on n'avait aucune instruction ; d'ailleurs cette arrivée était tout aussi imprévue que celle du Kaiser. Comme le kronprinz ne savait où aller, on le conduisit dans une petite auberge le long de la route, où on le garda jusqu'à ce qu'on eût reçu des instructions. Les témoins oculaires m'ont déclaré que le kronprinz était tout à la joie d'avoir échappé aux soldats allemands et de n'être plus en danger. Il paraît que vers quatre heures on a reçu des instructions de La Haye. Alors le prince fut conduit en automobile à Maestricht, où il descendit à l'hôtel du gouverneur provincial. C'est là qu'il a passé la nuit avec son aide de camp. On lui a fait chercher de quoi souper chez un traiteur de la ville. C'est pendant la nuit suivante qu'il est parti pour Swalmen près de Ruremonde, où il a été accueilli au château du comte Wolf-Metternich, un Allemand qui avait fait toute la guerre et qui, il y a deux ou trois ans, s'est fait naturaliser Hollandais. Quelques jours après, on a assigné comme résidence au kronprinz l'île de Wieringen. »

\* \* \*

Quand je pris possession de mon poste, un an après, en novembre 1919, la Hollande était pleine d'allées et venues allemandes. On signalait à La Haye les présences simultanées ou successives de M. de Waldersee, de M. de Stumm, de M. de Lancken. La Légation d'Allemagne, sur le « Berg », au bord

du Vivier, était le centre d'un mouvement continu. Le ministre, M. Rosen, se défendait d'être en relations avec Amerongen, mais il avouait que, s'il n'y était pas allé de sa personne, quelque fidélité reconnaissante qu'il eût gardée à l'ex-Empereur, Mme Rosen, qui était plus libre, y était allée.

D'autre part, on annonçait que les Puissances alliées allaient entamer des démarches auprès du gouvernement de la Reine, en vue de l'application de l'article 227 du traité, la livraison et la mise en jugement de l'ex-Kaiser, comme coupable et responsable de la guerre.

Le 22 janvier 1920, j'appris par une confidence du ministre de Grèce, qui recevait et transmettait volontiers les communications du ministre des Affaires étrangères, que la réponse du gouvernement hollandais à la demande de livraison de Guillaume II serait remise le lendemain à Paris. On s'attendait à ce qu'elle fût négative. Mais ni mon collègue d'Angleterre, ni moi, n'ayant reçu d'instructions, et, par conséquent, ignorant les intentions de nos gouvernements, nous n'avions abordé ce point délicat dans notre entretien hebdomadaire avec M. de Karnebeek.

Que devrais-je faire ? Sur mon interrogation un peu pressante, le Quai d'Orsay me répondit en quelque sorte : rien. C'était à dessein qu'il ne m'avait pas été envoyé d'instructions concernant la livraison de l'ex-Kaiser, mais seulement des informations. Cette question relevait du Conseil suprême des Alliés. Des discussions à La Haye risqueraient d'affaiblir l'impression d'unité de vues entre les Alliés, qui était indispensable, et qui ne pouvait résulter, avec l'autorité désirable, que de l'action directe du Conseil suprême.

« L'unité de vues », « le Conseil suprême ». Dès ce jour, — lendemain de l'anniversaire de la mort de Louis XVI, — l'ex-Kaiser pouvait être rassuré...

Le 31 janvier 1920, le ministre d'Angleterre vint me donner lecture d'un télégramme et d'une lettre « émanant, me dit-il, d'éminentes personnalités britanniques ». Le télégramme lui prescrivait d'exprimer au gouvernement néerlandais le mécontentement que sa réponse avait causé aux Alliés et d'insister auprès de lui afin de le décider à leur remettre l'ex-Empereur. Il laisserait entrevoir que, si le gouvernement de la Reine s'obstinait dans son refus, des représailles (c'était le

mot employé) pourraient être exercées, et notamment que les Puissances seraient conduites à « envisager la rupture des relations diplomatiques ».

Pour conclure, la lettre invitait le futur ministre d'Angleterre aux Pays-Bas à émettre discrètement l'idée qu'il conviendrait tout au moins d'assigner à Guillaume II une résidence d'où il lui serait à jamais impossible de troubler la paix du monde. Le ministre britannique proposerait « les îles Falkland ». Je dis bien : *les îles Falkland* : elles étaient nommées en toutes lettres. Si cela rappelait beaucoup Sainte-Hélène, on éviterait, par les facilités de vie qui seraient accordées à l'ex-Kaiser, de créer autour de lui la légende d'un martyr napoléonien.

Le ton de ces deux documents était très ferme, et même très rude. Le ministre chargé de les utiliser ne cachait ni la gêne qu'il en éprouvait, ni le désir que son gouvernement pût s'autoriser, pour les produire, de « l'unité de vues » des Puissances alliées.

Avisé aussitôt et consulté par moi, le gouvernement français s'excusa tout d'abord : il n'avait pas pu s'associer à une démarche que le gouvernement britannique avait faite sans l'en avertir. Toutefois, les instructions données à mon collègue anglais étaient « conformes à ses vues » et je pouvais en « informer personnellement » M. de Karnebeek. Le 2 février, j'étais à même de préciser que le télégramme était un télégramme officiel du *Foreign Office*, et la lettre, — ainsi que je l'avais deviné, — une lettre privée de lord Hardinge que le ministre d'Angleterre à La Haye considérait comme officieuse.

Le 3, tout était changé. Plus de Falkland. On avait eu peur de la peur qu'on ferait. Mon collègue anglais ne s'était pas encore acquitté de la démarche qui lui avait été prescrite. Il n'était pas dans la manière de sir Ronald Graham de se presser. Sir Ronald avait fait une bonne partie de sa carrière dans le Proche-Orient, en Perse d'où il avait rapporté de jolies faïences qu'il avait garde de casser. Le surplus au sous-secrétariat permanent du *Foreign Office*, en fonctionnaire bien régulier. Il était grand, un peu voûté, blond roussâtre, le teint flambant, à fond de sang de bœuf rôti, allumé depuis plusieurs générations, et portait, en marchant, la tête inclinée en avant. On le rencontrait rarement sans son chien, une espèce de haut et

long lévrier tout poilu ; ils allaient l'un à côté de l'autre, du même pas, d'un seul mouvement ; chose curieuse, à force de vivre ensemble, ils avaient fini par se ressembler, et l'on n'eût pas pu dire si c'était le chien qui copiait son maître ou le maître qui imitait son chien. Durant cette période de janvier à mars 1920, où presque chaque jour nous recevions ordre et contre-ordre, je l'appelais au téléphone le matin vers dix heures et demie. Généralement, il faisait répondre qu'il était dans son bain, mais qu'il serait à son bureau après onze heures. J'y allais, et je le trouvais, en costume de sport, assis en fumant sa pipe, en face d'une cassette où il enfermait ses papiers.

— J'ai reçu, lui disais-je, un télégramme m'invitant à me rendre au plus tôt chez le ministre des Affaires étrangères.

— Moi aussi, confessait-il placidement.

— Je vais demander audience pour cet après-midi.

— Non, cet après-midi, impossible : j'ai mon golf.

— Mais vous n'y restez pas toute la journée : voulez-vous cinq ou six heures ?

— Ah ! non, c'est impossible : j'ai mon bridge.

Il arriva plus d'une fois que, le lendemain, à l'heure où sir Ronald eût été enfin disposé à venir, un contre-ordre était arrivé. Il triomphait :

— Voyez-vous, me déclarait-il avec une gravité douce, où nous en serions, si nous avions fait hier notre démarche ? Lorsqu'il eut été nommé ambassadeur à Rome, il me pria de lui parler de l'Italie, qu'il savait que j'avais étudiée. Je pensais que ce qu'il cherchait surtout, c'était à se renseigner sur la politique, les partis et leurs hommes, ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui. Il m'avoua qu'il désirait d'abord connaître la ville même.

— Mais, m'étonnai-je, ne la connaissez-vous pas ?

— A peine, dit-il.

— Comment ! vous qui avez été si longtemps en Orient et qui, dans vos voyages, avez dû passer par Rome si souvent !

— C'est vrai, mais quand j'y passais, j'étais très fatigué : je me faisais conduire tout de suite à l'hôtel, et je n'en sortais plus que pour reprendre le train.

Avec tout cela et son air endormi ou indifférent, fermé en apparence à tout souci d'ordre intellectuel, sir Ronald Graham

était, affirmait M. de Karnebeek, un des meilleurs agents à qui il eût eu affaire, et l'un de ceux qui possédaient au plus éminent degré les qualités personnelles et l'expérience professionnelle d'où vient la force collective de la diplomatie britannique; car la Grande-Bretagne a une diplomatie, quoique n'ayant peut-être pas de diplomates, et d'autres peuvent avoir quelquefois des diplomates, mais n'ont point de diplomatie.

Ainsi fait, le ministre d'Angleterre ne se hâta pas de courir au palais du Plein. Il avait signalé à Londres l'intérêt qui s'attachait à ce que s'affirmât en la conjoncture la fameuse « unité de vues » des Alliés. Pourtant, ayant rencontré M. de Karnebeek, il l'avait prévenu qu'il avait reçu « des instructions très sévères » et il lui avait demandé « si le gouvernement hollandais ne pourrait pas lui-même formuler une proposition qui permit aux Puissances intéressées de ne pas recourir aux mesures rigoureuses qu'elles étaient résolues à prendre en cas de refus persistant et absolu ». Je crois que c'est à sir Ronald qu'était venue la pensée d'interner, sous le contrôle hollandais, l'ex-Kaiser dans l'île de Java, et je crois aussi que cette pensée, même timidement indiquée, eût fait bondir « le Hollandais moyen ». Sir Ronald Graham, au nom de son gouvernement, continuait du reste à agiter le fouet des plus terribles sanctions : à la menace de la rupture des relations diplomatiques, il ajoutait celle de l'interdiction d'entrer dans la Société des nations.

En ce passage critique, commencement de février 1920, les Allemands fidèles entouraient leur Empereur, et réchauffaient son courage retrouvé. Le baron de Stumm était revenu; il était à Leersum, chez un frère du comte Bentinck, et de là il communiquait avec Amerongen. Il avait pris domicile à La Haye, et, bien qu'il eût cessé d'être attaché à la Légation d'Allemagne, il paraissait néanmoins être le véritable intermédiaire entre cette Légation et l'ex-Kaiser. On avait également, dans les derniers temps, aperçu en Hollande M. de Kühlmann, qui y avait acquis de nombreuses sympathies.

Pour nous, nous élevions en vain la voix, le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères semblaient ne pas prendre nos démarches au sérieux. Il leur vint même à l'esprit d'insinuer que, par leur refus, ils rendaient un service à l'Entente qui leur en serait obligée. Un jour, toutefois,



on constata dans le gouvernement hollandais quelque trouble. Le Conseil des ministres fut subitement réuni. M. Ruys de Beerenbrouck demeura invisible et M. de Karnebeek supprima son audience.

Le 7 février, je profitai d'un entretien que je devais avoir avec ce dernier au sujet de l'application des traités de 1839 pour lui faire, dans la forme la moins sévère que je pus, la déclaration très nette que la France était, quant au sort à réserver à l'ex-Empereur, pleinement d'accord avec l'Angleterre. M. de Karnebeek m'écouta avec un calme presque parfait, mais sans réussir pourtant à réprimer un signe d'émotion profonde qui ne trompe pas chez lui, le battement de plus en plus précipité d'une de ses paupières.

— Les Pays-Bas, me répondit-il, ne peuvent pas livrer le Kaiser.

Et une fois encore, et deux et trois fois, il répéta, d'un ton de fermeté attristée :

— Nous ne le pouvons pas ! Nous ne le pouvons pas !

Je répliquai que les Puissances alliées ne pouvaient pas, elles, consentir à ce que l'exécution d'un traité en 440 articles, qui couvrirait un si vaste domaine et s'étendrait sur un si long temps, fût mise en échec dès le premier coup. Le ministre le reconnut, mais il revint à son éternel : « Nous ne pouvons pas ! »

Je lui demandai alors si c'était vraiment tout, si le gouvernement de la Reine comptait s'en tenir à un Non, pur et simple, ou s'il n'aurait pas quelque solution à proposer. En termes vagues, M. de Karnebeek laissa entendre que le plus que ce gouvernement pourrait faire, ce serait « d'assurer la garde de Guillaume II à Doorn, par exemple, en tout cas sur le territoire continental des Pays-Bas ». Des Indes néerlandaises, il ne pouvait être question, pour deux raisons qu'il me donna, qu'il est aisé d'apercevoir, et dont l'une au moins n'était pas sans fondement. M. de Karnebeek s'appuyait sur le vote rendu la veille par la première Chambre et qui approuvait le Gouvernement, mais nous, nous ne pouvions nous dissimuler qu'aucune des combinaisons examinées ne donnait satisfaction ni à la lettre ni à l'esprit de l'article 227, qui ordonnait non de *prendre* pour l'avenir des *sûretés* contre l'ex-Empereur, mais de *le juger* pour le passé.

Pour éprouver la résistance du ministre, j'imaginai à un moment de glisser dans une conversation que, si ce que le gouvernement de la Reine redoutait par-dessus tout, c'était de manquer à la tradition qui lui interdisait de livrer la personne d'un réfugié, il y avait peut-être un moyen d'arranger les choses. L'ex-Empereur ne serait pas remis aux Puissances en mains propres; on ne l'expulserait pas du territoire hollandais. La Cour internationale qui le jugerait s'assemblerait à La Haye même, au Palais de la Paix. L'accusé se ferait assister par tous les avocats, allemands, neutres ou autres, qu'il lui plairait. Et la sentence rendue serait exécutoire sur place. Point n'est besoin de dire que j'eus peu de succès; mais, si j'en avais eu, j'eusse été bien embarrassé.

Les négociations se poursuivirent en février et mars. Une note, émanant du Conseil suprême et datée du 12 février, une communication datée du 26 et adressée par le *Foreign Office* au gouvernement hollandais, semblaient témoigner de la persistance des résolutions des Alliés dans la question du Kaiser.

M. de Karnebeek me fit appeler le 14 mars et me fit spontanément des déclarations décisives. Il était aujourd'hui à même de s'exprimer plus librement que précédemment au sujet des mesures de garantie et de précaution arrêtées par le gouvernement néerlandais. En premier lieu, le gouvernement de la Reine avait résolu d'*interner* Guillaume II. Mesure, insistait le ministre, « sans précédent dans l'histoire de la Hollande ». Elle ne pouvait être prise que par un décret royal, qui devait, aux termes de la loi de 1849 sur les étrangers, être communiqué aux États généraux; M. de Karnebeek relevait fortement que, dans le sentiment monarchique, très puissant en Hollande, l'*internement* (il détachait le mot) d'un ex-souverain, prononcé par la reine des Pays-Bas, constituait un acte d'une haute gravité qui ne serait pas sans soulever des protestations dans le Parlement et dans l'opinion publique. Le gouvernement avait quand même voulu remplir son devoir et donner à l'Entente cette preuve de bonne volonté qui serait, espérait-il, appréciée à sa valeur.

En second lieu, il avait exigé et obtenu de l'ex-Kaiser une déclaration écrite, par laquelle Guillaume s'engageait à vivre en simple particulier dans la résidence qui lui serait assignée, à s'abstenir de tout agissement d'ordre politique (*Keine poli-*

*tische Beschäftigung zu unternehmen*), à ne pas créer de difficultés au gouvernement néerlandais, et acceptait le maintien de la censure pour lui et pour son entourage. Après avoir objecté d'abord que « sa parole d'honneur suffisait », l'Empereur avait enfin consenti, le mercredi, sur les instances répétées du gouvernement hollandais, à écrire et signer une telle déclaration. C'était, donnée de sa main, la garantie la plus sûre qu'on pût attendre de lui. Et, au surplus, le gouvernement lui-même, « conscient de ses obligations », n'avait pas renoncé à prendre, à l'avenir, le cas échéant, toute mesure accessoire « que commanderait la responsabilité qui lui incombe ».

Le domicile assigné pourrait être la commune de Doorn, dans la province d'Utrecht. Trop longtemps, conclut M. de Karnebeek, cette affaire délicate a mis en opposition de points de vue la Hollande et les Puissances. Il se plaisait à croire que les Alliés reconnaîtraient combien le gouvernement de la Reine avait dû surmonter de difficultés pour la résoudre, et qu'ils lui sauraient gré de ses efforts, en se satisfaisant de leur résultat.

Le Foreign Office invita de nouveau sir Ronald Graham à s'assurer que la Hollande ferait le nécessaire pour empêcher toute tentative d'évasion de l'ex-Empereur et surveiller ses communications avec l'extérieur, et, le 17 mars, dans un exposé fait aux Chambres, le président du Conseil leur notifiait le décret royal qui, brièvement, disait :

« Nous, Wilhelmine, etc..., avons arrêté et décrété d'assigner comme lieu de séjour où résidera le ci-devant empereur allemand Guillaume II, sans préjudice de nouvelles dispositions, la partie de la province d'Utrecht à délimiter plus spécialement par nos ministres sus-désignés. (Le ministre de l'Intérieur et autres.) »

En outre, interpellé à la seconde Chambre, M. Ruys de Beerenbrouck avait ajouté que le gouvernement interdirait à l'ex-Kaiser et à l'ex-Kronprinz, — qui apparaissait ici, — toute action politique parlant du territoire des Pays-Bas, et laissé entrevoir, quant au Kronprinz, la résolution de lui assigner pour séjour définitif l'île de Wieringen, dans le nord du Zuydersee.

Naturellement, en ces jours agités, les visites d'Allemands dévoués à leurs anciens maîtres ne s'étaient pas ralenties. On

avait même aperçu à La Haye le jurisconsulte Krieger, qui était allé au ministère de l'Intérieur, et avait eu le tort d'étaler en wagon le courrier qui lui avait été confié et qui contenait plusieurs plis, dont une lettre au timbre du grand-duc de Bade.

Le point final fut posé à l'affaire par une note collective. C'est elle qui a défini la position juridique de l'ex-Kaiser et, par extension, de « sa famille », donc de l'ex-Kronprinz, en Hollande. Et c'est, par un de ses paragraphes, un « bon type de cette action négative » qui, plus d'une fois depuis 1920, a été tout ce dont l'Entente a semblé être capable. En voici les derniers paragraphes :

«... Il est incontestable que nulle mesure de précaution, si loyalement conçue et fidèlement exécutée qu'elle soit, ne pourra éloigner le très grave danger qui subsistera tant qu'il sera permis à l'ex-Empereur de résider à moins de quarante kilomètres de la frontière allemande et de constituer ainsi un foyer de propagande réactionnaire et une menace constante pour la paix européenne.

« Les gouvernements alliés ne peuvent accepter aucune responsabilité à l'égard de cette décision, dont la responsabilité incombera uniquement au gouvernement néerlandais, ce dernier ayant rejeté les représentations sérieuses et unanimes que lui ont adressées à plusieurs reprises les Puissances.

« Si les conséquences redoutées résultaient à l'avenir de la présence continuelle de l'ex-Empereur ou de sa famille dans le lieu de résidence qui leur est actuellement assigné sur le territoire hollandais, le gouvernement néerlandais ne pourrait se soustraire à la responsabilité exclusive, tant de l'événement que de ses conséquences, qu'il a ainsi assumée en pleine connaissance de cause. »

Mais non. Il y eut un *post-scriptum*. M. Millerand, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, m'écrivit, dans une lettre privée :

• Paris, le 28 mars 1920.

« Mon cher ami,

« Je pense que, sauf de nouveaux incidents, c'en est fait pour un certain temps de l'échange de lettres entre les Alliés et

les Pays-Bas. Je n'en serai pas autrement fâché : ces correspondances me semblaient devenir légèrement ridicules...

« A. MILLERAND. »

Il restait pour compte à M. Lloyd George la cage où il avait annoncé qu'il promènerait l'ex-Empereur dans les rues de Londres, au grand ébahissement de ses *cockneys*, et la corde de chanvre fin qu'il avait fait acheter à dessein de le pendre. Mais ceux, dit-il, qui se seraient moqués de lui et lui auraient reproché ses variations, ceux-là ne savaient pas ce que c'est que la littérature électorale.

Installé à Doorn, dans une propriété qui n'était pas « le château », mais qu'on appelait « le château », l'ancien seigneur de la guerre se faisait violence pour s'accoutumer aux plaisirs innocents et monotones de la campagne. D'abord, il avait fait construire, en avant de cette bâtisse rectangulaire aux angles garnis de tours rondes qui n'avaient rien à défendre, une grande conciergerie, une annexe de celles qu'on dit plus grandes que la maison, et dont la masse ajoutait à la laideur. Trois ou quatre des gardes champêtres, — moitiés de gendarmes, — affectés à la garde de l'ex-Empereur, sous le commandement d'un capitaine de la maréchaussée, assis aux deux côtés de la porte, donnaient à ce tableau un air d'opéra comique. Le parc était assez vaste, sans excès, bien planté et mal fermé. A certain endroit, sur la route, aboutissait un chemin barré seulement par un tourniquet. Il eût été le plus aisé du monde d'y enlever en automobile « ce prisonnier » semi-volontaire. Un de mes amis y a fait stationner plusieurs minutes sa voiture au ralenti ; pas un cerbère n'a aboyé, et personne n'est venu. La surveillance, que le gouvernement néerlandais disait rigoureuse, était en réalité relâchée, du fait que l'équipe des gardes champêtres, exilés là, eux aussi, était aussi changée fréquemment, et que le capitaine, commensal du maître, ne l'étant jamais, avait fini par se croire de la maison.

L'ex-Empereur avait eu de la peine à passer de la vie de cour à la vie rurale. Il y avait, au début, apporté un ton et des prétentions qui n'étaient pas faits pour lui concilier les sympathies de la population. Il l'avait même heurtée au point le plus vif, qui, en Hollande plus que partout ailleurs, est

l'amour de l'égalité. Taxé à cinq mille florins (plus de cinquante mille francs d'aujourd'hui), il avait d'abord refusé de payer sa contribution, en invoquant pour motif qu'il n'avait pas demandé à résider à Doorn, et qu'il n'y était que par contrainte. A quoi la municipalité répliquait peu aimablement que les habitants de la commune avaient encore beaucoup moins désiré l'avoir pour concitoyen. Dans ces premiers moments, il semble que le nouveau châtelain n'ait pas été fort à l'aise : la question des biens des Hohenzollern n'était pas encore réglée en Allemagne, et, à Doorn même, on vendait tout ce que l'on pouvait, collections, objets d'ameublement, tableaux, voitures, et jusqu'à un petit bateau pour faire du canotage. Plus tard, l'ex-Kaiser, que le gouvernement désavouait, mit les pouces, et chercha une consolation dans les travaux du jardinage et la pratique de l'art forestier.

Il s'adonna à la culture transcendante du rhododendron. Et peu à peu, s'humanisant, — ce qui, de sa part, était descendre vers l'existence et les mœurs des autres hommes, se persuader qu'il y en avait, — il noua quelques relations dans son voisinage. Non loin de lui vivait une famille, ornée de quatre filles, jeunes encore, mais mûres et déjà vieillissantes. Guillaume, un jour, les invita à venir admirer ses fleurs. Deux d'entre elles vinrent avec leur mère. Les deux autres s'étaient abstenues par discrétion. Quand il vit qu'elles n'étaient que deux, il leur demanda sévèrement :

— Où sont vos sœurs ? Je vous attendais toutes les quatre. Vous leur direz qu'elles se sont montrées irrespectueuses de l'ordre impérial (*Kaiserliches Befehl*).

Il n'avait pas une claire conscience de la profondeur de sa chute, — non plus que de l'étendue de sa responsabilité, — et ne pouvait dépouiller tout à fait les manières impériales. Il entra chez les gens, sinon malgré eux, du moins en leur absence, sans les avoir avertis, et il faisait le tour de leurs appartements, comme s'il y avait un droit de domaine éminent. C'est ce que ne saurait souffrir un riche commerçant ou bourgeois hollandais, en cela républicain intraitable, et il arriva qu'on ne prit pas de détour pour le lui faire entendre.

Il se confina alors dans son parc, et il abattit des arbres. Une fois abattus, il les scia, les découpa en petites tranches, en presse-papiers, qu'il polit, vernit, timbra de la couronne et

du monogramme, numéroté, et distribua en cadeaux ou souvenirs. J'en vis un, au château de Sandenburg, chez le comte de Lynden, commissaire de la Reine pour la province d'Utrecht, que ses fonctions mêmes mettaient en rapports courants avec l'ex-Empereur. Il était marqué du chiffre 15 000 ! Je m'ébahis. Quinze mille ! Vraiment ? Y en avait-il eu, auparavant, quatorze mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf autres ? M. de Lynden sourit. C'était la manie des grandeurs ! J'aurais voulu que l'on m'offrit ce spécimen de l'habileté « impériale », et je crois que j'eus l'audace de murmurer que le chiffre de quinze mille « me rappelait quelque chose ». — Mais quel froncement du sourcil olympien si le Kaiser s'était aperçu que son chef-d'œuvre n'était plus à la place d'honneur sur la cheminée du salon !

J'avais, pour l'été de 1921, loué une villa à Zeist, et, dans la promenade que je faisais, je rencontrais presque chaque jour un fourgon, lamentable, grinçant, tout rouillé, faute d'une couche de peinture, qui allait aux provisions de Doorn à Utrecht, et en revenait souvent chargé de petits barils de bière. Il me croisa un dimanche dans un encombrement, et je dus faire halte pour le laisser passer. A ma vive stupéfaction, — était-ce un réflexe avivé par la discipline, un geste cliché dans les moelles, l'effet d'une rosette rouge ou le respect d'une barbe blanche ? — les deux Allemands qui étaient sur le siège s'étaient dressés et m'avaient fait un magnifique salut militaire !

Le village, autour du château, était à l'ordinaire somnolent et potinier. On y sentait, aux aguets, derrière les persiennes, des curiosités qui n'étaient pas muettes. Un soir, il advint qu'un bruit courut et que des gens allèrent se poster sur la petite place devant l'hôtel. Clemenceau était à Doorn ! On y avait vu arriver un Français qui avait hésité à inscrire son nom. Il était chauve, il avait une grosse moustache, il parlait peu et rudement. Qui pouvait-ce donc être, si ce n'était pas Clemenceau ? Ce bruit, enflé en rumeur, me revint à La Haye. Bien que je le susse absurde, j'envoyai aux informations. Un rapprochement de dates m'assura qu'il s'agissait tout bonnement d'un de mes collègues du Quai d'Orsay en tournée d'inspection des postes consulaires, et que la badauderie parisienne avait excité, en *week-end*, à aller voir Doorn,

où l'on ne voyait rien. Il y avait diné et couché, puis était reparti. Tous ceux qui ont connu l'excellent M. Chivot lui rendront ce témoignage qu'il n'avait avec le Tigre pas le moindre trait commun.

Dans le train lent de cette vie rustique, sylvestre et artisanne, deux événements éclatèrent. Le premier fut la mort de l'impératrice Augusta-Victoria. Malade depuis longtemps, les médecins avaient désespéré d'elle. Elle n'avait pas encore succombé, qu'à Doorn on ne s'occupait plus que de ses funérailles. On voulait qu'elles fussent, en Allemagne même, une dernière cérémonie impériale. Guillaume II avait fait sonder le gouvernement hollandais pour savoir si, dans la circonstance, ils seraient autorisés, son fils et lui, à sortir du royaume et à reconduire en personne le corps à Potsdam. (Ce qui, soit dit en passant, est la preuve qu'ils se considéraient tous les deux comme « internés ».) M. Ruys de Beerenbrouck et M. de Karnebeek, tenus sur leurs gardes par les ministres alliés, s'étaient montrés peu favorables. D'autre part, le gouvernement du Reich craignait, à cette occasion, une manifestation impérialiste qui, ouverte, l'eût embarrassé, et faisait connaître qu'il y était hostile. Le gouvernement hollandais répondit, par conséquent, en déconseillant le voyage. Certains pensaient que ce n'était pas tout, et qu'on en pourrait profiter pour empêcher l'enterrement lui-même à Potsdam. Mais le ministre français des Affaires étrangères, M. Briand, confirma ses instructions qui, laissant libre le second point, s'opposaient seulement à la présence des princes.

Les restes de l'Impératrice quittèrent Doorn sans être accompagnés de ceux auprès de qui elle avait fidèlement pratiqué sa triple devise : *Kinder, Kirche, Küche*, et plus que jamais, quand nous retournâmes nous plaindre de ce que, à Wieringen comme à Doorn, la surveillance hollandaise était insuffisante, M. de Beerenbrouck s'attacha à nous rassurer, en affirmant que la garantie la plus forte que nous puissions avoir était la peur qu'avait l'ex-Kaiser du sort qui l'attendait s'il sortait de son asile et repassait la frontière de son ancien empire.

Lui, cependant, en des alternatives incessantes et précipitées d'exaltation et de dépression, il s'isolait, se cachait, au fond de son parc, dans son atelier, chassait les indiscrets qui



tâchaient de le surprendre, qui, enfouis dans une voiture de foin, le fusillaient de leurs objectifs, modifiait son visage historique, coupait ou rabattait les pointes de ses moustaches, laissait pousser et floconner sa barbe, croître et friser ses cheveux, et, à la place du masque de César qu'il avait destiné à la postérité, s'était composé la tête d'une manière de photographe forain. Mélancoliquement, et en faisant, d'une foi de jour en jour meilleure, le serment « qu'il n'avait pas voulu cela », il entamait, peut-on croire, le « seizième mille » de ses presse-papiers marqués de la couronne et du W, messagers, à travers l'Europe, de ses talents et de son infortune.

L'autre événement, vingt mois après le décès de l'impératrice Augusta-Victoria, fut le deuxième mariage de Guillaume. Il épousa la princesse Hermine de Reuss, veuve d'un prince de Carolath-Beuthen et mère de cinq enfants encore jeunes. On pouvait ne pas la trouver belle, et elle étonna par ses allures les placides habitants de Doorn. Mais elle comprima énergiquement les dépenses et remit de l'ordre dans une maison qui en avait grand besoin.

CHARLES BENOIST.

---

# SPECTACLES

## L'EXPOSITION DE LA MUSIQUE

Ce qu'il y a d'admirable en cette exposition de la musique organisée par les soins de M. Julien Cain et M. Émile Dacier avec tant d'art, de compétence et de sciences diverses, c'est qu'elle peut charmer les profanes en même temps qu'elle émerveille les érudits. Le catalogue, préfacé par M. Cain, rédigé par MM. Amédée Gastoué, l'abbé Leroquais, André Pirro, Henry Expert, Henry Prunières, et publié par M. Dacier, est, non seulement le répertoire explicatif des objets et manuscrits exposés, mais une véritable leçon, — dont la précision est la plus complète qu'il se peut en un restreint nombre de pages, — sur l'histoire de la musique française, du moyen âge à la Révolution.

Les collections publiques et privées, — dont celles d'Alfred Cortot et Henri de Rothschild, — sont venues grossir les richesses du fonds musical de la Nationale, richesses dont la variété embrasse ces treize siècles. Florence, Leyde, Prague et Salzbourg ont prêté des trésors ainsi que nos deux Conservatoires, notre Opéra et l'Arsenal, Sainte-Geneviève, la Mazarine, les Beaux-Arts, la Chambre des députés, la Schola, la Société de musique d'autrefois, le Louvre, Cluny, les Arts décoratifs, Carnavalet, Versailles, les bibliothèques municipales de maintes villes de France, les églises Notre-Dame des Victoires et Saint-Gervais et Saint-Protais. Je m'arrête pour ne pas continuer une trop longue énumération, mais, certes, j'omets des noms et je m'en excuse.

L'aspect de la Galerie Mazarine, décorée par les admirables tapisseries de Coypel, — les *Fragments d'opéra*, — inspirées par une scène du *Roland* de Lully, et trois épisodes de l'*Armide* de Gluck, est enchanteur : deux autres tapisseries

des Gobelins, *Avril ou le concert*, et la *Danse des bergers*, quelques rares et beaux instruments de musique, des gravures, des tableaux, des estampes; des bustes : celui de Rameau par Caffieri, d'une intelligence si lucide, à la fois ironique et juste, celui de Gluck par Houdon, celui de Lully par Coysevox, et un médaillon anonyme de cire peinte représentant Mozart vers 1778, entourent en belle ordonnance l'alignement des vitrines. Elles sont remplies de manuscrits, d'albums, de partitions, d'ouvrages sur la danse et la musique, de recueils de chansons, de psautiers, de livres d'heures, et de pièces liturgiques. Mozart et Gluck ont été, tout naturellement, associés à la musique française, Mozart par les séjours de jeunesse qu'il fit à Paris, par l'accueil enthousiaste que Paris lui réserva à son premier séjour, et Gluck puisque tous ses opéras ont été composés, joués et applaudis à Paris.

Les livres et les manuscrits sont classés depuis le *v<sup>e</sup>* siècle avec une science exacte que je ne me mèlerai point de vouloir suivre, ayant admiré et profondément goûté les splendeurs de cette exposition en très humble visiteuse. Mais tout cela est divisé avec un ordre, une clarté qui font de la contemplation des vitrines un véritable cours de la musique française, depuis la liturgie et les chansonniers, la musique polyphonique et dramatique, jusqu'aux ouvrages théoriques du *xvi<sup>e</sup>* siècle, époque où les maîtres de la Renaissance mettaient au point, dans l'art d'un Ockegem et d'un Josquin des Prés, toute la musique du moyen âge. Puis, à mesure que se perfectionnait l'imprimerie livresque, l'art d'imprimer les caractères musicaux se parachevait de son côté, grâce aux typographes italiens d'abord (Petrucchi, Montona), puis, dès 1528, par les éditeurs de Paris, de Lyon et d'Avignon. Contemplons : musique sacrée, messes, Noël, cantiques et psaumes, chants huguenots, chansons, musique instrumentale et danse; statuts de l'*Académie française de poésie et de musique* fondée sous la protection de Charles IX; chansons de Ronsard, chansons de Baïf. Puis, voici les ouvrages de musique sacrée du *xvii<sup>e</sup>* siècle, de musique vocale profane, de musique instrumentale, d'airs de cour et de ballets, de chansons, enfin de musique chantée et accompagnée, de musique à danser. C'est l'âge des beaux airs de luth, de guitare, de clavecin, enfin des fugues et des pièces d'orgue. Passons aux ballets de cour et à leur orchestre, puis

aux opéras italiens, montés à la cour par Mazarin : pastorales en musique, menant aux comédies ballets de Molière et de Lully. Et nous arrivons à l'*Opéra*, aux opéras, dont voici les premiers livrets, les partitions gravées et manuscrites : Quinault, Lully. Voici le xviii<sup>e</sup> siècle, ses cantates, ses sonates, ses rythmes élégants, sa mode italienne et le triomphe de l'école du violon. Voici Rameau, voici Gluck ; et en même temps que les tragédies d'opéra naît de l'opéra bouffe et des spectacles de la foire, l'opéra comique. Enfin l'éclosion des quatuors et des symphonies. Les vitrines du xviii<sup>e</sup> siècle se divisent en musique de danse, musique vocale profane, cantates, ariettes, romances, musique instrumentale subdivisée en clavecin, orgue et instruments à archet, violons et violoncelles (trionphant de la viole), vielle, musette, flûte... opéras et ballets...

\* \* \*

Il fallait esquisser cette magnifique ordonnance pour que vous puissiez maintenant errer avec moi en cette galerie merveilleuse et y cueillir, au passage et sans souci des écoles, des dates, des siècles et des précisions savantes, tant de visions et tant de rêves. La musique est là... Invisible, cachée par les draperies roses des tapisseries de Coppel dont le mouvement et la couleur sont déjà des rythmes et des sons, elle va s'exhaler de ces grands dessins de Lesueur où de robustes muses jouent de vastes violoncelles ; elle va s'asseoir à ce clavecin peint, frôler ces harpes muettes. Ce théorbe aux belles courbes, ce luth endormi vont se réveiller, tressaillir... Elle va souffler dans l'olifant d'ivoire de Blanche de Castille, rompre ce silence fait de formes et de signes et s'élancer, ailes ouvertes en son manteau flottant et sonore, vers les grands escaliers du palais qu'elle emplira d'une rumeur enchantée et d'un surnaturel concert.

La musique est là, en toutes ses vibrations suspendues, en ce mystère de grimoires, en ce secret d'incantations. Cette impression si vive jette une sorte de charme sur ceux qui vont, ici et là, se courbant sur tel manuscrit, regardant tel tableau, tel buste, tel autographe. Ce recueil de chansons françaises et italiennes de la fin du xv<sup>e</sup> siècle est en forme de cœur, ouvert à une page imagée d'une mièvrerie charmante ;

le *Champion des dames*, de Martin le Franc, nous offre une enluminure étonnante, concert de dames en hennin, groupées avec un grand pittoresque et dont quelques-unes soufflent dans des trompettes qui ressemblent à leur coiffure. Un autre missel est ouvert à une page de miniatures de danses, dont les seigneurs et les dames semblent danser une « carole »; les verts, les bleus, les ors ont la fraîcheur, le luisant de l'émail; les personnages vermeils y sont les fleurs animées de la prairie. Missels, psautiers, livres d'heures, présentent leurs imageries musicales, presque toujours de jeunes Saintes Vierges environnées d'anges musiciens, jouant d'instruments aux formes exquises; les ailes en harpes, l'auréole en disque, les mains agiles, leurs attitudes semblent des danses immobilisées par la prière.

Je ne sais ce qui est arrivé à l'évangélaire de Saint-Denis pour que ses feuillets soient si noirs. Les signes dorés, calligraphiés sur ce fond fumeux, lui donnent une apparence tout à fait magique. Nous aurions lu à son numéro dans le catalogue « Bréviaire du diable » que cela ne nous eût pas surpris. Près de ce beau lutrin de fer forgé, très ancien, sur un lutrin plus haut, plus large, s'étale l'énorme graduel et antiphonaire de Saint-Louis de Versailles : 1686. Il est somptueusement peint et ornementé. Un bouquet des plus fraîches et vives couleurs termine une page; les lettres épanouies et fleuries commencent l'autre. Et les notes carrées et dorées à fines pattes noires, semblent d'étranges insectes, prêts à voler sur ces fleurs peintes qu'ils feront chanter.

Voulez-vous passer aux autographes musicaux? ceux de Rameau sont d'une vie intense, les ratures y sont tirées d'une main soigneuse et forte. Celui de Lully (*Acis et Galathée*), le seul que l'on possède, est fait de notes aiguës et pointues qui sont vraiment des notes de musique de ballet. L'écriture musicale de Gluck, au contraire, est large et claire, nette, ample et solennelle. Y a-t-il des graphologues pour les écritures musicales? Celles-ci, je pense, en chanteraient long.

Voici la belle copie, par Philidor, du ballet du *Bourgeois gentilhomme*, les magnifiques partitions de Quinault et de Lully, aux reliures fauve et or comme une écorce: les recueils de chansons dans leurs habits de cuir et de dessins vermeils semblables à des coffrets de formules magiques. Des

partitions de cantates, sonates, motets et pièces d'orgue sont si magnifiquement gravées que les notes, sur les pages ouvertes, semblent vivre comme des oiseaux, sous les grillages de la portée musicale et prêtes à s'envoler en chantant. Voici des traités de la flûte avec des images de joueurs, d'une grâce élégante et pastorale. De charmants albums de ballets et intermèdes de musique, parmi eux *l'Europe galante* de Couperin dont le titre si bien orné et gravé ferait la joie de Paul Morand, et les aquarelles, si amusantes, des costumes de ce ballet. Puis, des livres sur la danse, des répertoires de bals; le *Dictionnaire de musique* de Rousseau et les énormes recueils de costumes d'opéras et de ballets, dessins si vivants, si amusants par leur trait rapide, croquis de mascarades avec, écrites en marges, les explications supplémentaires. Cela semble tracé d'aujourd'hui.

De leurs couleurs et de leurs « pas » fixés, nous passons tout naturellement à ces dessins de Cochin dont l'un : *Bal parti à Versailles*, février 1743, semble l'illustration d'un conte de fées, en sa folie de lustres et de miroirs. Cette charmante petite gravure représente le *Bal d'Auteuil*. Elle nous remémore ce cadre, vu à l'entrée de la salle, cette grande invitation pour un bal de l'Académie nationale de musique : « il y aura des quadrilles ». On pense, en un éclair, à tous les danseurs de ce soir-là, qui ne sont plus qu'une poussière immobile.

J'aime ce Fragonard : *Leçon de musique*. Au clavecin la jeune élève en blanc, et debout le maître, en noir, tous deux aux couleurs des notes; sur un fauteuil un petit chat qui rêve en compagnie d'une mandore. De nos jours, ces leçons se font rares et celles aussi qui apprennent à jouer des beaux instruments. En dehors des artistes et des professionnels, la jeune fille en blanc, d'une aiguille facile mettra le disque noir en branle et le gramophone lui tiendra lieu d'amour de la musique. Nous ne verrons plus dans un intérieur familial une belle petite dame assise bien droite, comme dans ce dessin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et jouant de la viole, ni peut-être celle de ce dessin de Watteau qui caresse si tendrement sa guitare. On ne verra plus, comme en ces gravures d'Abraham Bosse, chantant à livre ouvert, jouant du violoncelle et de la viole, des convives préférant l'ivresse de la musique à celle des vins, ni dans les thés à l'anglaise, — tels jadis chez le prince de

Conti, — un groupe de musiciens charmer à l'écart l'assemblée. De nos jours, on se régale de la T. S. F.

Ce portrait de M. La Live de Jully, jouant de la harpe, en habit de soie blanche, est plus évocateur. Mais on ne peut rester ici toute sa vie et pour tout bien voir, comprendre, apprécier il faudrait trop longtemps. Mieux vaudra revenir. Adieu, beaux instruments qui avez été les amis des hommes et gardez les souvenirs mystérieux de leurs émotions et de leurs talents.

Notre époque laissera-t-elle à son tour des instruments qui la représentent? Je songe à celui, grâce auquel M. Martenot peut jouer des ondes sonores, ondes qui nous révèlent des accents infinis et parfois célestes. Invention merveilleuse, à la fois féerique et angélique. Mais ceux-là des vieux concerts humains, eux, nous restent chers et presque fraternels.

Parlons. La musique est autour de nous, si proche et nous enveloppe d'un tel rêve, que nous regardons les visiteurs avec une sorte d'étonnement. Quoi? « ces dames et ces messieurs » ne sont pas des notes de musique? Ni des danseurs de ballet? Et nous ne serions pas surpris s'ils se mettaient à chanter et si nous sortions avec eux... en chœur, et dans un beau rythme.

#### NOTRE-DAME ILLUMINÉE

Au hasard d'une promenade, un dimanche, Notre-Dame illuminée nous apparut brusquement, toute blanche sur le ciel noir d'hiver. Toute blanche, mais non d'un blanc de gel, de neige ou de givre, d'une pâleur de sublime squelette, ponctuée par des trous d'ombre, dressant l'ossature dépouillée de ses tours dans la nuit aveuglée de projecteurs. Car, ce qui aveugle la nuit, ce sont les lumières.

Nous allâmes place du Parvis. Balayée de haut et de biais par une rampe de feux placée sur les toits voisins, la façade séculaire et ses trois portails imposaient une tristesse mortuaire. La clarté blafarde enduisait, égalisait les sculptures, les creux et les reliefs, mais respectait les formes essentielles de ce corps double et géant, à la fois resplendissant et funéraire. Il fallut tourner autour de la cathédrale, pour bien comprendre la beauté de cette illumination étrange.

De la rive et du quai, entre les arbres noirs, l'allongement

horizontal de l'abside sous les arcs-boutants réguliers et légers, la chapelle délicate se plaisent dans cette lueur qui semble les susciter d'on ne sait quel abîme. Est-ce la cathédrale de la ville d'Ys, vue par mirage ? Et on s'éblouit de rêves légendaires. De la rue du Cloître Notre-Dame on voit les projecteurs, au pied de l'église, prosterner leurs clartés, qui élèvent ensuite leurs fusées basses et les épanouissent en brume intense. Cette foudre adoratrice a quelque chose de païen. Cette fête de clarté est belle, certes, mais si j'admire les inventions diamantées de Jacopozi qui font de la place de la Concorde une salle de fêtes, j'avoue préférer à Notre-Dame illuminée, Notre-Dame sombre, Notre-Dame noire et confuse dans la nuit et l'ombre, ou surgissant des brouillards du soir que son évidence mystérieuse paraît avoir sculptés et solidifiés.

J'aime les églises obscures ; et non seulement quand on les contemple, de loin ou de près, mais quand on pénètre dans la grotte des nefs où les prières agenouillées font déjà partie des ténèbres. Je regrette avec ferveur les brasiers des grands cierges qui se consomment avec une ardeur presque vivante. Je n'aime pas ces éclairages électriques, cruels aux yeux, cruels au cœur. Leur dure blancheur est une offense à la secourable ténèbre. A l'église chaque fidèle doit porter en lui la splendeur de Dieu ; les illuminations extérieures sont vaines. Ici l'âme vient chercher son repos, sa consolation, son vœu, son humilité. Elle craint ces feux tout neufs, elle qui n'a pas d'âge et qui au moment des appels et des douleurs jette le même cri que celui-là poussé par les premiers hommes. Rendez-lui l'ombre. Que les grandes cérémonies du deuil ou de la joie ne soient pas, elles non plus, éclairées « à giorno » comme les bals. Notre-Dame chrétienne n'a que faire des étincelles de Jupiter. Elle n'aime pas les parures. Certes, elle a connu les pompes et l'apparat... Mais pourtant, seule lui suffit la rose séculaire, qu'elle porte épanouie depuis tant de printemps, à sa ceinture, et entre ses deux tours.

#### A L'ORANGERIE

Cette illumination, dont le côté féerique et merveilleux ne sied pas, à mon gré, à ces sculptures et architectures gothiques, est, au contraire, admirable lorsque, place de la Concorde, elle



souligne les façades de Gabriel, endiamante les fontaines dont les nappes retombent sur leurs vasques en volants de danseuses, harnache brillamment les chevaux de Marly et, faisant croire à la transparence de l'obélisque, le congèle ainsi qu'un grand jet d'eau. Cet ensemble lumineux, d'une double et exquise ordonnance, est une des gloires du Paris nocturne. Et sortant l'autre jour de l'exposition Hubert Robert, à l'Orangerie, je découvrais avec une surprise toujours nouvelle et enchantée ces beautés de pierre et de lueurs, d'eau et d'espaces. La brume épaisse faisait à l'asphalte un mouvant tapis, les clartés s'y reflétaient en feux roses, et les voitures, obligées par ce temps à de prudents virages, y glissaient en apparitions. Je regrettais que cet Hubert Robert, ami des eaux et de la pierre, n'ait pas vécu ce soir pour en fixer les apparences et les feux, les façades aux colliers scintillants, les écumes claires, les brouillards colorés. Quel artiste moderne, tenté par cette féerie citadine, nous en rendra le prisme et le chatoiement ?

On passe, à la rétrospective du « maître des ruines », une heure parfaite. La plupart de ces tableaux nous sont connus, vus déjà dans des expositions précédentes ; connus aussi les si intéressants portraits de M<sup>me</sup> Geoffrin, dans son intérieur, avec ses laquais, ses amis, et qui sont exposés plus rarement. On les retrouve avec le même amusement documentaire et l'on refait, avec une heureuse mélancolie, cette lente promenade en des paysages exacts ou fantaisistes, tous composés d'eaux, de feuillages, de pierre, de marbre et de rêve. Nous nous sentons pareils à ces tout petits personnages, qu'Hubert Robert sait, — tel Fragonard, — si bien peindre sous de hauts ombrages. Promenons-nous dans ces ruines, penchons-nous au bord de ces bassins, sentons les fines gouttelettes de ce si haut jet d'eau jaillissant jusqu'au faite des arbres qui font à sa pure aigrette une arcade sombre ; arrêtons-nous au pied de cet escalier d'eau tombant en écharpe fluide entre ces arbres d'automne dont l'un semble vraiment frissonner de tout son or fragile et pâle. Écoutons les cascates de Tivoli et tous ces beaux accords des ondes vivantes et des pierres mortes. Si nous ne sentons plus guère résonner en nous les orgues de ces grandes colonnades, si ces temples et ces palais ruinés, patinés d'un miel si chaud par les heures séculaires, nous laissent un peu indifférents, nous sommes ravis par les arches de ces ponts, portiques

ouverts sur le pays des couchers de soleil. Moins émouvants sont ces vieux arcs ayant connu le dérisoire et le délabrement qui succèdent aux anciens triomphes. Les torrents d'Hubert Robert traversent les paysages comme l'indifférence du temps traverse ses chères ruines. Cet incendie, occupé à lui en offrir encore d'autres, il l'a vraiment peint d'enthousiasme.

Mais, s'il aime aussi les galeries, les calmes rivages, les parcs sentimentaux, il a une préférence secrète pour ces eaux aux descentes presque verticales, de degrés en degrés, bonds fluides de naïades, entre des groupes d'arbres variés et d'ifs. Aimons aussi ces gouaches, ces sanguines, ce beau pin parasol épanoui, cette petite grille fermant un escalier entre de hauts cyprès et qui semble défendre un lieu plein de songes, et ce petit temple de l'Amour, intact entre ses verdure. On s'étonne de le voir élu par cet Hubert Robert ami des désastres, des glorieux vestiges et de toute ces beautés architecturales à demi ruinées qui font rêver le savant ou le poète, près de ces eaux éternellement fuyantes comme le temps d'où émergent ces forces du passé.

#### LES SOUVENIRS DE L'AVIATION

L'exposition historique de l'aérostation commémorant le 150<sup>e</sup> anniversaire de la conquête de l'air a beaucoup de succès au musée Galliéra. Elle le mérite, car elle est aussi amusante qu'instructive et variée. Souvenirs, portraits des célèbres aéronautes, autographes, objets, meubles, porcelaines, éventails, gravures en couleur représentant à des dates fameuses les événements sensationnels où les premiers ballons s'élèvent dans les airs ou planent sur Paris en fête agitant des oriflammes et lançant des tracts, miniatures, petites boîtes peintes, pendules en forme d'aérostat, meubles dont la marqueterie représente la forme à la mode, toute gonflée de nouveaux rêves, dessins fort curieux, plans, lettres, brevets, assiettes, tasses et plats, montres et bonbonnières, livres, épées, cannes et bustes, tout cela subjugue, amuse, retient l'attention par mille détails. C'est une des plus curieuses visites que l'on puisse faire en ce moment en ces salles de musée où les souvenirs du passé sont classés pour notre étude et notre plaisir avec tant de soins érudits et artistiques ; ici par M. Clouzot.

Voici le portrait des Montgolfier, Joseph et Étienne; l'un a cette tête d'oiseau que souvent ont eue nos aviateurs; l'autre a tout simplement le nez en l'air. Il y avait bien droit, car il ne pensait qu'à lui, l'air, et à le vaincre. Joseph, le 4 juin 1783, à Annonay réussit pour la première fois, avec sa Montgolfière gonflée à l'air chaud, à quitter le sol, à s'élever vers le ciel et à se mouvoir dans cet élément où les hommes avaient toujours désiré voler. Avec l'aide d'Étienne, plusieurs autres ascensions réussirent, après le demi-échec du 12 septembre de la même année dont le mauvais temps fut cause. Les commissaires de l'Académie des sciences, — nous conte M. Clouzot, — avaient pris rendez-vous dans les jardins de la Manufacture de papier peint de la *Folie Titon*, chez Réveillon, pour contrôler les expériences des deux frères Montgolfier. Mais le vent et la pluie détruisirent le ballon qui s'était tout d'abord élevé assez haut avec une lourde charge. Un nouveau ballon fut rapidement construit et le 19 septembre à Versailles put réussir son ascension en présence de la famille royale et d'innombrables curieux. Le ballon s'appelait le *Réveillon*.

Pilâtre de Rozier, en octobre, s'offrit à monter dans « la galerie » et le fit deux fois. A sa seconde descente il manqua périr, mais s'en tira au mieux; la troisième fois, il eut pour compagnon Giroud de Villette, ensuite le marquis d'Arlandes; cette fois ce fut un voyage libre et heureux.

Un dessin d'Heudé, très intéressant, représente l'enlèvement d'une Montgolfière. On voit la poudre, la poussière, la fumée, et la foule curieuse et brumeuse; c'est très évocateur: c'est déjà le terrain d'aviation. M. Charles, le célèbre physicien, s'élève des Tuileries en ballon à gaz hydrogène. Montgolfier, subventionné par le roi, construit une énorme Montgolfière, fait des expériences régulières dans le parc de la *Folie Titon*. Des passagers sont admis. Ce fut la dernière machine des Montgolfier. La dernière ascension eut lieu solennellement, encore à Versailles; de ces fêtes et essais fameux des gravures nous fixent le souvenir, ainsi que des lettres, des factures; les lettres d'Étienne à Joseph relatent ces premières expériences; et des projets de fantaisistes inventeurs ont été aussi conservés par eux. Regardons les souvenirs de ce Blanchard qui inventa un navire volant, dont voici les images; il inventa aussi le parachute et fit de nombreuses ascensions, au cours desquelles,

une fois, il traversa la Manche (en 1785), précurseur de l'avion de Blériot. Voici des fragments du ballon bleu et or qui assista à la bataille de Fleurus, précurseur lui aussi de nos « saucisses » observatrices de combats; voici des procès-verbaux, des lithographies, des gravures en couleur d'entrées et réjouissances royales, toutes présidées par des ballons, une curieuse gravure (1790) montrant les quatre ballons de Montgolfier, Blanchard, Charles et de Robert et Linardi; un projet étonnant de ballon « à tendances » dirigeables, — du général Meunier, — et ayant déjà la forme ovale des premiers zeppelins et duquel naquit l'idée de l'hélice, etc. Allez admirer tout cela à cette passionnante et charmante exposition.

Charmante, elle l'est par tous les objets d'un art et d'une imagination pleins de goût et utilisant en peinture ou ornement ces récentes découvertes. Une paire de gants longs porte des médaillons peints représentant des ballons, — nous n'avons jamais aujourd'hui porté des gants avec avions peints : avons-nous moins d'idées que dans ce temps-là? — et de jolis éventails représentent toutes les scènes dues à la Montgolfière à la mode. N'oublions pas la gravure de l'ascension de Mme Garnerin qui plairait à nos Maryse Hiltz, à nos Louise Faure-Favier. Enfin, de très beaux portraits de M. Charles nous intéressent doublement, à cause de sa gloire et de sa femme. Des gravures en couleur représentent son voyage aérien, un atterrissage heureux à Nesles-la-Vallée. Ce glorieux savant devait, plus tard, avoir comme épouse la touchante Elvire, celle de Lamartine, Souvenons-nous des stances immortelles du *Lac*, qu'elle inspira : « O Temps, suspends ton vol ! » s'écriait le jeune poète. Et dire que M. Charles n'avait jamais pensé qu'à prendre le sien!

A cette section aéronautique s'ajoute une galerie de papiers peints. Ils sont de Réveillon le maître de la *Folie Titon*, l'ami généreux des Montgolfier. Beaucoup sont de véritables chefs-d'œuvre de dessins d'invention et de coloris. J'avoue mon faible pour ce papier d'un bleu ravissant fleuri de tulipes et pour celui-là, dont des faisans complètent les ornements chinois et le fond jaune. Ces faisans fantaisistes ressemblent par leur couleur à l'oiseau bleu du conte. Ils ont volé « si promptement » à travers les âges qu'ils ont gardé la féerique couleur de leur plumage peint.

\* \* \*

Désirez-vous quelques renseignements sur le théâtre? Je vous conseille d'aller voir, si vous ne l'avez déjà fait, la très curieuse *Polka des chaises* que les Pitoëff continuent à représenter au *Vieux Colombier* avec le plus vif succès. Cette œuvre d'un jeune Anglais mort prématurément, Ronald Mackenzie (traduction de MM. Crémieux et Pitoëff), annonçait les plus belles promesses; elle a tout le charme acerbe de certaines jeunesses trop tôt touchées par la douleur et qui ne ménagent plus les êtres ni la vie. Pitoëff y est remarquable et M<sup>me</sup> Pitoëff et toute la troupe interprètent avec une vie intense ces scènes tour à tour comiques, amusantes, amoureuses ou burlesques, enfin déchirantes. C'est une des plus curieuses manifestations théâtrales de la saison.

La *Revue des Folies Bergères* vous offre quelques bonnes vedettes et quelques tableaux fort réussis. Sans nommer Mistinguett, — trop célèbre pour qu'on la flatte encore, — il y a là Randall qui est un comique ironique et fantaisiste des plus amusants; il est particulièrement impayable en grand couturier; il y a Fernandel, d'une bêtise sublime et désopilante; et de belles « girls », de très jolis costumes, des ensembles d'un heureux effet de couleur. Miss Gloria Gilbert qui danse en tournoyant, telle un astre fou ou une toupie magique, est, à elle seule, digne du voyage; c'est une étonnante personne et je crois n'avoir encore jamais vu cette giration sur un pied, si rapide, si multipliée; c'est affolant et c'est très joli en même temps.

Les plus réussis tableaux d'ensemble sont le jardin sous la neige et Casanova. Ce jardin, avec ses costumes blancs givrés, les danseuses de velours noir, les floconneux bonshommes de neige et Mistinguett, tout en rouge orange ainsi que le soleil couchant en hiver, est très féérique. Enfin *Une nuit de Casanova* nous a ravis. C'est une estampe très galante qui semble inspirée par une illustration de Barbier; les couleurs, les costumes, le décor, les détails sont d'une chatoyante suggestion. Ce qui pourrait choquer est habilement combiné pour que le bon goût soit sauf et respecté. Il y a là un déroulement d'immenses écharpes et ensuite le soulèvement discret de leurs couleurs superposées étendues en long rideau devant la scène

qui est fort beau. Mais, ne menez pas là des jeunes filles... Casanova les garderait !

Ne nous arrêtons pas sur une note si profane. N'oubliez pas de conduire, le jeudi après-midi, vos enfants au théâtre du Petit Monde où le *Noël à Paris* de M<sup>me</sup> Jeanne Catulle Mendès, à la fois si charmant, amusant et émouvant, si bien joué, si bien mis en scène, si bien chanté, si bien dansé, les fera tour à tour pleurer et rire avec un double plaisir de joie et de sensibilité.

Enfin je vous signale les Lundis si intéressants du *Studio 27* (Maison Pleyel, salle Debussy, à 17 h. 30). M<sup>me</sup> Marguerite Jules Martin et ses élèves y parlent de certains poètes et récitent leurs œuvres. Le public est admis à dire son mot. M<sup>me</sup> J. Martin dit à chacune son approbation ou ses fines remarques. Tout le monde ici a du talent... même les auteurs. Jugez-en : le 15 janvier sera consacré à Baudelaire, puis, de quinzaine en quinzaine, Verlaine, Paul Fort, Mallarmé, Paul Valéry, Henri de Régnier, Moréas, Abel Bonnard, Marie Noël et bien d'autres auront les honneurs de la séance. Ce même *Studio 27* organise aussi des soirées où, sous le titre de *Musique et Poésie*, un poète et ses musiciens sont étudiés. La plus récente fut consacrée à Baudelaire, à Duparc et à Debussy. La conférence si documentée et pleine d'aperçus si justes et si vivants de M<sup>me</sup> Soulas nous mit en éveil au point de vue des comparaisons. Le poème est-il desservi ou embelli par la musique ? M<sup>me</sup> Cernay prêta sa belle voix aux chants inspirés par les poèmes célèbres à Duparc et à Debussy. M<sup>me</sup> Jules Martin les récita, ces mêmes poèmes, avec le talent le plus émouvant et le plus troublant. Sa diction du *Jet d'eau* fut d'une sensibilité fluide et rêveuse qui nous ravit. Le poème à « l'état pur » reste toujours plus beau. Et pourtant le *Jet d'eau* de Debussy est de tous ces chants baudelairiens la musique la plus étroitement unie au poème en un élan presque fraternel. Mais la musique poétique, et elle seule, reste ici sans rivale comme nous le prouva l'admirable récitation de M<sup>me</sup> Marguerite Jules Martin.

GÉRARD D'HOVILLE.

---

## LETTRES

### A CHAMPAGNY ET A MARET<sup>(1)</sup>

Le 9 août 1807, à Talleyrand succédait, au ministère des Relations extérieures, Jean-Baptiste Nompère de Champagny, ancien officier de la marine royale, qui avait été député de la noblesse du Forez aux États généraux. Après le 18 brumaire, devenu conseiller d'État, puis ambassadeur à Vienne, Champagny était ministre de l'Intérieur depuis 1804, quand Napoléon lui confia les Relations extérieures qu'il conserva jusqu'en 1811.

#### LE BLOCUS

Paris, le 16 août 1807.

Monsieur Champagny, écrivez à mon ministre à Florence, que lorsqu'une colonne de six mille hommes, que j'envoie d'Italie à Livourne, aura dépassé Florence, il ait à déclarer que cette colonne est destinée à tenir garnison à Livourne, et empêcher tout commerce des Anglais. Lorsque cette colonne sera arrivée à Livourne, il déclarera que j'ai ordonné la confiscation de toutes les marchandises anglaises provenant soit des fabriques, soit du commerce anglais. Vous lui ferez connaître qu'il doit garder tout cela secret jusqu'à ce que cette colonne soit arrivée.

Rambouillet, 14 septembre 1807.

Écrivez au vice-roi (2) pour vous plaindre de l'article des journaux de Milan relatif aux affaires de Toscane. Écrivez au ministre d'Espagne que la mesure qui a été prise à Livourne

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1<sup>er</sup> janvier, les *Lettres* à Talleyrand.

(2) Le prince Eugène de Beauharnais, vice-roi d'Italie.



n'est que provisoire et est dirigée contre le commerce anglais, qui se fait avec la plus grande impudence dans ce pays, et qui nuit à tout le reste de l'Italie; que si la reine d'Étrurie (1) avait mis plus de fermeté avec ses ministres, et eût poursuivi l'exécution des mesures prohibitives adoptées, cela ne fût pas arrivé; que je suis du reste décidé à ne laisser à Livourne que la garnison nécessaire pour empêcher le commerce avec l'Angleterre, et à retirer tout le reste des troupes; et que j'ai ordonné que le journaliste de Milan qui s'est permis un article douteux, soit recherché et puni. Présentez-moi un projet de réponse à la Reine. — Je ne connais pas bien ce que c'est que ce M. Benting (2) qui a un poste: probablement qu'il sera compris dans le rapport que vous me ferez sur les petits ports qu'il est question d'interdire à l'Angleterre.

Burgos, 19 novembre 1808.

Écrivez à mes consuls à Naples et à Trieste pour savoir si ce qu'on m'assure est vrai que le roi de Naples (3) a permis le commerce dans ses États avec les Anglais, de manière que les lois du blocus ne sont plus observées, et que les denrées coloniales sont reçues dans ces ports. Donnez des ordres à mon ambassadeur pour que tous les biens appartenant aux Espagnols dans le royaume de Naples soient confisqués. La moitié de ce royaume appartient aux Grands d'Espagne. Ces biens me sont nécessaires pour indemniser les Français qui ont été pillés en Espagne. Il faut que les revenus en soient versés dans une caisse particulière à Naples. Prescrivez la même chose pour le royaume d'Italie, et parlez-en à Marescalchi (4).

#### ESPAGNE ET PORTUGAL

Fontainebleau, le 19 octobre 1807.

Je vous envoie un mémoire dont la communication n'est que pour vous seul. — Je désire que vous me remettiez une

(1) Marie-Louise, fille de Charles IV, roi d'Espagne, et veuve de l'Infant Ferdinand, duc de Parme. En 1808, le royaume d'Etrurie fut absorbé dans l'Empire français.

(2) Il s'agit sans doute du comte de Bentinck (1774-1839), qui commandait en Sicile les troupes auxiliaires anglaises.

(3) Murat était roi de Naples depuis le 1<sup>er</sup> août 1808.

(4) Ministre du royaume d'Italie à Paris.



note des discussions qui peuvent exister sur la délimitation des frontières entre la France et l'Espagne, telles que le Port du Passage et autres cessions de cette nature (1).

P.-S. — Remettez-moi également une statistique du Portugal.

Fontainebleau, le 31 octobre 1807.

Il faut répondre au ministre de Prusse que les troupes françaises n'évacueront que lorsque toutes les conditions de la Convention faites avec le maréchal Kalkreuth (2) seront remplies; que déjà elles auraient évacué, si, par une inertie qu'on a peine à concevoir, la cour de Memel n'avait été deux mois entiers sans répondre; qu'il ne doit donc laisser concevoir aucune fausse espérance. — Écrivez à mon consul général à Madrid que mes consuls à Porto et dans les autres ports du Portugal doivent quitter la résidence, sitôt que les troupes françaises ou espagnoles y seront entrées.

Mont-de-Marsan, le 13 avril 1808.

Vous trouverez ci-joint des dépêches qui étaient pour vous dans les deux estafettes. J'ai ouvert les dépêches qui étaient pour le cardinal Caprara (3). Il n'y a rien. C'est une nouvelle preuve de l'extravagance de ce pauvre Pape.

Je pense qu'il serait convenable que vous écriviez par cette estafette à M. de Beauharnais de se rendre à Bayonne en voyageant jour et nuit, de manière à y arriver le plus tôt possible; mon projet est d'arriver demain à Bayonne sur les huit ou neuf heures du soir pour ne voir personne qu'après-demain. Il est assez nécessaire que vous donniez des ordres qu'il ne passe aucun courrier de France en Espagne et que vous fassiez venir le directeur des postes pour vous assurer qu'il n'y a pas d'autres lettres que pour les généraux français.

Dans son infatigable activité, qui embrassait l'Europe entière, Napoléon faisait lui-même sa presse. Ses fameux *Bulletins* n'avaient

(1) Cette lettre prouve qu'avant d'installer son frère Joseph sur le trône d'Espagne, Napoléon pensait à une rectification de la frontière espagnole à l'avantage de la France.

(2) Commandant ce qui restait des troupes prussiennes après la paix de Tilsitt. La famille royale de Prusse était réfugiée à Memel.

(3) Le cardinal Caprara (1733-1810), dont Napoléon fait ouvrir les dépêches, fut légat du Pape à Paris. C'est le négociateur du Concordat.

pas d'autre but. Il inspirait même des pamphlets pour préparer l'opinion et lui faire accepter les actes qu'il méditait. On va voir avec quelle verve et quelle précision dans le détail il répand le discrédit sur les Bourbons d'Espagne et sur leur Premier ministre, le prince de la Paix, avant de les chasser du trône et d'établir à leur place son frère Joseph. — On le verra encore faire pénétrer en Angleterre, par les bateaux de pêche, des *Moniteurs* contenant ses bulletins de victoire en Espagne. La note qu'on va lire, à l'adresse de Champagny, met en lumière un curieux aspect de la physionomie de l'Empereur : c'est Napoléon journaliste.

Paris, le 8 mars 1808.

*En marge, de la main de Napoléon :*

« Renvoyé à M. de Champagny.

« Il est nécessaire que j'aie cette petite brochure le dix.  
Paris, le 8 mars 1808, à 7 heures du matin.

« NAPOLÉON ».

Le narré qui précède les pièces relatives à l'affaire du prince des Asturies (1) est bon comme introduction, mais il faut y joindre toutes les pièces officielles, comme édits du Roi, lettres du prince, sentences, ordres d'exil, imprimés et fragments de bulletins auxquels cette affaire a donné lieu, et qui peuvent y jeter du jour.

Il faut finir par dire en résultat que les cris de la nation, le calme et la fermeté des principaux accusés, l'énergie de quelques juges ont constaté l'innocence du prince des Asturies; qu'on l'a innocenté par une grâce, et que dès lors la Reine et le prince de la Paix (2), qui ont pour but de perdre ce jeune prince, paraissent avoir gagné la moitié de leur procès. Comment placer en effet sur le trône un prince déshonoré qui n'a échappé à l'échafaud que par la grâce que lui a accordée son père? qu'il y a donc une incertitude qui intéresse les Espagnols et leurs amis sur les suites nécessaires de l'hérédité du trône.

Si le prince est coupable, pourquoi ne l'a-t-on pas traduit aux Cortès? S'il est innocent, pourquoi ne pas le déclarer et

(1) Fils aîné du roi d'Espagne Ferdinand IV en rébellion contre son père. On sait que Napoléon fit venir toute la famille royale espagnole à Bayonne pour obliger le père et le fils à abdiquer et leur substituer son frère Joseph.

(2) Godoy, prince de la Paix, premier ministre et favori de la Reine.

punir ses calomniateurs? Voilà ce que demandent les Espagnols de sens. Qui dénouera ce nœu gordien et éclaircira cet horizon nébuleux qui plane sur l'Espagne?

Il faut appuyer sur les dilapidations du prince de la Paix, sur ses immenses richesses, sur son origine, parler en détail de ses intrigues criminelles avec la Reine, d'abord de son métier de favori en titre, ensuite de favori servant les goûts honteux de cette princesse, de Malo et autres amants qu'il a donnés à la Reine (il faut parler de tout cela avec décence, mais cependant de manière à ce que cela soit senti); de ses liaisons avec tous les hommes d'affaires, de la part d'intérêt qu'il prend dans toutes les affaires du Roi, de la vénalité et de la corruption, de l'éloignement des grands d'Espagne, de la décadence de ce royaume, de la nullité dont il est pour la cause commune, de l'emploi de l'argent qui est appliqué à tout autre chose qu'à entretenir l'armée et la marine.

Ce mémoire doit être triple de ce qu'il est : il doit paraître l'ouvrage non d'un Français, mais d'un Espagnol.

Il faut citer le grand nombre d'Espagnols exilés par la seule raison qu'ils avaient de la probité et des lumières ; faire sentir le ridicule du système politique, dire que l'on a commencé par laisser la France faire seule la guerre à l'Angleterre, comme s'il n'était pas évident que, dès que les Anglais auraient rassemblé leurs vaisseaux, ils tomberaient sur les Espagnols ; que, par cette fausse mesure, on a exposé quatre frégates chargées d'or à être prises ; qu'aucun secours n'a été envoyé aux colonies.

Il faut parler de la honte pour l'Espagne de n'être pas maîtresse de Gibraltar, autrefois maîtresse de l'Europe ; des mauvais procédés de l'Espagne envers la France, d'abord en laissant entrer une armée française pour faire la guerre en Portugal et en faisant brusquement la paix ; 2<sup>o</sup> en entrant à l'époque de la troisième coalition dans des intrigues qui furent déjouées par les événements d'Ulm, mais qui n'en furent pas moins alors à la connaissance de tout le monde ; 3<sup>o</sup> par la fameuse proclamation et en faisant une levée de boucliers déconcertée par le succès inattendu d'Iéna. Il faut attribuer à ces trois causes la précaution qu'a prise l'empereur Napoléon de faire appuyer son armée de Portugal par trois corps d'armée

qui la missent à l'abri de la mauvaise foi de l'homme qui dirige les affaires d'Espagne.

Il faut prendre la Reine telle qu'elle est, le Roi tel qu'il est, comme un bon homme, mais sans caractère ni lumière ; mettre du pathos et des sentiments patriotiques espagnols, invoquant les mânes des conquérants du Mexique, du Cid, les beaux temps de la monarchie espagnole, de Charles V.

Lorsque ce pamphlet sera approuvé, on le fera traduire par un bon traducteur en deux jours, et on le fera répandre en Espagne.

#### AVERTISSEMENT A L'AUTRICHE

Pendant que ses armées, commandées par Murat, envahissent l'Espagne et que Joseph s'installe à Madrid, Napoléon apprend que l'Autriche, poussée par l'Angleterre, prépare de nouveaux armements. Il se préoccupe aussitôt de l'arrêter. Il dicte à son ministre des Relations extérieures, Champagny, une lettre confidentielle qu'il adressera à Metternich, ambassadeur d'Autriche à Paris, pour lui montrer que les projets de son gouvernement nous sont connus et lui donner un sévère avertissement. La guerre éclata en avril 1809.

7 juillet 1808.

Monsieur de Champagny, je désire que vous écriviez à M. de Metternich une lettre confidentielle dans laquelle vous lui direz à peu près ceci :

« Quel esprit de vertige s'est emparé des esprits à Vienne ? Vous avertissez partout de se tenir prêt à marcher pour la défense de la patrie. Quel ennemi vous menace ? Vous mettez toute la population sous les armes ; vos princes parcourent les champs comme des chevaliers errants. Que direz-vous si vos voisins en font autant ? Vous provoquez donc une crise ! Assurés comme nous le sommes que vous n'avez aucune liaison avec la Russie, le secours de l'Angleterre ne vous serait d'aucune utilité. L'Empereur a peine à concevoir ce que vous voulez ; il n'a donné jusqu'ici aucun ordre à ses troupes. Pouvez-vous me dire confidentiellement ce que cela veut dire, et le moyen d'empêcher que ceci ne tourne en crise ?

« Par ces armements extraordinaires, vous indiquez à vos voisins le besoin d'armer. Jusqu'à ce moment, l'Empereur a tout retenu, et a écrit que, ne pouvant croire à une telle folie, il fallait attendre ce que l'on voulait. Les lettres de votre commerce, de vos négociants, disent que votre cour est tournée à la guerre, que tout ce qu'elle fait ressemble à ce que faisait la Prusse en 1806, que l'alarme est grande chez vous; et dans le fait, si vous ne voulez rien, pourquoi perdre tant d'argent, alarmer votre peuple et détériorer votre change? Vous entendez bien que si vous persistez dans vos armements, l'Empereur prendra un parti : il armera aussi; mais certainement, s'il vous laisse faire, sans témoigner aucune inquiétude, vous vous ôtez tout moyen de négocier sur les affaires à venir de l'Europe, car l'Empereur ne s'entendra jamais avec une puissance qui, se présentant avec une attitude hostile et menaçante pour négocier, s'en interdit par là le pouvoir.

« Cette lettre est toute confidentielle, mais jetez quelques regards sur les affaires de chez vous. Après de grandes crises, votre patrie est en bonne situation. Voulez-vous perdre tout cela? L'Empereur veut encore ignorer vos armements. Je vous écris confidentiellement. Faites qu'on licencie cette garde nationale qu'on lève chez vous; laissez en repos vos cultivateurs, vos soldats, ménagez votre argent et ne menacez personne. »

Il faut que cette lettre soit douce, mesurée, dans la forme confidentielle, mais qu'elle laisse cependant entrevoir ce qui arrivera.

Après le congrès d'Erfurt (septembre 1808), il avait été convenu que la Russie interviendrait de concert avec la France près du gouvernement anglais pour conclure une paix générale. Napoléon, qui s'est rendu en décembre en Espagne pour y rétablir Joseph à Madrid, écrit à Champagny en vue de presser les négociations avec l'Angleterre.

Burgos, 18 décembre 1808.

Vous trouverez ci-joint un projet de note en réponse à celle de M. Canning. Vous pouvez laisser passer deux ou trois jours à vous consulter avec M. de Romanzoff. Vous ferez

partir ensuite un courrier intelligent, qui répandra que l'Espagne est soumise ou près de l'être entièrement; que quatre-vingt mille insurgés espagnols sont déjà détruits et qu'un grand nombre arrivent prisonniers en France.

NAPOLÉON.

#### AFFAIRE RAYNEVAL

L'affaire Rayneval causa une vive émotion. Un comte Sternheim, conseiller aulique à Carlsruhe, voulut modifier la constitution de l'État de Bade dans un sens libéral. Se disant autorisé par le grand-duc, il chargea M. Gérard de Rayneval, ancien premier commis des Relations extérieures, de se rendre à Carlsruhe et de préparer un projet de constitution. Napoléon apprit la nouvelle à Madrid, au moment où son attention était éveillée sur les intrigues auxquelles Talleyrand et Fouché se livraient en son absence. Il ordonna aussitôt d'arrêter M. Rayneval et de le faire juger. Champagny prit la défense de l'accusé dont la bonne foi fut reconnue.

Paris, le 29 septembre 1808.

Il faut, avant de le mettre en arrestation et au secret, mettre le scellé sur ses papiers, qu'une commission de Commis d'État soit chargée de cette affaire. Mon intention est qu'il soit donné un grand éclat à cette arrestation. Tout Français qui se mêle des affaires extérieures sans ma permission est coupable.

NAPOLÉON.

Voici la réponse de Champagny :

Madrid, le 9 octobre 1808.

Sire,

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de Votre Majesté le compte ci-joint que M. de Rayneval me rend de son voyage à Carlsruhe. Il est évident, surtout d'après les réponses qu'il a faites à mes questions, qu'il a été, à son insu, l'instrument d'une intrigue. Cette intrigue était ourdie par M. de Sternheim; mais il paraît, d'après ce que dit M. de Rayneval, que M. de Villaniès n'ignorait pas les vues de M. de Sternheim, quelles qu'elles fussent, et qu'il était son complice, mais non sa dupe. Ce M. de Villaniès, qui était attaché au service de Bade, est un

petit-neveu de M. de Sainte-Foix (1). Le troisième Français mêlé dans cette affaire, M. de Pont, ancien agent à Caracas, auteur d'un ouvrage sur le commerce des colonies, est celui qui vient d'être attaché au bureau des colonies. Il paraît que c'est sans aucune vue d'intrigue qu'il a été le coopérateur de M. de Rayneval. Tous ces trois sieurs sont à Paris.

M. de Rayneval, se confiant dans la droiture de ses intentions, est arrivé à Paris, content d'avoir fait un plan de constitution conforme aux vues de Votre Majesté et qui ne devait s'exécuter qu'avec votre consentement, content de l'espèce de réparation que lui avait faite le prince héréditaire en séparant sa cause de celle de M. de Villaniès, content des honnêtetés que lui avaient faites, après la scène du Cabinet, le baron d'Alberg et plusieurs seigneurs badois qui s'étaient félicités de retrouver une connaissance de quarante ans; enfin pensant qu'on n'avait rien à lui reprocher, parce que sa conscience ne lui reprochait rien.

J'ai beaucoup troublé son repos, en lui faisant sentir quelle inconvenance il y avait à lui, dans sa position, de prétendre réorganiser, sans l'aveu de Votre Majesté et même sans mission d'Elle, un État qui tient à la France par tant de liens. Je lui ai fait craindre le mécontentement de Votre Majesté. Il invoque son indulgence. Je me joins à lui et supplie Votre Majesté de vouloir bien excuser ce vieillard, ancien serviteur de l'État, qui aveuglé par la pureté de ses intentions sur l'inconvenance de ses démarches et aussi entraîné par le désir de bien faire, a toujours cru qu'il faisait œuvre qui serait agréable à Votre Majesté.

Je suis avec respect, Sire, de Votre Majesté le très fidèle et très dévoué serviteur et sujet.

CHAMPAGNY.

Madrid, le 12 septembre 1808.

Monsieur de Champagny, j'ai reçu votre lettre du 1<sup>er</sup>, relative aux affaires de Bade. Je suppose que, conformément aux ordres que j'ai donnés, vous avez fait arrêter les individus impliqués dans cette intrigue. Mon intention est qu'ils soient traduits devant une commission de Conseil d'État. Faites faire

(1) Ami de Talleyrand et agent secret aux Relations extérieures.

les démarches convenables pour que les Français ne soient pas chicanés pour les prises. Je ne puis pas prescrire les mesures de détail, je vous en charge.

### LETTRES A MARET

Les dernières lettres de la collection napoléonienne de Vienne sont datées de 1813. Napoléon, sur son déclin, doit faire face à des difficultés sans nombre.

Les trois lettres suivantes le montrent préoccupé de la réorganisation de l'armée saxonne, qui devait, à Leipzig, se retourner contre lui; — ensuite, des secours à accorder aux réfugiés espagnols compromis dans notre cause, et qui affluaient en France. Enfin, dans la troisième lettre datée du 30 septembre, il s'élève contre les propos alarmants du baron de Saint-Aignan, ministre de France à Weimar, et beau-frère de Caulaincourt, le même qui, fait prisonnier par les alliés quelques semaines après, fut chargé par Metternich de porter à Napoléon l'offre fallacieuse des bases de Francfort, qui laissaient à la France ses limites naturelles.

1813

Gœrlitz, 21 mai 1813.

Monsieur le duc de Bassano, écrivez au baron de Serra (1), pour qu'il voie le ministre saxon, afin de compléter d'abord le contingent du Roi, mais avant tout pour organiser le plus promptement possible l'artillerie du corps saxon. Il faut à ce corps trente-six bouches à feu, et dans ce moment il n'y en a que douze. Il faut un approvisionnement et demi attelé; et il n'y a qu'un demi-approvisionnement. Dans les trente-six bouches à feu, il faut une batterie de six pièces de douze. C'est un objet très important et cela peut se faire très promptement. On doit veiller à ce que, dans peu de jours, toute cette artillerie, personnel et matériel, parte de Torgau pour joindre le corps du général Reynier. Vous ferez aisément comprendre que ce manque d'artillerie expose les hommes à une plus forte perte. Il faut également compléter la cavalerie. Outre ce qui

(1) Ministre de France à Dresde.



en est revenu de Bohême, il y a plusieurs centaines de chevaux qu'on peut employer à l'armée.

Magdebourg, le 12 juillet 1813.

Monsieur le duc de Bassano, mon intention est que, sur l'extraordinaire de votre budget, un million soit mis à votre disposition pour donner des secours aux réfugiés espagnols. Il faudra nommer une commission pour la répartition de ces secours. Je désire qu'elle soit présidée par le comte Otto, qui verra avec l'ambassadeur d'Espagne comment cette commission doit être composée et quels sont les réfugiés auxquels il est le plus urgent de donner des secours.

N.

Dresde, le 30 septembre 1813.

Monsieur le duc de Bassano, faites connaître au baron de Saint-Aignan qu'il sonne mal à propos l'alarme sur tous mes derrières. La lettre du bailli elle-même montre que ce n'est qu'un parti peu important qui rôde de ce côté. Sa nouvelle de Thielemann est controuvée.

NAPOLÉON.

---

## L'EXPANSION ÉCONOMIQUE DU JAPON DANS LE MONDE

Connaissez-vous un pays où l'on ne parle pas de la crise et fort peu du chômage, où les usines et fabriques donnent toute leur puissance de production, où le commerce extérieur vient de prendre, en ces dernières années, un extraordinaire développement? Ce pays, c'est l'Empire du Soleil Levant et du Matin calme, le Japon.

Assurément ce grand Empire, dont nous nous proposons de montrer les puissantes manifestations économiques de ces dernières années, n'a plus qu'une lointaine ressemblance avec le pays chanté par Pierre Loti, ou orchestré par Puccini, sous son aspect idyllique, avec ses beaux paysages, ses cerisiers en fleurs, ses montagnes neigeuses ou bien encore ses magnifiques soieries, ses ivoires et ses jades, bref le pays de *Madame Chrysanthème* ou de *Madame Butterfly*. Tout au plus, reconnaît-on, dans le Japon d'aujourd'hui, une autre face de la grande nation militaire dont on a suivi, avec une admiration mêlée de quelque crainte, le développement sur terre et sur mer, révélé au cours de la guerre russo-japonaise, ou plus récemment lors de son intervention en Chine, pour y rétablir l'ordre à son profit en constituant un nouvel État de Mandchourie, le Mandchoukouo.

Mais ce qu'il nous reste encore à apprendre avec plus de précision, c'est le rôle qu'entend désormais jouer le Japon dans l'ordre économique, en se heurtant à l'Europe et aux États-Unis dans cette lutte des affaires, au cours de laquelle les grandes Puissances exportatrices se dressent plus ou moins les

unes contre les autres pour trouver, sur les marchés étrangers, des débouchés nouveaux aux produits de leur industrie. Ici nous devons, en toute justice, reconnaître le besoin d'expansion, hors de ses frontières, de ce peuple de 64 millions d'habitants, et nous admirons sa remarquable faculté d'assimilation dans tous les domaines, au point de vue armement, autant que dans l'ordre des progrès matériels.

S'il existe un impérialisme militaire au Japon, et les États-Unis pourraient bien en savoir un jour quelque chose, il y a aussi un impérialisme économique, et c'est celui-là, création du jour, dont nous montrerons les plus récentes conquêtes sur les grands marchés du monde.

#### L'EXPORTATION JAPONAISE

Voici comment s'affirme la puissance d'expansion du Japon, dans les chiffres de son commerce extérieur, chiffres vraiment impressionnants si on les rapproche de ceux qui marquent, en la même matière, la dépression européenne (1).

Pendant les trois premiers trimestres de 1933, les exportations se sont élevées à 1353 millions de yens, et les importations à 1423 millions de yens, en augmentation respectivement de 416 millions de yens et de 370 millions sur les chiffres correspondants de l'année précédente. L'excédent des importations sur les exportations est encore de 70 millions de yens en raison des importants achats de matières premières, coton, laine et soie, faits par le Japon, pour les transformer, au cours des mois suivants, en produits fabriqués. Dans les chiffres d'exportation, il faut noter au passage une augmentation de 44 millions de yens pour les tissus de soie naturelle, et de 96 millions pour les tissus de coton.

Parmi les pays les plus touchés par l'accroissement des exportations japonaises, il faut citer les États-Unis, avec une augmentation de 90 millions de yens et naturellement la Mandchourie avec 50 millions, les Indes néerlandaises 45 millions. Aux Indes anglaises, marché conquis par le Japon, le chiffre d'exportations s'élève à 154 millions, en augmentation de 47 millions; quant à la Chine, elle est envahie par les

(1) La valeur du yen, qui était jusqu'à 1931 d'environ 12 fr. 40, est tombée à 8 fr. 50 en 1932; elle est actuellement d'environ 5 francs.

produits japonais, à concurrence de 80 millions, plus 16 millions pour Hongkong, et 158 millions pour la province du Kouantung, placée nouvellement sous l'emprise du Japon.

Mais, plus encore que ces chiffres, sont inquiétants ceux de la pénétration du Japon vers l'Afrique, avec près de 100 millions de yens, soit le double de ce qu'ils étaient l'année précédente. Mentionnons également un essai bien réussi de pénétration vers l'Amérique du Sud, avec un chiffre de commerce extérieur de 32 millions pour les trois trimestres de 1933, contre 12 millions en 1932.

Enfin, c'est l'Europe, avec 120 millions de yens pour neuf mois, contre 87 millions pour la période antérieure. Sur ce montant, l'Angleterre reçoit 60 millions contre 41 millions, et la France 23 millions contre 16 millions dans les neuf mois précédents. Ces progrès ont, il est vrai, une certaine contrepartie, car l'exportation anglaise vers le Japon s'est élevée à 65 millions, et celle de la France à 17 millions, en augmentation l'une et l'autre d'environ 5 millions.

Entendez maintenant la voix de nos grandes industries textiles d'exportation. soie, laine et coton.

Concernant la soie, c'est la Chambre syndicale de la Fabrique lyonnaise qui fait connaître que le chiffre des métiers en service au Japon, soit 264 000 en 1932, est cinq fois supérieur à celui de Lyon, qui est de 40 000, avec cette autre supériorité d'une très forte proportion de métiers mécaniques.

Mais là où la maîtrise du Japon s'affirme mieux encore, c'est dans la production de la soie artificielle : 29 millions de kilos en 1932, avec une progression en 1933, qui fera du Japon le second producteur du monde, en face des puissants syndicats anglais, français ou américains qui contrôlent ce textile.

Pour la laine, le Japon se place au premier rang des acheteurs en Australie, avec 693 000 balles, dépassant l'Angleterre d'environ 50 000 balles, préface d'une politique d'exportation des tissus de laine, quand la consommation intérieure sera pleinement saturée.

Il faut entendre, pour le coton, les plaintes qui s'élèvent aussi bien en Angleterre pour les dominions qu'en France pour les colonies, concernant l'invasion en tous pays des

cottonnades japonaises. Le Syndicat cotonnier de l'Est expose qu'un tiers de la production est exporté chaque année et que toute réduction sensible aurait pour conséquence l'arrêt d'un certain nombre d'usines et la mise en chômage de plusieurs milliers d'ouvriers. La situation se trouve résumée dans les chiffres suivants, qui sont d'un relief saisissant et inquiétant :

Depuis 1928, les exportations de tissus de coton à l'étranger ont déchu de 73,5 pour 100 pour la France et de 43,2 pour 100 pour l'Angleterre, malgré la dévaluation de la livre sterling. Or, pendant le même laps de temps, l'exportation de tissus de coton japonais a augmenté de 43,3 pour 100, atteignant le niveau de l'exportation anglaise dans l'Inde et en Égypte. Aussi, dans une séance du Parlement anglais de novembre dernier, un membre de la Chambre des communes a-t-il pu dire que le Japon exportait déjà dans les colonies anglaises plus de tissus de coton que l'Angleterre elle-même. Sir H. Samuel, député du Lancashire, a fait connaître qu'actuellement, à peu près 40 pour 100 des ouvriers de cette région étaient inemployés par suite notamment d'une réduction de 3/7<sup>es</sup> dans l'exportation de la toile de coton.

La réponse a été donnée par le président du Board of Trade, M. Runciman, dont la déclaration résume bien la gravité de la situation des grandes industries textiles, en face de la concurrence japonaise : « Il se pourrait que l'inondation des marchés du monde par des articles japonais à bon marché rendit nécessaire une action commune des nations occidentales contre la menace économique du Japon. »

#### LA POSITION ÉCONOMIQUE DU JAPON

La physionomie générale du commerce extérieur du Japon étant ainsi présentée, il nous faut maintenant sortir des froides statistiques pour montrer comment se décompose cette marche en avant du Japon, quelles sont ses causes profondes, la raison du succès et surtout les effets de cette redoutable concurrence pour les autres pays exportateurs. Ici, nous entrons dans l'objet même de cette étude, qui est non pas de critiquer, mais d'exposer objectivement, par des exemples, la place que tend à prendre le Japon sur le marché mondial.

Tout d'abord, un peu de géographie, car il faut bien se

rendre compte que la politique actuelle du Japon s'appuie sur des raisons profondes de droit à l'existence, de concurrence vitale qui expliquent, et même, dans une certaine mesure, justifient cet impérialisme économique.

Sur un territoire de 380 000 kilomètres carrés, c'est-à-dire environ un tiers de moins que celui de la France, qui est de 530 000 kilomètres carrés, le Japon doit entretenir, d'après le dernier recensement, 64 millions d'habitants, et même 83 millions, si nous comprenons son périmètre naturel d'expansion, Formose et la Corée. Ces chiffres prennent toute leur valeur quand on en tire celui de la densité de cette population, qui est approximativement de 970 habitants par kilomètre carré, alors qu'en Europe, le pays le plus peuplé est la Belgique, avec une densité de 394, l'Angleterre n'ayant que 220 et la France 110 habitants.

Mais ce qu'il y a de plus inquiétant, ce n'est pas tant le chiffre actuel de la population que le redoutable facteur d'accroissement. La population du Japon a triplé en un demi-siècle. Après s'être augmentée de 8 millions dans les dix dernières années, c'est aujourd'hui de 900 000 par an qu'elle s'accroît automatiquement. En face d'une pareille accélération, nous sommes donc en droit de nous demander encore une fois, par comparaison avec nos misérables statistiques européennes : de quoi demain sera-t-il fait ?

Tout le problème japonais, sous quelque aspect qu'il se présente, problème militaire ou économique, ne peut se comprendre sans qu'on évoque le péril de ce flot montant de population qui menace de submerger le pays et de déborder les nations voisines, déjà surpeuplées pour leur propre compte, quand il s'agit de la Chine.

Quelles sont les premières manifestations de cette expansion économique à laquelle nous limitons notre sujet ? Nous les exposerons sans esprit critique puisqu'il s'agit, en somme, de constater les effets d'une situation démographique, avec ses répercussions sociales inéluctables. Mais, aujourd'hui, connaître, à l'aide de faits précis, le danger pour notre économie européenne, c'est tout de même appeler en retour les mesures légitimes de résistance contre cette expansion japonaise, avant qu'elle ne devienne une invasion.

## LES DÉBUTS DE LA CONCURRENCE JAPONAISE

Après un stade de préparation industrielle, au cours duquel le Japon a cherché d'abord à s'affranchir autant que possible de l'importation étrangère, voici que, dépassant ce premier but, son industrie commence à envahir les marchés étrangers, avec des prix de vente, suivant une banale expression, défiant toute concurrence. Jusqu'à présent, c'est une marche en ordre dispersé, comme produits ou comme pays, une brusque infiltration là où l'on peut passer sans se heurter à des tarifs prohibitifs, mais menace sérieuse pour les autres États exportateurs qui, devant l'avalissement des prix, cherchent quels pourraient bien être leurs moyens de défense.

Sur les premiers effets de cette concurrence japonaise, on peut recueillir, en un grand nombre de pays, et pour les produits les plus divers, de nombreux exemples. Voici, parmi ceux qui sont de nature à frapper l'opinion, quelques faits impressionnants, cités dans des comptes rendus de syndicats professionnels, dans les journaux techniques, et enfin dans les discussions publiques au Parlement d'Angleterre.

Sous l'autorité de M. de Tarlé, secrétaire de la Chambre de commerce de Lyon, qui suit avec un intérêt tout particulier les répercussions de cette concurrence japonaise sur les industries textiles, nous apprenons que, pour les tissus de qualité courante, aucun pays ne peut plus tenir contre le Japon. Par exemple, l'Afrique occidentale française voit arriver des cotonnades à 0 fr. 78 le mètre, alors que le prix français ne peut s'établir au-dessous de 2 fr. 15. D'une manière générale, les prix japonais semblent inférieurs aux nôtres de 150 pour 100, qu'il s'agisse de tissus blanchis, teints ou imprimés. Ce qui fait qu'en 1932 le Japon a vendu au Sénégal 200 000 kilos de tissus de coton, et, depuis, cette invasion s'accroît, malgré un relèvement des droits de douane l'an dernier.

A Madagascar, la situation est analogue pour les tissus de soie artificielle. Les tissus japonais sont vendus en gros à un prix qui varie de 1 fr. 50 à 2 fr. 50 le mètre. Ils peuvent donc être offerts à la clientèle à des prix qui sont à peine les prix de revient du tissu écru à Lyon.

Aussi bien dans l'Afrique occidentale qu'à Madagascar,

nous ne pourrions nous défendre qu'en relevant le tarif douanier. Nous en avons le droit, puisque ce sont des colonies françaises et non pas des pays de Protectorat, comme le Maroc et la Tunisie. En revanche, l'Indochine doit tenir compte de ses exportations au Japon, notre colonie trouvant là son principal débouché pour le charbon ou le riz, et de ce fait il importe de se montrer réservé dans les réactions.

Le même son de cloche, venu d'Italie, nous est donné sous une autre forme par M. Gavazzi, dans le *Bolletino della Laniera* de mai 1933, qui signale les conquêtes faites par le Japon, au détriment de l'Italie, dans le bassin de la Méditerranée. Nous y trouvons une communication reçue d'Alexandrie, d'où il ressort qu'en Égypte les industries japonaises les plus disparates ont fait des offres de leurs produits sur ce marché. Ainsi, l'acheteur en gros a pu acquérir des postes radiophoniques de quatre lampes à 120 liras, franco Kobé ; des bicyclettes d'enfants, franco douane Le Caire, à 39 liras ; des souliers de tennis avec semelles caoutchouc à 2 liras 30 la paire ; des chaussettes de coton à 8 liras 30 la douzaine ; des chemises en popeline de coton avec deux cols à 47 liras la douzaine, etc. Enfin, comme prix record, ce sont les montres vendues à 36 liras le kilo !

Les mêmes constatations peuvent être faites au Maroc, pour les mêmes produits, et là, c'est non plus l'industrie italienne, mais bien l'industrie française d'exportation qui se trouve en échec, notamment pour les tissus.

En Syrie, chose encore plus étonnante, on voit apparaître la bière japonaise, à des prix inférieurs à toute autre boisson. La bicyclette a fait aussi son apparition au prix de 160 francs, dernier modèle perfectionné, avec trois pneumatiques.

En Hollande, l'exemple le plus typique est aussi celui qui est fourni par les bicyclettes japonaises, vendues 3 florins, soit 50 francs, prix inférieur à celui que donne le Mont de piété, sous la forme d'avance, ce qui laisse un bénéfice très appréciable sur l'opération. Les lampes électriques japonaises sont vendues 0 fr. 25 et les chambres à air pour bicyclettes 0 fr. 50.

Signalons enfin que des automobiles venues du Japon, dont les prix ne dépasseraient pas cinquante livres sterling, seraient prochainement débarquées dans divers ports européens. Puis, pour terminer cette curieuse nomenclature, ajoutons que le



Japon a vendu aux Indes, en 1932, 6 millions de paires de chaussures à semelles en caoutchouc, au-dessous de 5 francs et que le whisky japonais commence à faire son apparition en Angleterre.

Nous donnons ci-après le résultat d'une enquête faite à Londres par un reporter du *Morning Post*, le 1<sup>er</sup> décembre 1933, sur les conditions dans lesquelles sont vendus en Angleterre des produits de première nécessité, fabriqués au Japon, à des prix plus vrais que vraisemblables, c'est-à-dire 100 pour 100, ou plus, au-dessous des prix des produits équivalents et les meilleur marché fabriqués en Angleterre.

Au cours de la recherche de ces « occasions », le représentant du *Morning Post* a acheté les articles suivants :

13 paires de chaussettes d'homme ; 1 pull-over d'homme ; 2 paires de vêtements de dessous pour homme ; 12 cache-nez de couleur claire et apparemment en laine, tous articles japonais pour un prix total de 11 sh., soit environ 47 francs !

#### LES PRIX DE REVIENT JAPONAIS

Après avoir constaté, sous toutes les latitudes, les diverses formes de la concurrence japonaise, il nous faut remonter maintenant du phénomène jusqu'à ses causes et, sur ce point, tous les avis sont unanimes pour reconnaître que le succès du Japon tient au bas prix du salaire, principal élément du prix de revient. Tout se ramène donc à l'analyse de ce fait social dans lequel le salaire de l'ouvrier, ses conditions d'existence et la durée de son travail sont les plus importants éléments d'appréciation. Sur cette question primordiale, le « Bureau international du travail » vient de publier une monographie dont la « Société d'études et d'informations économiques » nous donne un résumé très suggestif. Il faut remarquer d'abord qu'au Japon, la limitation légale de la durée du travail dans les fabriques ne s'applique qu'aux femmes et aux jeunes gens de moins de seize ans, mesure purement locale, ne se référant à aucune réglementation internationale.

Quant à la durée du travail effectif, il est assez difficile de l'établir en raison de la discordance des statistiques. Celles-ci permettent toutefois de constater que la durée moyenne du travail par ouvrier dépasse légèrement 10 heures par jour dans

le textile, et qu'elle oscille entre 9 et 10 heures dans un certain nombre d'autres industries, telles que la métallurgie, le charbon, la construction, le gaz, l'électricité, etc...

Non seulement la durée journalière du travail est relativement élevée, mais encore le nombre des jours ouvrables est plus grand qu'en Europe. Il n'y a pas de législation sur le repos hebdomadaire. La loi sur les fabriques prescrit seulement que les femmes et les jeunes gens de moins de seize ans doivent bénéficier d'au moins deux jours de repos par mois. Un certain nombre cependant, notamment dans les filatures de coton, ont le repos hebdomadaire.

Nous arrivons maintenant à la question des salaires, pour laquelle, en l'absence de législation sociale sur la durée du travail ou la réglementation des tarifs, il est bien difficile de réunir des données précises.

Le système des salaires le plus répandu est le salaire journalier, qui comporte le plus souvent, en même temps, un mécanisme de rémunération à la tâche, le salaire d'un ouvrier augmentant dans la mesure où sa production dépasse la quantité journalière assignée à chaque ouvrier. Les salaires à la semaine sont rares, de même que les salaires au mois. Dans les petites entreprises de textile, où la main-d'œuvre est surtout composée de jeunes filles, existent quelquefois des contrats de longue durée, deux, trois ans et plus, conclus entre l'employeur et les parents de l'ouvrière, qui touchent une partie du salaire fixé à l'avance à l'époque de l'engagement.

Les salaires aux pièces sont très en faveur, ainsi que tous les systèmes de paiement fondés sur la production. On observe également au Japon le système à la tâche, les contrats étant individuels ou collectifs, selon qu'un ouvrier ou un groupe d'ouvriers s'engagent à assurer une certaine production contre un certain salaire.

Enfin, il est à noter que, dans bien des cas, le salaire peut aussi, pour partie, se payer en nature, sous forme de logement (dortoirs ou habitations ouvrières), éclairage, combustible, riz et autres produits alimentaires, vêtements, etc. Le tableau suivant donne, pour les industries textiles, intéressant particulièrement l'exportation, les salaires journaliers moyens en 1934, auxquels ne s'ajoute, pour l'employeur et l'employé, aucune charge sociale.

| Industries.                 | Hommes.               | Femmes. | Moyennes. |
|-----------------------------|-----------------------|---------|-----------|
|                             | (En yens à 5 francs.) |         |           |
| Filatures de soie . . . . . | 0 79                  | 0 49    | 0 52      |
| — coton . . . . .           | 1 45                  | 0 79    | 0 91      |
| Tissages de coton . . . . . | 1 26                  | 0 70    | 0 83      |
| — soie . . . . .            | 1 28                  | 0 70    | 0 72      |
| — laine . . . . .           | 2 04                  | 1 02    | 1 27      |
| — moyenne . . . . .         | 1 51                  | 0 71    | 0 87      |

Ce tableau permet de constater le niveau particulièrement bas des salaires au Japon, si du moins les chiffres n'ont pas subi de variation en 1932 et 1933. On remarquera que les femmes constituent environ la moitié de la main-d'œuvre japonaise.

Cette dernière information est de toute importance, quand il s'agit d'apprécier les conditions du travail dans l'industrie textile japonaise, où prédomine la main-d'œuvre féminine. Le recrutement s'opère non seulement dans l'Empire japonais, mais jusqu'en Mandchourie, où certains reportages nous apprennent qu'on va chercher dans les villages jusqu'à des moins de seize ans, pour les transporter dans des centres japonais, afin de les former au travail industriel. Ce sont de véritables patronages qui les recueillent pour leur apprendre le métier, tout en prenant soin de leur logement, leur nourriture et leur amusement, et tout cela avec un salaire minime.

Il est assez curieux de constater, comme conclusion sur ce sujet, les merveilleux effets de cette pléthore de main-d'œuvre, entraînant comme conséquence l'avilissement du salaire. A la différence des États-Unis, qui avaient établi leur prospérité industrielle sur la théorie, ou plus exactement sur la pratique des hauts salaires, le Japon a fondé sa réussite sur un abaissement de ses prix de revient, dans lesquels celui de la main-d'œuvre offre le maximum de compression.

D'aucuns pourront dire que nous ne regardons pas le problème sous toutes ses faces, car il y a lieu de craindre le chômage, connu dans tous les pays surindustrialisés, et le chômage, c'est la crise sociale qui se prépare.

Le nombre des chômeurs connu était, au commencement de 1932, d'environ 475 000, et on conviendra que ce chiffre, même augmenté du nombre des paysans émigrés dans les villes, des ouvriers réfugiés dans la campagne et des intellectuels ou

commerçants sans emploi, tout cela, comparé au nombre de chômeurs aux États-Unis ou en Angleterre, ne constitue pas encore un virus de crise sociale.

En revanche, il est un autre procédé empirique utilisé au Japon, pour jouer à son tour un rôle dans la crise économique : la dépréciation monétaire. Le yen, qui valait, jusqu'en 1931, à la parité or, 24 deniers  $5/8$ , soit 12 fr. 40, a suivi, depuis lors, la livre sterling dans ses vicissitudes, lorsque le Japon a suspendu le *Gold standard*, en décembre 1931. Actuellement, le yen ne vaut plus que 14 deniers  $1/2$ , soit environ 5 francs, c'est-à-dire moins de la moitié de son ancienne valeur or. Si, comme l'indiquent les indices de cherté de vie, les prix intérieurs japonais sont demeurés dans l'ensemble sans grand changement, on comprend ce que cette dépréciation du yen représente comme prime à l'exportation.

Il convient cependant d'observer que cette chute profonde du yen n'est pas un fait isolé par rapport au cours de certaines autres monnaies, telles la livre, ou le dollar... Le Japon ne peut donc se prévaloir de sa dévaluation monétaire pour se constituer un avantage à l'égard des industries d'autres pays, travaillant aujourd'hui avec des monnaies dépréciées.

Faut-il aussi faire intervenir, après le bas prix des fûts, le facteur *dumping*, le mal qui répand la terreur sur tous les marchés d'exportation ? Contre cette conception de concurrence peu loyale, les représentants de la grande industrie japonaise s'élèvent violemment. D'après leurs affirmations, les prix intérieurs ne sont jamais au-dessus des prix d'exportation, et on en tire au contraire un argument en faveur des bas salaires correspondant à des indices de vie moins élevés qu'en tout autre pays.

Contre cette intervention du dumping, nous avons l'affirmation quelque peu intéressée de M. Okada, représentant de l'industrie cotonnière japonaise au Comité international cotonnier, réuni à Mulhouse en octobre dernier. Pour M. Okada, des considérations d'ordre moral empêcheraient ses compatriotes de vendre plus cher à leurs nationaux qu'à l'extérieur, et, cela dit, il dirige l'attention sur les conditions d'existence des ouvriers japonais.

« Il est exact, dit-il, que l'alimentation d'un ouvrier japonais est beaucoup moins coûteuse que celle d'un ouvrier euro-

péen. Mais l'alimentation en riz, en poisson et en thé de cet ouvrier correspond exactement à ses besoins et, en fait, les travailleurs japonais ont une vie au moins aussi heureuse que celle des travailleurs européens. Ils profitent d'ailleurs du bas niveau du coût de la vie dans tout le pays. Le thé est meilleur marché au Japon qu'ailleurs, le tabac aussi (dix excellentes cigarettes pour 0 fr. 35) et il en est de même des cinémas et des théâtres. Par ailleurs, les patrons japonais sont pénétrés de leur responsabilité morale vis-à-vis de leur main d'œuvre et le salaire de leurs ouvriers se trouve pratiquement doublé par les divers avantages que leur assure chaque entreprise (logement, nourriture à bon marché, distractions, hygiène, éducation, soins médicaux, organisations sportives...). »

Sur ce même sujet, nous recueillons un autre renseignement, tiré des *Informations sociales* du Bureau international du travail, suivant lequel les dépenses des ouvriers et employés au Japon restent inférieures à leurs gains, si faibles soient-ils, puisqu'ils arrivent à placer de l'argent : la moyenne de l'épargne mensuelle d'une famille serait de dix yens environ, sans compter les primes d'assurance de toute espèce.

Le fait, confirmé par les déclarations de M. Okada, et qui explique, particulièrement pour les industries textiles, la compression excessive des prix de revient, c'est qu'en général la main-d'œuvre se recrute dans la population agricole du pays. Au lieu d'engager, comme l'industrie européenne, des chefs de famille dont les nécessités en matière de salaires ne peuvent être qu'assez élevées, elle emploie, à concurrence de 80 pour 100 environ de son personnel, des jeunes filles de quatorze à vingt-deux ans, qui viennent se constituer à l'usine un petit pécule en vue de leur mariage ultérieur.

#### COMMENT ORGANISER LA DÉFENSE ?

Il doit être bien compris que, dans cette étude, nous n'entendons nullement jeter un cri d'alarme sur l'invasion de la France par les produits japonais, au rythme où cette concurrence s'exerce dans certains pays étrangers. La France est, en général, suffisamment garantie par toute une politique de protection, de contingentement, et par des mesures douanières qui ne laissent filtrer les produits venant de l'extérieur que

dans la proportion qu'exige une juste réciprocité. Mais là où est le drame économique, c'est sur le marché mondial, vers lequel nous devons, nous aussi, diriger nos produits d'exportation, condition essentielle pour l'équilibre de notre production.

Or, la concurrence japonaise est le grand fait nouveau dans ce domaine du commerce extérieur, dont il faut désormais tenir compte en organisant, dans toute la mesure possible, nos moyens de légitime défense. Évidemment, nous ne verrons pas en France de bicyclette à 50 francs, de chandails pure laine à 10 francs, de mouchoirs à deux sous, ou de montres à 50 francs le kilo, mais nous retrouverons tous ces articles à ce prix dans nos propres colonies, l'Indochine ou Madagascar, c'est-à-dire partout où le Japon peut s'infiltrer sans rencontrer sur sa route des barrières insurmontables, et il y en a très peu de ce genre qui pourraient s'opposer au bas prix de revient japonais, si tant est qu'on ne mette pas sur la chose le mot de *dumping*.

Ce point de vue nous est confirmé par la Fédération de la bonneterie française, dont le président déclare que si la concurrence japonaise a pu être jugulée dans la métropole, en revanche, là où l'exportation française de bas et chaussettes peut être concurrencée, c'est-à-dire dans nos colonies non assimilées, ou dans les pays sous mandat, nous nous trouvons supplantés et obligés d'abandonner les marchés.

Ce qui fait la force du Japon, il faut bien le dire, c'est, non moins que ses méthodes particulières pour telle ou telle industrie, la politique d'État qu'il applique en matière économique, et dans laquelle on a pu voir une forme d'impérialisme. Cette pratique a été fort bien définie par M. Andréadès qui, à son retour de la session de l'Institut statistique, tenue à Tokio, a donné, dans la *Revue*, le 1<sup>er</sup> décembre 1931, un article sur le Japon nouveau, se résumant ainsi :

« On sait que le Japonais subordonne tout à l'idée de la patrie. Il convient d'ajouter que ce sentiment a joué un rôle aussi important dans le domaine économique que sur les champs de bataille. Dès qu'une entreprise d'un intérêt national se forme, que ce soit une compagnie de navigation, une banque ou une société industrielle, tous, depuis l'Empereur jusqu'au plus humble ouvrier, s'emploient à son succès ; Gouvernement

et capitalistes s'appliquent à lui faciliter la tâche. Aussi a-t-on pu dire que la nation japonaise forme un immense trust. »

Là est évidemment le secret de la puissance industrielle du Japon, fondée non pas sur un étatisme servi par une armée de fonctionnaires, mais par une coordination des énergies productrices, avec l'appui de l'État, pour marcher vers un but, la conquête des marchés étrangers, grâce à la compression des prix de revient à tous les stades de la production.

Cette compression est d'autant plus facile à réaliser que l'organisation des usines est, en fait, de date récente, comportant par conséquent les derniers perfectionnements. La plupart des industries n'ont donc pas à supporter le poids des amortissements d'un capital ancien, représenté par un outillage démodé, dont les progrès modernes rendent nécessaire la transformation à l'aide d'un capital nouveau.

De cette concentration de la production de l'industrie textile nous trouvons une confirmation dans les documents fournis par le Syndicat cotonnier de l'Est. C'est ainsi que sur 8200 000 broches que représente la Filature de coton japonais, 8100 000 broches sont contrôlées par l'Association des filateurs de coton. On peut faire les mêmes constatations pour d'autres grandes industries, telles que la laine où les plus importantes usines sont groupées, pour leurs achats, sous la direction de la *Wool Industry Society*.

Quant aux bénéfices réalisés sous le signe de cette politique de centralisation, ils sont assez difficiles à apprécier, car la tendance des grands trusts, consistant à ne pas se couvrir de leurs achats de matières premières par des opérations à terme, n'est pas exempte d'aléas. L'Office de statistique japonais nous donne cependant comme renseignement que quatre-vingt-seize entreprises textiles, dont le capital représente 950 millions de yens, ont réalisé, pour le premier trimestre de 1933, un bénéfice de 14 pour 100, permettant de répartir environ 8 1/2 pour 100.

Ainsi, grâce à la création de cartels ou d'organisations centrales dans les principales branches de l'exportation, l'industrie du Japon marche en avant, avec une cohésion, une unité de plan, que le Gouvernement encourage et dirige vers un but commun de bénéfice et de suprématie. Dans ce plan entre également l'installation d'entrepôts commerciaux, c'est-à-dire de bureaux de vente et d'expositions permanentes pour les



produits japonais dans les pays comme l'Afrique ou l'Amérique du Sud, où il s'agit de réaliser une politique de pénétration.

Rappelons également que, pour ouvrir la voie à son commerce d'exportation et le défendre contre des taxes exclusives, le Japon possède, comme arme excellente, sa puissance d'importation. Les statistiques nous montrent, pour les neuf premiers mois de 1933, un excédent d'importations de 70 millions de yens et de 116 millions pour la même période de 1932. Un pays qui achète plus qu'il ne vend doit donc, dans une juste mesure, être tenu en considération, comme un client sérieux, par les pays vendeurs qui n'ont pas intérêt à le voir privé de la monnaie d'échange qu'il tire de ses moyens d'exportation.

Après cet exposé, auquel nous nous sommes efforcé de donner avant tout un caractère objectif, il ne nous appartient pas d'en tirer d'autres conclusions que celles qui se trouvent dans les rapports des grandes organisations syndicales corporatives, dont nous avons utilisé la documentation. Rappelons cependant que les interventions gouvernementales sont des questions d'ordre politique qu'il faut voir dans leur ensemble, avec leurs répercussions possibles en d'autres domaines, surtout lorsqu'il s'agit d'un pays comme le Japon, qui n'est pas moins importateur qu'exportateur, sans qu'on puisse même, à ce point de vue, le ranger parmi les débiteurs discutés.

Contre l'abondance de la main-d'œuvre du Japon, et sa basse rémunération, en fonction même de ses conditions d'existence, il ne semble pas qu'à longue distance l'action du Bureau international du travail puisse être efficace pour régler cette main-d'œuvre, en partie féminine, du Japon.

Notre conclusion est donc tout à la fois optimiste et pessimiste, à la manière de celle de M. André Siegfried, dans sa récente conférence sur la crise européenne. Il en est du Japon comme des États-Unis, deux pays en face desquels l'Europe risque de perdre son ancienne supériorité pour les productions de séries du type commun. Mais la force que l'Europe peut opposer au Japon, c'est la technique, qui ne donne chez nous aucun signe de décadence, et s'allie étroitement à l'esprit d'individualisme et au génie créateur des vieilles civilisations.

MAURICE LEWANDOWSKI.



---

## AUX GÉNÉRAUX BORGNI-DESBORDES ET ARCHINARD

*Le 25 et le 26 décembre derniers, à Bamako et Ségou-Sikoro sur le Niger, ont été inaugurées les statues des généraux Borgnis-Desbordes et Archinard, qui furent les premiers pionniers de notre Empire noir de l'Afrique occidentale et formèrent les premiers bataillons de ces braves tirailleurs sénégalais qui se battirent si bien pendant la grande guerre. Le général Gouraud qui a fait ses premières campagnes au Soudan a pris la parole au nom du ministre de la Guerre. Nous sommes heureux de donner à nos lecteurs les deux discours qu'il a prononcés.*

### GÉNÉRAL BORGNI-DESBORDES

Bamako, le 25 décembre 1933.

Si l'on avait posé au général Borgnis-Desbordes la question : « Où souhaitez-vous que soit érigée votre statue ? » nul doute qu'il se fût dérobé par modestie à cette proposition, mais nul doute aussi que, s'il eût dû choisir, il eût souhaité cette ville de Bamako, où, le 1<sup>er</sup> février 1883, il plantait à jamais le drapeau français.

Il y avait des siècles que des navigateurs dieppois avaient abordé la côte du Sénégal, et ce n'est guère qu'à la fin du xvi<sup>e</sup> que nous trouvons le premier gouverneur digne de ce nom : André Brûe. Avec André Brûe et Pierre David, puis Lauzun et Boufflers, le Sénégal commence à faire figure. Mais avec les troubles de la Révolution et les guerres de l'Empire,

la détresse est profonde dans nos colonies. La rénovation ne commence qu'à partir des années 1840, avec les marins Bouet-Willamez et Protet.

Enfin, le premier des grands gouverneurs, le général Faidherbe, — entre 1854 et 1865, — fait du Sénégal une colonie vivante, qui va devenir avec ses ressources la base sur laquelle la France, en quarante années, construira son immense Empire noir. Faidherbe, esprit supérieur, en a la vision et, dès cette époque, il divise sa tâche en quatre parties : action contre les Maures, sur les rives du Sénégal, pacification du Cayor et des régions côtières, action sur le Haut-Sénégal et vers le Niger.

Il ne se dissimule pas que ce programme entraînera la lutte contre El Hadj Omar, un des grands chefs noirs dévastateurs que nous allons trouver devant nous. Dès 1837, il a eu à le combattre, lors de la fameuse défense de Médine par Paul Holl ; et le lieutenant de vaisseau Mage, dans sa mission de 1865, est resté vingt-sept mois prisonnier d'Ahmadou, fils d'El Hadj Omar.

En 1876, le gouverneur Brière de l'Isle reprend le plan de Faidherbe. D'après ses ordres, le capitaine Gallieni fonde sur le Haut-Sénégal le poste de Bafoulabé et reconnaît le futur chemin de fer du Sénégal au Niger, dont les Chambres viennent de décider la construction. Mais Gallieni, en traversant le pays Bambara, est attaqué, perd tous ses bagages et, tout comme Mage, il reste prisonnier d'Ahmadou.

C'est le moment où arrive au Soudan le lieutenant-colonel Borgnis-Desbordes, de l'artillerie de marine.

Il a pour première mission d'aller installer un poste à Kita, à mi-chemin du Sénégal et du Niger. La mise en route de sa petite colonne est pénible, les crédits ont été tardivement votés et les troupes et les ravitaillements montant de Saint-Louis se sont heurtés à la baisse des eaux. Il a fallu les transborder sur des chalands, les haler lentement le long des berges embroussaillées.

La petite colonne (dix-huit officiers, deux officiers indigènes, cent trente-huit hommes de troupe français, deux cent soixante-six tirailleurs) s'écoule le long du Sénégal, à travers un pays accidenté, coupé de marigots profonds. Pas de route : une piste qui serpente indéfiniment. Il faut passer le

Bafing, une des branches du Sénégal, sur trois petites pirogues. Les soldats français sont jeunes, inexpérimentés : leur nombre a déjà été réduit par une violente épidémie de fièvre typhoïde et les premières atteintes du paludisme se manifestent.

Enfin, le 7 février, on arrive à Kita. Le capitaine Archinard commence immédiatement les travaux. Mais, à peu de distance, s'élève un village hostile et pillard, qui a donné asile à des agresseurs de la mission Gallieni. Il est impossible de laisser Kita sous sa menace. Le 11 février, le colonel, après avoir fait brèche dans le mur d'enceinte, enlève Goubanko d'assaut. Le commandant d'infanterie de marine Voyron et le capitaine d'artillerie de marine Archinard se sont distingués dans le combat.

La prise de Goubanko, première manifestation de force des Français au delà du Sénégal, décide immédiatement le sultan Ahmadou à remettre en liberté le capitaine Gallieni et ses compagnons.

En 1881-1882, c'est encore la maladie qui rend difficile le départ de la nouvelle campagne de Borgnis-Desbordes : la fièvre jaune sévit à Saint-Louis. Il est impossible d'envoyer du monde de France. Le colonel devra donc se contenter des maigres effectifs de l'année précédente, diminués par la maladie et les rapatriements. Aussi ses instructions sont-elles limitées au ravitaillement des postes de Bafoulabé et de Kita. Mais, comme il arrive si souvent aux colonies, les événements vont en décider autrement.

A deux cents kilomètres au sud de Kita, sur la rive droite du Niger, Kéniéra, un grand marché faisant l'échange de l'or et des esclaves du sud contre les étoffes et les chevaux du nord, est assiégée par Samory. Il n'apparaît pas possible de le laisser s'installer sur le Haut-Niger et de lui abandonner des populations, qui commencent à se tourner vers nous pour échapper à sa sanguinaire autorité. Borgnis-Desbordes n'hésite pas : avec les maigres effectifs du Sénégal, il réunit une faible colonne de trois cent quarante-neuf combattants, constituée par son petit état-major, les artilleurs d'une batterie de montagne, les ouvriers d'artillerie d'Archinard, quelques soldats d'infanterie de marine et des disciplinaires, quelques spahis et tirailleurs. Après avoir passé audacieusement le Niger, le colonel continue sa marche en hâte, car il sait que les défen-

seurs de Kéniéra sont réduits par la famine à toute extrémité. Mais, un soir, on fait un prisonnier, qui déclare que Kéniéra s'est rendue depuis trois jours, que la ville brûle, que des exécutions en masse ont eu lieu partout, et que le partage du butin s'achève. Il faut du moins châtier les bandits de Samory. La colonne continue de marcher à l'ennemi. Son petit nombre n'échappe pas à Samory, qui se réjouit à l'idée de la détruire. Il déclare à ses gens que les Blancs serviront de jouets à ses femmes; pour lui-même, il tient surtout à avoir la tête du colonel.

La colonne est trop faible pour former un carré. Elle s'avance sur deux lignes. Son feu ajusté et ses petits canons de montagne jettent bientôt le désordre et la terreur dans les bandes de Samory qui s'enfuient. Les quatre camps de l'Almamy sont successivement canonnés. Mais quand on entre dans la ville, on voit partout des cadavres et des têtes coupées qui pourrissent sur le sol; sur des bûchers s'amoncellent des cendres et des ossements noircis. Les puits sont comblés de cadavres, des blessés râlent, dans la poussière, des êtres de tout âge, nus et décharnés, tendent les bras vers nos soldats.

Ceux qui ont parfois critiqué notre action au Soudan, comme aussi bien dans d'autres colonies, ne se doutent pas de la cruauté des guerres intestines de ces pays, avant que n'y régnât la paix française.

Et Borgnis-Desbordes revient une troisième fois, cette fois pour atteindre le Niger.

Sa colonne est un peu plus forte. Elle comprend vingt-neuf officiers, deux cent soixante-seize hommes de troupe français et deux cent trente-sept indigènes. A l'état-major comptent le capitaine E. Bonnier, qui devait un jour succéder au colonel Archinard et tomber sur le champ de bataille de Tacoubao, et son frère le lieutenant Gaétan Bonnier, chargé de la mission topographique, que nous avions espéré voir ici.

Il faut encore laisser plus de cent cinquante malades à Kayes et d'autres à Bafoulabé et à Badoumbé. Il semble bien que le Soudan de ces premières années ait été particulièrement malsain, ou peut-être ne connaissait-on pas suffisamment les précautions sanitaires à prendre. Peut-être méprisait-on encore la quinine, cet antidote divin de la fièvre. Qui de nous n'a vu sur les pistes du vieux Soudan des croix isolées portant

des noms français? C'était une vie rude, sévère, dangereuse que celle de ces colonnes. Mais combien puissant l'attrait de l'imprévu, de l'inconnu, du danger, le sentiment de prendre part à une grande œuvre française!

La colonne, en se dirigeant de Kita sur Bamako, va traverser la région où, trois ans auparavant, la mission Gallieni a été attaquée et pillée. On raconte que les quatre espingoles prises à la mission se trouvent dans un village fortifié, Daba, dont les sentiments restent nettement hostiles. Un exemple est nécessaire, si nous voulons avoir la sécurité sur notre ligne de communications.

Le colonel se décide à enlever Daba. Dans l'assaut se fait remarquer le capitaine Combes, qui devait quelques années plus tard conduire une des colonnes contre Samory.

Le passage est libre. Le 1<sup>er</sup> février, vers sept heures du matin, la colonne voit briller à l'horizon les eaux du Niger, et dès le lendemain le capitaine Archinard entreprend la construction du poste. Les travaux sont activement poussés; mais là encore la maladie s'abat sur la troupe fatiguée par le soleil et les longues marches.

A la fin de mars, il reste à peine cent cinquante Français et deux cents tirailleurs capables de combattre. Et cependant l'orage s'amoncelle: un frère de Samory est venu camper avec une forte bande sur les bords de l'Oéyako, à quelques kilomètres de Bamako. Le chef des Toucouleurs de Nioro envoie une lettre injurieuse au colonel. Le sultan Ahmadou ferme le Niger aux échanges entre Bamako et Ségou. La situation est grave; aucun secours n'est possible; le salut ne peut venir que d'une décision vigoureuse.

Le 2 avril, Borgnis-Desbordes se porte avec ses deux cent quarante-deux combattants contre les deux à trois mille hommes que comptent les bandes de Samory. Le combat est vif et dur. A un moment, les deux ailes de la petite troupe sont débordées; les soldats épuisés par la chaleur n'arrivent plus à mettre leurs fusils en joue; le vétérinaire qui remplace l'unique médecin resté malade à Bamako ne suffit plus à panser les blessés. Le lieutenant Quiquandon, que je suis heureux de saluer ici, commande la face arrière du carré: sa ferme attitude sauve la situation. Le combat de l'Oéyako ne pouvait être décisif. Aussi huit jours après, le

colonel retourne sur le même marigot, tourne l'ennemi par surprise, le met en complète déroute et le poursuit. Le poste de Bamako dégagé peut désormais se construire.

Dans cette dernière campagne, le colonel Borgnis-Desbordes, avec une colonne de quatre à cinq cents hommes, avait planté le drapeau sur le Niger et refoulé Samory. Il l'avait fait par son énergie, sa qualité dominante. Et je remercie le maître Baudry, dont le grand talent a si bien su rendre cette admirable énergie.

Et sans doute dira-t-on que Borgnis-Desbordes n'a pas toujours écouté les conseils de la prudence ! Mais si on les avait toujours écoutés, nous serions encore dans l'île de Gorée et peut-être même n'y eussions-nous jamais débarqué !

C'est le 7 février 1883 que, la première pierre du poste posée, le drapeau salué de onze coups de canon, le colonel Borgnis-Desbordes prononça ces paroles :

« En prenant le commandement du Haut-Sénégal, au mois de novembre, je vous ai dit à peu près ce qui suit : nous ne sommes pas dans le Soudan pour parler, mais pour agir. Nous devons aller au Niger. Nous irons.

« Nous y sommes !

« Les Français mettent au-dessus de tout la grandeur et l'honneur de leur pays. Ils applaudiront sans réserve ceux de leurs compatriotes qui, à force d'énergie, d'abnégation, de courage, de discipline, se sont montrés, malgré toutes les difficultés, à la hauteur de la grande œuvre de civilisation, dont l'exécution décidée par le Parlement leur a été confiée. Si j'ai pu exécuter le programme qui m'a été donné, c'est grâce à votre dévouement. Laissez-moi ajouter : à votre affectueuse collaboration.

« Nous saurons supporter les épreuves que l'avenir nous réserve encore. Quels que soient les ennemis qui oseraient peut-être venir nous troubler dans nos pacifiques travaux, de nouveaux succès répondront à de nouveaux efforts. »

Et il rappelait l'impulsion de Brière de l'Isle, les présages sinistres dont, à l'arrière, on troublait l'ardeur des officiers et des soldats, les épidémies meurtrières, l'éloignement du Niger, la faiblesse des moyens et des ressources, le dévouement de tous et, en regard, les défaillances de l'opinion.

Ce que disait Borgnis-Desbordes à Bamako peut s'appliquer

à bien des moments de notre histoire : Voltaire qualifiant dédaigneusement d'arpents de neige ce qui est devenu l'immense et riche Canada ; les très faibles majorités auxquelles, dans les débuts de l'occupation de l'Algérie, ont été votés les crédits ; Jules Ferry renversé pour avoir donné à la France le Tonkin ; et, dans les temps plus proches, certaines campagnes qui dénotaient chez leurs auteurs une incompréhension complète des devoirs et intérêts de la France dans le monde, aussi bien que des besoins de tranquillité et de justice des populations, sur lesquelles le drapeau français venait porter son ombre tutélaire.

Mais, en dépit des difficultés inévitables, par l'œuvre des Borgnis-Desbordes, des Archinard, des Trentinian et d'une élite d'officiers et de braves tirailleurs d'une part, de l'autre par l'action d'hommes d'État et de gouverneurs clairvoyants, comme M. Eugène Étienne, le sous-secrétaire d'État des années héroïques, comme MM. les gouverneurs généraux Roume, Ponty, van Vollenhoven, Merlin, Carde, Brévié, de groupes comme l'*Afrique française* et son bulletin, avec l'incomparable Auguste Terrier à sa tête, d'ouvrages puisés à la source comme l'*Archinard* de notre ami Jacques Méniaud, que je suis heureux de féliciter publiquement et dont nous regrettons tous l'absence, pour toutes ces causes la France a enfin compris ce que sont pour sa grandeur et sa richesse ses colonies, le Bloc Nord-Africain et Noir en particulier.

Le succès de l'Exposition coloniale en était la plus récente indication. J'en vois encore une autre dans l'émouvante manifestation d'aujourd'hui. Au milieu de l'enthousiasme des populations, le gouverneur militaire de Paris, au nom de M. Édouard Daladier, ministre de la Guerre, rend hommage à la mémoire glorieuse des généraux Borgnis-Desbordes et Archinard. N'est-ce pas la preuve que la République française a conscience de la force et des ressources que l'Afrique noire a données et lui promet plus grandes encore, et que, gardant la mémoire du sang généreusement versé sur les champs de bataille de la liberté par ses fils noirs, elle vient manifester sa reconnaissance aux audacieux officiers, qui naguère sur les bords du grand fleuve soudanais ont entraîné le destin ?

## GÉNÉRAL ARCHINARD

Ségou-Sikoro, 26 décembre 1933.

Le colonel Borgnis-Desbordes avait porté le drapeau au Niger par un tour de force. Les années qui suivirent furent employées par ses successeurs à asseoir notre occupation, à améliorer et à protéger la longue ligne de ravitaillement.

Dans cette période, le colonel Gallieni, qu'une gloire si grande et si belle attendait plus tard, eut à combattre et à réduire un dangereux soulèvement sur nos arrières, allumé par un marabout fanatique.

Vers la même époque, le capitaine Binger accomplissait seul, sans escorte, son merveilleux voyage à travers les vastes régions inconnues de la boucle du Niger et en rapportait le livre le plus intéressant et la carte la plus précieuse.

A l'automne de 1888, quand le commandant Archinard revient au Soudan, si la situation matérielle est mieux assise, les grands chefs noirs, nos voisins, restent menaçants. La forteresse toucouleure de Koundian est particulièrement gênante. Le colonel s'y porte avec une petite colonne, le capitaine Quiquandon à l'avant-garde, et le 18 février 1889 enlève Koundian. Le lieutenant Marchand saute le premier par la brèche et est blessé, — le glorieux Marchand de la mission Congo-Nil, des combats de l'Argonne et de l'assaut de Navarin, que nous aurions tant voulu voir ici. En même temps, l'occupation de Nyamina, à la demande des habitants, coupe le sultan Ahmadou de son ancienne capitale, Ségou. Par l'occupation de Kouroussa, le Niger devient notre frontière avec Samory sur 350 kilomètres. Et Archinard développe la flottille du fleuve. Pendant l'hivernage, le lieutenant de vaisseau Jaime remonte à Korioumé, port de Tombouctou.

En 1890, pour permettre aux populations terrorisées de venir à nous, comme pour prévenir une coalition entre Ahmadou et Samory, qui nous eût mis dans un extrême péril, le colonel Archinard décide la marche sur Ségou, et le 6 avril il arrive devant la ville. Sa colonne de 750 combattants ne comprend plus que 120 Français, officiers, sous-officiers, hommes de troupe, et d'autre part 630 tirailleurs, canonniers



et spahis. Alors qu'hier, rendant hommage au général Borgnis-Desbordes, je signalais que ses colonnes étaient composées de Français et de tirailleurs à peu près par moitié, désormais c'est avec nos braves Sénégalais à peu près seuls que nous achèverons la conquête de l'empire.

Ségou, ville fortifiée sur l'autre rive du Niger, eût pu opposer une sérieuse résistance, mais le prévoyant colonel avait amené deux gros canons de 93, et la ville ouvre ses portes. Ahmadou s'est enfui avec son monde.

L'une de ses forteresses, Onosseboukou, commandée par l'énergique Bandiougou Diara, n'est enlevée qu'au prix d'un rude assaut. Les auxiliaires Bambaras qui accompagnent le colonel s'y distinguent par leur courage. Ce sont ces Bambaras qui dès lors nous donneront les meilleurs de nos tirailleurs.

La campagne de 1891 demandera un effort plus rude, puisque nous allons avoir affaire aux Talibés d'Ahmadou et aux Sofas de Samory.

La colonne qui marche sur Nioro est composée comme celle de Ségou : 113 Français, à côté de 460 tirailleurs et canonniers et d'un millier d'auxiliaires. Le colonel trompe l'ennemi sur sa marche, lui livre deux vifs combats et entre le 1<sup>er</sup> janvier dans Nioro évacuée par Ahmadou qui s'enfuit chez les Maures du désert.

La campagne de Nioro avait été rapide, fort heureusement, car une inquiétante révolte venait d'éclater sur la rive droite du Niger : le lieutenant de vaisseau Hourst se trouvait bloqué dans un faubourg de Diéna. Le colonel arrive devant la ville le 23 février et l'enlève dès le lendemain. L'assaut fut sanglant, plusieurs officiers furent blessés, dont le glorieux Mangin, qui le soir était trois fois atteint, mais toujours debout.

La situation se trouve d'autre part éclaircie par les heureux résultats de la mission du capitaine Quiquandon près de Tiéba, pendant le siège de Kinian. Nous avons un singulier intérêt à gagner à nous Tiéba, ce roi de Sikasso, la ville qui, seule dans tout le Soudan, avait su résister à Samory.

La mauvaise foi de ce dernier avait été prouvée une fois de plus par les papiers trouvés dans le palais d'Ahmadou, qui démontraient leur accord. Et dès le 10 mars, l'infatigable

colonne se met en marche vers le sud. Dès son entrée dans les pays de Samory, elle avance au milieu des ruines et des ossements. On sait que le cruel Almamy tirait ses ressources de la destruction des villages, dont il décapitait les hommes et vendait les femmes et les enfants.

Hélas! le colonel est bientôt atteint d'une bilieuse hématurique des plus douloureuses. Mais il domine la souffrance et la maladie par son énergie. S'il doit entrer à Kankan en civière, il garde son commandement. Une colonne volante pousse jusqu'à Bissandougou et une garnison est installée à Kankan. Elle allait être coupée pendant tout l'hivernage et livrer aux sofas plusieurs combats, dont le plus célèbre porte le nom de Dabadougou, où se signala encore le lieutenant Mangin, cette fois avec des spahis.

Le colonel, après avoir assuré le ravitaillement des postes, rentre en France. Dans cette campagne il avait fait franchir à ses troupes plus de deux mille kilomètres, conquis le pays de Nioro, pacifié la région de Ségou et chassé Samory de Kankan. Vers cette époque, le colonel Monteil, avec un seul compagnon, exécute son fameux voyage du Soudan au Tchad et le retour par Tripoli.

La campagne de 1892 menée par le colonel Humbert est marquée par les deux rudes combats du Sombiko et du Diamanko, l'occupation de Sanancoro, de Kérouané et la prise de l'arsenal de Samory, événements qui portèrent un rude coup à l'Almamy. Il s'efforcera dès lors de nous échapper en s'enfonçant à travers l'Afrique.

A l'automne de 1892, Archinard vient reprendre son commandement du Soudan, transformé en colonie dépendant du sous-secrétaire d'État. Malgré le désir du colonel de se consacrer à l'organisation des nouvelles régions occupées, le souci de leur sécurité va donner encore le pas à l'action militaire.

Tandis que le colonel Combes poursuit nos succès contre Samory et le refoule dans l'extrême-sud, Archinard exécute une tournée administrative dans le pays de Nioro et descend ensuite sur Ségou. Une révolte vient d'éclater dans la région. Elle est réduite facilement, grâce à l'intimidation produite par les gros coups de canons de 95 : un seul coup amène la soumission d'un village. Mais cette révolte a été provoquée par les agissements d'Ahmadou, qui régente la grosse cité com-

merciale de Djenné. Le colonel, qui y est appelé, s'y rend, lorsque, frappés peut-être du petit nombre de ses soldats et les canons de 95 ayant été renvoyés à Ségou à cause des difficultés de la route, les habitants changent d'avis et ferment leurs portes. Djenné est enlevée le lendemain, mais le combat a été chaud : deux officiers tués. La prise de Djenné a pour conséquence la fuite définitive du sultan Ahmadou qui nous livre le Macina.

Aux palabres que tient le colonel à Djenné pour rassurer les populations, il eut un geste qui les étonna. Entendant chanter la prière, il fit interrompre le palabre pour laisser à ses auditeurs le temps de faire leur salam.

Quand le colonel Archinard quitta de nouveau le Soudan pour rentrer en France où le rappelaient les soins de sa santé, il pouvait se féliciter des résultats acquis : la région de Ségou pacifiée une seconde fois, Djenné et son commerce, le Macina, soumis à notre autorité, Ahmadou rejeté loin du Soudan, les canonnières circulant librement sur le Niger et son affluent le Bani. La colonie était d'autre part répartie en trois régions et quinze cercles, avec deux États protégés : le Macina et le pays de Sansanding. Le budget local s'élevait à six cent trente-quatre mille francs; une école fonctionnait à Kayes; le prolongement du chemin de fer venait d'être confié au chef de bataillon Joffre, le futur sauveur de la France.

La superficie du Soudan pacifié avait plus que doublé. Les bases étaient solides sur les deux rivières du Niger, de Kouroussa au lac Débo, pour la nouvelle étape, l'occupation de la boucle du Niger qui, concordant avec les missions saharienne et congolaise, devait en avril 1900 avoir le beau couronnement de la jonction des trois missions aux bords du lac Tchad.

Comment le colonel Archinard, en si peu de temps, avait-il pu accomplir une œuvre si grande ?

Il sut tout d'abord forger l'outil, les tirailleurs sénégalais, avec une pléiade d'officiers d'élite : Joffre, Mangin, Marchand, les deux Bonnier, Quiquandon, Laperrine, Klobb, Peltier, Émile, William Ponty, son secrétaire particulier, blessé au feu dans une des colonnes contre Samory. Les Sénégalais si braves, si disciplinés et fidèles ! Devant la statue du général Archinard qui les aimait, devant cette statue où le maître Moreau-Vauthier fait vivre à jamais la physionomie volontaire

réfléchie et captivante du général, j'en veux rappeler un trait émouvant.

En mai 1898, le capitaine Cazemajou et l'interprète Olive se rendaient chez le sultan de Zinder. A peine entrés, ils sont assommés et leurs corps précipités dans un puits. Quelques instants après, le sergent indigène, un tirailleur et quatre hommes de la mission sont saisis au marché et mis aux fers. Prévenu, le caporal Koubi Kéita prend immédiatement le commandement, met en état de défense le campement et repousse dans la journée deux assauts qui nous coûtent trois tués et cinq blessés. Puis il envoie dire au Serky que, si les prisonniers ne sont pas immédiatement rendus, « il prendra et brûlera la ville » (Zinder entouré d'un épais rempart comptait neuf à dix mille habitants, et il restait à Koubi Kéita... huit tirailleurs !) Pendant la nuit, une petite patrouille va brûler quelques cases voisines de la ville, sans que l'ennemi ose bouger. Effrayé, le Serky fait rendre les prisonniers et propose vainement aux tirailleurs de les prendre à son service.

— Rendez-nous d'abord les corps de nos chefs et ce que vous nous avez pillé, répondent ces braves gens, et nous verrons ensuite.

Les 7 et 8 mai se passent sans incident, mais sans que les corps soient rendus. Dans la nuit du 8, les tirailleurs brûlent encore quelques cases. Le 9 au matin, l'ennemi prononce une furieuse attaque qui lui coûte cher, mais nous fait trois blessés. Le 14, nos tirailleurs sont assaillis par une nuée d'ennemis qui les poursuivent jusqu'aux murs du campement, où ils sont obligés de se barricader. Dans cette action, le brave Koubi Kéita est tué d'une flèche empoisonnée, avec deux tirailleurs. Les munitions sont près d'être épuisées ; il faut songer à la retraite. La poursuite ennemie dure trois jours et nous cause encore un tué et trois blessés. Les débris de la mission arrivent enfin le 8 juillet sur le Niger, à Ilo, après des fatigues et des privations extrêmes. Sur dix-huit tirailleurs, six avaient été tués, huit blessés, quatre seulement revenaient sains et saufs. Après une retraite de huit cents kilomètres, ces braves rapportaient et remettaient au chef de poste d'Ilo, intacts, les papiers et la caisse de la mission.

Courage indomptable, fidélité, qui rappellent ces admirables citations de la grande guerre, méritées par tant de nos

sous-officiers, de nos caporaux et de nos simples soldats : « ... son chef tué, a, par sa bravoure et son ascendant, pris le commandement de la section et enlevé la tranchée ennemie... » Koubi Kéita et ses compagnons ont vécu le mot du tirailleur de Baratier : « Moi, y a Noir, mais y a cœur blanc ! »

Comment le général a-t-il su si vite atteindre le but : pacifier le pays, ramener les populations, leur inspirer confiance dans sa justice autant que dans sa force ? sinon par ses qualités propres de vive intelligence, de jugement équilibré et droit, de puissance de travail et de volonté, de douceur et de bonté enfin, qui lui attiraient l'affection des Noirs, dès qu'ils le voyaient.

En est-il une plus belle preuve que la lettre récemment publiée, du fils de ce sultan Ahmadou Cheikhou, chassé par Archinard de Ségou, de Nioro et de Bandiagara !

« Je vous remercie, dit le signataire, de m'avoir envoyé un bulletin d'adhésion pour l'érection sur les bords du Niger des statues aux généraux Borgnis-Desbordes et Archinard. Moi, (Mountaga Tall), petit-fils d'El Hadj Omar, je suis heureux et fier de figurer parmi les membres d'honneur du Comité. Le colonel Archinard a détruit l'empire de mon père ; mais il a été un père pour mes frères et pour ma sœur. Mes frères et ma sœur ont été rappelés au Ciel par le Tout-Puissant ; mais avant leur mort ils avaient été, par la grâce de la France et par la bonté d'Archinard, l'une épouse d'un roi noir français, l'autre officier noir français, vous-même un chef de bataillon d'infanterie coloniale et moi enfin un président du tribunal indigène de ma résidence. C'est à Archinard que nous devons tout cela, à la générosité de ce grand Français qui nous a fait la guerre sans haine, pour apporter chez nous l'ordre et la paix. »

Mais les souvenirs passent trop vite, hélas ! si rien ne les rappelle. Aussi la patrie reconnaissante à celui qui, en conquérant et pacifiant le Soudan, lui a donné les vaillants tirailleurs de la grande guerre, a-t-elle bien fait d'élever à Ségou cette statue, qui fixe les traits d'un grand Français.

Passé déjà dans la légende héroïque de l'Afrique française, il demeurera dans l'histoire, jadis au Soudan, quand il fondait les bases de l'Empire, plus tard quand il travaillait à la formation de l'armée polonaise, le chef fort, tenace, juste et bon.

GÉNÉRAL GOURAUD.

---

## LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

---

### “ KASS ”

#### OU LA JEUNESSE DE KATHERINE MANSFIELD (1)

Katherine Mansfield a en France son cercle de dévots, sa petite confrérie secrète d'âmes amies, qui chérissent sa mémoire comme celle d'une autre Eugénie de Guérin ; elle a sa place dans nos cœurs parmi le petit nombre des esprits féminins auxquels la pensée se reporte avec une tendresse proche de la prière. Sa tombe du cimetière d'Avon est l'objet de plus d'un pèlerinage et le gage d'une alliance avec la poésie anglaise, comme à Rome le tertre de gazon où repose ce qui reste de Keats et de Shelley. Sous les ombrages de Fontainebleau dort ainsi cette douce morte, la perle de l'Océanie. C'est en ces jours glacés de l'hiver, en ces heures d'anniversaire, au temps de l'Épiphanie, quand l'arbre dépouillé prépare sa résurrection, qu'il faut aller nous recueillir et évoquer cette jeune ombre.

Katherine Mansfield est morte à trente-quatre ans, le 9 janvier 1923. Depuis ces dix années, ses contes, mais plus encore ses *Lettres* et son *Journal* sont entre toutes les mains comme un livre de chevet, une lecture spirituelle pour les âmes délicates. Cependant, cette personne si chère nous demeurait mal connue. De cette vie si brève nous ne connaissions vraiment que les dix dernières années : sur les préparations, sur l'enfance et sur la jeunesse de cette créature ravissante, nous ne savions presque rien, hormis ce que nous apprennent

(1) *The Life of Katherine Mansfield*, par R.-E. Mantz et J. Middleton Murry, in-8° illustré, Londres, Constable et C<sup>o</sup> édit., 1933. Katherine Mansfield : *Poèmes*, 1923 ; *Journal*, 1927 ; *The Aloe*, 1930. Voir la *Revue* des 15 décembre 1924 et 1<sup>er</sup> mai 1929.

quelques rares poèmes : poignée de bijoux, magiques pierres qui dans leurs feux conservent des larmes. C'est dans cette poussière irisée qu'il fallait chercher, jusqu'à présent, le secret de son cœur.

Le livre de miss Mantz comble cette lacune, et devient la préface indispensable du *Journal*. Miss Mantz, pour écrire la vie de Katherine Mansfield, n'a pas reculé devant le voyage de la Nouvelle-Zélande ; elle est allée recueillir sur place les témoignages, consulter la correspondance, les papiers inédits, vérifier les paysages et les confronter avec les descriptions de l'écrivain ; elle la suit à la trace, de logis en logis, dans les diverses maisons qui devinrent plus tard, pour l'exilée, le séjour du bonheur. Bref, elle a réussi à reconstruire minutieusement, depuis les premières années jusqu'à l'âge de vingt ans, l'histoire de la jeune fille. M. Middleton Murry a écrit une introduction et un dernier chapitre que lui seul avait le droit d'écrire, et où, avec simplicité, il raconte la suite et révèle ce qu'on ne pouvait encore que deviner, c'est-à-dire la vie assez triste de Katherine Mansfield, entre vingt et vingt-cinq ans, jusqu'à l'heure où ils se rencontrèrent et où leurs existences se trouvèrent confondues.

On sait que Katherine Mansfield s'appelait Kathleen Beauchamp. Mansfield est le nom de jeune fille de sa grand mère maternelle. Les Beauchamp étaient une vieille famille d'orfèvres de la Cité, dont les titres remontent au *xvii<sup>e</sup>* siècle. Elle naquit le 14 octobre 1888 à Wellington, capitale de la Nouvelle-Zélande, où son grand-père Arthur Beauchamp, mort en 1910 à quatre-vingt-trois ans, s'était établi en 1830. Elle était la troisième d'une famille de cinq enfants (quatre fillettes et un garçon, le Benjamin de la couvée, ce petit Leslie Heron Beauchamp qui fut tué dans l'aviation, à vingt ans, en 1915.) La mère, jolie femme un peu lasse, distraite et languissante de ses maternités successives, s'occupait peu de sa nichée dont elle laissait le soin surtout à la grand mère, qui la traitait en enfant gâté, et à une servante indigène, appelée Armena, fille d'un chef maori, qui apportait dans la maison son mystère de vieille reine captive.

Dans cette famille fort tendre, l'enfant grandissait avec un sentiment précoce de solitude. Elle est dès lors l'enfant



rêveur qu'elle devait rester toute sa vie. Entre les deux aînés et les deux cadets, qui formaient deux petits couples unis comme les doigts de la main, elle était, en quelque sorte, assise entre deux chaises, traitée en petite par les grandes et en grande par les petits. Elle était déjà *die Einsame*. Cette situation ne la rendait pas aimable. En outre, peu jolie, nullement de ces enfants flatteurs qui font s'écrier : « Quel ange ! » ou « Quel amour ! » Ceux qui connaissent le jeune faon qu'elle devint plus tard, ce charmant visage perplexe sous une frange de cheveux noirs, avec ses yeux de biche ou de sylphe dans un buisson, regarderont avec surprise les photographies de la fillette, à l'âge de huit ou dix ans : une boulotte presque obèse, un gros front réfléchi et trop lourd, et un air endormi, un visage plein de torpeur, comme chargé de secrets qui l'obstruent et la rendent stupide. Drôle de petit monstre, mal débrouillé ! Auprès de ses sœurs plus fines, plus vives, plus « demoiselles », sa gaucherie la gêne, la rend peu sympathique : une espèce de larve, de ver blanc, absorbé par un sourd travail de métamorphose, comme l'insecte dans son cocon, un peu le paria, la Cendrillon de la bande, *Kass, poor Kass*.

Elle en souffrait. De très bonne heure, elle eut cette réputation d'être la mauvaise tête, la propre à rien de la maison, et aussi cette impression cruelle d'être moins aimée que les autres, de rester toujours sur sa faim, en fait de tendresse. Il s'en faut que cette enfance, dont elle a fait plus tard une peinture enchantée, ait été toute délicieuse : comme il s'en faut bien que son pays, qui dans ses livres paraît un éternel printemps, ressemble à ce qu'on imagine. C'est un pays très âpre, un climat violent, capricieux, de tornades et d'ouragans. La mer y montre les dents plus souvent que son sourire. Le vent, dans ces parages, au carrefour des routes antarctiques, a des colères redoutables. L'enfant naquit un jour de tempête et de ses premiers souvenirs, antérieurs à toute conscience, elle conserva l'horreur de cette grande chose hurlante, de ces rafales et de ces bourrasques, qui tournaient autour de la maison, comme un chien dont elle avait peur, quand elle était petite ; elle gardait l'épouvante de ce grondement de bête qui veut un os. Peu de fleurs, et presque rien que des plus timides et des plus humbles ; l'oiseau même a une note mélancolique dans la voix. C'est pourtant cette nature sauvage qui était sa



meilleure amie. Une belle journée la consolait de semaines lugubres. Elle s'absorbait des heures dans la contemplation d'une pâquerette ou d'un coquillage. Elle s'évadait ainsi dans le monde des bêtes et des rêves, se faisait poisson ou oiseau (« *Quand j'étais petit oiseau* », dit un de ses poèmes), et l'on ne comprenait pas cet enfant pensif et taciturne qui commençait à se créer une petite féerie.

A quinze ans, ses parents la conduisirent à Londres et la mirent en pension avec ses sœurs aînées dans une très célèbre institution de jeunes filles, appelée *Queen's College*. M. et M<sup>me</sup> Beauchamp pensaient avec raison qu'une éducation de lady ne peut se faire qu'en Angleterre; en parlant de Londres, qu'ils n'avaient jamais vu, ils continuaient à dire : « *At home* ». C'était plus vrai qu'ils ne pensaient. La jeune fille, à peine arrivée, se reconnut chez elle, se jeta avidement sur cette vie nouvelle, et la séparation qui déjà l'éloignait des siens acheva de se consommer.

*Queen's College* était une maison fondée vers le début du règne de Victoria, sur le modèle de l'Institut de M<sup>me</sup> Campan, pour donner une instruction sérieuse aux filles de la bonne société. Aux environs de 1903, cette maison excellente était déjà un peu « vieux jeu » : le piano se trouvait dans la salle de bains, mais l'établissement continuait à vivre sur sa réputation, et la vénérable miss Wood y entretenait avec une discipline exacte les principes de la grande école et de la morale « victoriennes ». Elle ne pouvait pourtant pas faire que ses pensionnaires n'eussent vingt ans et qu'avec leur jeunesse une sève nouvelle ne circulât dans les couloirs de la vieille bâtisse. On n'empêche pas le printemps. Au lendemain de la mort de la vieille reine, c'était comme un immense dégel, une débâcle, un rajeunissement qui achevait d'emporter les restes de l'autre siècle, dans le même corbillard où l'on avait placé l'interminable veuve de Windsor, et un siècle nouveau, longtemps refoulé et tenu en tutelle, se hâtait de mettre les bouchées doubles et de prendre sa revanche sur ce tombeau.

Tout cela agissait comme une griserie sur une cervelle de jeune fille : tout entraînait pêle-mêle, avec la rumeur de la grande ville, la fièvre des nouveautés, les tableaux des musées, le mouvement ininterrompu de Piccadilly Circus, les beaux arbres, les parcs, les thés, les confidences et les secrets d'un

groupe de jeunes amies, Gwen, Mimi, Ida, Sylvia, ce torrent d'intuitions, de désirs et de pressentiments, cet élan pour saisir la vie qui est le charme de l'adolescence. Les carnets de la jeune Beauchamp nous montrent un appétit, une vraie fringale de lectures. Quel petit être insatiable ! C'est surtout le professeur d'allemand, beau jeune homme grave à barbe blonde, environné d'un grand prestige aux yeux de ces demoiselles, qui joua le rôle d'initiateur. Ce garçon avait le goût de troubler subtilement les cœurs et d'être un directeur de consciences féminines. Il recevait les élues par deux ou trois, le soir, dans un cabinet aux lampes voilées et qui tenait un peu de la sacristie et du boudoir. Il lisait à ses pénitentes des vers de Richard Dehmel, le Coppée allemand, le poète de *Zwei Menschen*, et de Paul Verlaine.

C'est à ces vèpres et grâce à ce bedeau équivoque, que Kathleen dut de connaître l'œuvre de celui qui fut en ces années son maître et son idole : le prince des décadents, l'apôtre et le martyr d'une religion nouvelle, l'auteur de *De profundis* et du *Portrait de Dorian Gray*, Oscar Wilde. Il venait de mourir, et nous ne comprenons plus guère la situation extraordinaire qu'occupa un moment ce bellâtre infatué et ce prétentieux esthète, qui fut jadis le « lion » de la société anglaise et la coqueluche des salons. C'était un de ces héros du jour qui mettent toute leur gloire en viager. Mais vers 1903, cette loque pouvait encore faire illusion sur une petite « coloniale » qui arrivait du bout du monde, qui découvrait le monde de l'art et y entraînait, une fleur de gardénia au corsage, avec la ferveur d'une néophyte que l'on vient d'introduire au culte d'Adonis.

Ses notes de ce temps-là auraient horrifié la respectable miss Wood, si elle avait pu se douter de ce qui se passait dans cette tête de dix-sept ans. Ce sont des extraits de lectures, un bréviaire du culte du « moi », des maximes d'un grand sérieux, indiquant un état d'extrême tension morale, comme il arrive à cet âge si naturellement héroïque ; on y voit alterner des formules de Wilde et d'Ibsen, — « l'homme fort est celui qui est seul », — avec des réflexions suivies des initiales K. M. (la jeune fille avait déjà fait choix de son nom de guerre) ou des lettres A W., abréviation de *A Woman* (une femme), choisies sans doute pour faire pendant à l'O. W. de son dieu « Oscar ». Petit catéchisme anarchiste, secret et agressif.

Bref, ce qui rentrait chez ses parents, bien malgré elle, du reste, après trois ans d'intoxication, ce n'était plus Kass Beauchamp, la bonne grosse fille un peu « paquet » qui en était partie, c'était une petite cérébrale, une intellectuelle, une pécore livresque et empoisonnée de théories, le type de la *sophisticated girl*, en un mot, c'est-à-dire parfaitement odieuse, si ses airs de révolte et ce front buté ne cachaient tant d'ardeur spirituelle et, au fond, tant de naïveté. C'est une petite Marie Bashkirtseff, la madone de l'impatience et de l'anxiété, la Notre Dame du désir dont l'« Ennemi des lois » fut amoureux. Quelle nouveauté chez les Barbares ! Elle arrivait en boule, crispée comme une chatte en cage, plus étrangère et plus brouillée que jamais avec les siens, décidée à tout prendre en grippe et à ne pas s'éterniser. Pour une jeune blasée, qui avait lu Nietzsche, Eugène Suë, Baudelaire, d'Annunzio, Barrès, Catulle Mendès, Suderman, Ibsen, Tolstoï (quel capharnaüm, justes dieux !), quelles ressources pouvait offrir ce gros village de Wellington, où la construction d'une ligne de tramway paraissait un sujet d'orgueil et où l'on ne s'occupait que d'affaires et de pot-au-feu ? C'est à Londres qu'était la vie, là-bas, de l'autre côté du monde, dans cet autre hémisphère dont cette île perdue était les antipodes, là-bas, où étaient les théâtres, les rues illuminées, la gloire, les amies, Gwenn, Ida, Sylvia, Mimi, celles qui étaient « son monde », et avec qui la jeune fille avait prononcé le serment : « Dans un an, je serai célèbre. »

Il faut ajouter qu'elle aimait : c'est toujours le mot de ces vies de jeunes filles. Elle aimait ou croyait aimer, ce qui revient au même. Elle s'était éprise, à la veille du voyage de Londres, d'un musicien de son pays, nommé Trowell. Il s'appelait Tommy, mais se faisait appeler Arnold, comme le ténor de *Guillaume Tell*, par goût de la magnificence. C'était un violoncelliste, à peu près de son âge, le prodige de Wellington, et dont la ville était si fière qu'elle l'envoyait poursuivre ses études à Leipzig. Les deux enfants s'étaient rencontrés un soir, à un concert. Dans un roman inachevé, intitulé *Juliette*, écrit au printemps de 1907, avant de quitter *Queen's College* (sans doute le livre dont elle attendait la célébrité), la jeune fille a raconté cette amourette. Je trouve dans son *Journal* de 1921, ces notes sur Shakespeare :

Il est un fantôme de printemps qui arrive avant le vrai printemps; il y a de même une aube de l'amour, qui n'est pas le vrai amour. Cette illusion, c'est Juliette.

C'est pourtant de cette ombre qu'elle vécut plusieurs années. Ce petit roman l'occupa de 1903 à 1908. C'est pour se rapprocher de son ami qu'elle apprit la musique et se mit, comme lui, à jouer du violoncelle. Son violoncelle devint pendant longtemps son confident. C'est à lui qu'elle disait ses espoirs et ses peines; c'est lui qui en retour lui parlait de son art et lui enseignait quelque chose dont l'écho se retrouve dans les cadences de son style. Quand elle se sépara de l'instrument, plus tard, dans une heure de nécessité, ce fut un adieu à la musique, à la jeunesse et à l'amour, une espèce de deuil, la fin du prélude de sa vie.

A Pâques, en 1906, elle alla passer les vacances à Bruxelles, où Arnold étudiait au Conservatoire. Ce fut un voyage de fiançailles. Elle écrivait au musicien des lettres passionnées: c'était son héros, son « César ». Mais loin d'Europe, quel désert! C'était perdre deux fois la vie. Elle se faisait envoyer par Ida les moindres coupures de journaux qui lui parlaient de « lui ». L'une de ces coupures (on en devine le contenu) lui parvint à la fin d'août 1907 et lui perça le cœur. Pauvre petite nietzschéenne, qui se croyait si cuirassée contre la vie!

Dans cette grande langueur, la musique fut sa consolatrice. La famille Trowell était restée à Wellington. Kathleen prit des leçons avec le père de « César » : c'était une manière de se rapprocher de lui, de vivre, de pénétrer dans le monde où il se mouvait, hors de l'espace, dans les cieux que nous ouvrent les rythmes et les accords de Schubert, de Brahms et de Schumann. C'était un pont que la musique jetait entre les âmes par-dessus les océans, qui sait? peut-être un charme pour toucher, retenir l'infidèle. La jeune fille appelait le vieux musicien « son père ». Mais au bout d'un an il partit (septembre 1907) et dès lors, elle n'eut qu'une idée, le suivre, voler là-bas, où se trouvait déjà plus de la moitié d'elle-même.

Il lui fallut attendre encore un an sa liberté. Elle voyagea, fit une excursion dans les parties sauvages de l'île (novembre-décembre, le plein été de cet extrême Sud), course de six semaines dont miss Mantz nous fait lire les notes admirables;

elle écrivit, elle eut des flirts, essaya de tout pour se distraire et secouer son marasme. Elle étouffait. Tout l'irritait contre ce pays de Philistins. « Tout cela finira certainement par le suicide », écrit-elle dans son carnet de février 1908. Déjà elle se croyait une maladie de cœur, elle pensait qu'elle allait mourir. Elle avait adopté une politique, c'était de se rendre impossible, de se faire mettre à la porte à force d'être insupportable. Ces scènes la tuaient sans lasser la patience des siens. Enfin, elle se résoud à brusquer les choses et à livrer sa bataille. Morte de peur, elle « marche au canon », elle enjambe, si je puis dire, le corps de ses parents, pour conquérir sa liberté, épisode comme il y en a dans certaines vies de saints, un peu comme une Chantal foule aux pieds le fils qui lui barre la route. Je regrette de ne pouvoir donner cette page terrible et intrépide (juin 1908).

Elle s'embarqua le mois suivant pour ne plus revenir. Ce qui suit est tellement cruel qu'on voudrait s'épargner la douleur d'en rien dire. Katherine elle-même évitait d'en parler, tant ces souvenirs la blessaient et lui faisaient horreur. Le récit de M. Murry pour cette raison n'est pas très clair, et était tenu d'autre part à certains ménagements. Il y a des points un peu flottants dans la chronologie. Mais quelques dates sont assurées. Tout se passa en un temps très court. L'imprudente avait délié le malheur : le malheur fondit sur elle avec la rapidité de la foudre.

En arrivant à Londres, la jeune fille était descendue dans une pension féminine qui portait le nom de *Beauchamp's Lodge*. Dès qu'elle put, elle s'annonça à ses amis de St John's Wood, — c'est le quartier des musiciens, où habitait la famille Trowell; — elle y fut reçue à bras ouverts. Mais César se montra glacial. C'était fini. Tout le rêve d'avenir, toute cette passion qu'elle avait nourrie si longtemps, et pour laquelle elle venait de livrer un si rude combat, tout ce grand mouvement d'amour qui l'amenait de si loin auprès de l'ingrat, se brisait, tombait anéanti. Est-ce alors qu'elle se résigna à se séparer de son violoncelle? Je le croirais, comme on met au cercueil un compagnon de jeunesse, un ami avec qui elle parlait de ses songes. Elle enterrait sa vie de jeune fille. C'était le tombeau de Juliette.

Elle prit le parti de faire une fin et se décida à faire un mariage de raison. Elle se maria en noir, sans autre témoin que la fidèle Ida, l'amie de cœur, l'original de ce chef-d'œuvre, *les Filles du colonel*. Ce mariage fut un désastre. L'homme qu'elle épousa était un fat, un musicien aussi, chanteur et professeur de chant, un cabotin de spiritualisme, qui se croyait un charmeur, fort égoïste au fond, tel, nous dit M. Murry, qu'est (dans un des contes de *Félicité*) le personnage de M. Reginald Peacock, autrement dit, M. Le Paon. Peut-être aussi n'était-il idéaliste qu'en paroles. Au bout de deux mois la petite fuyait, atterrée et écœurée de son erreur. Elle avait vingt ans.

Sa pension de *Beauchamp's Lodge* n'acceptait pas de femmes mariées. Elle se réfugia à St John's Wood. J'ignore si César était là, mais il avait un frère, Garnet, son cadet, j'imagine, que le spectacle de cette jeune terreur n'intéressa que trop. On sait combien certaines émotions sont contagieuses entre frères. Arnold se dérobait, mais son frère était là, différent et presque pareil, tout prêt à accueillir la première étincelle. Pour elle, le transfert d'affections, le glissement sentimental était encore plus aisé. C'étaient encore deux enfants, tous deux du même pays, *two children of far away*, perdus loin de la patrie, l'hiver, sous ce triste ciel de Londres. La passion de la jeune fille pour le violoncelliste n'avait été qu'un amour de tête : cette fois, c'était bien le vrai amour. Plus tard, à la veille de mourir, elle parlait encore dans une lettre à une amie de ces avenues de St John's Wood où elle avait été si jeune « et vraiment très, très heureuse ». Elle se souvenait des villas dans les arbres, pleines de violons et de « pianos miraculeux ». Elle respirait encore le printemps où elle avait goûté l'ivresse.

Aux nouvelles du scandale, sa famille était accourue pour tenter d'arranger les choses et de faire rentrer la fugitive chez son mari. Ils pensaient la faire revenir aisément sur son coup de tête. Mais la petite n'était pas du tout disposée à céder : elle se raidissait, nullement repentante, très fière d'elle-même, au contraire, intraitable et armée. Et puis, elle allait être mère. Tout ce qu'on obtint d'elle fut de s'éloigner quelque temps et de s'abriter à l'étranger.

Quand on se promène dans Lausanne, sur cette tiède

côte du Léman, on est frappé de rencontrer tant de villas, de cliniques, d'asiles discrets parmi les fleurs, de maisons de repos toutes prêtes pour des naissances clandestines : on songe à tant de romans qui ont ici leur épilogue, à tant d'idylles qui viennent liquider leurs suites, décevant, sous le prétexte d'un voyage ou d'une cure. Le cœur se serre de compassion pour tant d'angoisses et de craintes, pour tant de comptes que la femme paie seule, abandonnée et en cachette.

C'est dans une petite station bavaroise, à Wörishafen, fréquentée d'épaves comme elle, de Polonais, de dames hongroises, que la pauvre petite vint attendre son terme. Elle s'y trouvait, fort malade, en juin 1909 (1) : il n'y avait pas un an qu'elle arrivait, pleine d'espoir, de sa Nouvelle-Zélande. Pour cet enfant, presque *in her teens*, si fière et malgré tout très pure, quelle déchéance et quelle humiliation ! Ce n'était pas seulement, pour cette intellectuelle et cette fille de bonne maison, la honte d'être prise au piège « comme sa blanchisseuse » : c'était un sentiment de détresse, d'impuissance, d'accablement devant des lois qui vous surpassent, de révolte devant la lâcheté des choses, ce sentiment de n'être pas comprise et de ne pas comprendre, comme celui des enfants devant les grandes personnes, ce sentiment de désespoir qui lui revenait du fond de sa mémoire, d'être oubliée, perdue dans sa chambre, au fond de la maison, sans secours : « C'est affreux d'être si petit ! »

Sa vie fut en danger ; l'enfant ne vécut pas. Quand elle se releva, toujours seule, abattue, meurtrie, elle était réellement stupide de douleur : c'en était trop. Cet état où elle se trouvait, d'indifférence, d'atonie, cette espèce de lassitude, d'engourdissement, de mort du cœur, comme après une hémorragie, elle l'a traduit dans un conte qu'elle écrivit alors, un conte navrant et atroce, comme une sorte de cauchemar, *l'Enfant à bout de forces* : elle était à la lettre cette petite qui n'en pouvait plus. Elle venait, en si peu de jours ! de tomber du ciel au fond de l'abîme. Il y avait de quoi être brisée. Elle avait été exigeante, pressée de vivre et amoureuse de l'amour : et elle recevait en réponse ce goût de cendre et de néant, que le poète appelle *dusty answer*.

(1) La page écrite à Wörishafen (la première du *Journal* tel que nous le possédons) est datée par erreur de juin 1910.



Elle tenta humblement de reprendre la vie commune et reparut chez son mari. Cette nouvelle épreuve ne réussit pas mieux que la première. C'est peut-être alors qu'il faut placer une nouvelle aventure, et qu'elle s'engagea dans une troupe d'opérette ambulante. Elle avait une très jolie voix, un timbre dramatique, dont l'accent ne s'oubliait pas. Quand elle chantait la ballade : *Where have you been all day, Randall my son?* qui est un peu le « pendant » de notre complainte de Jean Renaud, elle faisait passer le frisson. Cette nouvelle équipée se termina très mal, par une grave opération suivie de complications qui la mirent presque à l'agonie, au printemps de 1910.

Cependant, ainsi étrillée, elle avait commencé d'écrire et de publier dans des revues les petits croquis humoristiques qui composent le recueil *Dans une pension allemande*, qui parut avec quelque succès à l'automne de 1911. Elle y affecte un ton de persiflage et de détachement caustique qui parurent très amusants; mais ce persiflage n'est qu'un masque. Elle a peu le génie comique. Qui l'aurait mieux connue eût deviné sous cette feinte une tendresse souffrante, une sensibilité ardente et contractée. Elle venait d'être encore malade, cet hiver-là, à Genève, cette fois de pleurésie : première atteinte, sans doute, du mal de consommation dont elle devait mourir. Plutôt que dans ses contes qui paraissaient alors, et qui ne montraient d'elle que le visage moqueur et superficiel, elle se livrait dans des vers désolés et pleins de larmes, dans les chansons touchantes qu'elle donnait pour « traduites du russe », ces petits poèmes du *Bon Dieu* ou de l'*Enfant de la haute mer*, berceuses inégalées depuis les divins lyrics de la *Tempête* de Shakespeare.

Ces poèmes sont de 1911, et ce sont déjà les motifs de la création unique qui allait suivre. Désormais, les faits extérieurs, les accidents importent peu. Le travail intime, l'espèce de transfiguration, la conquête de l'état de grâce et qui nous ravit dans ses ouvrages, cette opération compte seule, comme dans la vie compte seule l'affaire du salut.

C'est dommage que les biographes de Kathleen Mansfield nous aient donné si peu de lueurs sur ce côté d'elle-même et paraissent ignorer ou traiter comme une chose acquise son éducation religieuse. Il est probable qu'elle n'avait reçu des siens que ces principes de piété qui font partie de la bonne



tenue dans les familles anglaises, et que son instinct du divin avait peine à entrer dans ce conformisme. Peut-être éprouvait-elle mieux la présence divine dans des instants de contemplation devant les formes de la nature. Je trouve pourtant dans l'*Aloès* (cette première ébauche récemment publiée du *Prélude*) des impressions charmantes de piété enfantine, de prières gazouillées le soir, et ce sentiment du miracle de la fleur mystérieuse qui éclôt une fois tous les cent ans. A *Guen's*, dans sa période la plus intellectuelle, elle avait toujours un crucifix à la tête de son lit, entre deux gravures de Watts, qui étaient, à vrai dire, des images de piété (je gagerais que c'étaient cette tendre *Espérance* et l'*Amour et la Vie*). Sa pensée prend volontiers le tour de l'oraison. Elle écrit en 1904 :

Je rentre de l'office de minuit. C'était vraiment beau, imposant. Dans la rue, il faisait un froid vif, une nuit magnifique. Sur les bois, les prairies, la Nature avait répandu un linge de buée légère pour les protéger de la gelée, mais les cimes des arbres se détachaient en noir, tranquilles et superbes, sur le dôme plein d'étoiles. L'église était vraiment la maison de Dieu. Quelle force ! Quel accueil ! Quelle puissance invincible ! Pendant la minute de recueillement, j'ai résolu d'écrire ceci. Je veux employer cette année à tâcher de devenir meilleure, vraiment autre... Je me couche, je meurs de sommeil. Que ce monde est beau, adorable ! O mon Dieu, je vous remercie de m'avoir donné la vie.

Un peu plus tard, je trouve cette note :

Soir du vendredi saint : le jour de l'année, sans doute, le plus chargé de sens. J'ai toujours dans les mains la sensation des clous... l'agonie de Jésus. Mais il n'est pas mort, j'en suis sûre, et je sens aussi autour de moi la présence de tous mes chers absents. Ils sont là, Bonne maman, Jésus, — seulement, à l'aide ! Moi aussi, j'ai soif, je suis attachée à la croix. Ah ! qu'on se hâte de me crucifier, que je puisse m'écrier, à mon tour : « Tout est consommé !... »

Tout ne l'était pas encore, et ne devait l'être enfin qu'après douze longues années : il lui restait encore à parcourir un long chemin de misères ; longtemps la personne artificielle, automatique et affectée, dont elle avait pris l'habitude, l'être professionnel avec ses airs de bohémienne et de garçon, continua

de promener son fantôme dans la vie, tandis que depuis longtemps, dans sa personne profonde, était engagé le dialogue surnaturel qu'elle poursuivait jusqu'au dernier soupir.

Cette écorce fut lente à mourir. Il y eut à traverser bien des jours de sécheresse, de cruelles aridités. Je n'ai pas à raconter cette partie du voyage. Il fallut que la maladie, il fallut que la mort (la perte d'un frère bien-aimé), achevassent de la détacher encore. Il fallut que la vagabonde, tourmentée par son mal, chassée çà et là, à Bandol, à Menton, en Cornouailles, en Suisse, errante, sans foyer, sentit renaitre en elle, comme Chopin dans sa musique, une patrie rêvée qui n'existait que dans son cœur; il ne fallut pas moins d'épreuves pour comprendre que l'expérience qu'on se donne et que la recherche des sensations et des aventures n'est rien : le vrai trésor, c'est celui qui n'est donné qu'une fois, avec la vie, le don de l'innocence et de l'enfance du cœur. Il fallut que cette ile de ses premières années, cette maison, cette mère aimable, « mi-fleur et mi-oiseau », par qui elle avait tant souffert, qu'elle avait cru haïr, lui apparussent avec le charme nostalgique du Paradis perdu, noyées dans un bain de clarté et de joie et comme dans un flot de tendresse. Ce travail de perfectionnement, de réconciliation, ce long enfantement de soi-même, ce *sea-change*, comme dit la chanson d'Ariel, qui fait voir le passé en beau et fabrique de la poésie avec le souvenir, comme la mer avec son écume secrète de la nacre et des perles, c'est le sens du mystère auquel nous fait assister le *Journal* de Katherine Mansfield : il nous fait comprendre que l'art aussi peut être religion; l'acte de l'artiste, comme celui de la création, est un acte d'amour. Peut-être certaines âmes regretteront-elles d'avoir appris des secrets que nous eussions ignorés sans cette biographie. Qu'avions-nous besoin de tout savoir? Pourquoi, pourquoi tout dire, cruel? Pourtant je ne crois pas qu'à tout prendre l'image que nous aimons sorte ternie de ses malheurs et même de ses faiblesses. « Malgré tout! » répétait Katherine Mansfield. Comme une lune qui croît et décroît et reparait toujours intacte et virginale après les nuées et les éclipses, nous continuerons d'admirer dans cette âme de cristal le courage invincible et, — malgré tout, — la pureté.

LOUIS GILLET.

---

## PIERRE DE LA GORCE

C'est une des plus nobles figures de ce temps qui disparaît. On avait en l'approchant l'impression d'un homme d'autrefois, de ceux qui mettaient au-dessus de tout un idéal d'honneur et de foi auquel se conformait toute leur vie. Magistrat, il avait brisé sa carrière lorsque les Décrets, de fâcheuse et sectaire mémoire, lui en firent un devoir de conscience.

Comme Thureau-Dangin avait été l'historien de la *Monarchie de Juillet*, Pierre de La Gorce fut celui du *Second Empire*. Le grand ouvrage qu'il lui a consacré, modèle d'information précise et d'artistique mise en œuvre, est un monument qui restera. A ce livre, qui a fait sa célébrité, il préférerait toutefois cette *Histoire religieuse de la Révolution française*, où il avait mis toute son âme de chrétien et qui pour la puissance des raccourcis, comme pour la pénétration psychologique, l'apparente à l'auteur des *Origines de la France contemporaine*.

Jusqu'aux derniers jours de sa robuste vieillesse, Pierre de La Gorce a conservé ces beaux dons d'historien que l'âge semblait n'avoir fait que développer. Les lecteurs de la *Revue* ont pu en juger par les morceaux qu'il nous avait donnés de son *Louis XVIII* et de son *Charles X*. Et c'est hier qu'il faisait paraître en deux articles de la *Revue* ce *Napoléon III et sa politique* dont on serait tenté de dire qu'il n'a jamais rien écrit de plus nerveux, ni qui atteste une connaissance plus approfondie des affaires humaines.

A l'Académie française il était respecté et aimé de ceux même qui étaient le plus éloignés de ses idées politiques et religieuses, tant il savait mettre de courtoisie et de bonne grâce dans ses relations confraternelles. Ceux qu'il honorait plus particulièrement de son amitié garderont à jamais le souvenir de l'une des plus belles âmes dans l'intimité de qui il leur ait été donné de vivre.

RENÉ DOUNIC.

---

## CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

---

### LE CONFLIT ENTRE VIENNE ET BERLIN

A l'Élysée, la cérémonie rituelle de la réception du corps diplomatique à l'occasion du nouvel an est un instant sortie des formules banales et des vœux traditionnels. Le nonce apostolique a touché le fond même du problème de cette paix que tous les peuples chérissent quand il a dit que, pour l'assurer aux hommes de bonne volonté, « il est nécessaire de faire appel aux valeurs spirituelles ». Le Président de la République, qui est un fin lettré, a, dans sa réponse, cité cette maxime de Fénelon : « Si le citoyen doit beaucoup à sa patrie, chaque nation doit, à plus forte raison, bien davantage au repos et au salut de la République universelle dont elle est membre et dans laquelle sont renfermées toutes les patries. » L'éclipse des valeurs spirituelles sous le déluge des préoccupations matérielles, le mépris de toute abnégation dans le remous des passions nationales déchainées, n'est-ce pas là, sous un double aspect, la véritable origine des souffrances d'aujourd'hui et des angoisses pour demain ?

Les événements de l'Europe centrale et orientale illustrent tragiquement les propos diplomatiques échangés à l'Élysée. Le conflit entre Vienne et Berlin se poursuit sous des formes nouvelles et fait, de ces deux capitales, comme les pôles antagonistes où se concrétisent les deux courants qui entraînent les peuples de langue et de culture germaniques vers des destins différents. Conflit spirituel en apparence, conflit politique en réalité dont l'enjeu n'intéresse pas seulement le germanisme, mais dont l'issue importe au plus haut point à la tranquillité de l'Europe.

Le chancelier Hitler, dans le manifeste qu'il adresse pour la nouvelle année au parti national-socialiste, se vante d'avoir pro-

voqué la renaissance morale du peuple allemand, et il ajoute : « Nous avons anéanti le Centre catholique et nous avons cantonné des milliers de prêtres dans l'Église. » Le Centre n'est qu'un parti politique, une formation transitoire, mais, dans la question de l'action extérieure du clergé, c'est le magistère même de l'Église qui est en jeu. Le Saint-Siège a abandonné sans hésiter le parti politique, malgré ses brillants états de service au temps du Kulturkampf et depuis ; mais laissera-t-il entraver la mission du clergé dont il croyait avoir assuré l'indépendance par le Concordat ? La religion chrétienne ne saurait consentir à se cantonner au for intérieur. Toute religion a juridiction sur la vie morale, sur les consciences, donc sur la vie sociale et politique. Tout croyant revendique le devoir de transmettre sa foi à ses enfants ; tout prêtre réclame la faculté de propager sa croyance aux jeunes générations : et c'est le problème de l'enseignement. Toute religion a besoin de parler aux masses : et c'est la question du droit d'association et de réunion. Toute Église est un organisme vivant qui a besoin de ressources matérielles : et voici surgir d'inévitables conflits à propos de la mainmorte.

Ces difficultés inhérentes à la vie des sociétés politiques et des Églises pouvaient sembler pratiquement réglées par le Concordat. Mais ce traité, conclu en quelques jours sur le modèle de celui du Latran entre le Saint-Siège et l'Italie fasciste, fut d'abord une œuvre de circonstance. Le chancelier Hitler voulait être libre de détruire le Centre comme parti politique ; le Pape crut nécessaire de sauver l'Allemagne d'un schisme nationaliste qu'on lui représentait comme imminent. Mais, entre les deux pouvoirs, le conflit est inévitable, parce que le national-socialisme, comme le dit très justement M. Albert Rivaud dans *le Capital*, est une religion nouvelle, la religion allemande.

Toutes les grandes révolutions politiques secrètent une mystique. Celle de l'hitlérisme est conforme à l'esprit développé, dans l'Allemagne idéaliste d'autrefois, par Fichte et Hegel. Tout, même la conscience, doit être subordonné à l'État Moloch. « L'Allemagne revient aux formes antiques de la religion, à cette religion close dont parle M. Bergson et qui n'est plus que l'adoration de la Cité par elle-même... C'est l'Allemagne convertie à l'hitlérisme et s'adorant elle-même en lui. » Nous sommes en présence de l'une des plus étonnantes régressions que l'histoire ait enregistrées. L'Allemagne, anxieuse de se retrouver elle-même,

de se retremper dans ses origines, se replonge dans le paganisme ancestral. Elle aboutit à une sorte de religion nationale qui est un compromis entre un luthéranisme découronné de son christianisme et réduit à ses éléments spécifiquement allemands et nationalistes, et une sorte de paganisme à la fois barbare et farci de scientisme germanique. Le dieu de cet horrible mélange, le dieu à la croix gammée, est la négation du Dieu chrétien, à plus forte raison du Dieu catholique. Ceux qui prétendent garder à cette mixture quelques traits du christianisme luthérien éliminent du culte néo-germanique l'Ancien Testament, comme entaché de judaïsme, et l'adoration du crucifix. La loi d'amour et de charité, qui amollit les énergies humaines, doit faire place à la loi de haine et de dureté qui les trempe. Entre les deux conceptions, l'antagonisme latent devient un conflit ouvert : ce sera un conflit salutaire.

Les résistances viennent d'abord de l'Église luthérienne malgré les liens très forts qui l'unissent à l'État prussien. Les tentatives d'Hitler pour unifier et caporaliser l'Église luthérienne n'ont que partiellement réussi ; elles soulèvent, malgré la terreur policière qui sévit, les protestations de ceux qui rattachent désespérément au Christ leur Église en détresse. Un pasteur de Munich disait récemment, comme un écho, à la vérité bien lointain, aux fortes paroles prononcées quelques jours plus tôt par le cardinal Faulhaber : « La source de toute vie reste encore Jésus-Christ. En arriverons-nous vraiment à nous poser la question : Odin ou Jésus-Christ ? L'Église s'écroulerait si elle ne proclamait plus le Christ. » Les fanatiques du national-socialisme répondraient sans doute qu'il suffit de proclamer que « le peuple allemand » est Dieu et qu'Hitler est son prophète, son calife armé et casqué. Le conflit entre ce que l'on pourrait appeler, en forçant un peu les termes, l'orthodoxie luthérienne et, d'autre part, l'association des Chrétiens allemands, plus allemands que chrétiens, n'est pas près de finir. Il fait honneur à la haute conscience de quelques pasteurs. L'opposition, en face du racisme triomphant, ne trouvant plus d'issue dans l'agitation politique, prend la forme religieuse et scientifique. Mais une Église qui, depuis Luther, s'est toujours appuyée sur l'État et qui l'a servi autant qu'elle s'en est servie, est singulièrement désarmée en face de l'omnipotence de ce même État. Et il est dangereux, en un pareil moment, de ne point hurler avec les loups en chemises brunes.

A plus forte raison, « la nouvelle religion allemande » ne peut-elle

sans apostasie rallier les catholiques qui, en Allemagne, sont 25 millions sur 65 millions. Les cardinaux et l'épiscopat ont, ces derniers jours, élevé la voix. Le cardinal Bertram, évêque de Breslau, déclarait du haut de la chaire : « L'Église ne doit pas être confinée dans la sacristie. » A Munich, le 31 décembre, le cardinal Faulhaber avait choisi pour son sermon un sujet scabreux : « Christianisme et teutonisme », et il attaquait les « Chrétiens allemands » et les nouveaux dogmes racistes. « L'Église, disait-il, n'a aucunement l'obligation d'être coordonnée à une nation quelconque, car l'identification de la religion et d'une nationalité est un retour aux conditions de l'Asie... Nous ne sommes pas rachetés par le sang allemand, mais par le sang de Jésus-Christ. » Quant aux Teutons, ils seraient restés barbares s'ils n'avaient été « civilisés par le christianisme ». On n'ose pas toucher aux prélats de haut rang, mais malheur au clerc qui n'admire pas avec assez de ferveur Hitler et ses procédés de gouvernement : huit mois de prison à un prêtre de Munich coupable d'avoir critiqué la manière dont furent conduits l'enquête et le procès dans l'affaire de l'incendie du Reichstag. Déjà, dans l'enthousiasme du premier triomphe, il avait fallu une intervention personnelle d'Hitler pour empêcher l'arrestation du cardinal Faulhaber. Peut-être, quelque jour, verrons-nous un Thomas Becket allemand arroser de son sang les marches de l'autel. Ce serait l'aube d'une nouvelle rédemption du germanisme païen.

En Autriche, sous le gouvernement catholique de M. Dollfuss, l'épiscopat a pris, en face du racisme, une attitude très nette. Une lettre pastorale, rédigée dans une réunion tenue sous la présidence du cardinal Innitzer, archevêque de Vienne, et signée de tous les évêques de la République, a été lue dans toutes les églises le 24 décembre. Elle encourage les fidèles à « une fidélité inébranlable à l'égard d'un gouvernement que le Saint-Père a comblé de louanges sans réserves » ; elle proclame l'attachement de l'épiscopat et du clergé à l'indépendance politique et morale de l'Autriche ; celle-ci n'est pas responsable de « la guerre fratricide » que l'Allemagne lui a imposée, mais la paix n'est possible que sur la base du droit et de la pleine indépendance. « Le conflit, dans ce qu'il a de plus profond, a été provoqué par cette idéologie hitlérienne qui a été condamnée, il y a plusieurs années, par l'épiscopat allemand au nom de la religion et de l'Église. Cette condamnation a été maintenue même après la réorganisation survenue en Alle-

magne... Le concordat entre l'Allemagne et le Saint-Siège ne constitue en aucune manière une approbation des erreurs du national-socialisme. » Le mandement s'élève contre la folie raciste, contre la pratique antichrétienne de la stérilisation (1), contre l'antisémitisme radical et contre le nationalisme extrémiste. Les évêques terminent en expliquant que l'ordre donné aux prêtres de se retirer de la bataille politique est dû à des circonstances spéciales, qu'il a un caractère transitoire et n'implique nullement, loin de là, que le clergé ne doive pas soutenir le gouvernement actuel de l'Autriche indépendante.

Cet acte solennel, évidemment publié d'accord avec le Vatican, coupe les ponts, — si tant est qu'il en ait jamais existé, — entre l'Église romaine et la doctrine raciste ; il consolide l'indépendance de l'Autriche et la pose, comme un centre de résistance et d'attraction, en face du racisme national-socialiste. Vienne devient la capitale du germanisme traditionnel et catholique. Le fait est d'autant plus significatif que l'on annonce, vers le 15 janvier, une visite à Vienne de M. Suvich, sous-secrétaire d'État italien aux Affaires étrangères. Il y a lieu de croire qu'il n'y viendra pas dans l'intention de tenter, entre les deux capitales du germanisme, une réconciliation actuellement impossible, mais pour affirmer tout l'intérêt que prend l'Italie fasciste à l'indépendance complète de l'Autriche. Du coup s'accentue, en Autriche même, le différend entre les éléments nazis et la politique gouvernementale. Un journal annonce qu'une partie des nationaux-socialistes de Styrie, de Carinthie et de Salzbourg, ainsi que les *Heimwehren* dissidents quitteraient le catholicisme ; ce serait, à la voix de Berlin, un nouveau mouvement *Los von Rom*. En revanche, le surintendant de l'Église évangélique d'Autriche publie une lettre pastorale nettement opposée à la doctrine des Chrétiens allemands.

Ainsi, les positions des deux partis se précisent ; ainsi s'avivent des passions antagonistes qui auront dans l'histoire de lointains et profonds retentissements. Deux civilisations sont en présence, dont l'une recèle dans ses flancs la violence, la guerre et les pires régressions, tandis que l'autre reste la source de toutes les libertés et de tous les progrès. Les négociations diplomatiques occupent le devant de la scène, mais, si importantes qu'elles soient, le vrai

(1) La loi est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier. On dit que quatre cent mille personnes seraient « stérilisées » dans l'année. De nombreux médecins publient des brochures ou des articles pour s'élever contre cette pratique barbare.



drame d'aujourd'hui, celui qui décidera de l'avenir, c'est le conflit des idées, le heurt des doctrines. L'humanité désespérée, troublée par l'offensive audacieuse du matérialisme bolchéviste et du matérialisme raciste, arrive à l'une de ces heures où, comme le dit un vers cornélien qui n'est pourtant que de Ponsard,

Il faut monter à Dieu pour retrouver la loi.

#### L'ASSASSINAT DE M. DUCA

Avant même que fût parvenue à nos lecteurs la chronique du 1<sup>er</sup> janvier où nous relations l'heureuse activité du gouvernement roumain, son président, M. Jean Duca, était tombé, le 29 décembre, dans la gare de Sinaïa, sous les coups d'un assassin. Le criminel, un étudiant nommé Constantinesco, n'est ni un fou ni un isolé ; il a été l'instrument, vraisemblablement désigné par le sort, d'un complot ourdi dans une association politique qui s'intitule la « Garde de fer ». Deux complices l'accompagnaient et devaient le suppléer s'il venait à manquer son coup. Le fait que tous les trois aient stationné durant plusieurs heures dans la gare de Sinaïa sans attirer l'attention de la police, prouve tout au moins une singulière négligence, sinon une tacite complicité. L'assassin put lancer une bombe fumigène et, se jetant sur le président du Conseil, lui tirer cinq coups de revolver qui furent immédiatement mortels. Ce n'est qu'ensuite qu'il fut arrêté.

Lors de son dernier séjour à Paris, au mois de juin, M. Jean Duca qui, depuis longtemps, m'honorait de son amitié, m'avait exposé le programme qu'il comptait appliquer au cas probable et prévu où il serait chargé, avant la fin de l'année, de constituer un ministère. Il était un ami fidèle de la France, un fervent partisan de la politique de la Petite Entente dont il se proposait de développer l'action économique. Il s'inquiétait des menées de la « Garde de fer » qui prétendait acclimater en Roumanie le fascisme italien et surtout le national-socialisme allemand. Mon pays, disait en substance Jean Duca, n'a pas besoin, pour sortir des difficultés politiques qu'il traverse et de la crise économique, d'importer de l'étranger ces remèdes violents ; le péril communiste n'y est pas alarmant ; nos paysans, honnêtes et laborieux, très attachés à leur lopin de terre, voient de trop près la misère de leurs frères de l'Ukraine pour se laisser séduire par les doctrines bolchévistes ; il suffirait à la Roumanie de retrouver la main ferme

d'un Jean Bratiano, un chef capable d'assurer l'ordre à l'intérieur et de poursuivre à l'extérieur une politique de paix et d'ententes économiques. Il considérait la France comme une seconde patrie, mais il n'oubliait pas que son pays a des affinités avec l'Italie et des intérêts en Allemagne ; il assignait à la Roumanie un rôle actif d'entente, de paix et de collaboration européenne.

L'un de ses premiers actes, en arrivant au pouvoir, fut de dissoudre la « Garde de fer » et d'interdire à ses affiliés de présenter des candidats aux élections. Ce sont ces mesures, qui dans l'exécution furent peut-être trop brutales, qui ont exaspéré les membres de cette association et ont incité au meurtre quelques-uns d'entre eux. Tout courant politique roule pêle-mêle des éléments sains et des éléments morbides. Parmi les « Gardes de fer » se sont enrôlés une notable partie de la jeunesse des écoles et aussi de ses professeurs ; ceux-là se proposent avant tout d'éliminer de l'entourage du roi Carol et de la vie publique certains éléments indésirables à l'influence desquels ils attribuent la fréquence des crises ministérielles et des scandales financiers. Les incidents d'ordre privé qui ont marqué le retour au pouvoir du roi Carol, que le gouvernement libéral des frères Bratiano avait écarté du trône, n'ont pas cessé de peser sur la vie politique de la Roumanie. Le rapprochement qui s'était opéré entre le roi et le parti libéral et qui avait permis l'accès au pouvoir de M. Jean Duca avait, pour ces raisons, mécontenté les « Gardes de fer » dont l'antisémitisme, inspiré par l'exemple d'Hitler, est avivé par la présence, dans la familiarité de la cour, de certaines personnalités féminines et masculines dont l'influence leur paraît funeste.

A côté de ces jeunes gens qu'un patriotisme mal éclairé a jetés dans un parti violent, on trouve des éléments très suspects, des Allemands et des Hongrois de Transylvanie, révolutionnaires dont l'antisémitisme cache le goût du pillage et de tous les désordres dont profitent les pêcheurs en eau trouble. Deux fascistes notoires sont venus d'Italie en ces derniers mois pour répandre leurs doctrines et surtout, plus nombreux et plus dangereux, des agents allemands, prédicateurs du national-socialisme, trouvent des adeptes parmi les Saxons de Transylvanie et répandent l'argent de la propagande hitlérienne. Tous les moyens sont bons pour détruire la cohésion de la Petite Entente qui porte ombrage à l'Italie comme à l'Allemagne et qui est, sans autre raison que la communauté des intérêts, accusée de suivre les inspirations

venues de France, et pour affaiblir la Roumanie qui en est l'un des piliers. Le racisme serait, en Roumanie, par trop ridicule, mais l'antisémitisme n'est pas sans attrait pour les populations, surtout en Moldavie, en Bukovine, en Bessarabie où les éléments israélites sont nombreux. Les doctrines de violence trouvent crédit auprès des jeunes gens qui la confondent avec l'énergie. La nouvelle Roumanie, comme l'Allemagne et comme l'Italie, a besoin d'achever sa cohésion nationale, mais ce qu'il lui faut, c'est une autorité ferme et consciente de ses devoirs et non la violence génératrice de désordres.

On espérait qu'un gouvernement de M. Jean Duca serait durable et apporterait ces bienfaits à la Roumanie. La mort du président du Conseil est, à ce point de vue, un désastre. Non seulement disparaît un homme d'État expérimenté et vigoureux, mais encore sa mort avive les haines et prépare les représailles. L'assassin a déclaré que les « Gardes de fer » ont d'autres victimes à frapper. Un véritable complot semblait s'étendre sur le pays. Une action de police énergique fut immédiatement ordonnée par le nouveau président, M. Angelesco, doyen du Conseil des ministres ; de nombreuses perquisitions et arrestations furent opérées chez les affiliés à la « Garde de fer ». L'enquête suit son cours, mais le calme est rétabli. Le roi a appelé au poste de Premier ministre, M. Tataresco, ministre du Commerce dans le cabinet Duca. M. Constantin Bratiano a été choisi comme chef par le parti libéral à la place de M. Duca ; il a refusé d'entrer dans le nouveau cabinet, mais il a promis à M. Tataresco le concours dévoué de son groupe.

L'issue de la crise dépendait de la personnalité de M. Titulesco, ministre des Affaires étrangères. De Saint-Moritz en Engadine, où il se reposait, il revint à Bucarest ; au moment où nous écrivions il semblait accepter, sous conditions, de garder son portefeuille. Sa présence aux affaires, à l'instant où se développe la politique de paix organisée dont il a été l'actif ouvrier et où elle est menacée par toutes les forces adverses qu'elle contient ou qu'elle réprime, serait une sûre garantie que rien ne sera changé à l'orientation politique de la Roumanie. La visite attendue du roi de Bulgarie à Bucarest sera ajournée comme l'est la réunion des ministres des Affaires étrangères de la Petite Entente, mais l'une et l'autre auront lieu en temps utile. Il faut souhaiter à la Roumanie un gouvernement assez stable et assez fort pour mettre à la raison, par les moyens

légoux, les fauteurs de troubles, pour renforcer l'unité nationale en éliminant certains éléments étrangers ou indésirables.

Comme au temps des guerres de religion, de puissants courants d'idées, qui prennent la forme passionnelle et mystique, se propagent par-dessus les frontières : révolution bolchéviste, révolution fasciste, révolution raciste, si elles ne réussissent pas à s'implanter là où le climat moral et les circonstances d'ordre matériel ne favorisent pas leur éclosion, du moins y recrutent-elles des adeptes et suscitent-elles des troubles. Les intérêts nationaux et les haines nées de la guerre se servent des idéologies nouvelles et les enrôlent à leur service. On pourrait se croire à la veille de la guerre de Trente ans.

#### LES NÉGOCIATIONS DE SIR JOHN SIMON

En face de ces grands mouvements qui agitent l'âme profonde des peuples, les négociations que conduit sir John Simon au cours de ses visites dans les principales capitales peuvent paraître frivoles ; elles sont nécessaires cependant, s'il est vrai que la solidarité franco-britannique soit à la fois difficile à réaliser et indispensable au maintien de l'ordre européen.

Le pèlerinage du chef du Foreign Office, — outre un séjour dans l'île chère à l'empereur Tibère, — semble avoir deux objets : le premier serait de ramener l'Allemagne à Genève au prix de concessions dont on nous demanderait de faire les frais ; le second, d'arrêter l'offensive de M. Mussolini contre la Société des nations et d'aveugler la brèche que la torpille fasciste a ouverte dans ses œuvres vives. Le premier correspond aux préférences de M. Ramsay MacDonald qui croirait avoir fait quelque chose s'il obtenait de l'Allemagne un pacte de non agression qui remplacerait le traité de Locarno et déchargerait en apparence l'Angleterre de ses responsabilités dans l'ordre européen. Le second est conforme aux préoccupations du gouvernement français qui ne croit pas le maintien des traités possible sans une Société des nations respectée.

Le grand débat politique qui eut lieu aux Communes avant le départ du ministre n'amena pas, de sa part, des déclarations très lumineuses, mais il montra l'évolution que l'évidence des faits réalise peu à peu dans l'opinion britannique. Le réarmement de l'Allemagne est reconnu maintenant comme une vérité démontrée et alarmante. On entendit sans étonnement un unioniste, sir

E. Grigg, déclarer : « Nous devons, ou bien envisager de suivre la politique de l'isolement avec tout ce qu'elle signifie, ou bien être prêts à entrer dans un système quelconque de sécurité collective qui donne une réelle garantie. L'absence de toute politique nette, que cela nous plaise ou non, mènerait à l'isolement. » Un député conservateur, M. Boothby, déclara : « L'organisation collective de la paix ne peut être, à l'heure actuelle, réalisée que par la Société des nations... Je souhaite que le ministre des Affaires étrangères prenne son courage à deux mains et dise que nous sommes prêts à appliquer des sanctions. » Le général Spears vint affirmer que « pratiquer une politique de revision ce serait jeter des tisons sur de la poudre ». Enfin, sir Austen Chamberlain, dans un solide et vigoureux discours, résuma la situation : « Il doit être précisé que nous ne participerons à aucune réforme du pacte qui ne soit destinée à le rendre plus efficace et à renforcer la Société des nations et que nous combattons jusqu'au bout toute tentative pour la briser sous prétexte de l'amender. » « Il est facile, ajouta l'ancien ministre, de critiquer le traité de Versailles et de l'appeler une paix dictée. Mais quel traité, à la suite d'une guerre victorieuse, n'a pas été une paix dictée ? » Quant à la revision, n'en a-t-on pas fait une quand on a supprimé les réparations ? Mais pour pouvoir parler d'une revision territoriale, il faudrait que tout accord qui pourrait intervenir ne servit pas de point de départ à une nouvelle campagne. Il n'y pas d'apparence qu'un pareil état d'esprit existe parmi les pays revisionnistes.

Après la visite de sir John Simon à Paris, le Conseil des ministres se réunit le 27 décembre et arrêta les termes de la réponse à faire aux propositions allemandes. L'ambassadeur de France auprès du Reich vint à Paris d'où il emporta, le 30 décembre, le texte d'un aide-mémoire à remettre au gouvernement de M. Hitler. Ce document n'a pas été publié. Il semble qu'on en puisse définir en peu de mots l'esprit. La France ne renonce pas à chercher l'organisation de la sécurité générale dans la voie de la réduction des armements et dans le cadre de la Société des nations. Elle est prête à faire en ce sens des propositions. En aucun cas, la Conférence de désarmement ne peut aboutir au réarmement ; nous ne pouvons donc que rejeter la demande du gouvernement allemand de porter à 300 000 hommes l'effectif de la Reichswehr. Nous sommes, d'ailleurs, prêts à continuer sur ces bases une conversation qui ne saurait avoir de conclusion qu'à Genève et en présence de

toutes les Puissances intéressées. Telle est la position du gouvernement français : elle évite l'aventure scabreuse avec une Allemagne en pleine crise de fanatisme national ; elle maintient l'entente avec la Grande-Bretagne et le contact étroit avec nos amis de l'Europe centrale et orientale. Entre ce point de vue et celui de l'Allemagne hitlérienne, il ne semble pas qu'une conciliation soit possible.

Revenant de Capri, sir John Simon s'est arrêté à Rome, les 3 et 4 janvier, où il a eu avec M. Mussolini des entretiens prolongés. Dans le cabinet du Palais de Venise, ce qui, en réalité, était en présence, c'était le Pacte à quatre et la Société des nations. On peut deviner ce que le Duce a dit à son interlocuteur : Vous voulez ramener l'Allemagne à Genève, mais le Führer a déclaré clairement qu'il n'y reviendrait pas ; pour l'y attirer, il faudrait d'abord lui faire des concessions qui donnassent satisfaction à l'opinion allemande ; il faudrait ensuite réformer complètement la Société des nations afin d'y assurer la prépondérance aux quatre grandes Puissances. M. Mussolini tient absolument à annihiler l'influence des États de la Petite Entente, de la Pologne et des pays balkaniques tant qu'ils n'auront pas accepté la prééminence de l'Italie. Mais c'est un point de vue auquel sir John Simon ne pouvait se rallier. Le communiqué du 5 janvier indique que si le chef du Foreign Office revient bien renseigné, il n'est pas tombé d'accord sur les points essentiels avec le Duce.

Toutes ces palabres et ces négociations sont dominées par une situation de fait : le réarmement de l'Allemagne très activement poussé et la fièvre mystique qui gonfle les veines de la jeunesse hitlérienne. « En quelques années, écrit M. Garvin dans l'*Observer* du 31 décembre, l'Allemagne sera de nouveau la Puissance isolément la plus forte de l'Europe », et, comme programme pour l'année 1934, il conseille à la Grande-Bretagne « de conclure une solide alliance défensive avec la France et la Belgique, de viser à la parité aérienne dans le plus bref délai possible, car si elles veulent survivre dans un monde nouveau, les démocraties devront être fortes ». Puisse-t-il en être ainsi !

RENÉ PINON.

s  
i  
n

es  
a.  
en  
On  
ez  
nt  
lui  
le-  
été  
tre  
ler  
des  
nce  
ne  
i le  
nbé

une  
ent  
esse  
roer  
iso-  
pour  
une  
er à  
elles  
ront